



Le Moniteur

Paraissant
du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

Directeur Général
Ronald Saint Jean

175^e Année – Spécial N° 30-A

PORT-AU-PRINCE

Lundi 5 Octobre 2020

SOMMAIRE

DOCUMENTS ANNEXES AU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020 – 2021

NUMÉRO SPÉCIAL

EXPOSÉ DES MOTIFS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020 – 2021

I- CADRE GÉNÉRAL D'ÉLABORATION DU BUDGET 2020-2021

Le budget général de la République d'Haïti pour l'exercice 2020-2021 est établi conformément aux dispositions de la Loi du 4 mai 2016 relative au processus d'élaboration et d'exécution des Lois de Finances (LEELF). Ce budget survient dans un climat socio-politique qui demeure tendu et une situation économique encore empreinte des effets des crises répétitives enregistrées au cours des exercices précédents qui sont exacerbés par la pandémie COVID-19.

Pour faire face aux déficiences structurelles qui ont été mises en exergue par la crise sanitaire COVID-19 et des situations de troubles intérieurs, le Gouvernement a préparé un Plan de Relance Economique Post-COVID-19 (PREPOC 2020-2023) pour les trois prochaines années. Ce plan, qui vise la stabilisation et la relance économique, constitue le

cadre de référence qui a guidé la préparation du budget 2020-2021. À travers le PREPOC 2020-2023, le Gouvernement a fait le choix de la réorientation de la gestion publique actuelle pour s'inscrire définitivement dans la Gestion Axée sur les Résultats du Développement Économique et Social. Dans cette optique, les choix budgétaires pour l'exercice fiscal 2020-2021 priorisent les Actions à Résultats Rapides et Tangibles, mais aussi celles qui posent les bases d'une amélioration de la productivité et des performances économiques.

Dans un contexte de la persistante de fortes contraintes au niveau des ressources publiques, le processus de sélection des dépenses budgétisées a été renforcé pour en accroître la qualité et les impacts, et permettre ainsi au Gouvernement de faire plus avec peu de moyens. Afin d'assurer la mise en œuvre effective du PREPOC, l'affectation des ressources et des charges de l'État pour l'exercice fiscal 2020-2021 a été faite en fonction des engagements de l'État, et des grands objectifs de développement conformément aux domaines de concentration identifiés dans le PREPOC.

Ainsi, alignés sur les objectifs du PREPOC, le budget 2020-2021 consacre comme axes prioritaires :

- le renforcement de la sécurité et de l'État de droit pour redonner confiance à la population et faciliter aux opérateurs privés l'exercice de leurs activités ;
- le renforcement des politiques d'inclusion sociale pour répondre aux urgences engendrées par les crises socio-politiques répétitives dont les effets ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19 ;
- le renforcement des services d'infrastructures existants ainsi que l'accès à l'énergie pour réduire les coûts de production et contribuer à l'amélioration de la compétitivité de l'économie ;
- l'élargissement de la base productive à travers le soutien au développement de certains secteurs clés porteurs de croissance pour une relance rapide de l'économie; notamment l'agro-industrie, le secteur textile, le tourisme, l'immobilier et l'économie numérique ;
- le soutien au développement des PME pour une contribution à la création d'emplois décents et à la réduction du chômage qui frappe une frange importante de la population, notamment les jeunes ;
- l'amélioration de la gouvernance, notamment l'efficacité de la gestion publique, ainsi que l'intensification des efforts en vue de l'amélioration du cadre des affaires.

II- LES PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES ET LES HYPOTHÈSES RETENUES

L'économie haïtienne a été très affectée par les nombreux chocs sociaux, politiques et environnementaux auxquels elle a dû faire face. La pandémie de COVID-19 a davantage plombé les perspectives macroéconomiques déjà difficiles. Toutefois, pour l'exercice 2020-2021, la croissance du PIB ressortira à 2.4% et l'inflation de fin d'exercice se situera à 18.2% en glissement annuel. Ces évolutions résulteront notamment des politiques qui seront engagées pour soutenir la diversification et la transformation structurelle de l'économie haïtienne; ainsi que des actions qui seront entreprises pour contenir l'évolution des prix intérieurs, favoriser l'investissement privé et accroître l'efficacité des dépenses publiques. Outre, l'accroissement de la production, toutes ces actions contribueront aussi à créer des emplois, réduire la facture des importations et contribuer à diversifier les produits d'exportation.

Au niveau des finances publiques, les recettes fiscales sont projetées à 128 milliards de gourdes, en hausse de 50.3% contre une moyenne de 11% sur les cinq (5) dernières années. Outre les effets de la croissance économique, cette hausse résultera notamment de la mise en œuvre du plan de rationalisation des dépenses fiscales et du renforcement de la performance des administrations fiscales et douanières. Comme résultat, la pression fiscale atteindra 8.4%, sur la base des comptes nationaux révisés de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Les dépenses publiques connaîtront une forte croissance en raison des besoins financiers importants qu'engendrera la mise en œuvre du PREPOC d'une part, et de la nécessité de répondre aux besoins sociaux qui ont fortement augmenté avec la crise sanitaire. Aussi, des ressources additionnelles seront mobilisées à travers des émissions nettes de trésorerie à 25 milliards de gourdes

compte tenu des contraintes de liquidité du système bancaire. Malgré les contraintes financières, le Gouvernement contiendra le niveau de financement monétaire à 37.1 milliards de gourdes, compatible aux objectifs de stabilisation du cadre macroéconomique et à la maîtrise de l'inflation.

III- LES GRANDS ÉQUILIBRES DU BUDGET 2020-2021

1. Le budget pour l'exercice 2020-2021 est en hausse de 28,2%

Le budget de l'exercice fiscal 2020-2021 atteint la barre des **254 704 000 000 gourdes** en ressources et en emplois contre **198 700 000 000 gourdes** pour l'exercice 2019-2020, soit une hausse de **28,2%**. Cette hausse repose, d'une part, sur les efforts considérables qui seront déployés par les organismes de perception dans la mobilisation des ressources; et d'autre part sur l'augmentation des appuis financiers des partenaires au développement et l'utilisation de nouveaux outils de financement interne. La hausse sera également soutenue par la poursuite des réformes au niveau administrations fiscales et douanières portant sur le renforcement du contrôle fiscal, la rationalisation progressive des exonérations et l'amélioration de la productivité des services de recouvrement, qui permettront de limiter la baisse des ressources internes due au contexte macroéconomique difficile. Ces augmentations attendues au niveau des ressources permettront de prendre en charge l'ajustement de salaire des agents de la fonction publique en vue de s'aligner sur le salaire minimum; le financement des activités électorales prévues au cours de l'exercice; la relance de l'investissement public notamment à la mise en oeuvre du plan de relance économique Post COVID-19 et l'apurement d'une part importante des arriérés accumulés sur les exercices fiscaux antérieurs.

2. Les ressources du projet de Budget 2020-2021

Les ressources du budget de l'État, au titre de l'exercice fiscal 2020-2021, s'élèvent à **254 704 000 000 gourdes** contre **198 700 000 000 gourdes** pour le budget de l'exercice 2019-2020 soit une augmentation de **56 004 000 000 gourdes**. Elles comprennent **132 612 978 595 gourdes** de ressources internes.

Les concours des partenaires extérieurs attendus à hauteur de **29 946 175 000** sont constitués de **9 969 675 000 gourdes** d'appuis budgétaires et de **19 976 500 000 gourdes** au titre de dons et emprunts projets. Ces ressources comprennent également **92 144 846 405 gourdes** provenant notamment des émissions de titres publics (**25 000 000 000 gourdes**) et des emprunts auprès des banques commerciales (**16 387 200 000 gourdes**) et de la Banque de la République d'Haïti (**37 116 346 305 gourdes**).

3. Les dépenses du budget 2020-2021

Les dépenses projetées également à **254 704 000 000 gourdes**, traduisent la volonté du Gouvernement de relancer l'activité économique, de limiter l'impact de la crise sanitaire sur le secteur productif et de continuer les efforts pour augmenter notre capacité de production énergétique et faciliter l'accès à l'électricité.

Le service de la dette publique pour l'exercice fiscal est prévu à hauteur de **49 194 478 911 gourdes** réparties de la manière suivante : **38 386 154 188 gourdes** au titre de la dette interne et **10 808 324 723 gourdes** de la dette externe.

Les charges de personnel, affichant une hausse de 40,1%, sont prévues à **66 558 516 554 gourdes**, soit une augmentation de **19 042 234 644 gourdes** par rapport au niveau inscrit dans le budget 2019-2020. Cette hausse permettra non seulement de prendre en charge l'ajustement de salaire des agents de la fonction publique, de deux nouvelles promotions de policiers mais aussi d'annualiser la régularisation de la situation de certains agents publics réalisée au cours de l'exercice 2019-2020.

Les dépenses liées au fonctionnement courant de l'administration, estimées à **33 571 764 826 gourdes**, sont en hausse de 8,6% par rapport à l'exercice antérieur. Par ailleurs, les dépenses de subventions estimées à **26 273 310 920 gourdes** afficheront une baisse importante de 30,7%, en raison principalement de l'élimination de la subvention des produits pétroliers et le retour à l'application de la Loi de 1995 sur les accises variables.

Les dépenses d'investissements publics dans le budget de l'exercice fiscal 2020-2021 s'élèvent à **74 194 000 000 gourdes** et sont financées à 62,11% à partir des ressources nationales, soit **46 080 000 000 gourdes**, et 37,89% sur les dons et emprunts projets correspondant à **28114 000 000 gourdes**.

IV- Mesures et réformes pour l'atteinte des objectifs

L'atteinte des objectifs et cibles inscrits dans le budget 2020-2021 est conditionnée par un ensemble de mesures et réformes qui devront être initiées durant l'exercice. Ces dernières devront permettre une meilleure mobilisation des ressources mais particulièrement un assainissement dans la gestion des finances publiques afin de dégager des ressources additionnelles pour la mise en œuvre des programmes et projets porteurs de croissance et de création d'emplois. Ces mesures et réformes portent notamment sur :

- i. **la mise en œuvre du Plan de Rationalisation des Dépenses Fiscales (PRDF)**, validé en juin 2020 par le MEF, qui vise l'amélioration de la performance des organismes de perception en réduisant les largesses fiscales.

L'implémentation du PRDF sera réalisée de manière progressive sur les cinq (5) prochaines années et permettrait à l'État de mobiliser beaucoup plus de ressources pour consacrer à la sécurité et à l'amélioration du climat des affaires. Aussi, parmi les mesures qui sont adoptées dans le budget 2020-2021, nous retenons l'assujettissement des ONG aux paiements des frais de vérification sur l'importation de tous biens, matériels et équipements et l'élimination des exonérations sur les taxes communales pour les nouveaux projets bénéficiant d'avantages incitatifs, ce qui devrait permettre aux communes de disposer de plus de ressources pour financer leur budget ;
- ii. **des efforts sont amorcés pour une meilleure transparence budgétaire**. Faisant suite à l'initiative prise lors de l'élaboration du document budgétaire 2019-2020, celui de 2020-2021 intègre toutes les dépenses extrabudgétaires ainsi que toutes autres sources de financement. Ce cadre budgétaire incorpore toutes les dépenses de l'État, y compris les subventions et les transferts au secteur de l'énergie et leur financement, auparavant enregistrés hors-budget ;
- iii. **L'adoption du calendrier de mise en œuvre de la Loi sur l'Elaboration et l'Exécution de la Loi de Finances**. Il s'agit d'un processus impliquant l'ensemble de l'administration publique dont l'objectif fondamental est d'arriver à l'implémentation du budget-programme;
- iv. le Renforcement des structures d'exécution de dépenses publiques et l'amélioration des procédures d'exécution budgétaire ;
- v. l'ajustement de salaire dans la fonction publique pour prendre en compte les dernières dispositions légales relatives au salaire minimum ;
- vi. la construction de logements sociaux et la promotion d'initiatives privées dans des projets de construction de logements à prix abordables pour la classe moyenne ;
- vii. un programme de stages et d'insertion professionnel pour des jeunes diplômés ;
- viii. des projets de développement des filières pour encourager l'élargissement de la base productive, notamment à travers la politique de substitution aux importations et l'augmentation de la gamme des produits exportés.

**CADRE MACRO ÉCONOMIQUE
DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021**

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La présente note de cadrage macroéconomique à moyen terme sert de base à la révision du cadrage associé au budget 2019-2020 et à l'élaboration de celui de 2020-2021. Elle évalue les performances économiques et financières d'Haïti sur le passé récent, fournit des indications sur les prévisions de l'exercice fiscal 2020-2021 et présente les perspectives sur la période 2021-2023. Cette évaluation tient compte des événements économiques majeurs programmés ou attendus et des effets probables de l'évolution de l'environnement international et régional sur l'économie nationale, ainsi que les politiques nationales.

La pandémie de COVID-19 a mis à genou les différentes économies de la planète durant l'année 2020, affectant davantage les pays développés. Ainsi, les prévisions de juin 2020 du Fonds Monétaire International (FMI) tablent sur une contraction de l'économie mondiale de 4,9%, dont une récession de 8% est attendue au niveau des pays avancés. En dépit de la situation qui prévaut dans l'économie mondiale, notamment aux USA où le taux de chômage s'est accentué (10.9% en juillet 2020) et des contractions dans les économies à forte migration haïtienne tels le Brésil (croissance de -9.1%) et le Chili (-4.5% de recul du PIB), les transferts privés sans contrepartie vers Haïti n'ont pas baissé comme anticipé lors de l'élaboration du budget 2019-2020.

En 2019-2020, Haïti a continué à subir les contrecoups des effets des crises socio-politiques répétitives de 2018-2019, combinés aux effets de la propagation de la pandémie de COVID-19. En plus des effets dus à la succession des événements dits « Peyi Lòk » et les mouvements de protestations de certaines catégories socio-professionnelles, les effets globaux de la pandémie de COVID-19 au niveau mondial ont aussi affecté l'économie haïtienne, notamment le secteur réel et les finances publiques. D'une manière générale :

- les importations ont chuté de même que les exportations ;
- une contre performance a été constatée dans la mobilisation des recettes par rapport aux objectifs visés en dépit d'une augmentation par rapport à l'exercice fiscal 2018-2019 ;
- le taux de change, ayant connu une certaine stabilité sur les quatre (4) premiers mois de l'exercice, a connu une certaine accélération à partir du mois de février 2020. Cependant à partir de la mi-août, sous l'effet des interventions et mesures correctrices de la BRH combinées aux décisions budgétaires du MEF et également aux mesures de régulation commerciale prises par le Ministère du Commerce et de l'Industrie, la gourde a connu une appréciation spectaculaire d'environ 72% par rapport au dollar (*121.25 gourdes au 12 août 2020 contre 70.50 gourdes au 25 septembre 2020*). .

Les efforts consentis par le gouvernement pour stabiliser l'économie et le ralentissement du rythme de propagation de la Pandémie de COVID-19 ont amené les prévisionnistes du MEF à réviser la croissance de -3.6% à -2.9% pour l'exercice 2019-2020. Cependant, compte tenu de la décision des autorités de profiter de cette opportunité pour adopter et mettre en œuvre un Plan de Relance Economique Post Covid-19 (PREPOC 2020-2023), la croissance économique est projetée à 2.4% sur l'exercice fiscal 2020-2021 et le taux d'inflation de fin d'exercice à 18.2%, sous l'hypothèse d'une pression fiscale de 8.4% contre 6.5% aujourd'hui.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
NOTE DE CADRAGE MACROÉCONOMIQUE BUDGET GÉNÉRAL –
EXERCICE FISCAL 2020-2021

À moyen terme, sous l'hypothèse de mise en œuvre des projets et actions phares du PREPOC 2020-2023, le taux de croissance est projeté à 3% en moyenne annuelle sur les trois prochaines années et le taux d'inflation à 10% d'ici la fin de 2023 (Voir tableau suivant).

Synthèse des résultats de la prévision de croissance

Cadre macro 2020-2023	Réalisation	Estimation	Prévisions		
	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Indicateurs macroéconomiques					
PIB					
à prix constant (en millions de gourdes)	641,762.74	623,086.56	638,161.43	657,358.87	680,535.52
variation annuelle	-1.7%	-2.9%	2.4%	3.0%	3.5%
PIB					
à prix courant (en millions de gourdes)	1,192,476	1,318,926	1,528,628	1,764,202	2,026,035
variation annuelle	13.4%	10.6%	15.9%	15.4%	14.8%
Déflateur du PIB					
Variation annuelle	1.86	2.12	2.40	2.68	2.98
	15.4%	13.9%	13.2%	12.0%	10.9%
Inflation (%)					
en glissement annuel	20.1	26.9	18.2	13.7	10.0
en moyenne annuelle	17.3	22.9	22.7	16.3	11.3
Recettes totales en millions de gourdes (1)	76,590.5	85,177.7	128,040.0	153,597.5	184,878.0
variation	-3.8%	11.2%	50.3%	20.0%	20.4%
Dépenses courantes en millions de gourdes (2)	85,403.2	105,360.0	136,121.9	147,002.2	162,228.7
Dépenses d'investissement (Trésor public (PIP)) en millions de gourdes (3)	2,645.3	12,500.0	24,189.0	30,611.9	32,841.9
Dépenses totales en millions de gourdes	116,574.0	149,849.5	254,704.0	278,928.5	303,367.5
Bons du Trésor et autres sources du secteur financier en millions de gourdes	13,242.4	53,600.0	62,116.3	62,355.9	55,638.1
- Emissions nettes de bons du trésor	3,615.0	9,700.0	25,000.0	28,852.7	33,134.9
- Financement BRH	9,627.4	43,900.0	37,116.3	33,503.2	22,503.2
Pression fiscale	6.4%	6.5%	8.4%	8.7%	9.1%

Source :MEF/DEEP version du 30 sept 2020

INTRODUCTION

Les crises persistent et se suivent dans l'économie haïtienne. Qu'ils soient d'ordre naturel (sécheresse, tremblement de terre, ouragans et cyclones), socio-politique (Peyi Lòk), économique (émeutes de la faim, la vie chère) ou sanitaire (COVID-19), les dix dernières années ont été témoin d'une succession de chocs sans précédent pour l'économie.

L'exercice fiscal 2019-2020 a été dans un premier temps marqué par un arrêt quasi complet des activités au premier trimestre sous-jacent à la crise « Peyi Lòk », résultant des manifestations et troubles violents dès la fin de l'exercice précédent. Ensuite, vers la fin du second trimestre, la pandémie infectieuse du Coronavirus COVID-19 a, une fois de plus, conduit à un ralentissement significatif des activités économiques. Après une timide relance au troisième trimestre, le quatrième trimestre a vu le phénomène d'insécurité générale reprendre ses droits dans l'Aire Métropolitaine et dans les grandes villes de province, perturbant la mobilité des personnes et des marchandises. Ces différentes périodes de trouble ont eu un impact significatif sur les efforts déployés par le Gouvernement dans la mobilisation des recettes et ont aussi occasionné une hausse des dépenses publiques.

La crise sanitaire COVID-19 a exacerbé les fragilités de l'économie haïtienne quoique les mesures d'urgence prises par les autorités aient largement contribué à réduire les impacts négatifs. Néanmoins, les autorités haïtiennes reconnaissent que la gestion de l'après-COVID est tout aussi importante et doit intégrer l'agenda économique sur le moyen terme.

C'est dans ce contexte de raréfaction des ressources sous fond de perturbations prolongées que se déroule la préparation du Budget 2020-2021. La présente note de cadrage macroéconomique y relatif s'articule autour des points suivants :

- environnement international ;
- évolution récente de l'économie haïtienne ;
- situation macroéconomique en 2019-2020 ;
- cadrage macroéconomique 2020-2021 ;
- cadrage macroéconomique à moyen terme.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET RÉGIONAL RÉCENT

Au niveau mondial, l'année 2020 est principalement marquée par la pandémie infectieuse au Coronavirus, COVID-19. Cette dernière a fait plus de 900 000 morts à travers le monde et 28 millions de personnes infectées (OMS, août 2020). Le rythme de propagation étant significativement élevé, les mesures d'endiguement ont consisté surtout, au cours des premiers mois, à l'isolement, le confinement, la distanciation sociale et la fermeture généralisée de plusieurs activités jugées non essentielles dans les différentes parties du monde. Ces mesures ont eu pour effet un net ralentissement de la production ainsi que de la consommation dans de nombreuses économies.

A. Environnement économique international

Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI) revues en juin 2020, l'économie mondiale devrait se contracter de 4.9% ; soit -1.9 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril. Ce recul, plus important que celui de la crise financière de 2008, est dû à la mise en place des mesures visant à ralentir le rythme de propagation de la pandémie de COVID-19. Pour la première fois, toutes les régions devraient voir leur économie se contracter en 2020. Toutefois, des différences notables sont observées parmi les pays, en fonction de l'évolution de la pandémie et de l'efficacité des mesures d'endiguement; de la structure économique; de la dépendance à l'égard de flux financiers d'origine étrangère, y compris des envois de fonds; et de la tendance de la croissance avant la crise.

L'impact de la pandémie est beaucoup plus important dans les pays avancés. Une récession de l'ordre de 8% est attendue au niveau du groupe des pays avancés contre seulement 3% pour les pays émergents et en développement.

Ce sera entre autres : -10.2% pour la Zone Euro, -10.2% pour le Royaume-Uni, -8.4% pour le Canada, -8% pour les États-Unis d'Amérique et -5.8% pour le Japon. L'ensemble des autres pays avancés hors G7 et Zone Euro aura une contraction de 4.8% en 2020.

Au niveau des pays émergents, à l'exception de la Chine qui aura connu une faible croissance de son PIB de +1%, toutes les autres économies seront en récession notamment :

- ceux de l'Amérique latine et des Caraïbes (-9.4%) dont le Mexique (-10.5%), l'Argentine (-9.9%) et le Brésil (-9.1%) ;
- ceux de l'Europe (-5.8%) dont la Russie (-6.6%), la Pologne (-4.6%) ;
- ceux de l'Asie Centrale (-4.7%) ;
- ceux de l'Afrique Sub-Saharienne (-3.2%) ; et
- ceux de l'Asie (-0.8%) dont la Chine (+1.0%), l'Inde (-4.5%) et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est [ASEAN-5 : Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viêt-nam (-2.0%)].

La production de services et la consommation ont diminué. En raison des mesures de distanciation sociale qui ont donné lieu à la fermeture de plusieurs secteurs d'activités, la production mondiale a connu un contre-coup avec des pertes de revenus considérables et des ruptures de contrat. Par ailleurs les entreprises, faisant face à une baisse de leurs demandes, ont réduit significativement leurs investissements. Ceci a donc conduit à une baisse sensible de la consommation.

L'accélération de la propagation de la COVID-19, au cours des premiers mois de 2020, a engendré une forte baisse des prix de presque tous les produits de base. L'inflation a fléchi, avec une baisse de 1.3 point de pourcentage dans les pays avancés et 1.2 point de pourcentage dans les pays émergents pour s'établir respectivement à 0.4% et à 4.2% en juin 2020. Cependant, dans certaines économies, l'appréciation du dollar sur le marché international de change, induisant un renchérissement des importations, aurait un effet contraire sur les prix intérieurs.

La baisse des prix dans la plupart des économies est due particulièrement à la diminution de la demande globale et celle des cours des produits de base.

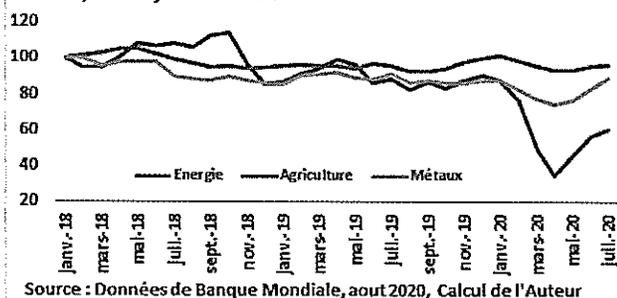
Les prix des produits agricoles sont demeurés stables sur l'année. En raison de leur faible sensibilité par rapport à la crise mondiale actuelle, les prix des produits agricoles ont diminué de 4.3% en juin 2020 par rapport à mars 2020, avec néanmoins une légère hausse en août 2020. Les prix des produits agricoles ont enregistré des fluctuations assez hétérogènes : certains produits ont vu leurs prix fortement augmenté, pendant que d'autres ont chuté. L'affaiblissement du dollar américain a soutenu les cours internationaux de la plupart des produits agricoles.

L'indice de l'énergie a reculé de 35.9%¹ en juin 2020 par rapport à mars 2020, qui lui-même a baissé de 18.4% par rapport à décembre 2019. Cette chute s'explique par la réduction des voyages et des transports (comptant pour environ deux tiers de la demande de pétrole) en raison des mesures d'atténuation prises en vue de contenir la propagation de la pandémie. Dès lors les prix du baril de Brent et de WTI s'établissent à 42.8 et 40.8 dollars en juillet 2020 contre 64 et 57.5 dollars le baril en juillet 2019 respectivement (Banque Mondiale, juillet 2020). Les services de la Banque Mondiale prévoient que les prix du pétrole ne devraient, en 2020, se rétablir que très progressivement par rapport à leurs récents bas niveaux, avant de remonter au cours de l'année 2021. Ils tablent sur des prévisions de \$35 et \$42² par baril de pétrole respectivement pour 2020 et 2021.

Les prix hors énergie, dans une moindre mesure, ont également baissé. L'indice des prix des métaux et des minéraux a diminué de 5.6% ; toutefois, certaines composantes ont enregistré des variations importantes.

Indices des prix des Produits, mensuels

Indice, 100 = janvier 2018



¹ Commodity markets (donnée excel), Banque Mondiale, août 2020, calcul de l'auteur

² Banque Mondiale, Commodity Markets Outlook, avril 2020

(<http://pubdocs.worldbank.org/en/900511587395260657/CMO-April-2020-Executive-Summary.pdf>)

Nominal price indexes and forecast revisions

	Price indexes (2010=100) ⁽¹⁾					Change (%) q/q		Change (%) y/y		Forecast revision ⁽²⁾	
	2017	2018	2019	2020 ⁽³⁾	2021 ⁽⁴⁾	2019Q4	2020Q1	2020 ⁽⁵⁾	2021 ⁽⁶⁾	2020 ⁽⁷⁾	2021 ⁽⁸⁾
Energy	68	87	76	45	54	1.7	-18.4	-40.3	18.9	-35.1	17.1
Non-Energy⁽⁴⁾	84	85	82	78	79	1.9	-0.7	-5.1	2.5	-4.6	0.9
<i>Agriculture</i>	87	87	83	82	84	4.1	1.2	-1.1	1.8	-0.9	-0.1
<i>Beverages</i>	83	79	76	72	74	5.1	-0.9	-5.3	2.3	-4.4	0.2
<i>Food</i>	90	90	87	87	88	4.9	1.5	-0.5	1.9	-1.2	2.1
<i>Oils and meals</i>	87	85	77	78	80	7.2	3.1	0.1	2.7	-1.8	5.2
<i>Grains</i>	81	89	89	88	89	0.8	4.4	-1.5	1.8	-1.6	0.4
<i>Other food</i>	102	99	98	97	98	6.0	-2.5	-0.4	0.9	0.0	0.2
<i>Raw Materials</i>	81	81	78	77	79	1.2	1.6	-0.8	1.6	-5.3	0.3
<i>Fertilizers</i>	74	82	81	73	76	-7.0	-4.5	-9.9	3.1	-12.9	1.0
<i>Metals and Minerals</i>	78	83	78	68	71	-1.8	-4.7	-13.2	4.0	-11.6	2.9
<i>Precious Metals</i>	98	97	105	119	119	0.7	5.4	13.2	-0.3	7.7	0.7
Memorandum items											
<i>Crude oil (\$/bbl)⁽⁵⁾</i>	53	68	61	35	42	1.0	-18.7	-43.0	20.0	-37.5	18.1
<i>Gold (\$/toz)</i>	1,258	1,269	1,392	1,600	1,590	0.5	6.9	14.9	-0.6	9.3	0.6

Source: World Bank.

Note: (1) Numbers may differ from tables A.1-4 due to rounding. (2) * denotes forecasts. (3) Denotes percentage points revision to the growth forecasts from the October 2019 report. (4) The non-energy price index excludes precious metals. (5) Average of Brent, Dubai and WTI. See Appendix C for definitions of prices and indexes.

La baisse de l'activité économique a lourdement impacté le marché du travail, occasionnant une baisse de la production des services (dont le tourisme), une chute de la demande de consommation et l'effondrement des cours des produits de base. Au niveau des pays émergents et en voie de développement, les échanges internationaux ont diminué de 11.9%. Les prévisions d'inflation font état d'une baisse du rythme de progression des prix ; néanmoins en raison de la dépréciation globale de la gourde par rapport au dollar, le renchérissement des importations pourrait contrebalancer cette tendance dans certaines économies. Les perspectives d'inflation restent tout de même timides, car la demande globale devrait demeurer faible.

Perspectives

Toutefois une relance de l'activité économique de 4.8% est attendue en 2021 pour les pays avancés si les mesures mises en place pour endiguer la maladie et assurer la survie financière des agents économiques au niveau de ces pays se révèlent efficaces. En 2021, le taux de croissance du groupe des pays émergents et des pays en développement devrait monter à 5,9 %, en raison surtout du rebond prévu en Chine (8,2 %). Le PIB du groupe, hors Chine, devrait se contracter de 5,0 % en 2020, puis croître de 4,7 % en 2021, pour ainsi se retrouver légèrement au-dessous de son niveau de 2019.

B. Environnement économique régional

Amérique Latine et Caraïbes (LAC)

La contraction prévue pour l'Amérique latine et les Caraïbes est de 9.4%, soit une contraction plus prononcée (-4.2 points de pourcentage) par rapport aux prévisions d'avril 2020. Les pays de cette région font face régulièrement à des chocs défavorables graves allant des chutes précipitées des prix des matières premières aux catastrophes naturelles majeures en passant par des resserrements dramatiques des conditions financières. De plus, l'épidémie de Covid-19 constitue un défi pour la région, car les mesures nécessaires pour contenir l'épidémie provoquent également un choc d'approvisionnement majeur.

États-Unis d'Amérique

L'économie américaine a connu, en rythme annuel, une chute de 31.7% de son PIB au mois de juin 2020 contre une contraction de 5.0% le trimestre précédent ayant interrompu une dynamique de croissance entamée depuis une dizaine d'années. En effet, les conséquences en perte de vies humaines dues à la propagation rapide de la COVID-19 ont contraint les autorités américaines à prendre des mesures de confinement et d'arrêt quasi-total de certaines activités non essentielles; ce qui a engendré un dérapage du taux de chômage pour se fixer à 14.7% en avril 2020. Cependant, la reprise de certaines activités a provoqué une baisse du taux de chômage pour s'établir à 10.2% au mois de juillet 2020.

République Dominicaine

Croissance nulle pour la République Dominicaine en 2020. La diminution des flux provenant des envois de fonds des travailleurs, du tourisme et des exportations engendrée par la pandémie de COVID-19, pourrait déclencher un ralentissement de la croissance économique dominicaine qui était assez soutenue pendant une période relativement longue, en moyenne 6% sur les dix dernières années. Son modèle de croissance qui s'appuie sur le tourisme est mis à rude épreuve. En effet, ce dernier, qui représente 17% du PIB et 16% des emplois, est lourdement impacté par la restriction de la mobilité humaine et de la baisse de la demande du secteur touristique. En dépit des mesures d'envergure de l'ordre de 2.5% du PIB, la Banque Centrale de la République Dominicaine prévoit, conformément aux prévisions du FMI, de la Banque Mondiale et de la CEPAL, une croissance nulle pour 2020.

Brésil

Les services du FMI tablent sur une contraction de 9.1% de l'économie brésilienne (-3.8 points de pourcentage par rapport à avril 2020) en raison des perturbations économiques liées à la pandémie de COVID-19, la faiblesse de la demande extérieure et le prix du pétrole. Il résulterait de ces chocs une baisse de la consommation privée et de l'investissement. La pandémie a pris de l'ampleur et les mesures prises par les autorités locales ont été renforcées.

Chili

Selon les services du FMI, le Produit Intérieur Brut (PIB) chilien devrait se contracter de 4.5% en raison de la propagation de l'épidémie liée au nouveau corona virus, le bas prix du cuivre et les incertitudes autour des changements constitutionnels. Le taux de chômage chilien, affecté par l'impact économique négatif de la pandémie, est estimé à 9.7%. Le taux d'inflation devrait s'établir à 3.4% en 2020 en raison de la décision des autorités d'augmenter l'investissement public pour compenser le ralentissement du PIB.

II. ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE HAÏTIENNE

Au cours de la dernière décennie, l'économie nationale a été marquée par une succession de chocs. Les différentes crises socio-politiques, économiques ou sanitaire ont affecté particulièrement l'activité économique dans son ensemble tandis que les chocs d'ordres naturels ont largement impacté le secteur agricole et les infrastructures. Cette situation a provoqué de profondes mutations dans l'économie haïtienne, entraînant une contraction du secteur primaire

au profit du secteur tertiaire. Ainsi, la part du secteur primaire dans le PIB est passée de 25% en 2011 à 19% en 2019 alors que celle du secteur tertiaire n'a cessé de croître, passant de 51% à 56% sur la période.

La gestion des finances publiques s'est révélée délicate. En dépit des multiples efforts déployés par les autorités dans la mobilisation de ressources, les différents troubles socio-politiques ont limité la capacité de collecte des organismes de perception. La pression fiscale est tombée à 6.4%³ en 2019 contre 7.4% en 2012. Par ailleurs, les dépenses courantes se sont évoluées de façon disproportionnée par rapport aux dépenses d'investissement, donnant ainsi lieu à un déficit budgétaire soutenu conjugué à une subvention croissante au secteur de l'énergie, notamment à la compagnie d'Electricité d'Haïti (EDH) et aux produits pétroliers. Ainsi, le déficit public avoisine les 3.6% du PIB en 2019.

³ Révisée pour tenir compte de base des comptes nationaux de l'IHSI.

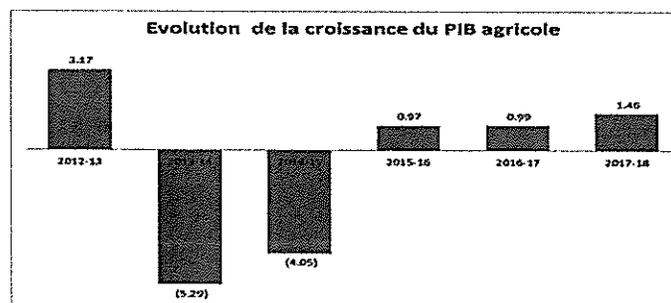
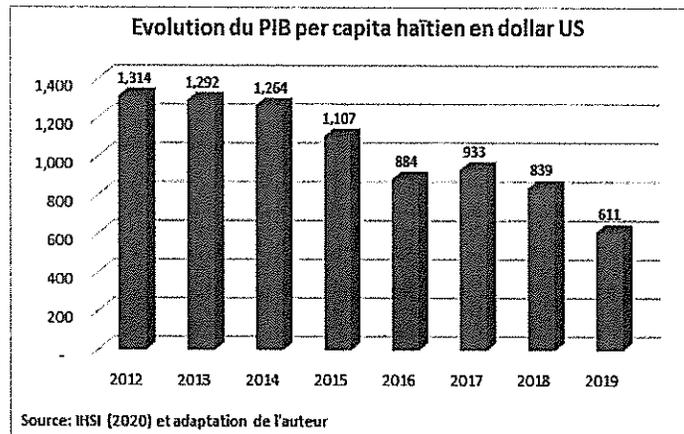
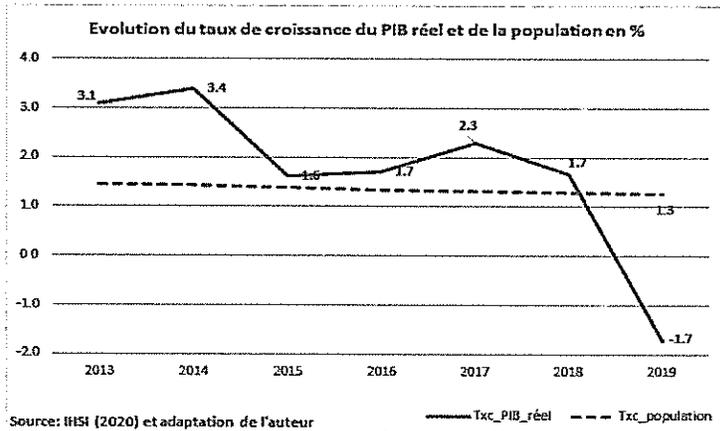
A. Vue d'ensemble sur la période 2014-2018

Après avoir connu quatre années consécutives de croissance post-séisme, l'exercice 2014-2015 marque un tournant avec de faibles taux de croissance. Sur la période 2014-2018,

l'économie haïtienne fait face à des crises politiques liées à l'organisation des élections, à une longue période de sécheresse caractérisée par le phénomène climatique *El Niño* mais également à l'ouragan Matthew qui a provoqué des pertes et dommages équivalents à 17% du PIB⁴ affectant principalement le secteur agricole de la région Sud du pays. Ainsi, sur la période

susmentionnée, le PIB est retombé autour de 1.4% en moyenne, légèrement au-dessus de la croissance démographique. Il en résulte une décroissance au niveau du PIB per capita de -24.2% passant de 1107 dollars en 2015 à 839 dollars en 2018. Il est à noter que depuis l'année 2015, le PIB par habitant est tombé en dessous de 1000 dollars américains alors que celui de la République dominicaine s'approche de 8,000 \$USD.

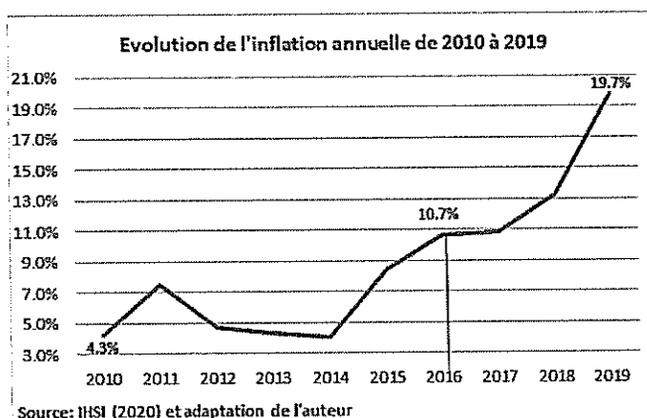
Le secteur agricole a lourdement pâti des chocs naturels sur la période. En dépit des lourds investissements qui ont été effectués dans le secteur agricole, la dynamique du secteur agricole a été assez faible sur la période. Tributaire du phénomène *El Niño* qui a provoqué une décroissance du secteur, l'ouragan Matthew a complètement détruit le grand Sud. Cette région qui représente 19% de la production agricole a été largement endommagée avec des pertes estimées à plus de 36.5 milliards de gourdes.



⁴ PIB de 2015 selon la nouvelle base 2012

Le secteur agricole, lourdement affecté, a ainsi mis du temps pour se remettre. En plus des aléas climatiques, l'accès limité au financement devient la principale entrave aux investissements dans le secteur. Ce qui implique alors une réduction des activités productives et une réallocation de la main-d'œuvre agricole vers les autres secteurs. Dès lors on assiste à une mutation au niveau de l'économie haïtienne avec une décroissance du secteur primaire au profit du secteur tertiaire tandis que sur la période, la part du secteur secondaire dans le PIB reste stable.

Une envolée des prix dans l'économie. La faiblesse de l'appareil productif a conduit à un recours croissant à l'importation des biens et services nécessaires pour satisfaire la demande locale et de ce fait impacté significativement les prix dans l'économie. Alors que les années post-séisme (2011-2015) ont été témoins de faibles taux d'inflation (en dessous de 10%), l'économie haïtienne a entamé un processus inflationniste à deux chiffres à partir de l'exercice 2015-2016 résultant des effets conjugués des troubles politiques, de la dépréciation de la gourde, de l'excès de liquidité lié au financement du déficit public et aux comportements optimisateurs des entreprises commerciales et industrielles.

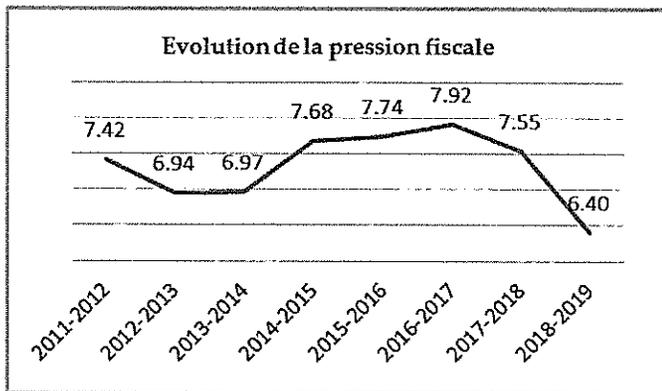


Parallèlement la gourde a poursuivi sa course à la dépréciation face au dollar américain. Entre 2014 et 2018, la gourde a déprécié de 53.51% passant de 45.56 gourdes pour 1 dollar américain au début du mois d'octobre 2014 à 69.94 gourdes pour 1 dollar américain en septembre 2018. Cette accélération de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar se réalise sous fond d'une hausse de la dollarisation dans l'économie qui s'est traduite par une augmentation de 22% des dépôts en dollar atteignant 2.3 milliards de dollars sur la période.

Les finances publiques haïtiennes ont souffert des troubles socio-politiques. Les différents chocs, auxquels a fait face l'économie haïtienne, ont limité la capacité de collecte des administrations fiscales et douanières qui ont malgré tout consenti de grands efforts en matière de mobilisation des recettes. Les différentes réformes, qui ont été implémentées sur la période 2014-2018, ont permis une performance relative des organismes de perception.

La pression fiscale a oscillé autour de 7.7% en 2014-2018 contre 7.1% entre 2011 et 2014, avant de connaître une baisse à partir de 2018. Néanmoins les performances restent très en deçà de la moyenne des pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes (LAC) qui est autour de 21%.

Une faiblesse au niveau de l'efficacité des dépenses publiques. En plus des crises socio-



politiques qui limitent leurs capacités d'action, les ministères sectoriels font face à un manque énorme d'absorption dans l'exécution des dépenses d'investissements structurels. En 2011-2012 les dépenses d'investissement sur fonds PetroCaribe ont atteint 16 milliards de gourdes, contre 3.2 milliards et 1.6 milliard de gourdes respectivement en

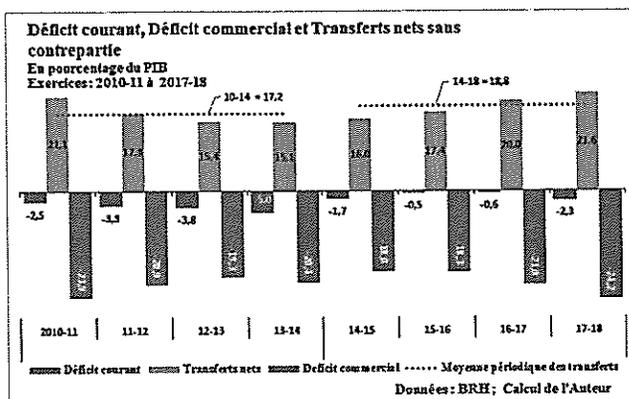
2015-2016 et 2016-2017. La baisse des cours du pétrole sur le marché international conjugué à la situation socio-politique délicate au Venezuela ont eu pour effet une nette baisse dans l'approvisionnement du pétrole sur le marché haïtien. Cette situation a occasionné un arrêt total de financement des investissements par le fonds PetroCaribe à partir de l'exercice 2017-2018.

Les réformes en matière de gouvernance administrative et d'assainissement des finances publiques ont permis de limiter le déficit budgétaire (2015-2017) en dépit du poids significatif des subventions au secteur énergétique. Le déficit public a avoisiné en moyenne 3.6% du PIB tandis que la subvention à la Compagnie Publique d'Electricité d'Haïti, qui représente en moyenne 1% du PIB, constitue la composante la plus importante de ce déficit. Ceci entraîne une situation d'endettement de l'Etat et un recours accru au financement monétaire en dépit de l'application du Pacte de Gouvernance Economique et Financière entre le MEF et la BRH.

Un déséquilibre plus prononcé au niveau des échanges extérieurs. L'environnement tant national qu'international ont impacté la balance des paiements haïtienne. La faiblesse de l'appareil productif haïtien, induisant une pression accrue sur la demande, s'est traduite par une augmentation systématique des importations de biens et services. Cette situation implique un déséquilibre structurel de la balance courante.

Sur la période 2014-2018, le déficit courant est estimé à 1.3% du PIB en moyenne avec une hausse de 5.2% des importations contre seulement 1.9% pour les exportations. Les transferts nets sans contrepartie, qui représentent 18.8% du PIB, ont crû de 11.2 % en moyenne sur la période amortissant ainsi l'effet du creusement du déficit commercial sur le déficit du compte des transactions courantes. Toutefois, il y a lieu de

noter qu'en période d'injection d'importants flux de devises dans l'économie, le solde global de la balance des paiements tend à être positif. C'est le cas notamment durant les trois premières années post séisme où les flux d'aide externe ont concouru à l'accumulation des avoirs de réserves, ce qui a abouti à une balance globale positive. Par contre, à partir de l'exercice 2014-2015, le solde global va redevenir négatif⁵.



L'action de la politique monétaire s'est inscrite dans le souci de défendre la valeur de la monnaie nationale tant au niveau interne qu'au niveau externe. Sur la période 2014-2018, l'envolée des prix intérieurs ainsi que l'accélération de la dépréciation de la gourde ont amené les autorités monétaires à conduire une politique de durcissement des conditions monétaires. La hausse des transferts privés sans contrepartie sur la période n'a pas permis à la Banque Centrale de renforcer ses réserves de changes qui sont passées de 903.7 en octobre 2014 à 663 millions de dollars en septembre 2018, ceci en raison des interventions répétées sur le marché des changes.

Par ailleurs, le crédit au secteur privé a connu une croissance de 46.7 % pour se situer à 124.54 milliards de gourdes au 30 septembre 2018. Cette hausse est expliquée essentiellement par l'évolution de 32% des crédits en gourdes et 14.7% des crédits en dollars.

Les PME n'ont pas pu profiter de cette hausse des crédits bancaires. Selon le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), l'économie haïtienne est caractérisée par une forte concentration de micro-entreprises (96%) dont les propriétaires, souvent mal informés, possèdent de très faibles notions en gestion d'entreprise. Il s'agit aussi d'entreprises très faiblement capitalisées, pratiquement exclues du circuit du crédit formel et ne pouvant recourir, à l'occasion, qu'au crédit aux coûts exorbitants dépassant 36% l'an. Ces contraintes concernent également les entreprises de production, ce qui limite la capacité productive de l'économie.

⁵ Néanmoins pendant deux (2) années le solde est compensé par l'accumulation des arriérés de paiement techniques (paiements effectués mais non effectifs à cause des sanctions des USA envers le Venezuela) liés aux mécanismes de PetroCaribe.

En effet les entreprises évoluant dans le secteur d'activité « Commerce de gros et de détail » ont été les principaux bénéficiaires du crédit bancaire (24.84%) soit environ un quart des crédits alloués. Toutefois sur la même période le secteur « Services et Autres » est le second bénéficiaire avec environ 15% du crédit bancaire.

La mise en œuvre de politique d'accompagnement des entreprises et de promotion de création d'entreprise en particulier du Programme d'Appui aux PME initié par le Ministère de l'Économie et des Finances, a permis de capitaliser des *entreprises de production* évoluant dans l'agriculture, l'agro-industrie, le tourisme et la construction.

B. Situation macroéconomique en 2018-2019

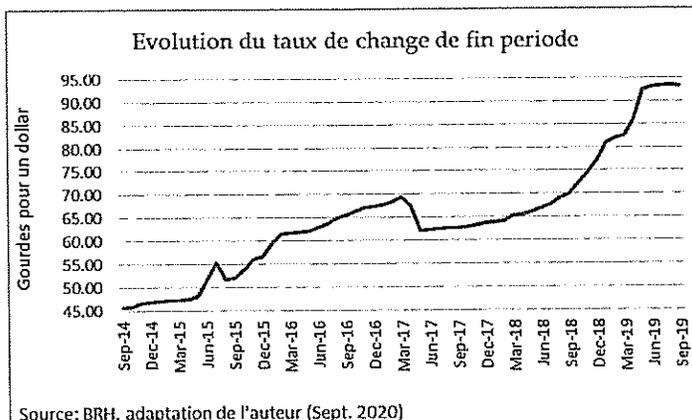
L'exercice fiscal 2018-2019 a été une fois de plus le témoin des troubles socio-politiques persistants sous fond de pénurie de carburant lié à la fin tacite du programme PetroCaribe. Découlant des protestations populaires, ces périodes de tensions généralisées baptisées « *Peyi Lòk* » ont lourdement affecté la stabilité macroéconomique.

L'activité économique a connu un recul par rapport à l'année précédente, avec une contraction du PIB de 1.7% résultant de la contreperformance des secteurs d'activités économiques : primaire (-1.4%) et secondaire (-8.9%). Cette contraction découle de la baisse des recettes courantes, d'une chute des investissements publics mais également des pressions inflationnistes couplées à une nette accélération de la dépréciation de la monnaie nationale. Cette situation d'instabilité et d'envolée des prix a eu aussi pour conséquence une contraction de la demande interne (-1.1%) dont une chute du secteur de la construction (-33.4%).

Dans le même temps, les perturbations dans la production et l'approvisionnement des marchés en biens et services ont contribué à alimenter des niveaux de prix intérieurs élevés et en augmentation continue, l'aggravation de la situation d'insécurité alimentaire du pays, la montée des tensions sociales et la dégradation des conditions sécuritaires du pays. À la fin de l'exercice, l'inflation a atteint 20.1% en septembre 2019. Parallèlement selon une évaluation d'urgence de la sécurité alimentaire réalisée par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) en juin 2019, environ trois (3) millions de personnes sont en insécurité alimentaire dont 371 mille nécessitent une aide alimentaire urgente.

La persistance de l'inflation est due également à la dépréciation de la gourde par rapport au dollar.

En effet la gourde s'est dépréciée en rythme annuel de 33.4% en s'établissant à 93.32 gourdes au 30 septembre. Cette accélération de la dépréciation du taux de change serait due principalement aux anticipations négatives des agents économiques et aux spéculations sur le marché des changes, ceci en raison des troubles et tensions socio-politiques récurrents.



Les finances publiques sont principalement marquées par une contreperformance des recettes. Largement frappées par les turbulences sociales, les finances publiques haïtiennes ont enregistré une baisse de 4% dans la mobilisation des recettes qui ont totalisé 76.4 milliards de gourdes, soit un taux de réalisation de 79% par rapport aux objectifs. Les pertes de recettes pétrolières sur l'exercice 2018-2019, évaluées à 33.07 milliards de gourdes, représentent plus que le double de celles enregistrées au cours de l'exercice précédent.

La maîtrise des dépenses publiques s'est réalisée au prix d'une chute des investissements publics et de l'accumulation d'arriérés. L'application du Pacte de Gouvernance Économique et Financière signé entre les autorités financières et monétaires ont permis de contenir les dépenses publiques à 76.4 milliards de gourdes, en baisse de 13%, avec une prépondérance accrue des dépenses courantes (95%) au détriment des dépenses d'investissement. Ces dernières ont enregistré une chute de 70%, totalisant 3.5 milliards de gourdes, soit un taux d'exécution de 23%. Si la hausse des dépenses courantes a surtout concerné la masse salariale, dont la régularisation du personnel dans les secteurs de la santé, de la justice et de l'éducation; la réduction des dépenses d'investissement a affecté les programmes et projets d'investissements publics. Par ailleurs, le non décaissement d'importants appuis budgétaires des bailleurs de fonds a également contrecarré la mise en œuvre d'importants programmes socio-économiques nécessaires à la promotion et la protection sociale, via les filets de protection sociale pour les couches les plus vulnérables.

En raison de la contreperformance des organismes de perception, le Trésor Public a émis des bons nets de 3,6 milliards de gourdes. Par ailleurs, des dispositions ont été prises pour limiter le financement de la Banque de la République d'Haïti (BRH) à 9,6 milliards de gourdes, accusant ainsi une nette réduction de 14,7 milliards de gourdes par rapport à son niveau à fin septembre 2018 (24,3 milliards de gourdes).

La Banque Centrale a été amenée à poursuivre une politique monétaire restrictive. En dépit du ralentissement des activités économiques, la Banque de la République d'Haïti a dû mener une politique de durcissement des conditions monétaires en vue de contenir la surchauffe sur le marché ainsi que les pressions inflationnistes.

Ainsi, les autorités monétaires ont pour la première fois, depuis juillet 2015, augmenté les taux d'intérêt sur les bons BRH à 10%, 14% et 22% sur les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement contre 6%, 8% et 12% auparavant.

Les interventions de la Banque Centrale sur le marché des changes et les assèchements de liquidité, à travers les bons du Trésor ou les obligations BRH, ont contribué à ralentir le rythme de la dépréciation. Dans le but de calmer les pressions sur le marché des changes, la Banque centrale est intervenue sur le marché des changes pour un montant de ventes nettes totalisant 163.76 millions dollars EU au cours de l'exercice fiscal 2018-2019 contre 90.14 millions de dollars un an auparavant. En raison des interventions de la BRH sur le marché des changes, les réserves nettes de changes (TMU) ont baissé de 30.6 millions de dollars pour s'établir à 746.4 millions de dollars en septembre 2019.

Creusement du déficit de la balance des paiements. Le solde global de la balance des paiements a accusé un déficit de 190.2 millions de dollars américains en raison de la dégradation de la balance des comptes courants (122.9 millions de dollars) et du compte des opérations financières (127.6 millions de dollars).

En dépit du ralentissement des activités économiques liées aux tensions socio-politiques, répétitives et prolongées, les exportations de textile ont enregistré une assez bonne posture avec une croissance de 14%. Cependant les exportations haïtiennes de biens et services, s'établissant à 1.6 milliard de dollars sur l'exercice 2018-2019 ont enregistré une baisse de 10.9%. Les exportations haïtiennes sont fortement exposées, sur le plan interne, aux effets des chocs politiques et des catastrophes naturelles qui influent négativement sur l'industrie et l'agro-industrie. Les importations haïtiennes qui représentent 76%⁶ des échanges commerciaux (biens et services) d'Haïti avec le reste du monde sur l'exercice 2018-2019, ont diminué de 8.3% pour s'établir à 5.2 milliards de dollars. Bien que les importations aient baissé, le déficit structurel des échanges de biens et services demeure avec un solde déficitaire de 3.6 milliards en 2018-2019.

Les transferts privés sans contrepartie des haïtiens de l'étranger, qui ont atteint 3.3 milliards de dollars, en hausse de 6.9%, ont contribué à compenser la détérioration de la balance des paiements.

Des politiques de redynamisation de l'économie à travers l'appui aux PME. Dans la mise en œuvre du Programme d'Appui aux PME par l'apport d'un appui technique et financier à travers des fonds de garanties et de capitalisation, le MEF a pu promouvoir 68 entreprises évoluant dans des secteurs d'activités agricoles, agro-industrielles touristiques et construction. D'autre part, le lancement du Programme d'Incubation des startups technologiques (Alpha) a permis à 6 équipes de bénéficier d'opportunités qui leur permettra de créer leurs sociétés technologiques, de consolider leurs modèles d'affaires, de finaliser leurs solutions technologiques et surtout de trouver les partenaires et investisseurs aptes à les aider à servir les clientèles ciblées.

⁶ Les importations représentent en moyenne 74.2% des échanges commerciaux sur les cinq (5) derniers exercices 2014-2015 à 2018-2019.

III. SITUATION MACROECONOMIQUE EN 2019-2020

L'exercice fiscal 2019-2020 a été une nouvelle fois le théâtre de troubles sociopolitiques hérités des crises de juillet 2018. Dénommés « PEYI LOK », ces derniers se sont renforcés au cours du premier trimestre, paralysant les activités économiques sur des périodes pouvant être de moyenne durée. Ainsi un quasi-arrêt complet a été observé pendant tout le mois d'octobre. Durant le second trimestre, le climat d'insécurité a entravé de plein fouet la reprise timide des activités. Par ailleurs, dès le mois de mars 2020, les premiers cas d'infection au Coronavirus, COVID-19, ont surgi en Haïti, obligeant les autorités sanitaires à mettre en place des mesures strictes de distanciation sociale et de confinement dans diverses entreprises. Ces décisions ont eu pour impact un ralentissement significatif du niveau des activités dans divers secteurs. Vers la moitié du quatrième trimestre, l'insécurité a repris ses droits, paralysant le fonctionnement des administrations.

A. Bref rappel des résultats socio-économiques sur les mois écoulés

Sur les onze (11) mois écoulés de l'exercice fiscal 2019-2020, le pays a continué à subir les contrecoups des effets des crises socio-politiques répétitives de 2018-2019 ; ce qui entrave la gestion des finances publiques et la poursuite des objectifs économiques de croissance et de stabilité des prix. En plus des effets dus à la succession des événements dits « Peyi Lòk » et les mouvements de protestations de certaines catégories socio-professionnelles, les effets globaux de la pandémie de COVID-19 au niveau mondial ont aussi affecté l'économie haïtienne, notamment le secteur réel et les finances publiques. D'une manière générale :

- les importations ont chuté de même que les exportations ;
- une contreperformance a été constatée dans la mobilisation des recettes par rapport à l'objectif visé alors que les dépenses budgétaires sont en augmentation ;
- le taux de change, ayant connu une certaine stabilité sur les quatre (4) premiers mois de l'exercice, connaît une certaine accélération à partir du mois de février 2020. Toutefois durant le quatrième trimestre, sous l'effet des politiques monétaire, budgétaire et de régulation commerciale, la gourde a connu une forte appréciation par rapport au dollar.

Secteur réel et prix

Les dernières informations disponibles sur l'Indice Conjoncturel d'Activité Économique (ICAE), font état d'une détérioration de la croissance économique projetée pour l'exercice 2019-2020. En effet, estimée à -3,6% dans le dernier cadrage macroéconomique, la croissance économique serait révisée à -2,9% en raison de la régression de -4,1% de l'ICAE au premier semestre. Cette baisse résulte essentiellement des chutes enregistrées dans tous les secteurs de l'économie haïtienne en raison des décroissances de l'ordre de -7% (secteur secondaire), -4,2% (secteur primaire) et -3% (secteur tertiaire).

Le secteur textile a affiché une contre-performance sous l'effet conjugué des turbulences politiques et de la distanciation sociale. En effet, sur le premier semestre de l'exercice 2019-2020, la production du secteur textile a connu une faible baisse de 0.6% en glissement annuel. Toutefois en rythme semestriel, la croissance a été de l'ordre de 5.6%. Les exportations tant en valeur qu'en volume ont enregistré une baisse par rapport au premier semestre de l'exercice 2018-2019 ; avec un repli de 6.3% (452.2 millions de dollars) en valeur et 1.1% (197.2 millions de mètres carrés) sur le volume des exportations. Frappé par les mesures sanitaires d'endiguement de la pandémie, les emplois générés par le secteur textile ont diminué de 3.2% sur le premier semestre 2019-2020.

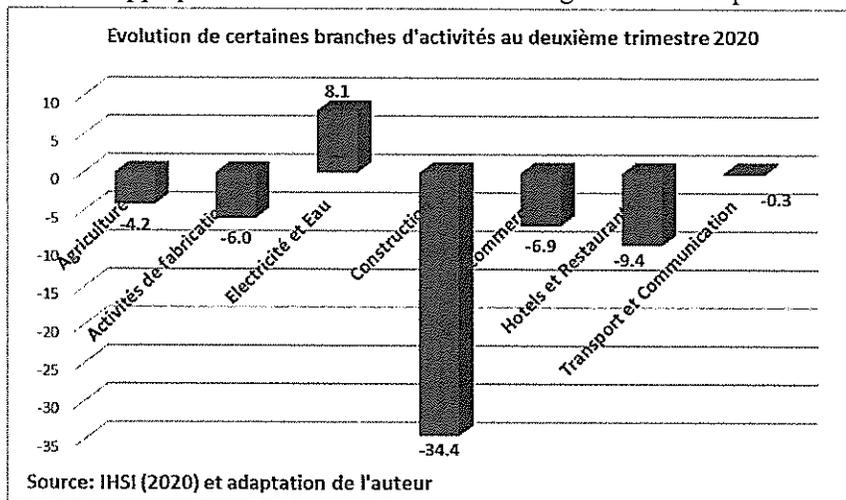
Le secteur agricole a une fois de plus enregistré une contre-performance. Les statistiques disponibles sur l'Indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE)

pour le premier semestre, ont indiqué une contraction de la production agricole de 4.2% en termes cumulatifs découlant de plusieurs facteurs : les troubles politiques provoquant la rupture des circuits d'approvisionnements, le faible niveau de pluviométrie occasionnant des pertes de récoltes durant la campagne de printemps et la baisse des investissements publics dans le secteur.

Par ailleurs, le passage de la tempête tropicale Laura en août 2020 aura amplifié les pertes de récoltes déjà enregistrées dans certaines zones notamment dans le Sud-Est. Selon les prévisions du (CARICOF, 2020), la saison cyclonique qui s'étend normalement jusqu'au 30 novembre risque d'être très active avec 85% de chances d'être au-dessus de la normale ; ce qui pourrait affecter les perspectives de la campagne d'hiver 2020.

La pandémie de COVID-19 a eu un impact direct sur le secteur tertiaire notamment les branches Restaurant et Hôtel et Commerce qui ont décliné respectivement de -9.4% et -6.9%. En effet les mesures de distanciation sociale sont venues ajouter au spectre des troubles sociaux du premier trimestre.

Du côté de la demande globale, les données disponibles laissent entrevoir des tendances mitigées. En dépit du ralentissement de la demande, le crédit à l'économie a connu une expansion. En effet, au 31 août 2020, le crédit net au secteur public a enregistré une hausse assez prononcée (56%) par rapport à la même période de l'an dernier et celui au secteur privé a cru de 13.3% (données juin 2020).

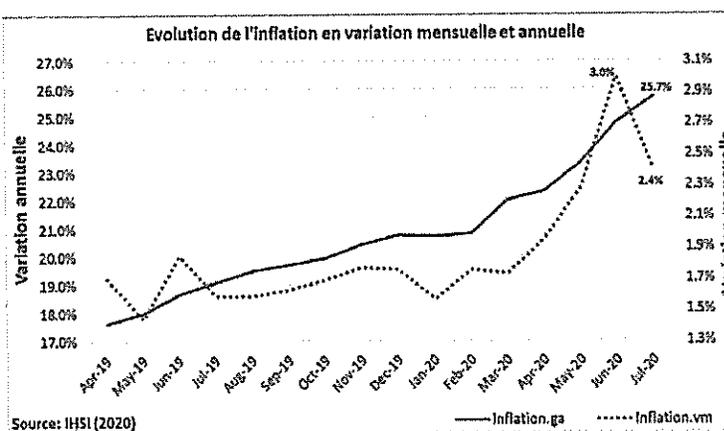


Malheureusement, le « Commerce de gros et détail » a été le principal bénéficiaire (23.01%) du crédit bancaire au détriment des activités productives. Cette tendance haussière du crédit à l'économie pourrait se maintenir jusqu'à la fin de l'exercice 2019-2020.

Au niveau des transferts sans contrepartie reçus de la diaspora haïtienne, ils ont totalisé 2.39 milliards de dollars sur les dix mois écoulés de l'exercice 2019-2020 en hausse de 13.9% par rapport à la même période de l'exercice précédent. En dépit de la situation qui prévaut dans l'économie mondiale, notamment aux USA où le taux de chômage s'est accentué (10.9% en juillet 2020) et des contractions dans les économies à forte migration haïtienne tels le Brésil (-9.1%) et le Chili (-4.5%), les transferts n'ont pas baissé comme c'était anticipé lors de l'élaboration du budget.

Par ailleurs, sur les dix (10) mois écoulés de l'exercice 2019-2020, les exportations et importations de biens et services ont respectivement chuté de 33 % et 25.78 % en glissement annuel tributaire du ralentissement de l'activité économique en Haïti, de la baisse des prix des produits de base mais également du tassement de l'appareil productif international.

La baisse des prix des produits de base sur le marché mondial ne s'est pas transmise dans l'économie haïtienne. En raison de l'asymétrie dans la transmission des prix externes sur le marché haïtien, l'inflation continue son rythme accéléré conjugué à une accélération du taux de change et des contraintes au niveau de



l'approvisionnement des produits pétroliers. Sur les dix (10) premiers mois de l'exercice fiscal 2019-2020 l'inflation a crû en moyenne de 21.8% annuellement ; soit une moyenne mensuelle de 2%. Cette accélération des prix est due aux troubles socio-politiques, aux conséquences du coronavirus provoquant une baisse drastique des flux commerciaux, à la plus forte progression des prix des produits importés tributaire de la dépréciation de la monnaie nationale, ceci malgré la baisse des cours des produits de base sur le marché international. Il faut souligner qu'en juin 2020, l'inflation a enregistré un niveau record (3% en variation mensuelle et 24.9% en glissement annuel) jamais atteint sur les 10 dernières années.

Après une période d'accélération de la dépréciation de la gourde, un regain d'appréciation est constaté en fin d'exercice. Au cours du premier trimestre de l'exercice fiscal, le taux de change a connu une certaine stabilité avec une variation en moyenne mensuelle de -0.5%. Cependant, de février à juillet 2020, le taux de change a repris sa tendance haussière, entamée depuis octobre 2017, avec une accélération en moyenne mensuelle de 4.3%.

Mais dès la mi-août 2020, une accélération de l'appréciation de la gourde d'environ 45% est constatée sur le marché (121.25 gourdes au 12 août 2020 contre 65.91 gourdes au 30 septembre 2020). Cette appréciation résulte de l'effet combiné des politiques budgétaire et monétaire, et de la régulation commerciale, ce qui a ralenti en fin d'exercice le niveau de l'inflation anticipée.

L'insécurité alimentaire s'est amplifiée au cours de l'exercice 2019-2020. Le rapport post COVID-19 de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) publié en août 2020 a fait état d'une amplification de la crise alimentaire. Selon les informations publiées, 4 millions d'haïtiens, soit près de 42% de la population, qui se trouvent particulièrement dans le Nord-Ouest, le Sud-Est et dans La Gonâve, sont en situation de crise et ont besoin d'une assistance alimentaire urgente. Cette situation risque de s'aggraver en cas de persistance de la pandémie de COVID-19 et de l'inflation.

Finances Publiques

La forte contraction des activités économiques et conséquemment la réduction de la base taxable, découlant des arrêts répétitifs des activités, ont conduit à une faible mobilisation des recettes en inadéquation à la progression des dépenses publiques. Cette situation est due à la politique expansionniste menée par les autorités fiscales pour lutter contre la COVID-19.

La mobilisation des recettes est en deçà des prévisions de la période, tributaire en grande partie des effets négatifs des crises politiques et sanitaires. Sur les onze mois écoulés, les recettes fiscales et douanières perçues (75.9 milliards de gourdes) ont affiché une contre performance par rapport à l'objectif de la période 89.34 milliards de gourdes. En dépit d'une amélioration en glissement annuel (+5%), elles ont cru beaucoup moins vite que l'inflation. Il faudra souligner que l'accélération des prix n'a pas eu une retombée positive sur la mobilisation des recettes notamment sur le champ « Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) » en raison d'une part de la baisse des activités économiques et d'autre part du moratoire de trois mois qui a été accordé aux contribuables pour le paiement des redevances notamment le reversement de la TCA collectée par les entreprises.

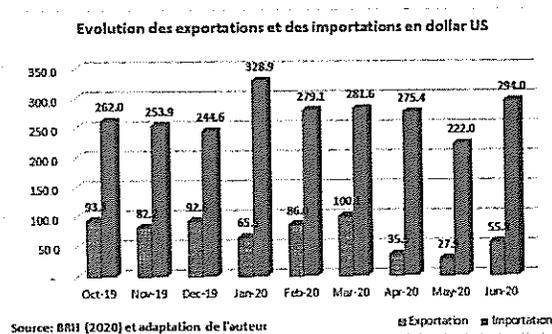
Les dépenses publiques sont en nette progression en raison des efforts du Gouvernement pour mitiger les effets pervers de la pandémie en Haïti. Les dépenses budgétaires qui s'élèvent à 110.37 milliards de gourdes en août 2020, accusent une hausse de 60.97% en termes nominal, imputable essentiellement aux dépenses du Gouvernement pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Les dépenses courantes (100.5 milliards de gourdes) occupent 91% des dépenses totales, et excèdent les recettes collectées. Donc, l'Etat a dû recourir à d'autres sources de financement pour honorer ses dépenses incompressibles notamment les traitements additionnels pour les policiers, la régularisation de dix mille (10 000) enseignants et assurer le fonctionnement de l'Administration publique. Notons que les dépenses de subvention ont plus qu'accélééré (397%) sur la période. Par ailleurs, les dépenses d'investissement ont totalisé 9.8 milliards de gourdes dont 7.1 milliards de gourdes pour les dépenses liées à la lutte contre la pandémie du COVID-19.

Le financement de la BRH atteint déjà la barre de 36.4 milliards de gourdes, accusant ainsi une nette augmentation par rapport à son niveau à fin août 2019 (4.8 milliards de gourdes). Ce mode de financement a permis d'éviter une accumulation d'arriérés intérieurs qui aurait fragilisé davantage les fournisseurs de biens et services qui souffrent déjà des effets de la crise sanitaire. Ce panorama sombre découle du déséquilibre financier de l'Etat provoqué par le ralentissement des activités économiques lors des séries « Peyi Lòk » et de la pandémie de Covid-19.

Secteur externe

Au terme des dix premiers mois de l'exercice 2019-2020, le déficit commercial relatif aux biens s'établit à 2.08 milliards de dollars contre 2.7 milliards de dollars pour cette même période de l'exercice 2018-2019, en baisse de 23%. Cette amélioration du déficit des échanges de biens est la conséquence du ralentissement des activités économiques mondiales occasionné par la propagation du virus de COVID-19.

Une baisse des exportations de biens sur fond de pandémie. Les exportations haïtiennes de biens ont enregistré une chute de 33% sur les dix mois écoulés de l'exercice 2019-2020 en s'établissant à 675.3 millions de dollars contre 1 milliard de dollar un an auparavant. Les exportations nettes, au 31 mai 2020, sont réparties entre un nombre très limité de produits fortement dominés par les articles manufacturés avec une part de 89.4% ; suivent les huiles essentielles (7.5%), les fruits de mer (4.1%), les produits de la petite industrie (1.8%) et les mangues (1.4%).



Bien qu'également en baisse, les importations de biens demeurent élevées. Sur la période susmentionnée, les importations de biens ont diminué de 25% en glissement annuel. Elles se chiffrent à 2.76 milliards de dollars contre 3.72 milliards de dollars entre octobre et juillet de l'exercice 2018-2019. Les importations sont dominées en grande partie par les combustibles minéraux (21.7%), les articles manufacturés (20.7%), les produits alimentaires (19.9%), les produits chimiques (11.4%), les articles manufacturés divers (10.5%) et les machines et matériels de transport (10.2%).

Hausse des transferts nets sans contrepartie. Les transferts de fonds formels nets des travailleurs haïtiens ont crû de 16.1% sur les dix premiers mois de l'exercice 2019-2020 par rapport à la période similaire sur l'exercice 2018-2019. Ils se sont cumulés en juillet 2020 à 2.19 milliards de dollars contre 1.9 milliard de dollars en juin 2019. La propagation du virus de COVID-19 dans le monde semble ne pas trop influencer sur l'attachement des Haïtiens vivant à l'étranger aux membres de leurs familles en Haïti.

Car en dépit du ralentissement de la demande globale dans les pays à fort taux de migration haïtienne, les transferts reçus de l'étranger ont crû de 13.93% pour s'établir à 2.39 milliards de dollars.

Dettes

Hausse de l'encours de la dette externe. Le stock de dette externe au 31 août 2020 a augmenté de 4.9% par rapport à la même période de l'exercice précédent. En effet, le stock de dette a augmenté de plus de 102 millions de dollars en raison d'une forte augmentation de l'encours de dette envers le FMI (+111.6 millions de dollars). La dette externe d'Haïti est répartie en 86% de dettes bilatérales dont 96.7% (soit 84.03% du total) envers le Venezuela, 12.9% de dettes multilatérales et 0.2% de dette réaménagée.

Le service de la dette publique interne sur la période a connu une accélération. Le service de la dette publique (incluant les bons du Trésor) a connu une hausse de 93%, passant de 25.2 milliards de gourdes en 2018-2019 à 48.76 milliards cette année, soit 64% des recettes collectées. Toutefois, il faut noter que les autorités financières ont eu recours à une émission nette de bons du trésor de 9.7 milliards de gourdes, largement en dessous des 25 milliards inscrits dans le budget.

Orientations de la politique monétaire

L'exercice fiscal 2019-2020 a été marqué respectivement par le ralentissement de l'activité économique, la dépréciation continue de la gourde sur les trois premiers trimestres, l'instabilité des prix, l'incertitude liée à l'évolution de la pandémie du COVID-19 et finalement l'accélération de l'appréciation de la gourde vers la fin de l'exercice. Successivement les mesures de politique monétaire se sont ajustées en fonction des conjonctures. Au regard du ralentissement de l'activité économique lié à la crise sociopolitique récurrente « Peyi Lòk » et la pandémie du COVID, la Banque Centrale a recouru à une politique monétaire expansionniste avec une baisse des taux d'intérêt et des réserves obligatoires. Les bons BRH de différentes maturités ont été révisés à la baisse à deux reprises. Ils sont passés de 10%, 14% et 22% à 5%, 7% et 15% respectivement sur les bons de 7, 28 et 91 jours au premier trimestre de l'exercice fiscal ; et à 4%, 6% et 10%, respectivement, pour les maturités de 7, 28 et 91 jours au second trimestre.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2019-2020, dans un contexte d'incertitudes mondiales lié à la COVID-19, l'ensemble des instruments de politique monétaire ont été ajustés par les autorités monétaires en vue d'anticiper les effets néfastes que pourraient avoir la pandémie sur l'activité économique. Dans cette optique, la BRH a réitéré son engagement dans la poursuite de la politique d'assouplissement des conditions monétaires en révisant à la baisse les coefficients de réserves obligatoires en vue de libérer davantage de ressources financières aux banques commerciales pour faciliter l'octroi de crédits à l'économie.

Ainsi, le taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes pour les banques commerciales et les filiales non bancaires est passé de 45% à 40% alors que celui des banques d'épargne et de logement (BEL) a été réduit de 5 points de pourcentage pour se fixer à 28.5%. Par ailleurs, les coefficients sur les passifs en dollars ont été maintenus à 51.0% et 39.5%, respectivement, pour les banques commerciales et les BEL. Néanmoins, la couverture en gourdes des réserves obligatoires sur les passifs en dollars a été revue à la hausse, passant de 10% à 12.5% à partir du 29 janvier 2020.

Le marché des changes a connu une forte volatilité. En vue de lisser les fluctuations de taux de change, la BRH a intervenu sur le marché des changes à hauteur de 38.92 millions de dollars américains au deuxième trimestre et de 52.79 millions de dollars de vente nette sur le troisième trimestre. Parallèlement, les Réserves nettes de change ont enregistré une baisse de 16.8% pour s'établir à 620.92 millions de dollars E.U. En dépit des différentes mesures prises par les autorités monétaires, la gourde a connu une dépréciation de 29.9% jusqu'à la mi-août 2020 en passant de 93.32 gourdes/\$ au 30 septembre 2019 à 121.25 gourdes/\$ au 12 août 2020.

Cependant à partir de la mi-août, le marché des changes a enregistré une tendance à la baisse. En effet une accélération de l'appréciation de la gourde d'environ 45% est constatée sur le marché, avec un taux de change qui est

passé de 121.25 gourdes/\$ à 65.91 gourdes/\$ au 30 septembre 2020. Cette appréciation fait suite aux interventions et mesures correctrices de la BRH, aux décisions budgétaires du MEF et également aux mesures de régulation commerciale prises par le Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Transmission de la politique monétaire

Sur les trois (3) premiers trimestres de l'exercice fiscal 2019-2020, les conditions monétaires ont été marquées par la baisse des taux d'intérêts bancaire et la dépréciation de la gourde. Le crédit au secteur public s'est accru de 54% sur les dix premiers mois de l'exercice fiscal 2019-2020. De son côté, le crédit au secteur privé a connu une hausse de 7.1% au 30 juin 2020, en relation principalement avec l'accélération du taux de change qui a entraîné une hausse du crédit en dollar converti en gourde, contre une progression de 19.37% sur la même période un an auparavant. Si au cours de l'exercice 2018-2019, les Industries manufacturières ont pu bénéficier de 13.28% du crédit bancaire (derrière le Commerce de gros et détail), en 2019-2020 ce sont surtout le Commerce de gros et détail (23.01%) et les Services et autres (17.81%) qui ont pu profiter des prêts bancaires, situation qui n'est pas à même de contribuer au renforcement du tissu productif national.

B. Les perspectives pour la fin de l'exercice fiscal 2019-2020

Pour la fin de l'exercice 2019-2020, la contraction du PIB serait moins prononcée que le niveau anticipé à la veille du premier cas de CORONAVIRUS. En effet, tenant compte du ralentissement de la pandémie, le taux de croissance initialement prévu à -3,6% est révisé à -2,9% pour l'année 2020. Cependant l'inflation de fin de période devrait atteindre 26.9% et 22.9% en moyenne annuelle, soit 3 points au-dessus des prévisions initiales.

Avec la reprise des activités au dernier trimestre de l'exercice, les recettes fiscales pourraient atteindre 85.1 milliards de gourdes au 30 septembre, soit environ 95% des projections inscrites dans le budget 2019-2020. Ce niveau de réalisation, qui portera la pression fiscale autour de 6.5%, restera insuffisant pour couvrir les dépenses courantes qui devraient se limiter à 105.4 milliards de gourdes moyennant des dispositions de rationalisation des dépenses à travers notamment la clôture anticipée des engagements financiers de l'Etat.

Au niveau des investissements, vu le ralentissement du rythme de propagation de la pandémie COVID-19, les dépenses liées à la lutte contre ses effets sanitaires devraient afficher une décélération. Au terme de l'exercice fiscal, les dépenses d'investissements financés par le Trésor public devraient se chiffrer à 12.5 milliards de gourdes contre 23.8 milliards initialement prévus. Afin d'honorer les dépenses publiques, nécessaires à la bonne marche de l'économie, des émissions nettes de Bons du Trésor de 9.7 milliards de gourdes seront réalisées.

Variation annuelle	2018	2019 est	2020
PIB réel	1,7	-1,7	-2,9
PIB non agricole	1,7	-1,8	-2,8
Valeur ajoutée brute	1,6	-2,5	-2,9
Impôts et subventions sur les produits	3,6	10,9	-1,9
Secteur primaire	1,5	-1,4	-3,4
Agriculture, sylviculture, élevage, chasse, pêche	1,5	-1,5	-3,2
Industries extractives	2,0	0,7	-7,2
Secteur secondaire	1,1	-9,8	-4,9
Industries manufacturières (activités de fabrication)	1,3	-0,4	-3,1
Production et distribution de l'électricité + Distribution d'eau	-0,4	-7,9	-13,7
Construction	0,8	-33,4	-8,5
Secteur des Services	1,8	0,8	-1,9
Commerce de gros + Activités d'hébergement et de restauration	6,8	0,8	-3,1
Transports et entreposage + Informations et communications	-5,3	-8,4	-2,1
Activités immobilières + Autres activités de services + Education + Santé et action sociale	2,5	1,1	-4,0
Administration publique et défense; sécurité sociale et obligatoire	9,4	2,8	2,4
Service Intermédiaire Financier Indirectement Mesuré (SIFIM)	-30,4	11,1	13,6

Source: DEE

IV. CADRAGE MACROÉCONOMIQUE 2020-2021

En dépit de la fragilité de l'économie haïtienne, les autorités sanitaires et économiques se sont évertuées à amoindrir les impacts négatifs de la crise du Coronavirus et des conséquences des troubles socio-politiques sur l'économie en 2019-2020. Aussi, pour l'exercice 2020-2021, le pays se prépare à rebondir pour sortir de cette situation de croissance négative du PIB pendant deux (2) années consécutives. Aussi, la gestion de l'après COVID-19 est tout aussi importante et devrait constituer un point d'inflexion dans notre trajectoire économique.

Les risques liés au redémarrage de l'économie nécessitent des mesures de ciblage et d'affectation rationnelle des ressources limitées dont on dispose.

A. Priorités pour l'exercice 2020-2021

La gestion de l'après COVID-19 est un tournant à saisir en termes d'opportunités. Les perturbations liées à la pandémie pourraient se révéler néfastes à long terme sur l'emploi, sur la capacité de la population à faire face à ses besoins de base dans certaines régions, et ainsi creuser davantage les inégalités sociales. Dès lors, *la réponse aux chocs offre l'occasion aux agents économiques d'oeuvrer pour la diversification de l'économie, la stabilisation de l'activité dans son ensemble et remettre l'économie sur le sentier de la croissance et du développement.*

Dans cette optique, les autorités haïtiennes ont jugé nécessaire d'élaborer un Plan de Relance Economique Post COVID-19 (PREPOC 2020-2023) pour les trois (3) prochains exercices fiscaux. *Ce dernier se veut être une réponse articulée et méthodique qui s'attaque aux problèmes et déficiences mis en évidence par la COVID-19 en adoptant des politiques pour corriger les contraintes structurelles et amorcer une dynamique d'amélioration des conditions de vie, de renforcement de la résilience face aux chocs multiformes.* Le PREPOC s'inscrit dans une démarche de transition en attendant la Révision du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH).

Le PREPOC s'articule autour de six piliers. Il s'agit de la/du :

- diversification de l'économie et accélération de la croissance ;
- développement des services d'infrastructures de base et énergétiques ;
- soutien aux Petites et Moyennes Entreprises et à la création d'emplois ;
- développement du capital humain et de l'inclusion sociale ;
- renforcement de la résilience aux chocs naturels ;
- renforcement de la Sécurité intérieure et de l'État de Droit.

Ainsi que deux (2) domaines transversaux :

- a) Gouvernance administrative, économique et financière ;
- b) Climat des affaires.

B. Orientations du budget 2020-2021

Le budget 2020-2021 est centré sur la mise en œuvre du PREPOC doit privilégier les axes prioritaires suivants :

- le renforcement de la sécurité et de l'Etat de droit pour redonner confiance à la population et faciliter aux opérateurs privés l'exercice de leurs activités ;
- le renforcement des services d'infrastructures existants pour réduire les coûts de production et contribuer à l'amélioration de la compétitivité de l'économie ainsi que l'accès à l'énergie ;
- le renforcement des politiques d'inclusion sociale pour répondre aux urgences engendrées par les crises socio-politiques répétitives dont les effets ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19 ;

- le développement de certains secteurs clés porteurs de croissance pour une relance rapide de l'économie ; et
- l'amélioration de la gouvernance, notamment l'efficacité de la gestion publique ;
- l'ajustement des salaires dans la fonction publique en privilégiant les employés à faibles salaire.

Inscrit dans une logique pérenne, le budget 2020-2021 doit initier les bases pour une croissance soutenue et inclusive et la création de plusieurs milliers d'emplois d'ici 2023. Ces derniers devront permettre l'accélération du développement du capital humain et l'amélioration du bien-être social. Il favorisera également le relèvement et la création de petites et moyennes entreprises dans les secteurs en particulier : *i*) l'agro-industrie ; *ii*) la sous-traitance ; *iii*) le développement du tourisme local et de croisière ; *iv*) l'immobilier en encourageant les initiatives privées et *v*) le numérique.

C. Mesures de réformes pour l'atteinte des objectifs

L'atteinte des objectifs et cibles inscrits dans le budget 2020-2021 repose sur un ensemble de mesures et réformes qui sont, soit en cours de mise en œuvre ou à initier durant l'exercice.

Le Ministère de l'Économie et des Finances a validé en juin 2020 le Plan de Rationalisation des Dépenses Fiscales (PRDF). Ce Plan vise l'amélioration de la performance des institutions de perception et ainsi permettre à l'État Central d'augmenter ses ressources. La mise en œuvre du PRDF sera réalisée de manière progressive sur les cinq prochaines années et permettra à l'État de mobiliser beaucoup plus de ressources pour consacrer à la sécurité et à l'amélioration du climat des affaires.

Des efforts sont amorcés pour une meilleure transparence budgétaire. Faisant suite à l'initiative prise lors du document budgétaire 2019-2020, celui de 2020-2021 intègre toutes les dépenses jusque-là réalisées hors budget avec leur source de financement. Ce cadre budgétaire incorpore toutes les dépenses de l'État, y compris les subventions et les transferts au secteur de l'énergie et leur financement.

L'adoption du calendrier de mise en œuvre de la Loi sur l'Elaboration et l'Exécution de la loi de Finances. Il s'agit d'un processus impliquant l'ensemble de l'administration publique dont l'objectif fondamental est d'arriver à l'implémentation du budget programme.

Le Renforcement des structures d'exécution de dépenses publiques et l'amélioration des procédures d'exécution budgétaire.

La Poursuite de la réforme dans le secteur énergétique.

D. Hypothèses retenues pour le budget 2020-2021

Les projections macroéconomiques présentées dans le Projet de Loi de Finances 2020-2021 se basent sur un certain nombre d'hypothèses. Les principales hypothèses retenues qui sous-tendent les activités économiques sont les suivantes :

- tenue des élections générales ;
- début de mise en œuvre du Plan de Rationalisation des Dépenses Fiscales à partir de 2021, dont les résultats seront visibles à moyen terme ;
- mise en œuvre d'un ensemble de projets phares identifiés dans le PREPOC susceptibles d'impacter la croissance et l'emploi en attendant la mobilisation de fonds pour le financement complet du Plan de Relance ;
- mise en œuvre des politiques de diversification et de transformation structurelle de l'économie haïtienne pour soutenir la base productive et créer des emplois sans toutefois négliger l'aspect de mitigation de chocs pour les groupes vulnérables.

- coordination des actions sectorielles pour la promotion des exportations accompagnée d'une politique de substitution à l'importation.
- réduction de la facture d'importation et diversification des produits à l'export.

E. Projections macroéconomiques pour 2020-2021

Compte tenu des grandes orientations du Gouvernement, des mesures et réformes qui seront mises en œuvre et des hypothèses retenues, le Projet de Loi de Finances de l'exercice 2020-2021 table sur les projections suivantes :

- une croissance du PIB de l'ordre de 2.4% ;
- une inflation de fin d'exercice estimée à 18.2% en glissement annuel ;
- des recettes courantes projetées à 132 milliards de gourdes ;
- une pression fiscale de 8.4%⁷ contre 6.5% l'année précédente ;
- des émissions nettes de trésorerie à 25 milliards de gourdes;
- un financement monétaire limité à 37.1 milliards de gourdes.

⁷ La pression fiscale a été révisée suite à l'élargissement de la base des comptes nationaux de l'IHSI ;

Synthèse des résultats de la prévision de croissance

Cadre macro 2020-2023	Réalisation	Estimation	Prévisions
Indicateurs macroéconomiques	2018-2019	2019-2020	2020-2021
PIB			
à prix constant (en millions de gourdes)	641,762.74	623,086.56	638,161.43
variation annuelle	-1.7%	-2.9%	2.4%
PIB			
à prix courant (en millions de gourdes)	1,192,476	1,318,926	1,528,628
variation annuelle	13.4%	10.6%	15.9%
Déflateur du PIB	1.86	2.12	2.40
Variation annuelle	15.4%	13.9%	13.2%
Inflation (%)			
en glissement annuel	20.1	26.9	18.2
en moyenne annuelle	17.3	22.9	22.7
Recettes totales en millions de gourdes (1)	76,590.5	85,177.7	128,040.0
variation	-3.8%	11.2%	50.3%
Dépenses courantes en millions de gourdes (2)	85,403.2	105,360.0	136,121.9
Dépenses d'investissement (Trésor public (PIP)) en millions de gourdes (3)	2,645.3	12,500.0	24,189.0
Dépenses totales en millions de gourdes	116,574.0	149,849.5	254,704.0
Bons du Trésor et autres sources du secteur financier en millions de gourdes	13,242.4	53,600.0	62,116.3
- Emissions nettes de bons du trésor	3,615.0	9,700.0	25,000.0
- Financement BRH	9,627.4	43,900.0	37,116.3
Pression fiscale	6.4%	6.5%	8.4%

Source :MEF/DEEP version du 30 sept 2020

F. Risques inhérents aux projections 2020-2021

L'activité économique pourrait être soumise à des risques qui, selon leur nature, mettraient en difficulté, à des degrés différents, les projections ci-dessus. Ces derniers peuvent découler de :

- la persistance de la subvention des produits pétroliers ;
- les perturbations des élections générales dues aux troubles socio-politiques.
- la faiblesse des politiques sectorielles susceptible d'entraîner une sous-utilisation des ressources et fragiliser l'atteinte des objectifs ;
- l'occurrence des catastrophes naturelles qui en moyenne entraînent des pertes estimées à 2% du PIB alors que la croissance doit être suffisamment élevée pour éviter une constante détérioration des conditions de vie.

V. CADRE MACROECONOMIQUE A MOYEN TERME 2020-2023

Sur les trois (3) prochaines années, les actions des autorités seront concentrées autour de la mise en œuvre du programme d'investissements dans les secteurs prioritaires du PREPOC. La croissance repose sur le dynamisme attendu des infrastructures et de l'immobilier, ainsi que sur la diversification et l'accroissement de la production du secteur primaire, notamment la production agricole destinée à se substituer aux produits importés et ceux tournés vers les exportations.

Le secteur manufacturier, en particulier l'industrie d'habillement et textile est appelé à jouer un grand rôle dans la contribution à la croissance pour les trois prochaines années. Par ailleurs la mobilisation intensive des recettes internes notamment l'élargissement de l'assiette fiscale, le ciblage du secteur informel et la lutte contre la contrebande constitue un socle à l'investissement public.

A. Projections macroéconomiques à moyen terme

La mise en œuvre des actions retenues dans le cadre du PREPOC et du Plan de Rationalisation des Dépenses Fiscales couplée à une plus forte mobilisation des recettes devrait faciliter une reprise graduelle des activités économiques. Chacun des piliers sera mis en œuvre par plusieurs ministères sectoriels clés et/ou d'autres organismes qui se rattachent à ces ministères. Cela devrait contribuer à ramener l'économie sur une trajectoire soutenable. Par conséquent on s'attend à :

- une croissance du PIB de 3% en moyenne annuelle soutenue par une hausse de l'investissement public et des transferts sans contrepartie;
- une inflation de 10% d'ici la troisième année ;
- une pression fiscale de 8.7% en moyenne annuelle sur les trois prochaines années;
- une substitution progressive du financement monétaire aux émissions de trésorerie.

L'atteinte de ces résultats est conditionnée à la mise en œuvre de politiques de renforcement de l'accès au crédit, de mesures d'accompagnement des principales filières productives et une intensification des projets de partenariats publics-privés.

Des efforts seront consentis pour contenir le fardeau de la dette dans une fourchette acceptable. Néanmoins, les risques pour la soutenabilité de la dette à long terme restent élevés à cause de la vulnérabilité d'Haïti aux catastrophes naturelles.

Synthèse des résultats de la prévision de croissance

Cadre macro 2020-2023	Réalisation	Estimation	Prévisions		
	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Indicateurs macroéconomiques					
PIB					
à prix constant (en millions de gourdes)	641,762.74	623,086.56	638,161.43	657,358.87	680,535.52
variation annuelle	-1.7%	-2.9%	2.4%	3.0%	3.5%
PIB					
à prix courant (en millions de gourdes)	1,192,476	1,318,926	1,528,628	1,764,202	2,026,035
variation annuelle	13.4%	10.6%	15.9%	15.4%	14.8%
Déflateur du PIB	1.86	2.12	2.40	2.68	2.98
Variation annuelle	15.4%	13.9%	13.2%	12.0%	10.9%
Inflation (%)					
en glissement annuel	20.1	26.9	18.2	13.7	10.0
en moyenne annuelle	17.3	22.9	22.7	16.3	11.3
Recettes totales en millions de gourdes (1)	76,590.5	85,177.7	128,040.0	153,597.5	184,878.0
variation	-3.8%	11.2%	50.3%	20.0%	20.4%
Dépenses courantes en millions de gourdes (2)	85,403.2	105,360.0	136,121.9	147,002.2	162,228.7
Dépenses d'investissement (Trésor public (PIP)) en millions de gourdes (3)	2,645.3	12,500.0	24,189.0	30,611.9	32,841.9
Dépenses totales en millions de gourdes	116,574.0	149,849.5	254,704.0	278,928.5	303,367.5
Bons du Trésor et autres sources du secteur financier en millions de gourdes	13,242.4	53,600.0	62,116.3	62,355.9	55,638.1
- Emissions nettes de bons du trésor	3,615.0	9,700.0	25,000.0	28,852.7	33,134.9
- Financement BRH	9,627.4	43,900.0	37,116.3	33,503.2	22,503.2
Pression fiscale	6.4%	6.5%	8.4%	8.7%	9.1%

Source :MEF/DEEP version du 30 sept 2020

B. Facteurs de risque aux projections 2021-2023

Haïti, comme beaucoup d'autres pays en développement, est soumis à une conjugaison de risques extensifs et intensifs, d'insuffisance de ressources, et de faibles capacités institutionnelles pour se préparer aux chocs et y faire face, et sont donc particulièrement vulnérables. Le tremblement de terre de magnitude 7.3 sur l'échelle de Richter qui a secoué Haïti en 2010 a fait plus de 200,000 morts, tandis qu'un séisme plus grave au Chili (8.8 sur l'échelle de Richter) a été dévastateur certes, mais il a engendré beaucoup moins de morts, seulement 525. Les Haïtiens sont soumis à des chocs comme beaucoup d'autres pays, mais leur niveau de vulnérabilité explique que les conséquences sont encore plus regrettables et catastrophiques.

Les résultats attendus dépendent grandement des hypothèses retenues dans le cadre macroéconomique, notamment celles relatives à la stabilité macroéconomique, la stabilité politique, la non occurrence des aléas climatiques et la capacité institutionnelle de mise en œuvre des réformes.

Le profil de l'économie haïtienne sur les trois (3) prochaines années est le reflet d'hypothèses formulées autour des ajustements sur les dépenses dans le souci du rééquilibrage budgétaire, de la mise en œuvre rigoureuse de réformes au niveau des institutions de perception, ce qui se traduirait par une nette amélioration du taux de pression fiscale. Toutefois, ces prévisions sont entachées d'un ensemble de risques, notamment : (i) La procrastination dans la mise en œuvre du PREPOC; (ii) La non appropriation du PREPOC dans l'éventualité d'un renouvellement du personnel politique; (iii) La Conjoncture internationale défavorable; (iv) l'occurrence de chocs adverses naturels violents au cours de la période de mise en œuvre.

Aussi, la survenance de chocs découlant de ces risques pourrait éloigner Haïti de la croissance moyenne de 3% projetée sur les trois prochaines années, de la maîtrise de l'inflation, et d'une amélioration des indicateurs sociaux.

Dans le cadre du PREPOC, la procrastination signifie reporter chaque année la mise en œuvre des programmes d'actions prioritaires identifiés, et donc s'accrocher au statu quo. La mobilisation des ressources extérieures est un élément important dans la réussite du PREPOC et de l'atteinte des objectifs visés. Mais la non prévisibilité de ces ressources pourrait affecter l'exécution des programmes et projets retenus dans le PREPOC. Malgré les efforts consentis dans le PREPOC pour faire passer la pression fiscale de 6.5% à 8.9%, sans le support des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), il serait difficile d'avoir les résultats escomptés.

Le scénario de procrastination pourrait plonger l'économie haïtienne dans la continuité des tendances observées des dernières années, ce qui écarterait l'économie de la trajectoire du retour à une croissance soutenable à même de compenser la croissance démographique. Comme conséquences, le creusement de l'inégalité et de la pauvreté s'accompagnerait de la persistance des mouvements sociaux-politiques, et ouvrirait des brèches pour des émeutes de la faim. Dans ce contexte, les recettes fiscales ne pourront pas être mobilisées dans leur optimalité, ce qui limiterait la marge d'intervention en matière de dépenses d'investissement ou susceptibles d'attirer les Investissements Directs Etrangers. Dans ces conditions, les principales variables sociaux-économiques seraient caractérisées par les évolutions suivantes :

- **La croissance économique.** Une progression plus faible de l'activité économique, notamment dans le secteur agricole. La croissance annuelle moyenne serait de 1% sur les trois prochaines années (nettement en deçà de la croissance démographique), et pourrait être même négative en 2020-2021 en dehors d'un engagement de relèvement post-crise.
- **La pression fiscale.** Tenant compte des arguments développés plus hauts en ce qui concerne la mise en œuvre de réformes, les recettes globales croîtraient moins vite que dans le scénario de la mise en œuvre du PREPOC, au taux moyen annuel de 11% sur la période, ce qui devrait faire reculer la pression fiscale à 6% en moyenne contre 8.7% prévue dans le PREPOC.
- **Le taux de pauvreté.** Le pilier « Développement humain et inclusion sociale du PREPOC », condition sine qua non pour un meilleur équilibre social, couplé au pilier « création d'emplois » devraient contribuer grandement à améliorer l'indicateur de pauvreté. Cependant, en absence de leur mise en œuvre effective, le taux de pauvreté serait de 65% d'ici 2023 contre 59% aujourd'hui.

Pour éviter de reporter la mise en œuvre du PREPOC, les autorités haïtiennes doivent s'atteler à la tâche pour non seulement faire la plaidoirie du Plan de Relance auprès des PTF, mais aussi de s'engager à consacrer des ressources budgétaires pour sa mise en œuvre.

Pour tenir compte des contraintes de ressources, le Gouvernement s'engage sur les principales actions phares du PREPOC par pilier tout en adoptant la stratégie de mobilisation progressive de fonds nécessaire pour la mise en œuvre effective du Plan de relance. Sans cet engagement, le PREPOC ne sera qu'un document de plus.

Une Conjoncture internationale défavorable caractérisée par une hausse du prix de pétrole et d'autres produits de base pourrait non seulement accélérer les prix sur le marché local mais aussi augmenter le financement direct des produits pétroliers résultant de la non opportunité pour l'État haïtien de varier les prix à la pompe à cause des risques politiques et sociaux. Ajoutée à cela, la survenance de catastrophes naturelles et aussi les incertitudes entourant l'année électorale sont autant de risques qui peuvent influencer la mise en œuvre du PREPOC. Un tel scénario aurait les incidences suivantes :

- une croissance économique négative de l'ordre de -2% ;
- une inflation persistante de 20% en moyenne ;

- une pression fiscale qui pourrait tomber à 5.5% contre 6.5% actuellement ;

Pour éviter de se retrouver dans cette hypothèse de scénario alarmiste, les actions suivantes doivent être adoptées :

- continuer à conduire les politiques de stabilisation du taux de change ;
- renforcer les capacités nationales de gestion des risques de désastres et d'aménagement du territoire ;
- trouver un accord politique avec les acteurs concernés pour la tenue des élections générales.

**LES INVESTISSEMENTS PUBLICS
DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
SYNTHÈSE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

		RESSOURCES NATIONALES (RN)			RESSOURCES EXTERNES (RE)			TOTAL PIP
		TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE	
		1	2	3=1+2	4	5	4=2+3	
	TOTAL	24,189,000,000	21,891,000,000	46,080,000,000	9,622,000,001	18,492,000,000	28,114,000,000	74,194,000,000
	POUVOIR EXECUTIF	23,635,120,600	21,135,267,365	44,770,387,965	9,622,000,001	18,492,000,000	28,114,000,000	72,884,387,965
	SECTEUR ECONOMIQUE	13,035,663,001	18,757,242,254	31,792,905,254	9,395,500,000	15,130,776,179	24,526,276,179	56,319,181,433
1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	3,341,445,269	-	3,341,445,269	-	-	-	3,341,445,269
1112	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1,080,000,000	1,045,098,045	2,125,098,045	-	156,210,000	156,210,000	2,281,308,044
1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	2,931,160,000	-	2,931,160,000	8,000,000	3,525,206,518	3,533,206,518	6,464,366,518
1114	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION	4,132,293,010	17,512,144,209	21,644,437,218	9,387,500,000	11,449,359,661	20,836,859,661	42,481,296,879
1115	MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	490,764,722	-	490,764,722	-	-	-	490,764,722
1116	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	878,000,000	-	878,000,000	-	-	-	878,000,000
1117	MINISTÈRE DU TOURISME	182,000,000	200,000,000	382,000,000	-	-	-	382,000,000
	SECTEUR POLITIQUE	5,659,622,439	-	5,659,622,439	-	-	-	5,659,622,439
1211	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	2,776,114,089	-	2,776,114,089	-	-	-	2,776,114,089
1212	MINISTÈRE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER	30,000,000	-	30,000,000	-	-	-	30,000,000
1213	MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	-	-	-	-	-	-	-
1215	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	270,000,000	-	270,000,000	-	-	-	270,000,000
1216	COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	1,619,788,350	-	1,619,788,350	-	-	-	1,619,788,350
1217	MINISTÈRE DE LA DEFENSE	963,720,000	-	963,720,000	-	-	-	963,720,000
	SECTEUR SOCIO-CULTUREL	4,939,835,161	2,378,025,111	7,317,860,272	226,500,001	3,361,223,821	3,587,723,821	10,905,584,093
1311	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	928,882,668	2,378,025,111	3,306,907,779	226,500,001	1,625,349,612	1,851,849,613	5,158,757,392
1312	MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	979,000,000	-	979,000,000	-	-	-	979,000,000
1313	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	2,847,743,096	-	2,847,743,096	-	535,874,208	535,874,208	3,383,617,304
1314	MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	52,000,000	-	52,000,000	-	-	-	52,000,000
1315	MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE	100,209,397	-	100,209,397	-	-	-	100,209,397
1411	MINISTÈRE DES CULTES	-	-	-	-	-	-	-
1412	MINISTÈRE DE LA CULTURE	32,000,000	-	32,000,000	-	1,200,000,001	1,200,000,001	1,232,000,001
1413	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	-	-	-	-	-	-	-
	AUTRES CATEGORIES INSTITUT. POUVOIR LEGISLATIF	553,879,400	755,732,635	1,309,612,035	-	-	-	1,309,612,035
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	-	693,088,835	693,088,835	-	-	-	693,088,835
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	-	693,088,835	693,088,835	-	-	-	693,088,835
	POUVOIR JUDICIAIRE	15,250,000	-	15,250,000	-	-	-	15,250,000
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	15,250,000	-	15,250,000	-	-	-	15,250,000
	INSTITUTIONS INDEPENDANTES	538,629,400	62,643,800	601,273,200	-	-	-	601,273,200
4111	COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	30,000,000	62,643,800	92,643,800	-	-	-	92,643,800
4211	CONSEIL ELECTORAL	40,000,000	-	40,000,000	-	-	-	40,000,000
4311	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	458,629,400	-	458,629,400	-	-	-	458,629,400
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	10,000,000	-	10,000,000	-	-	-	10,000,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
RÉSUMÉ PAR REFONDATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

CODE		RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES			
		TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE	TOTAL PIP	
	REFONDATION TERRITORIALE	8,085,460,500	17,512,144,209	25,597,604,709	9,387,500,000	11,055,759,600	20,443,259,600	46,040,864,369	
1	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ELECTRICITE DU PAYS	900,000,000	16,412,200,000	17,312,200,000	8,137,500,000	360,000,000	8,497,500,000	25,809,700,000	
1	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPEMENT DES TERRITOIRES	3,189,460,500	-	3,189,460,500	-	-	-	3,189,460,500	
1	PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT	790,000,000	-	790,000,000	-	-	-	790,000,000	
1	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS	159,000,000	-	159,000,000	-	-	-	159,000,000	
1	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL	2,192,157,743	710,268,350	2,902,426,093	-	10,695,759,660	10,695,759,660	13,598,185,753	
1	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE	584,842,257	389,675,859	974,518,116	-	-	-	974,518,116	
1	PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET	270,000,000	-	270,000,000	1,250,000,000	-	1,250,000,000	1,520,000,000	
	REFONDATION ECONOMIQUE	3,922,924,722	363,495,122	4,286,419,844	8,000,000	3,681,416,518	3,689,416,518	7,975,836,362	
2	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPEMENT DU TOURISME	145,000,000	200,000,000	345,000,000	-	-	-	345,000,000	
2	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPEMENT INDUSTRIEL	106,764,722	-	106,764,722	-	-	-	106,764,722	
2	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE	980,000,000	163,495,122	1,143,495,122	-	156,210,000	156,210,000	1,299,705,121	
2	PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES ET ENERGETIQUES	55,000,000	-	55,000,000	-	-	-	55,000,000	
2	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE LA PECHE	80,000,000	-	80,000,000	-	390,000,000	390,000,000	470,000,000	
2	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	1,531,160,000	-	1,531,160,000	8,000,000	3,135,206,518	3,143,206,518	4,674,366,518	
2	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES	1,025,000,000	-	1,025,000,000	-	-	-	1,025,000,000	
	REFONDATION SOCIALE	4,463,310,407	2,378,025,111	6,841,335,518	226,500,000	2,554,823,821	2,781,323,821	9,622,659,339	
3	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT	500,000,000	-	500,000,000	-	-	-	500,000,000	
3	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE, FONDAMENTALE ET SECONDAIRE	348,500,000	2,378,025,111	2,726,525,111	-	1,625,349,612	1,625,349,612	4,351,874,723	
3	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE	2,658,251,792	-	2,658,251,792	-	535,874,208	535,874,208	3,194,126,000	
3	PROGRAMME DE DEVELOPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE	65,989,397	-	65,989,397	-	-	-	65,989,397	
3	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'ASSURANCE SOCIALE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS	50,000,000	-	50,000,000	-	-	-	50,000,000	
3	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE	17,000,000	-	17,000,000	-	393,600,000	393,600,000	410,600,000	
3	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	371,569,218	-	371,569,218	226,500,000	-	226,500,000	598,069,219	
3	PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE	452,000,000	-	452,000,000	-	-	-	452,000,000	

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
RÉSUMÉ PAR REFONDATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

	REFONDATION INSTITUTIONNELLE	7,717,304,371	1,637,335,558	9,354,639,929	-	1,200,000,001	1,200,000,001	10,554,639,930
4	PROGRAMME DE DECENTRALISATION	10,000,000	-	10,000,000	-	-	-	10,000,000
4	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	2,474,409,523	881,602,923	3,356,012,446	-	1,200,000,001	1,200,000,001	4,556,012,446
4	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE	2,380,067,555	-	2,380,067,555	-	-	-	2,380,067,555
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE	43,293,009	-	43,293,009	-	-	-	43,293,009
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE	60,000,000	-	60,000,000	-	-	-	60,000,000
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE	2,200,904,884	-	2,200,904,884	-	-	-	2,200,904,884
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES	538,629,400	755,732,635	1,294,362,035	-	-	-	1,294,362,035
4	PROGRAMME DE REVISION DU CADRE LEGAL	10,000,000	-	10,000,000	-	-	-	10,000,000
Total		24,189,000,000	21,891,000,000	-6,080,000,000	9,622,000,001	18,492,000,000	28,114,000,000	74,194,000,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRENOR PUBLIC 2021-1	FINANCIEMENTS INTERNES (P)	SOURCE	RESOURCES NATIONALES (P-D-D1)	BI-LATÉRALE TRIMESTRIELLE (D)	MULTI-LATÉRALE 2020-2021 (D)	SOURCE	TYPE	RESOURCES NATIONALES (P-D-D1)	TOTAL PIP (G-C-D)
1111-01-01	CENTRE DE TECHNIQUES DE CLASSIFICATION ET D'ECONOMIE CENTRALE		25,000,000			25,000,000					25,000,000	25,000,000
1111-01-01-01	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		25,000,000			25,000,000					25,000,000	25,000,000
1111-01-01-01-01	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		25,000,000			25,000,000					25,000,000	25,000,000
1111-01-01-01-01-01	MISE EN PLACE DU PROGRAMME DE MASTER EN EVALUATION DE PROJETS	OUEST	20,000,000			20,000,000					20,000,000	20,000,000
1111-01-01-01-01-01-01	CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	OUEST	5,000,000			5,000,000					5,000,000	5,000,000
1111-01-01-01-01-01-01-01	SECTEUR DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		3,500,000			3,500,000					3,500,000	3,500,000
1111-01-01-01-01-01-01-01-01	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		3,500,000			3,500,000					3,500,000	3,500,000
1111-01-01-01-01-01-01-01-01-01	ELABORATION D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DU MOUVEMENT COOPERATIF EN HAÏTI	NATIONAL	1,000,000			1,000,000					1,000,000	1,000,000
1111-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	ELABORATION D'UNE STRATEGIE D'ENGAGEMENT ET DE REINFORCEMENT DES COOPERATIVES DES CANNES POPULAIRES	NATIONAL	400,000			400,000					400,000	400,000
1111-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	REINFORCEMENT DES COOPERATIVES DES CANNES POPULAIRES	NATIONAL	1,000,000			1,000,000					1,000,000	1,000,000
1111-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	ACTIVITES DES DIFFERENTS TYPES DE COOPERATIVES	NATIONAL	1,000,000			1,000,000					1,000,000	1,000,000
1111-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO-SPATIALE		172,279,959			172,279,959					172,279,959	172,279,959
1111-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		172,279,959			172,279,959					172,279,959	172,279,959
1111-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	MISE EN PLACE DU PROGRAMME D'INFORMATION TERRITORIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE	NATIONAL	20,000,000			20,000,000					20,000,000	20,000,000
1111-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATIONS COMMUNALES POUR LA GOUVERNANCE LOCAL (MOLE ST NICOLAS, ILES DE LA TROUVE, AQTEN)	NATIONAL	25,000,000			25,000,000					25,000,000	25,000,000
1111-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATIONS COMMUNALES POUR LA GOUVERNANCE LOCAL (MOLE ST NICOLAS, ILES DE LA TROUVE, AQTEN)	NATIONAL	25,000,000			25,000,000					25,000,000	25,000,000
1111-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	REINFORCEMENT DU BATIMENT DE CNRS	OUEST	20,000,000			20,000,000					20,000,000	20,000,000
1111-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	INSTRUMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE LA DIFFUSION DES BREVETS DE BREVET	NATIONAL	27,000,000			27,000,000					27,000,000	27,000,000
1111-01	CARTOGRAPHIE DES DOMAINES PRIVES DE L'ETAT	NATIONAL	26,000,000			26,000,000					26,000,000	26,000,000
1111-01	SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES PUBLICS (SMPI)	NATIONAL	32,279,959			32,279,959					32,279,959	32,279,959
1111-01	MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		1,882,000,000	1,882,000,000		1,882,000,000					1,882,000,000	1,882,000,000
1111-01	SERVICES INTERNES		675,000,000	675,000,000		675,000,000					675,000,000	675,000,000
1111-01	DIRECTIONS GÉNÉRALES DES SERVICES INTERNES		675,000,000	675,000,000		675,000,000					675,000,000	675,000,000
1111-01	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DES SERVICES INTERNES		675,000,000	675,000,000		675,000,000					675,000,000	675,000,000
1111-01	CONTRAT D'APPRENTISSAGE ET DE FORMATION EN MILIEU DE TRAVAIL		300,000,000	300,000,000		300,000,000					300,000,000	300,000,000
1111-01	APPLICA L'INVESTISSEMENT PRIVÉ		300,000,000	300,000,000		300,000,000					300,000,000	300,000,000
1111-01	APPEL A LA MISE EN ŒUVRE DE L'UNITÉ DE GESTION DU PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (U3P)	NATIONAL	2,500,000	2,500,000		2,500,000					2,500,000	2,500,000
1111-01	AMéliORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES EN HAÏTI (AMING)	NATIONAL	100,000,000	100,000,000		100,000,000					100,000,000	100,000,000
1111-01	FONDS DE GARANTIE AU DEVELOPPEMENT DES PME	NATIONAL	40,000,000	40,000,000		40,000,000					40,000,000	40,000,000
1111-01	FONDS DE CAPITALISATION ET D'APPALISATION DES PME	NATIONAL	40,000,000	40,000,000		40,000,000					40,000,000	40,000,000
1111-01	MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME STAGE POUR LES JEUNES EMPLOYES SANS EMPLOI	NATIONAL	240,000,000	240,000,000		240,000,000					240,000,000	240,000,000
1111-01	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		240,000,000	240,000,000		240,000,000					240,000,000	240,000,000
1111-01	REINFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		240,000,000	240,000,000		240,000,000					240,000,000	240,000,000
1111-01	CONSTRUCTIFS ET AMENAGEMENT DU PALAIS DES FINANCES (MISE A JOUR DE LA GOUVERNANCE)	OUEST	1,000,000,000	1,000,000,000		1,000,000,000					1,000,000,000	1,000,000,000
1111-01	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		1,000,000,000	1,000,000,000		1,000,000,000					1,000,000,000	1,000,000,000
1111-01	REINFORCEMENT DE L'UNITÉ DE COORDINATION DE PROJETS	OUEST	40,000,000	40,000,000		40,000,000					40,000,000	40,000,000
1111-01	APPEL A LA REFORME DES FINANCES PÉRIODIQUES (CONCORDANCE DES FINANCES PÉRIODIQUES ET DE LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE)	OUEST	40,000,000	40,000,000		40,000,000					40,000,000	40,000,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TITRES PUBLICS 2020-21 (C-A-B)	AUTRES FINANCEMENTS INTERIEURS (C-A-B)	SOURCE	RESSOURCES NATIONALES (C-A-B)	BILAN FISCAL 2020-2021 (B)	MULTI-ANNEE 2020- 2021 (E)	SOURCE	TYPE	RESSOURCES EXTERNES (F-D-E)	TOTAL PEP (C-C-F)
110-412-54-38	AMÉLIORATION DES SERVICES AUX PROPRIÉTAIRES ET AUX CULTIVATEURS	NATIONAL	40 000 000	-	-	40 000 000	-	-	-	-	-	40 000 000
110-412-54-42	APUI ET RENFORCEMENT DES BUREAUX AGRICOLES (COMMISSARIATS)	NATIONAL	10 000 000	-	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000
110-412-54-43	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERDANTS CONSTRUCTION DES OUVRAGES DE RÉGULATION DES CRUES	NATIONAL	15 000 000	-	-	15 000 000	-	-	-	-	-	15 000 000
110-412-54-49	TRAVAUX DE PROTECTION BERGES DES RIVIÈRES	NATIONAL	15 000 000	-	-	15 000 000	-	-	-	-	-	15 000 000
110-412-54-51	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE SÉRIERIS ET DE LA ZONE D'ÉLEVAGE	NATIONAL	15 000 000	-	-	15 000 000	-	-	-	-	-	15 000 000
110-412-54-56	RELANCE DE L'AGRICULTURE A MARRIAGE, BASSIN VERDANT 16, BASSIN FENEL, PHASE 4	SUD-EST	240 000 000	-	-	240 000 000	-	-	ENACTE	DOX	3 143 000 000	3 383 000 000
110-412-54-58	RENFORCEMENT DES SERVICES AUX PROPRIÉTAIRES AGRICOLES 3 (BASSIN 16) RIVER 16/24	NATIONAL	-	-	-	-	3 000 000	-	DOX	DOX	3 000 000	3 000 000
110-412-54-59	MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PROPHYLACTIQUE CONTRE LES MARCHÉS ATTACHÉS AUX MARCHÉS DANS LES CHAMPS ZONES PRODUCTIVES (GROGNAN, CROIX DES BOUQUETS)	OUEST	5 000 000	-	-	5 000 000	-	-	-	-	-	5 000 000
110-412-54-63	MODERNISATION DES SERVICES AUX PROPRIÉTAIRES AGRICOLES ZONE PROPHYLACTIQUE ET PRODUITS DES ALIMENTS (BASSIN 16)	NATIONAL	-	-	-	-	3 143 000 000	-	DOX	DOX	3 143 000 000	3 143 000 000
110-412-54-64	DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE ET CONTRÔLE DE CUIRONS	NATIONAL	50 000 000	-	-	50 000 000	-	-	-	-	-	50 000 000
110-412-54-65	PROMOTION DE L'AGRICULTURE FRUITIÈRE	NATIONAL	20 000 000	-	-	20 000 000	-	-	-	-	-	20 000 000
110-412-54-67	DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PÊCHE ET PÊCHE DE CHAIR	NATIONAL	60 000 000	-	-	60 000 000	-	-	-	-	-	60 000 000
110-412-54-68	RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION DE VIN	NATIONAL	25 000 000	-	-	25 000 000	-	-	-	-	-	25 000 000
110-412-54-69	RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION DE SORGHO	NATIONAL	10 000 000	-	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000
110-412-54-90	RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION DE GRAINE DE SORGHO (MARRIAGE, PAYS DE SORCIER, PIGNONNAN, PAYS LONG)	NATIONAL	15 000 000	-	-	15 000 000	-	-	-	-	-	15 000 000
110-412-54-91	APUI À LA PRODUCTION D'ARBE	NATIONAL	40 000 000	-	-	40 000 000	-	-	-	-	-	40 000 000
110-412-54-92	APUI À LA PRODUCTION DE RIZ	NATIONAL	10 000 000	-	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000
110-412-54-93	VALORISATION DES CENTRES DE CONDITIONNEMENT DE SÈCHES DE RIZ	NATIONAL	10 000 000	-	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000
110-412-54-94	SÈCHES AUX MATÉRIELS AVANCÉS, AGRICOLES	NATIONAL	100 000 000	-	-	100 000 000	-	-	-	-	-	100 000 000
110-412-54-95	AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ DES CULTURES ET DES MARCHÉS (ST-SALUC, PLAIN DE CAVEN, ST-RAPHAËL, KENNORP, PÉRIER, VICHY (DEGRANDS, GÉRISSANTS))	NATIONAL	100 000 000	-	-	100 000 000	-	-	-	-	-	100 000 000
110-412-54-96	APUI À LA MÉCANISATION AGRICOLE	NATIONAL	30 000 000	-	-	30 000 000	-	-	-	-	-	30 000 000
110-412-54-97	CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DE SYSTÈMES D'IRRIGATION	NORD-OUEST	1 100 000 000	-	-	1 100 000 000	2 451 842 210	-	DOX	DOX	2 451 842 210	3 551 842 210
110-412-54-98	CONSTRUCTION DE BARRAGE DES TROIS OMBRES	NORD	40 000 000	-	-	40 000 000	-	-	-	-	-	40 000 000
110-412-54-99	RÉHABILITATION DU PERIMÈTRE DE LA CASSE (1000 HA)	NORD	60 000 000	-	-	60 000 000	-	-	-	-	-	60 000 000
110-412-54-00	CONSTRUCTION DU SYSTÈME D'IRRIGATION DE LA PLAIN DE MARCUSIN (10 000 HA)	NORD	10 000 000	-	-	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000
110-412-54-01	PROJET DE GESTION DE L'EAU DANS LE BASSIN DE L'ARTIBONITE (PROGERS) 30000 HA	ARTIBONITE	-	-	-	-	314 842 210	-	DOX	DOX	314 842 210	314 842 210
110-412-54-02	RELANCE DES FILIÈRES D'EXPORTATION (CAPI, CACAL, MARRIAGE)	NATIONAL	50 000 000	-	-	50 000 000	-	-	-	-	-	50 000 000
110-412-54-03	AMÉLIORATION DES SERVICES AGRICOLES (INTRANTS, MÉCANISATION ET OUTILLAGE AGRICOLES)	NATIONAL	100 000 000	-	-	100 000 000	-	-	-	-	-	100 000 000
110-412-54-04	PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DE LA CASSE À SÈCHE	NATIONAL	70 000 000	-	-	70 000 000	-	-	-	-	-	70 000 000
110-412-54-05	PROMOTION DE L'AGRICULTURE DE SÈCHE	NATIONAL	50 000 000	-	-	50 000 000	-	-	-	-	-	50 000 000
110-412-54-06	PROMOTION DE LA PRODUCTION D'AGRICULES	NATIONAL	20 000 000	-	-	20 000 000	-	-	-	-	-	20 000 000
110-412-54-07	PROMOTION DE LA PRODUCTION DE TUBERCULES	NATIONAL	50 000 000	-	-	50 000 000	-	-	-	-	-	50 000 000
110-412-54-08	RÉHABILITATION ET MISE EN VALLÉE DES TERRES AGRICOLES DE LETAT	NATIONAL	20 000 000	-	-	20 000 000	-	-	-	-	-	20 000 000
110-412-54-09	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU BARRAGE CARBON	NORD-EST	100 000 000	-	-	100 000 000	-	-	-	-	-	100 000 000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC 1025-1	ATRIERS INVESTISSEMENTS ESTIMES (B)	SOURCE	RESSOURCES NATIONALES (C-A+B)	BILATERALE 2020-2021 (D)	MULTILATERALE 2020-2021 (E)	SOURCE	TYPE	RESSOURCES EXTRANES (F-A+B)	TOTAL PIP (C+F)
1105-12-24-15	MISE EN PLACE ET GESTION DE MICRO PARCS ET DE CENTRALES SOLAIRES ET DE DISTRIBUTION (04-1305)	NATIONAL	76,744,222			76,744,222						76,744,222
1105-12-24-21	CONSIDERATION DES INVESTISSEMENTS DANS LES ZONES FRONTIÈRES DU DÉPARTEMENT DU SUD-OUEST	NORD-EST	15,000,000			15,000,000						15,000,000
1116	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		873,000,000			873,000,000						873,000,000
1116	SERVICES INTERNES		873,000,000			873,000,000						873,000,000
1116-12-1	DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES		873,000,000			873,000,000						873,000,000
1116-12-55	PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT		76,500,000			76,500,000						76,500,000
1116-12-55-1	GESTION ET DÉVELOPPEMENT DES USAGES DE L'EAU		76,500,000			76,500,000						76,500,000
1116-12-55-1-1	CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISSEMENT	NATIONAL	25,000,000			25,000,000						25,000,000
1116-12-55-1-1-1	CONSTRUCTION DE SCIERIE DE CLERMONT (OUEST, SUD-EST, ARTIBONITE, CENTRA, NORD-EST)	NATIONAL	70,000,000			70,000,000						70,000,000
1116-12-55-1-1-2	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		60,000,000			60,000,000						60,000,000
1116-12-55-1-1-2-1	PROTECTION DES BASSINS VERSANTS		60,000,000			60,000,000						60,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-1	GESTION, AMÉNAGEMENT ET PROTECTION DES BASSINS VERSANTS DU BASSIN DE L'HÔPITAL S'ÉTENDANT TOUTE LA RÉGION METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	20,000,000			20,000,000						20,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-2	GESTION DES CÔTES ET PROTECTION DE LA POPULATION CONTRE LES INONDATIONS-PLAIE 2	NATIONAL	20,000,000			20,000,000						20,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-3	REHABILITATION DES BASSINS VERSANTS DE LA RÉGION METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE (SUD-OUEST, SUD, SUD-EST, ARTIBONITE, CENTRA, NORD-EST, TERRE)	NATIONAL	10,000,000			10,000,000						10,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-4	PROTECTION DE LA PETITE BÈTE DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE	6,000,000			6,000,000						6,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-5	REVALORISATION DES SOURCES D'EAU EMPLOYÉES DANS LE MIEU RURAL	NATIONAL	10,000,000			10,000,000						10,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-6	REHABILITATION ENVIRONNEMENTALE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE	CENTRE	2,000,000			2,000,000						2,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-7	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UN CRÉDIBILITÉ ÉCONOMIQUE ACCÉLÉRÉE ET ÉQUILIBRÉE		5,000,000			5,000,000						5,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-8	APUI À L'INVESTISSEMENT PRIVÉ		5,000,000			5,000,000						5,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-9	CURAGE ET GARDIENNE DE LA RIVIÈRE DE L'ESTÈRE	ARTIBONITE	5,000,000			5,000,000						5,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-10	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		20,000,000			20,000,000						20,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-10-1	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		20,000,000			20,000,000						20,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-10-1-1	LUTTE CONTRE LA POLLUTION URBAINE ET L'ANCIENNE	OUEST	5,000,000			5,000,000						5,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-10-1-2	GESTION ET ENTRETIEN DES ARIES PROTÉGÉES (SUD-EST, VALDÈRE)	OUEST	5,000,000			5,000,000						5,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-10-1-3	LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	NATIONAL	5,000,000			5,000,000						5,000,000
1116-12-55-1-1-2-1-10-1-4	CAMPAGNE DE SENSIBILISATION ET PRÉPARATION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT (P-5)	NATIONAL	5,000,000			5,000,000						5,000,000
1117	MINISTÈRE DU TOURISME		182,000,000			182,000,000						182,000,000
1117	SERVICES INTERNES		182,000,000			182,000,000						182,000,000
1117-12-1	DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES		182,000,000			182,000,000						182,000,000
1117-12-1-1	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		37,000,000			37,000,000						37,000,000
1117-12-1-1-1	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		37,000,000			37,000,000						37,000,000
1117-12-1-1-1-1	CRÉATION DE SERVICES D'INFORMATION STATISTIQUES	NATIONAL	7,000,000			7,000,000						7,000,000
1117-12-1-1-1-2	MISE EN PLACE DE L'UNITE DE PASSATION DE MARCHÉS	OUEST	5,000,000			5,000,000						5,000,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TREASOR PUBLIC (330-2)	FINANCEMENTS INTERNES (10)	SOURCE	RESSOURCES NATIONALES (C+V+D)	BILATÉRALE 2020-2021 (1)	MULTILATÉRALE 2020-2021 (2)	SOURCE	TYPE	RESSOURCES EXTERNES (4+5+6)	TOTAL PIP (C+V+D)
1174-02-50-10	MISE EN PLACE DU BUREAU DE MARKETING ET DE LA PROMOTION TOURISTIQUE (MISE EN PLACE DU BUREAU DES FAISSEMENTS/ENSAIEMENTS DE LA POPULATION A CÔTE DU TOURISME)	OUEST	20.000.000			20.000.000						20.000.000
1174-02-50-20	MISE EN PLACE DE CLIENTS (ACCUEIL DANS LES REGIONS TOURISTIQUES (SUD, OUEST, SUD-EST))	OUEST	5.000.000			5.000.000						5.000.000
1174-02-50-30	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME		145.000.000	300.000.000		145.000.000						345.000.000
	DEVELOPPEMENT DU TOURISME BALNAIRE		145.000.000	200.000.000		145.000.000						345.000.000
1174-02-51-01	PROMOTION DU TOURISME (PHASE II)	NATIONAL	75.000.000	200.000.000	FFT	75.000.000						275.000.000
1174-02-51-02	RENOUATION DES SITES TOURISTIQUES (SUD-EST, CENTRE, ARTIGNONNE, GRAND-ANSE, NORD, NORD-EST, SUD, NUPPES, OUEST)	NATIONAL	40.000.000			40.000.000						40.000.000
1174-02-51-03	APPUY A LA FORMATION AUX METIERS DU TOURISME ET HOTELIER	NATIONAL	30.000.000			30.000.000						30.000.000
	12: SECTEUR POLITIQUE		5.659.622.439			5.659.622.439						5.659.622.439
	131: MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJDSP)		2.776.114.089			2.776.114.089						2.776.114.089
	1211: SERVICES INTERNES		645.314.089			645.314.089						645.314.089
	1211-01: DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		537.500.000			537.500.000						537.500.000
	1211-01-05: PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		537.500.000			537.500.000						537.500.000
	1211-01-05-01: RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		537.500.000			537.500.000						537.500.000
	1211-01-05-01-01: RELEVEMENT DE LA CLOTURE DE L'EMA ET LA CONSTRUCTION DU DORTOIR	OUEST	80.000.000			80.000.000						80.000.000
	1211-01-05-01-02: RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS (OCRES)	OUEST	50.000.000			50.000.000						50.000.000
	1211-01-05-01-03: MODERNISATION DE L'ETAT CIVIL	NATIONAL	47.500.000			47.500.000						47.500.000
	1211-01-05-01-04: APPUI AU RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU MSP	OUEST	300.000.000			300.000.000						300.000.000
	1211-01-05-01-05: APPUI A L'ADMINISTRATION PENITENCIERE NATIONALE	NATIONAL	60.000.000			60.000.000						60.000.000
	1211-01-02-01: PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE		54.974.084			54.974.084						54.974.084
	RENFORCEMENT DU RESEAU DE TRIBUNAUX		54.974.084			54.974.084						54.974.084
	1211-01-02-01-01: CONSTRUCTION D'UN COEUR D'APPEL A INCHIRE	CENTRE	14.097.384			14.097.384						14.097.384
	1211-01-02-01-02: REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE ANSP A VEAU	NUPPES	15.900.596			15.900.596						15.900.596
	1211-01-02-01-03: REHABILITATION DE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A GRANDE BOVIERE DE NORD	NORD	15.000.010			15.000.010						15.000.010
	1211-01-02-01-04: REHABILITATION DE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE JACMEL	SUD-EST	10.735.994			10.735.994						10.735.994
	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECENTRALE		52.895.205			52.895.205						52.895.205
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS		52.895.205			52.895.205						52.895.205
	1211-01-02-01-05: CONSTRUCTION DE BUREAUX ADMINISTRATIFS (BUREAUX DE PAIX, ONI ET OCS) A LA TOURNAI	NORD	15.770.589			15.770.589						15.770.589
	1211-01-02-01-06: CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (BUREAUX DE PAIX, ONI ET OCS) A BOSSON	NORD	8.108.161			8.108.161						8.108.161
	1211-01-02-01-07: CONSTRUCTION DE BUREAUX ADMINISTRATIFS (BUREAUX DE PAIX, ONI ET OCS) A HONDENNE	CENTRE	7.500.228			7.500.228						7.500.228
	1211-01-02-01-08: CONSTRUCTION DE BUREAUX ADMINISTRATIFS (BUREAUX DE PAIX, ONI ET OCS) A TROMASSQUE	CENTRE	7.500.228			7.500.228						7.500.228
	1211-01-02-01-09: CONSTRUCTION DE BUREAUX ADMINISTRATIFS (BUREAUX DE PAIX, ONI ET OCS) A QUARTIER MOINS	SUD-EST	14.000.000			14.000.000						14.000.000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALITÉS	TRÉSOR PUBLIC 2020-21	AGIR		MONTANT NATIONAL (C+D+E)	MONTANT NATIONAL 2020-21 (E)	SOURCE	MONTANT NATIONAL 2020-21 (E)	TYPE	MONTANTS NATIONAUX (E+D+E)	TOTAL P.P. (D+C+E)
				FINANCEMENTS INTERIEURS (D)	AGIR (E)							
1216-11-50-31	CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION DE LA RUE D'ABERREZ	NORD-EST	6.000.000		6.000.000						6.000.000	6.000.000
1216-11-50-35	CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION LOUSNAU FORT-LIBERTÉ	NORD-EST	7.000.000		7.000.000						7.000.000	7.000.000
1216-11-50-36	CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION FOND PANGASTI, PANGASTI	STP	10.000.000		10.000.000						10.000.000	10.000.000
1216-11-50-38	CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION GUYE (GRAND-COÛTEL)	NORD-EST	6.000.000		6.000.000						6.000.000	6.000.000
1216-11-50-41	CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION GRAND-FANSE (CHOUVAZAU)	EST	6.000.000		6.000.000						6.000.000	6.000.000
1216-11-50-44	CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION FOND BOZEC (LA RUE D'ORREME)	GRAND-ANSE	5.000.000		5.000.000						5.000.000	5.000.000
1216-11-50-45	FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE	ARTHOISIE	135.100.000		135.100.000						135.100.000	135.100.000
1216-11-50-46	FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE	ARTHOISIE	87.500.000		87.500.000						87.500.000	87.500.000
1216-11-50-47	FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE	ARTHOISIE	105.400.000		105.400.000						105.400.000	105.400.000
1216-11-50-48	FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE	ARTHOISIE	82.000.000		82.000.000						82.000.000	82.000.000
1216-11-50-49	FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE	ARTHOISIE	14.000.000		14.000.000						14.000.000	14.000.000
1216-11-50-50	FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE	ARTHOISIE	96.500.000		96.500.000						96.500.000	96.500.000
1216-11-50-51	FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE	ARTHOISIE	88.700.000		88.700.000						88.700.000	88.700.000
1216-11-50-52	FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE	ARTHOISIE	20.400.000		20.400.000						20.400.000	20.400.000
1216-11-50-53	FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE	ARTHOISIE	14.000.000		14.000.000						14.000.000	14.000.000
1216-11-50-54	FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE	ARTHOISIE	95.000.000		95.000.000						95.000.000	95.000.000
1216-11-51	PROGRAMME DE RESTRUCTURATION		10.000.000		10.000.000						10.000.000	10.000.000
	EQUIPEMENTS ET ÉQUIPEMENT DE CENTRES ADMINISTRATIFS		10.000.000		10.000.000						10.000.000	10.000.000
1216-11-51-16	CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION COMBENALE DE LA RUE DE LA RUE DE LA RUE	ARTHOISIE	6.500.000		6.500.000						6.500.000	6.500.000
1216-11-51-24	CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION COMMUNALE MARINEAU (LA CHAPELLE)	ARTHOISIE	3.500.000		3.500.000						3.500.000	3.500.000
1216-11-52	PROGRAMME DE RESTRUCTURATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		100.000.000		100.000.000						100.000.000	100.000.000
	RESTRUCTURE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE		100.000.000		100.000.000						100.000.000	100.000.000
1216-11-52-1	APPEL AU SYSTÈME NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET DES DÉTRESSES (PANGASTI)	NATIONAL	50.000.000		50.000.000						50.000.000	50.000.000
1216-11-52-16	APPEL À LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE SURVEILLANCE DES RISQUES INDICANT L'ÉVENTUALITÉ DES BESOINS DANS LES ZONES À HAUTE ALÉA	NATIONAL	50.000.000		50.000.000						50.000.000	50.000.000
1216-11-53	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE		42.000.000		42.000.000						42.000.000	42.000.000
	STRUCTURES DES PAYSANES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE		42.000.000		42.000.000						42.000.000	42.000.000
1216-11-53-11	RESTRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (KATY PANGASTI)	NATIONAL	42.000.000		42.000.000						42.000.000	42.000.000
1216-11-54	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		6.000.000		6.000.000						6.000.000	6.000.000
	PROTECTION DES BASSINS VERSANTS		6.000.000		6.000.000						6.000.000	6.000.000
1216-11-54-11	RESTRUCTURATION ET PROTECTION DES ECOSYSTÈMES DU MARNE DE L'HOPITAL	EST	6.000.000		6.000.000						6.000.000	6.000.000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES (P-10-10)	RESSOURCES EXTÉRIEURES (P-10-10)	MULTIPLIATEUR 2020-2021 (P)	SOURCE	TYPE	RESSOURCES EXTÉRIEURES (P-10-10)	TOTAL PIP (P-10-10)
1214-12-56	PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		145,000,000	145,000,000					145,000,000
	PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL ET RÉGIONAL		145,000,000	145,000,000					145,000,000
1214-12-56-11	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE LANGOUADE	NORD	7,500,000						7,500,000
1214-12-56-12	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE NILOT	NORD	12,500,000						12,500,000
1214-12-56-13	CRÉATION D'UN PARC RÉCRÉATIF À BOUCAN CARRE	CENTRE	5,000,000						5,000,000
1214-12-56-14	CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE À LA SECTION ANSOUET	SUD	6,000,000						6,000,000
1214-12-56-15	CONSTRUCTION DU PARC SPORTIF DE CITE SOLEIL	OUEST	6,500,000						6,500,000
1214-12-56-16	CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE À JEAN RABEL	NORD-OUEST	6,000,000						6,000,000
1214-12-56-17	CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE FORT REPELCHU	NIPPES	4,500,000						4,500,000
1214-12-56-18	CONSTRUCTION DU COMPLEXE ADMINISTRATIF DE PIGNON	NORD	15,000,000						15,000,000
1214-12-56-19	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE MAISSAUE	CENTRE	13,000,000						13,000,000
1214-12-56-20	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC ALPITTE RIVERIE DE NIPPES	NIPPES	11,000,000						11,000,000
1214-12-56-21	CONSTRUCTION DE MARCHÉ PUBLIC FORT ST CLAIR	OUEST	6,000,000						6,000,000
1214-12-56-22	CONSTRUCTION PLACE PUBLIQUE DE MASSAUD/MADAME JOA	CENTRE	7,000,000						7,000,000
1214-12-56-23	CONSTRUCTION AMÉNAGEMENT DES PLACES PUBLIQUES DE RARACTON DE RARACTON SECTION SIBROLOME SECTION ACUL SAMBUI	NORD-EST	8,000,000						8,000,000
1214-12-56-24	CONSTRUCTION D'UN MARCHÉ PUBLIC À RARACTON SECTION SIBROLOME SECTION ACUL SAMBUI	NORD-OUEST	9,000,000						9,000,000
1214-12-56-25	CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE À PORT A FOREST	SUD	5,000,000						5,000,000
1214-12-56-26	CONSTRUCTION MARCHÉ PUBLIC DE MASSON (FORT SALT)	SUD	10,400,000						10,400,000
1214-12-56-27	CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE DANS LE MASSIF DE COULAN	SUD	6,000,000						6,000,000
1214-12-56-28	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE		963,720,000						963,720,000
1214-12-56-29	SERVICES INTERNES		963,720,000						963,720,000
1214-12-56-30	DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES		963,720,000						963,720,000
1214-12-56-31	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DE CENTRE		963,720,000						963,720,000
1214-12-56-32	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DE CENTRE		963,720,000						963,720,000
1214-12-56-33	REPARATION ET AGRAVEMENT DE LA CASERNE DE PRÉLÈGE GÉNÉRAL DES POMPIERS AU CAMP DE SAÏS	CENTRE	13,500,000						13,500,000
1214-12-56-34	AMÉNAGEMENT D'UN DISPENSIRE AU GRAND QUARTIER GÉNÉRAL DES POMPIERS AU CAMP DE SAÏS	OUEST	15,000,000						15,000,000
1214-12-56-35	REPARATION DU DISPENSIRE DE LA BASE ASACAMA DE L'ÉCOLE	OUEST	23,000,000						23,000,000
1214-12-56-36	REPARATION DU DISPENSIRE DE LA BASE DE RECENTRE DE PORTAL-BAÏCE	OUEST	66,000,000						66,000,000
1214-12-56-37	ÉTUDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BASE MILITAIRE À FONDIS PARISHANS	OUEST	3,000,000						3,000,000
1214-12-56-38	ÉTUDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BASE MILITAIRE À THIDANSSIQUE	CENTRE	3,000,000						3,000,000
1214-12-56-39	ÉTUDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BASE MILITAIRE À ANSOUE	SUD-EST	3,000,000						3,000,000
1214-12-56-40	ÉTUDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BASE MILITAIRE À ANSOUE	NATIONAL	714,820,000						714,820,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRIMESTRE PUBLIC 2020-21	AUTRES FINANCEMENTS INTERNES (III)	SOURCE	RESSOURCES NATIONALES (C-VI)	BILANCIÉ 2020-21 (D)	MULTI-ANNUÉ (F)	SOURCE	TYPE	RESSOURCES EXTÉRIEURES (F-III-F)	TOTAL PIP (C-CII)
1313-1-13-1-1-1	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU LYCEE NATIONAL DE TERRAIN BRIGES	NORD-EST	26.000.000				26.000.000					26.000.000
1313-1-13-1-1-2	SEULES PLACES DES ECOLES FONDAMENTALES DANS LES COMMUNES DE TERRAIN BRIGES		16.000.000				16.000.000					16.000.000
1313-1-13-1-1-3	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU LYCEE FERRET FUSCHY	OUEST	48.000.000				48.000.000					48.000.000
1313-1-13-1-1-4	SEULES PLACES DES ECOLES FONDAMENTALES DANS LES COMMUNES DE TERRAIN BRIGES	NORD-EST	48.000.000				48.000.000					48.000.000
1313-1-13-1-1-5	IMPLANTATION DE JARDIN BOTANIQUE NATIONAL D'YVERI	NATIONAL	20.000.000				20.000.000					20.000.000
1313-1-13-1-1-6	EQUIPEMENT ET EQUIPEMENT DU LYCEE FRUZZ PIERRE LARIS DE PORT-DE-PRECE	OUEST	15.000.000				15.000.000					15.000.000
1313-1-13-1-1-7	REHABILITATION ECOLE NATIONALE LATOIE	VERTICALE	10.000.000				10.000.000					10.000.000
1313-1-13-1-1-8	REHABILITATION ECOLE NATIONALE TROISSIN	VERTICALE	10.000.000				10.000.000					10.000.000
1313-1-13-1-1-9	SEULES PLACES DE FORMATION PROFESSIONNELLE A BARD-SIMONE	GRAND-ANG	15.000.000				15.000.000					15.000.000
1313-1-13-1-1-10	CONSTRUCTION CADRE PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE AVEC ESPACE DE LOISIRS ALLENSTRE	VERTICALE	15.000.000				15.000.000					15.000.000
1313-1-13-1-1-11	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE		10.000.000				10.000.000					10.000.000
1313-1-13-1-1-12	SEULES PLACES DE FORMATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10.000.000				10.000.000					10.000.000
1313-1-13-1-1-13	RESEARCHMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10.000.000				10.000.000					10.000.000
1313-1-13-1-1-14	CONSTRUCTION D'UN LABORATOIRE DE SCIENCES EXPERIMENTALES A LAMCEL	SUD-EST	10.000.000				10.000.000					10.000.000
1313-1-13-1-1-15	LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL		979.000.000				979.000.000					979.000.000
1313-1-13-1-1-16	SERVICES INTERNES		979.000.000				979.000.000					979.000.000
1313-1-13-1-1-17	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		979.000.000				979.000.000					979.000.000
1313-1-13-1-1-18	PROGRAMME DE RESTRUCTURATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		21.000.000				21.000.000					21.000.000
1313-1-13-1-1-19	RESEARCHMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		21.000.000				21.000.000					21.000.000
1313-1-13-1-1-20	RESEARCHMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		21.000.000				21.000.000					21.000.000
1313-1-13-1-1-21	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-22	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-23	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-24	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-25	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-26	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-27	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-28	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-29	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-30	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-31	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-32	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-33	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-34	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-35	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-36	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-37	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-38	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-39	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-40	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-41	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-42	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-43	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-44	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-45	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-46	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-47	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-48	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-49	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-50	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-51	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-52	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-53	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-54	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-55	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-56	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-57	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-58	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-59	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-60	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-61	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-62	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-63	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-64	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-65	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-66	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-67	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-68	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-69	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-70	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-71	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-72	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-73	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-74	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-75	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-76	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-77	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-78	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-79	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-80	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-81	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-82	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-83	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-84	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-85	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-86	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-87	SEULES PLACES DES CENTRES DE FORMATION POUR LE TRAVAIL		5.000.000				5.000.000					5.000.000
1313-1-13-1-1-88	SEULES PLACES DES CENTRES											

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

COUFI	PROGRAMME ET PROJET	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC 2020-21	AUTRES FINANCEMENTS INTERNES	MORCE	RESSOURCES NON RECURRENTES (C+D)	MORCE	MULTIPLIPLICATEUR (E)	SUB RECF	TYPE	RESSOURCES RECURRENTES (F+G+H)	TOTAL (F+G+H+C+D)
101-11-01-06-2	CONSTRUCTION DE LOGEMENTS A DES PRIX ABORDABLES POUR LES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	NATIONAL	400.000.000			410.000.000					55.074.206	465.000.000
211	MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION		2.947.241.096			2.947.241.096			555.074.206		55.074.206	3.002.315.302
101-11-01-01	SERVICES INTERNES		2.947.241.096			2.947.241.096			555.074.206		55.074.206	3.002.315.302
103-11-01-01	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		2.947.241.096			2.947.241.096			555.074.206		55.074.206	3.002.315.302
101-11-01-02-01	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE		2.652.251.792			2.652.251.792			555.074.206		55.074.206	3.194.126.000
101-11-01-02-01-01	MISE EN PLACE DES CENTRES DE PREVENTION DES MALADIES NON TRANSMISSIBLES (MNT) DANS LES REGIONS		461.309.621			461.309.621						461.309.621
101-11-01-02-01-01-01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION D'UNITES DE SOIN ST MICHIELE DE GACHUA, SORH CONTINENTAL DE MAMENSAI, HOPITAL DE LUTHER DE TRAWA, HOP. DE BEN BEPUN, PORT D'OR-PAN, (D'ANAMSTHE...)	NATIONAL	240.000.000			240.000.000						240.000.000
101-11-01-02-01-01-01-01	MISE EN PLACE DU CENTRE AMBUCLANCHER REGIONAL DANS LE PAYS (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	SUD	30.098.651			30.098.651						30.098.651
101-11-01-02-01-01-01-01-01	MISE EN PLACE DU CENTRE AMBUCLANCHER REGIONAL DANS LE PAYS (Phase 2) (Phase 2) (budget 2015-2016)	SUD	5.211.278			5.211.278						5.211.278
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01	REHABILITATION HOPITAL UNIVERSITAIRE D'INDJEN - REGION DE MARIENSAI (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	NORD	10.000.000			10.000.000						10.000.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01	MISE EN PLACE DU CENTRE AMBUCLANCHER REGIONAL DANS LE PAYS (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	NORD	8.411.000			8.411.000						8.411.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01	ACQUISITION D'AMBULANCES ET D'INFIRMIERS POUR LA PRISE EN CHARGE DES URGENCES AU NIVEAU NATIONAL	NATIONAL	106.000.000			106.000.000						106.000.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE REFERENCE DANS LES PAYS (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	NORD-EST	775.000.000			775.000.000						775.000.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	CONSTRUCTION DU HCR DE GIVAMASTHE (CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DU SERVICE)	NORD-EST	405.000.000			405.000.000						405.000.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	CONSTRUCTION DU HCR DE MERCEL DE L'ATLAVE	ARTIBONTE	120.000.000			120.000.000						120.000.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	CONSOLIDATION DE LA CONSTRUCTION DU HOPITAL SORH (CONTRIBUTION DE MARIENSAI)	OUEST	100.000.000			100.000.000						100.000.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRANSMISSION SANGINEE (MISE EN PLACE DES HOPITALS COMMUNAUTAIRES DANS LES PAYS) (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	NATIONAL	150.000.000			150.000.000						150.000.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE AVEC LITS DANS LES PAYS (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	SUD	90.000.000			90.000.000						90.000.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	TRANSFORMATION DU CTR DE ANSE AVIEN HCR (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	SUD	394.000			394.000						394.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE AVEC LITS DANS LES PAYS (Phase 2) (Phase 2) (budget 2015-2016)	NATIONAL	90.410.203			90.410.203						90.410.203
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE AVEC LITS DANS LES PAYS (Phase 2) (Phase 2) (budget 2015-2016)	NATIONAL	10.000.000			10.000.000						10.000.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	CONSTRUCTION SOUS LIT CALS THERIENS (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	SUD	6.004.148			6.004.148						6.004.148
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	CONSTRUCTION CSL THOR PALMISTES + PETITE MATERNITE-SUBSIDIARIES (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	NORD-EST	3.006.772			3.006.772						3.006.772
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE SANS LIT DANS LES SECTIONS COMMUNALES		75.000.000			75.000.000						75.000.000
101-11-01-02-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01	CONSTRUCTION CSL - Phase 2 (Centre, Nord, Sud-est, Nord-ouest, Ouest, Sud, Nord-ouest, Nord-est, Antananarivo) (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	NATIONAL	31.644.932			31.644.932						31.644.932
101-11-01-02-01	CONSTRUCTION PUIS CSL A CORAIL SOUS LIT - MARIENSAI - PHASE 2 ET 3	NORD-EST	8.412.000			8.412.000						8.412.000
101-11-01-02-01	CONSTRUCTION PUIS CSL A BRAS DE GAUCHE - COTÉ DE FERRE - PHASE 2 ET ENSAISON PUIS CENTRE BRAS SANS LIT A LA SEINE SECTION DE LA RUCHE	NORD-EST	8.007.000			8.007.000						8.007.000
101-11-01-02-01	CONSTRUCTION CSL STAVES, SE SAUT DU BARIL (C-ANNAM) (Phase 2)	SUD	4.791.000			4.791.000						4.791.000
101-11-01-02-01	REHABILITATION DES BUREAUX DES GOUVERNEURS (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	OUEST	4.500.000			4.500.000						4.500.000
101-11-01-02-01	CONSTRUCTION CSL ANSE AMANIN (C-AMANTIES) (Phase 1) (Phase 1) (budget 2015-2016)	GRAND-ANSE	5.977.453			5.977.453						5.977.453
101-11-01-02-01	CONSTRUCTION CSL A THIAZ - COMBLE NE PISTEL (Phase 2) (Phase 2) (budget 2015-2016)	GRAND-ANSE	5.974.000			5.974.000						5.974.000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	AUTRES FINANCEMENTS INTERIEURS		RESSOURCES ANTICIPÉES (C+V+H)	BILAN GÉNÉRAL 2020-2021 (D)	MULTIPLIATEUR 2020-2021 (E)	SOURCE	TYPE	RESSOURCES EXTERNES (P+D+E)	TOTAL JFP (P+C+H)
			TRÉSOR PUBLIC 2020-21	ENFANCEMENTS							
103-11-15-06-50	CONSTRUCTION D'UN C.S.A. ROCHE A BATEAU (Phase 1 sur budget 2013-2019)	SUD	5,990,157	-	5,990,157	-	-	-	-	-	5,990,157
103-11-15-06-51	LUTTE CONTRE LES MALADIES ENZYMATIQUES ET LES EPIDEMIES	NATIONAL	1,015,000,000	-	1,015,000,000	-	554,971,200	-	-	554,971,200	1,569,971,200
103-11-15-06-51	MISE EN PLACE D'ACTES DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE CHOLERA SILENTIEMENT NATIONAL	NATIONAL	45,000,000	-	45,000,000	-	-	-	-	-	45,000,000
103-11-15-06-55	MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE SOINS DE SANTE PRIMAIRES DANS LES ZONES D'ACCES DIFFICILE	NATIONAL	-	-	-	-	414,000,000	IN	IN	414,000,000	414,000,000
103-11-15-06-56	LUTTE CONTRE LA PANDEMIE COVID-19	NATIONAL	1,000,000,000	-	1,000,000,000	-	-	-	-	-	1,000,000,000
103-11-15-06-57	APPLIQUER LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE REPERSE FACE A LA PANDEMIE COVID-19	NATIONAL	-	-	-	-	111,974,127	BSI	IN	111,974,127	111,974,127
103-11-15-06-58	REHABILITATION ET PRISE EN CHARGE DES PSYMOSES	OUEST	20,000,000	-	20,000,000	-	-	-	-	-	20,000,000
103-11-15-06-59	REHABILITATION DU CENTRE PSYCHIATRIQUE MARS AND KLENE	OUEST	12,000,000	-	12,000,000	-	-	-	-	-	12,000,000
103-11-15-06-59	REHABILITATION HOPITAL DE LUTTE CONTRE LE MALARIE	OUEST	18,000,000	-	18,000,000	-	-	-	-	-	18,000,000
103-11-15-06-59	REHABILITATION DE LA MISE EN OEUVRE DE LOGIQUES POUR LANT SUR LA SANTE ET LA POPULATION	NATIONAL	20,000,000	-	20,000,000	-	-	-	-	-	20,000,000
103-11-15-06-59	REHABILITATION DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS D'APUI AINSI QU'INSTRUMENTS DE SANTE (HCP, HUI, CAL, CSD) SUR TOUT LE TERRITOIRE	NATIONAL	130,000,000	-	130,000,000	-	-	-	-	-	130,000,000
103-11-15-06-59	MISE EN PLACE DE MECANISMES DE COMMUNICATION ENTRE LES DIFFERENTS NIVEAUX DU NISP (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2019)	NATIONAL	5,000,000	-	5,000,000	-	-	-	-	-	5,000,000
103-11-15-06-67	APPLIQUER LE PLAN D'APPUI AINSI QU'INSTRUMENTS DE SANTE (HCP, HUI, CAL, CSD) SUR TOUT LE TERRITOIRE	NATIONAL	5,000,000	-	5,000,000	-	-	-	-	-	5,000,000
103-11-15-06-67	PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION	NATIONAL	3,000,000	-	3,000,000	-	-	-	-	-	3,000,000
103-11-15-06-74	MISE EN PLACE DE MECANISMES DE COMMUNICATION ENTRE LES DIFFERENTS NIVEAUX DU NISP (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2019)	NATIONAL	60,000,000	-	60,000,000	-	-	-	-	-	60,000,000
103-11-15-06-81	PROTECTION DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT	NATIONAL	5,000,000	-	5,000,000	-	-	-	-	-	5,000,000
103-11-15-06-81	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET SECURISATION DU MILIEU	NATIONAL	5,000,000	-	5,000,000	-	-	-	-	-	5,000,000
103-11-15-06-81	MISE EN PLACE DE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTE ET DE PROTECTORS DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE NATIONAL (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2019)	NATIONAL	5,000,000	-	5,000,000	-	-	-	-	-	5,000,000
103-11-15-06-81	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	NATIONAL	104,491,304	-	104,491,304	-	-	-	-	-	104,491,304
103-11-15-06-81	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS	NATIONAL	104,491,304	-	104,491,304	-	-	-	-	-	104,491,304
103-11-15-06-81	AMENAGEMENT DES BUREAUX ADMINISTRATIFS (SANTÉ) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2019)	OUEST	21,100,000	-	21,100,000	-	-	-	-	-	21,100,000
103-11-15-06-81	CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA DIRECTION SANITAIRE DU SUD-OUEST	SUD-OUEST	6,516,000	-	6,516,000	-	-	-	-	-	6,516,000
103-11-15-06-81	CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA DIRECTION SANITAIRE DES NIPES	NIPES	12,294,295	-	12,294,295	-	-	-	-	-	12,294,295
103-11-15-06-81	CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA DIRECTION SANITAIRE DU SUD-OUEST	SUD-OUEST	21,999,706	-	21,999,706	-	-	-	-	-	21,999,706
103-11-15-06-81	REHABILITATION DES LOGEMENTS DE CENTRE AMBULANCIER (SANTÉ) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2019)	OUEST	6,494,515	-	6,494,515	-	-	-	-	-	6,494,515
103-11-15-06-81	REHABILITATION DE DEUX INFRASTRUCTURES DE SANTE (ROSE BONTE) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2019)	SUD-OUEST	5,407,214	-	5,407,214	-	-	-	-	-	5,407,214
103-11-15-06-81	REHABILITATION DE DEUX INFRASTRUCTURES DE SANTE DANS LE DEPARTEMENT DU NORD-OUEST	GRANDE ANSE	8,910,000	-	8,910,000	-	-	-	-	-	8,910,000
103-11-15-06-81	REHABILITATION DE DEUX INFRASTRUCTURES DE SANTE DANS LE DEPARTEMENT DE LA GRANDE ANSE (CSL BOUCAN/CHAMBELLAN, TPAISS/BOUSS)	NIPES	6,975,047	-	6,975,047	-	-	-	-	-	6,975,047
103-11-15-06-81	TRANSFORMATIONS DE CENTRE DE MAISSAIE EN CENTRE DE SANTE AVEC LITS	CENTRE	11,400,000	-	11,400,000	-	-	-	-	-	11,400,000
103-11-15-06-81	CONSTRUCTION CENTRE COMMUNAUTAIRE DE SANTE DE LA SOUTHERE (ACUL DU NORD)	NORD	5,996,300	-	5,996,300	-	-	-	-	-	5,996,300
103-11-15-06-81	CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE DE MAREE ROUGE LABORITE	NORD-OUEST	7,000,000	-	7,000,000	-	-	-	-	-	7,000,000
103-11-15-06-81	REHABILITATION DE 3 INSTITUTIONS DE SANTE AFFECTUEES PAR L'EPIDEMIE DE CHOLERA EN 2010 (CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRE DE SANTE DE LA SOUTHERE, CENTRE MEDICO SOCIAL DE GERBEAU, HOSPITALIER DE LAIN, CENTRE DE VILJIBOUQUE)	GRANDE ANSE	5,454,316	-	5,454,316	-	-	-	-	-	5,454,316

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LAC/ALASTION	TREASOR PUBLIC 2020-21	AUTRES FINANCEMENTS INTERIERS (C-CAB)	SOURCE	RESSOURCES NATIONALES (C-CAB)	BILATERALE 2020-2021 (B)	MULTILATERALE 2020-2021 (E)	SURCE	TYPE	RESSOURCES EXTERNES (P-PAB)	TOTAL PTP (C-C+P)
141	ACTEUR CULTUREL		32,000,000			32,000,000			1,200,000,000		1,200,000,000	1,232,000,000
142	MINISTRE DE LA CULTURE		32,000,000			32,000,000			1,200,000,000		1,200,000,000	1,232,000,000
143	SERVICES INTERIERS		32,000,000			32,000,000			1,200,000,000		1,200,000,000	1,232,000,000
142-143-1	ECOLE NATIONALE DES ARTS		32,000,000			32,000,000			1,200,000,000		1,200,000,000	1,232,000,000
142-143-56	PROGRAMME DE REHABILITATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		32,000,000			32,000,000			1,200,000,000		1,200,000,000	1,232,000,000
142-143-56-1	RESTRUCTUREMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		32,000,000			32,000,000			1,200,000,000		1,200,000,000	1,232,000,000
142-143-56-1-1	REHABILITATION D'UN GROUPE DE LOGEMENTS A PORT-AU-PRINCE	OUEST	32,000,000			32,000,000			1,200,000,000		1,200,000,000	1,232,000,000
142-143-56-1-1-1	INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL							12,000,000,000			12,000,000,000	12,000,000,000
142-143-56-1-1-1-1	PROGRAMME DE SUBVENITION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE							1,200,000,000			1,200,000,000	1,200,000,000
142-143-56-1-1-1-1-1	RESTRUCTUREMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE							1,200,000,000			1,200,000,000	1,200,000,000
142-143-56-1-1-1-1-1-1	PRESCRIPTION DE PATRIMOINE ET D'APPUI AU SECTEUR TOURISTIQUE (PAND)	NORD						1,200,000,000	BM		1,200,000,000	1,200,000,000
2	POUVOIR LEGISLATIF			693,000,000		693,000,000						693,000,000
201	VENANT DE LA REPUBLIQUE			693,000,000		693,000,000						693,000,000
201-1	SERVICES INTERIERS			693,000,000		693,000,000						693,000,000
201-1-1	ANNUAIRE DES SENATEURS			693,000,000		693,000,000						693,000,000
201-1-1-1	PROGRAMME DE RESTRUCTUREMENT DES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES NATIONALES			693,000,000		693,000,000						693,000,000
201-1-1-1-1	RESTRUCTUREMENT DE L'ACTION PARLEMENTAIRE			693,000,000		693,000,000						693,000,000
201-1-1-1-1-1	CONSTRUCTION DU PALAIS LEGISLATIF	OUEST	15,250,000			15,250,000						15,250,000
201-1-1-1-1-1-1	POUVOIR JUDICIAIRE		15,250,000			15,250,000						15,250,000
201-1-1-1-1-1-1-1	CONSEIL SUPREME DU POUVOIR JUDICIAIRE (CSJ)		15,250,000			15,250,000						15,250,000
201-1-1-1-1-1-1-1-1	SERVICES INTERIERS			6,500,000		6,500,000						6,500,000
201-1-1-1-1-1-1-1-1-1	ADMINISTRATION GENERALE			6,500,000		6,500,000						6,500,000
201-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1	PROGRAMME DE RESTRUCTUREMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE			6,500,000		6,500,000						6,500,000
201-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1	CERTIFICATS DES PROFESSIONS JURIDIQUES			6,500,000		6,500,000						6,500,000
201-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1	REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PAIX DE MONTROU ET MISE EN PLACE DES BUREAUX SANITAIRES ET DE CLASSE	OUEST		6,500,000		6,500,000						6,500,000
201-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1	REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PAIX DE VIALLET ET MISE EN PLACE DES BUREAUX SANITAIRES ET DE CLASSE	OUEST		6,500,000		6,500,000						6,500,000
4	INSTITUTIONS INDEPENDANTES		61,271,200			61,271,200						61,271,200
401	CSCCA		61,271,200			61,271,200						61,271,200
401-1	SERVICES INTERIERS			61,271,200		61,271,200						61,271,200
401-1-1	CONSEIL DE LA COUR			61,271,200		61,271,200						61,271,200
401-1-1-1	RESTRUCTUREMENT DES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES NATIONALES			61,271,200		61,271,200						61,271,200
401-1-1-1-1	RESTRUCTUREMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES			61,271,200		61,271,200						61,271,200
401-1-1-1-1-1	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DE LA COUR SUPREME DES COMPTES ET DU CENTRE D'ADMINISTRATION (CSCCA) (SUPERVISOR)	NATIONAL		61,271,200		61,271,200						61,271,200
401-1-1-1-1-1-1	CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA CSCCA HASSELE-SD	SUD	10,000,000			10,000,000						10,000,000
401-1-1-1-1-1-1-1	CONSTRUCTION DE BUREAUX DES BUREAUX NATIONALES DES BUREAUX DE LA COUR CENTRALE	NATIONAL	10,000,000			10,000,000						10,000,000
401-1-1-1-1-1-1-1-1	OPERATIONS DE LA COUR EN MATIERE ROULANTE DES VEHICULES (ROUTE TERRAIN, UN PAR DEPARTEMENT GEOGRAPHIQUES) ET ENERGIE ALTERNATIVE	NATIONAL	10,000,000			10,000,000						10,000,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

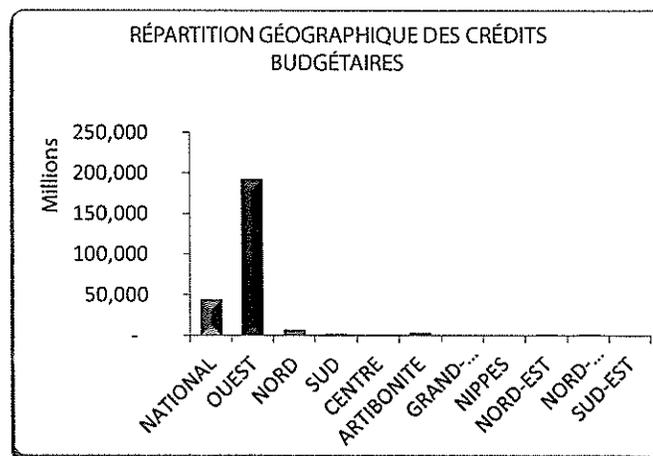
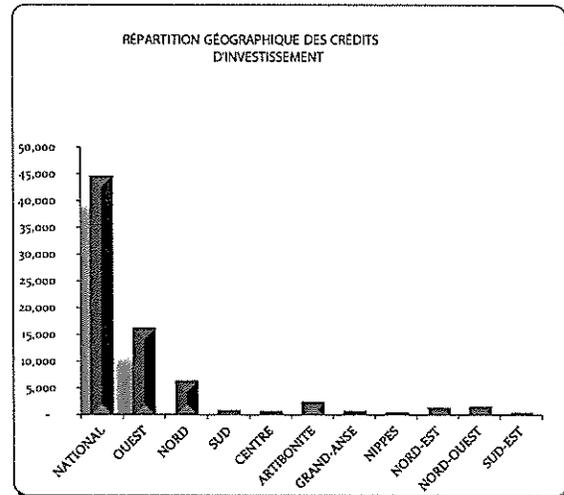
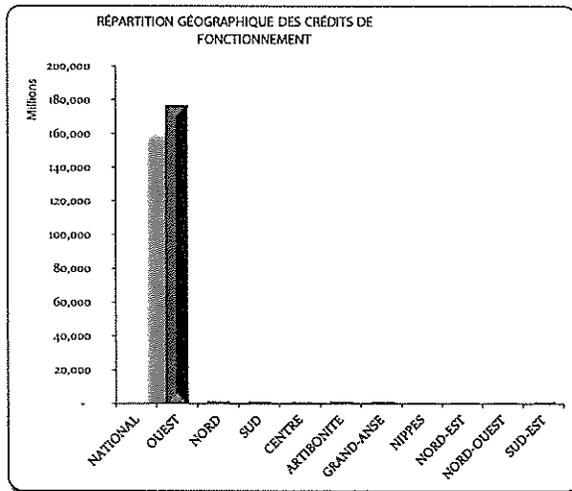
CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC (103-21)	AUTRES FIN. INTERNES (10)	SOURCE	RESSOURCES NATIONALES (C-C+D)	BILATERALE 2018-2021 (D)	MULTILATERALE 2018-2021 (E)	SOMMEY	TYPE	RESSOURCES EXTERNES (1-10-13)	TOTAL FIP (C-C+D)
4014	SERVICES INTERNES		40.000.000	-	-	40.000.000	-	-	-	-	-	40.000.000
4014-11	CONSEIL ELECTORAL		40.000.000	-	-	40.000.000	-	-	-	-	-	40.000.000
4014-11-10	CONSEIL ELECTORAL		40.000.000	-	-	40.000.000	-	-	-	-	-	40.000.000
4014-11-10-1	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES		40.000.000	-	-	40.000.000	-	-	-	-	-	40.000.000
4014-11-10-1-1	REINFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES		40.000.000	-	-	40.000.000	-	-	-	-	-	40.000.000
4014-11-10-1-1-1	CONSTRUCTION DES LOGAIS DU BUREAU CENTRAL DU CONSEIL ELECTORAL PROVINCIAL (PHASE 1 ETUDE)	OUEST	10.000.000	-	-	10.000.000	-	-	-	-	-	10.000.000
4014-11-10-1-1-1-1	REPARATION ET AMENAGEMENT DE BUREAUX INTERNES DU CTP LOGES A LA SOUSAH	OUEST	30.000.000	-	-	30.000.000	-	-	-	-	-	30.000.000
401	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (RUEH)		458.629.400	-	-	458.629.400	-	-	-	-	-	458.629.400
401-1	SERVICES INTERNES		458.629.400	-	-	458.629.400	-	-	-	-	-	458.629.400
401-1-1	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI		458.629.400	-	-	458.629.400	-	-	-	-	-	458.629.400
401-1-1-1	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES		458.629.400	-	-	458.629.400	-	-	-	-	-	458.629.400
401-1-1-1-1	REINFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES		458.629.400	-	-	458.629.400	-	-	-	-	-	458.629.400
401-1-1-1-1-1	REINFORCEMENT DES STRUCTURES DES BÂTIMENTS DE L'UNIVERSITE DE LAMORADE	NORD	30.000.000	-	-	30.000.000	-	-	-	-	-	30.000.000
401-1-1-1-1-1-1	ETUDE POUR LA MISE EN PLACE D'UN RESTAURANT UNIVERSITAIRE	OUEST	2.130.000	-	-	2.130.000	-	-	-	-	-	2.130.000
401-1-1-1-1-1-1-1	ETUDE, CONSTRUCTION, AMEUBLEMENT DE 12 SALLES DE COURS, DEUX BÂTIMENT ADMINISTRATIF ET D'UNE CINETHECA LESMAGHIE	OUEST	20.000.000	-	-	20.000.000	-	-	-	-	-	20.000.000
401-1-1-1-1-1-1-1-1	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE POTABILISATION ET DE DISTRIBUTION D'EAU ALIENEE	OUEST	7.790.000	-	-	7.790.000	-	-	-	-	-	7.790.000
401-1-1-1-1-1-1-1-1-1	CONSTRUCTION ET AMEUBLEMENT DES ARCHIVES DE L'UBH	OUEST	4.195.500	-	-	4.195.500	-	-	-	-	-	4.195.500
401-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE RECEPTION ET RESTAURATION D'EQUIPEMENT DE LA ROSSQUE ET DE LA SALLE D'OPERATION A L'HOPITAL UNIVERSITAIRE JUSTINIEU (HUA)	OUEST	10.000.000	-	-	10.000.000	-	-	-	-	-	10.000.000
401-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1	RECONSTRUCTION DES LOGAIS DE LA FACULTE D'AGRONOMIE ET DE SERVICES VETERINAIRES (FAVS)	OUEST	140.000.000	-	-	140.000.000	-	-	-	-	-	140.000.000
401-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1	RECONSTRUCTION DES LOGAIS DE LA FACULTE DES SCIENCES (FVS)	OUEST	175.000.000	-	-	175.000.000	-	-	-	-	-	175.000.000
401-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1	ETUDE POUR LA RECONSTRUCTION DES LOGAIS DE LA FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES (FDS)	OUEST	6.500.000	-	-	6.500.000	-	-	-	-	-	6.500.000
401-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1	ACQUISITION D'AUTOMES DANS LE CADRE DU RENFORCEMENT DE RECTORAT DE L'UBH	OUEST	63.000.000	-	-	63.000.000	-	-	-	-	-	63.000.000
4014	ACADEMIE DE CREOLE HAITIEN		10.000.000	-	-	10.000.000	-	-	-	-	-	10.000.000
4014-11	SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DE CREOLE HAITIEN		10.000.000	-	-	10.000.000	-	-	-	-	-	10.000.000
4014-11-10	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES		10.000.000	-	-	10.000.000	-	-	-	-	-	10.000.000
4014-11-10-1	REINFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES		10.000.000	-	-	10.000.000	-	-	-	-	-	10.000.000
4014-11-10-1-1	ELABORATION DU DICTIONNAIRE CREOLE HAITIEN	OUEST	5.000.000	-	-	5.000.000	-	-	-	-	-	5.000.000
4014-11-10-1-1-1	RENOUVELER ET AMENAGEMENT DU LOCAL DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	OUEST	5.000.000	-	-	5.000.000	-	-	-	-	-	5.000.000

**CLASSIFICATION GÉOGRAPHIQUE
DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021**

**RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
EXERCICE FISCAL 2020-2021**

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	Population estimée en 2015**	Dépenses Publiques per capita et départementales
TOTAL	180,510,000,000	74,194,000,000	254,704,000,000	10,911,819	23,342
NATIONAL	-	44,385,892,860	44,385,892,860		
OUEST	176,163,694,713	16,176,510,745	192,340,205,458	4,029,705	47,730.59
NORD	752,819,732	6,223,667,502	6,976,487,234	1,067,177	6,537
SUD	516,937,251	752,645,396	1,269,582,647	774,976	1,638
CENTRE	396,218,719	521,197,839	917,416,559	746,236	1,229
ARTIBONITE	834,318,117	2,298,930,870	3,133,248,987	1,727,524	1,814
GRAND-ANSE	491,123,080	527,996,077	1,019,119,157	468,301	2,176
NIPPES	252,958,616	394,470,934	647,429,549	342,525	1,890
NORD-EST	355,663,694	1,229,410,143	1,585,073,837	393,967	4,023
NORD-OUEST	334,864,613	1,406,568,032	1,741,432,645	728,807	2,389
SUD-EST	411,401,464	276,709,602	688,111,066	632,601	1,088

**Source : Estimation de la population de 2015. IHSI/DSDS



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	
NATIONAL	1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	-	2,819,840,459	2,819,840,459
	1112	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	-	1,104,705,121	1,104,705,121
	1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	-	5,576,523,998	5,576,523,998
	1114	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	-	22,502,301,196	22,502,301,196
	1115	MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)	-	426,764,722	426,764,722
	1116	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (Mde)	-	835,000,000	835,000,000
	1117	MINISTÈRE DU TOURISME (MT)	-	352,000,000	352,000,000
	1211	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	-	1,898,180,000	1,898,180,000
	1212	MINISTÈRE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER (MHAVE)	-	30,000,000	30,000,000
	1215	BUREAU DU PREMIER MINISTRE (BPM)	-	70,000,000	70,000,000
	1216	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	-	190,000,000	190,000,000
	1217	MINISTÈRE DE LA DEFENSE (MD)	-	715,820,000	715,820,000
	1311	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	-	4,318,374,723	4,318,374,723
	1312	MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)	-	939,000,000	939,000,000
	1313	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	-	2,434,529,443	2,434,529,443
	1314	MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES (MCFDF)	-	20,000,000	20,000,000
	1315	MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)	-	70,209,397	70,209,397
4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)	-	82,643,800	82,643,800	
QUEST	1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	1,484,579,324	431,604,810	1,916,184,134
	1112	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	7,564,063,587	1,146,602,923	8,710,666,510
	1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	1,723,195,655	5,000,000	1,728,195,655
	1114	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	1,524,183,302	11,404,518,116	12,928,701,418
	1115	MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)	790,859,559	34,000,000	824,859,559
	1116	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (Mde)	1,632,864,277	30,000,000	1,662,864,277
	1117	MINISTÈRE DU TOURISME (MT)	240,070,232	30,000,000	270,070,232
	1211	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	17,718,752,720	770,000,000	18,488,752,720
	1212	MINISTÈRE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER (MHAVE)	146,458,710	-	146,458,710
	1213	MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES (MAE)	6,207,199,414	-	6,207,199,414
	1214	LA PRESIDENCE	2,133,229,074	-	2,133,229,074
	1215	BUREAU DU PREMIER MINISTRE (BPM)	2,284,338,989	200,000,000	2,484,338,989
	1216	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	2,354,307,772	238,400,000	2,592,707,772
	1217	MINISTÈRE DE LA DEFENSE (MD)	2,024,789,733	109,000,000	2,133,789,733

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL		
OUEST	1311	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	22,579,822,859	360,313,451	22,940,136,310	
	1312	MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)	1,357,254,936	-	1,357,254,936	
	1313	MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	5,262,235,511	168,103,211	5,430,338,721	
	1314	MINISTÈRE À LA CONDITION FÉMININE ET AUX DROITS DES FEMMES (MCFDF)	228,460,660	-	228,460,660	
	1315	MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET À L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)	699,748,390	30,000,000	729,748,390	
	1411	MINISTÈRE DES CULTES	267,730,197	-	267,730,197	
	1412	MINISTÈRE DE LA CULTURE (MC)	1,407,971,129	32,000,000	1,439,971,129	
	1413	MINISTÈRE LA COMMUNICATION (MC)	416,403,448	-	416,403,448	
	1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	20,968,220,585	-	20,968,220,585	
	1512	DETTE PUBLIQUE	49,194,478,911	-	49,194,478,911	
	1513	SUBVENTION AUX PRODUITS PÉTROLIERS	16,000,000,000	-	16,000,000,000	
	2211	SENAT DE LA RÉPUBLIQUE	1,754,074,789	693,088,835	2,447,163,624	
	2212	CHAMBRE DES DÉPUTÉS	2,676,458,371	-	2,676,458,371	
	3211	CONSEIL SUPÉRIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE (CSPJ)	2,268,267,339	15,250,000	2,283,517,339	
	4111	COUR SUPÉRIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)	862,566,104	-	862,566,104	
	4211	CONSEIL ELECTORAL	655,400,439	40,000,000	695,400,439	
	4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	165,293,326	-	165,293,326	
	4311	RECTORAT DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI (RUEH)	1,527,311,125	428,629,400	1,955,940,525	
	4411	ACADEMIE DU CREOLE HAÏTIEN (ACH)	43,104,247	10,000,000	53,104,247	
	NORD	1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	13,928,000	30,000,000	43,928,000
		1112	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	60,092,642	-	60,092,642
		1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	19,157,400	60,000,000	79,157,400
		1114	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	19,942,173	4,550,719,824	4,570,661,997
1116		MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE)	15,419,307	-	15,419,307	
1117		MINISTÈRE DU TOURISME (MT)	6,336,344	-	6,336,344	
1211		MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	10,101,000	37,519,659	47,620,659	
1216		MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MCT)	-	217,900,000	217,900,000	
1217		MINISTÈRE DE LA DEFENSE (MD)	-	-	-	
1311		MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	219,854,874	55,000,000	274,854,874	
1313		MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	310,528,299	42,528,018	353,056,317	
1315		MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET À L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)	1,460,163	-	1,460,163	
1412		MINISTÈRE DE LA CULTURE (MC)	75,999,530	1,200,000,001	1,275,999,531	
4311		RECTORAT DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI (RUEH)	-	30,000,000	30,000,000	

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	
SUD	1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	10,351,500	10,000,000	20,351,500
	1112	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	49,716,293	-	49,716,293
	1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	23,462,286	-	23,462,286
	1114	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	17,905,943	400,000,000	417,905,943
	1116	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE)	23,498,623	-	23,498,623
	1117	MINISTÈRE DU TOURISME (MT)	3,374,028	-	3,374,028
	1211	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	9,101,000	-	9,101,000
	1216	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	-	186,700,000	186,700,000
	1311	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	134,324,922	62,500,000	196,824,922
	1312	MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)	-	35,000,000	35,000,000
	1313	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	245,202,657	48,445,396	293,648,053
	4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)	-	10,000,000	10,000,000
	CENTRE	1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	6,970,900	20,000,000
1112		MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	40,365,925	20,000,000	60,365,925
1113		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	24,971,444	-	24,971,444
1114		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	15,969,415	150,000,000	165,969,415
1116		MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE)	12,819,093	2,000,000	14,819,093
1211		MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	6,426,000	29,697,839	36,123,839
1216		MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	-	115,500,000	115,500,000
1217		MINISTÈRE DE LA DEFENSE (MD)	-	135,900,000	135,900,000
1311		MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	131,033,932	32,500,000	163,533,932
1313		MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	127,662,011	15,600,000	143,262,011
1315		MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)	30,000,000	-	30,000,000
4111		COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)	-	10,000,000	10,000,000
ARTIBONITE		1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	8,123,946	-
	1112	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	79,071,951	10,000,000	89,071,951
	1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	38,796,627	394,842,520	433,639,147
	1114	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	22,046,439	1,515,600,000	1,537,646,439
	1116	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE)	12,629,107	11,000,000	23,629,107
	1211	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	10,401,000	-	10,401,000
	1216	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	-	147,488,350	147,488,350
	1311	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	299,424,191	100,000,000	399,424,191
	1313	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	363,463,656	120,000,000	483,463,656
	4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)	361,200	-	361,200

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL		
GRAND-ANSE	1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	7,601,000	-	7,601,000	
	1112	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	35,628,501	-	35,628,501	
	1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	16,612,450	-	16,612,450	
	1114	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	12,995,289	353,157,743	366,153,032	
	1117	MINISTÈRE DU TOURISME (MT)	2,719,602	-	2,719,602	
	1211	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	7,326,000	-	7,326,000	
	1216	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	-	110,400,000	110,400,000	
	1311	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	123,471,990	15,000,000	138,471,990	
	1313	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	243,475,390	32,438,334	275,913,724	
	1314	MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES (MCFDF)	-	17,000,000	17,000,000	
	1315	MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)	41,292,858	-	41,292,858	
	NIPPE	1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	10,520,167	-	10,520,167
		1112	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	49,569,725	-	49,569,725
		1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	9,553,450	80,000,000	89,553,450
1114		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	12,463,565	150,000,000	162,463,565	
1116		MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE)	2,664,701	-	2,664,701	
1211		MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	6,646,000	15,930,596	22,576,596	
1216		MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	-	98,400,000	98,400,000	
1311		MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	87,139,714	15,000,000	102,139,714	
1313		MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	74,351,293	35,140,337	109,491,630	
1315		MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)	50,001	-	50,001	
NORD-EST		1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	10,193,100	-	10,193,100
		1112	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	46,403,712	-	46,403,712
		1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	20,575,180	300,000,000	320,575,180
		1114	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	12,992,920	265,000,000	277,992,920
	1115	MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)	-	15,000,000	15,000,000	
	1116	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE)	345,000	-	345,000	
	1211	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	7,501,000	-	7,501,000	
	1216	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	-	109,700,000	109,700,000	
	1311	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	110,657,420	100,000,000	210,657,420	
	1312			5,000,000	5,000,000	
	1313	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	146,995,362	434,710,143	581,705,505	

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	
NORD-OUEST	1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	3,558,100	20,000,000	23,558,100
	1112	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	65,488,960	-	65,488,960
	1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	13,996,901	40,000,000	53,996,901
	1114	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	10,895,439	1,190,000,000	1,200,895,439
	1211	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	9,525,924	-	9,525,924
	1216	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	-	107,500,000	107,500,000
	1311	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	101,645,216	20,000,000	121,645,216
	1313	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	129,754,074	29,068,032	158,822,106
SUD-EST	1111	MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)	5,689,300	10,000,000	15,689,300
	1112	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	24,602,286	-	24,602,286
	1113	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	18,858,450	8,000,000	26,858,450
	1114	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC)	16,813,003	-	16,813,003
	1115		-	15,000,000	15,000,000
	1116	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE)	8,339,835	-	8,339,835
	1117	MINISTÈRE DU TOURISME (MT)	1,993,602	-	1,993,602
	1211	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)	7,576,000	24,785,994	32,361,994
	1216	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	-	97,800,000	97,800,000
	1217		-	3,000,000	3,000,000
	1311	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	154,314,118	80,069,218	234,383,336
	1313	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)	166,743,383	23,054,391	189,797,774
	1314	MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES (MCFDF)	-	15,000,000	15,000,000
	1315	MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)	637,681	-	637,681
1412	MINISTÈRE DE LA CULTURE (MC)	5,833,806	-	5,833,806	

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE
DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE
FISCAL 2020-2021**

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES EXERCICE FISCAL 2020-2021			FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
TOTAL			180,510,000,000	74,194,000,000	254,704,000,000
01 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES			96,720,240,851	8,246,253,367	104,966,494,217
011 FONCT. ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS ,AFF. FINANCIERES ET FISCALES AFF. ETRANGERE			43,708,072,734	2,777,893,416	46,485,966,140
0111	FONCTIONNEMENT DES ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS		28,346,650,117	1,264,436,705	29,611,086,822
0112	AFFAIRES FINANCIERES ET FISCALES		7,933,574,886	1,413,456,711	9,347,031,596
0113	AFFAIRES ETRANGERES		7,427,847,721	100,000,000	7,527,847,721
012 AIDE ECONOMIQUE EXTERIEURE			153,478,592	26,604,810	180,083,402
0121	AIDE ECONOMIQUE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT OU EN TRANSITION		0	0	0
0122	AIDE ECONOMIQUE PAR L'INTERMEDIAIRE D'ORGANISATION INTERNATIONALES (SC)		153,478,592	26,604,810	180,083,402
013 SERVICES GENERAUX			2,858,810,185	5,415,255,141	8,274,065,326
0131	SERVICES GENERAUX DE PERSONNEL (SC)		1,350,627,255	50,000,000	1,400,627,255
0132	SERVICES GENERAUX DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE		1,445,844,578	513,873,950	1,959,718,528
0133	AUTRES SERVICES GENERAUX (SC)		62,338,352	4,851,381,191	4,913,719,543
014 RECHERCHE FONDAMENTALE (SC)			150,000,000	0	150,000,000
0140	RECHERCHE FONDAMENTALE (SC)		150,000,000	0	150,000,000
015 R-D CONCERNANT LES SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES			0	26,500,000	26,500,000
0150	R-D CONCERNANT LES SRVICS GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (SC)		0	26,500,000	26,500,000
016 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.			655,400,439	0	655,400,439
0160	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.		655,400,439	0	655,400,439
017 OPERATIONS CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE (SC)			49,194,478,911	0	49,194,478,911
0170	OPERATIONS CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE (SC)		49,194,478,911	0	49,194,478,911
02 DEFENSE			2,024,789,733	724,820,000	2,749,609,733
021 DEFENSE MILITAIRE			2,024,789,733	724,820,000	2,749,609,733
0210	DEFENSE MILITAIRE (SC)		2,024,789,733	724,820,000	2,749,609,733
03 ORDRE ET SECURITE PUBLIQUE			21,986,468,302	2,275,280,000	24,261,748,302
031 SERVICES DE POLICE			13,928,540,419	2,165,280,000	16,093,820,419
0310	SERVICES DE POLICE(SC)		13,928,540,419	2,165,280,000	16,093,820,419
032 SERVICES DE PROTECTION CIVILE			2,658,635,031	100,000,000	2,758,635,031
0320	SERVICES DE PROTECTION CIVILE(SC)		2,658,635,031	100,000,000	2,758,635,031
033 TRIBUNAUX			2,387,995,107	10,000,000	2,397,995,107
0330	TRIBUNAUX (SC)		2,387,995,107	10,000,000	2,397,995,107
034 ADMINISTRATION PENITENTIAIRE			573,085,630	0	573,085,630
0340	ADMINISTRATION PENITENTIAIRE		573,085,630	0	573,085,630
036 ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.			2,438,212,115	0	2,438,212,115
0360	ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.		2,438,212,115	0	2,438,212,115
04 AFFAIRES ECONOMIQUES			20,596,072,658	31,018,748,267	51,614,820,925
041 TUTELLE DEL'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI			713,855,981	365,000,000	1,078,855,981
0411	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES		657,141,310	40,000,000	697,141,310
0412	AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI (SC)		56,714,671	325,000,000	381,714,671
042 AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE			1,872,194,307	4,553,160,000	6,425,354,307
0421	AGRICULTURE		1,842,494,974	4,153,160,000	5,995,654,974
0422	SYLVICULTURE (SC)		14,292,400	0	14,292,400
0423	PECHE ET CHASSE (SC)		15,406,933	400,000,000	415,406,933
043 COMBUSTIBLES ET ENERGIE			16,050,623,906	9,061,500,000	25,112,123,906
0431	CHARBON ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES (SC)		3,623,906	0	3,623,906
0435	ELECTRICITE(SC)		16,047,000,000	9,061,500,000	25,108,500,000
0436	ENERGIE NON ELECTRIQUE(SC)		0	0	0
044 INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES, CONSTRUCTION			1,392,942,172	4,860,614,482	6,253,556,654
0441	EXTRACTION DE RESSOURCES MINERALES AUTRES QUE LES COMBUSTIBLES MINERAUX (SC)		61,594,739	5,000,000	66,594,739
0442	INDUSTRIES MANUFACTURIERES (SC)		58,098,222	0	58,098,222
0443	CONSTRUCTION (SC)		1,273,249,211	4,855,614,482	6,128,863,693

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES EXERCICE FISCAL 2020-2021				FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
045	TRANSPORTS			96,327,656	9,011,426,093	9,107,753,749
	0451	TRANSPORTS ROUTIERS		49,298,162	8,368,426,093	8,417,724,255
	0452	TRANSPORTS PAR VOIE D'EAU		47,029,494	0	47,029,494
	0454	TRANSPORTS AÉRIENS (SC)		0	643,000,000	643,000,000
	0455	PIPELINE ET SYSTEMES DE TRANSPORT DIVERS (SC)		0	0	0
046	COMMUNICATIONS			155,575,043	0	155,575,043
	0460	COMMUNICATIONS (SC)		155,575,043	0	155,575,043
047	AUTRES BRANCHES D'ACTIVITE			299,644,548	2,379,057,733	2,678,702,281
	0471	DISTRIBUTION, ENTREPOTS ET MAGASINS (SC)		24,766,099	0	24,766,099
	0472	HOTELLERIE ET RESTAURATION (SC)		0	30,000,000	30,000,000
	0473	TOURISME		270,069,747	1,547,000,001	1,817,069,748
	0474	PROJETS DE DEVELOPPEMENT POLYVALENTS (SC)		4,808,702	802,057,732	806,866,434
048	R-D CONCERNANT LES AFFAIRES ECONOMIQUES			14,909,045	60,000,000	74,909,045
	0481	R-D CONCERNANT LA TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI (SC)		0	60,000,000	60,000,000
	0482	R-D CONCERNANT L'AGRICULTURE, LA SYLVICULTURE, LA PECHE ET LA CHASSE (SC)		14,909,045	0	14,909,045
049	AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.			0	727,989,959	727,989,959
	0490	AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.		0	727,989,959	727,989,959
05	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT			1,727,167,582	1,733,928,732	3,461,096,314
052	GESTION DES EAUX USEES			11,753,799	0	11,753,799
	0520	GESTION DES EAUX USEES (SC)		11,753,799	0	11,753,799
053	LUTTE CONTRE LA POLLUTION			24,136,092	10,000,000	34,136,092
	0530	LUTTE CONTRE LA POLLUTION(SC)		24,136,092	10,000,000	34,136,092
054	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE			40,246,295	802,928,732	843,175,027
	0540	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE(SC)		40,246,295	802,928,732	843,175,027
056	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.			1,651,031,395	921,000,000	2,572,031,395
	0560	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.		1,651,031,395	921,000,000	2,572,031,395
06	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS			284,992,187	18,754,021,478	19,039,013,665
061	LOGEMENT			95,502,332	106,500,000	202,002,332
	0610	LOGEMENT (SC)		95,502,332	106,500,000	202,002,332
062	EQUIPEMENTS COLLECTIFS			0	150,000,000	150,000,000
	0620	EQUIPEMENTS COLLECTIFS		0	150,000,000	150,000,000
063	ALIMENTATION EN EAU			95,602,657	1,609,642,420	1,705,245,077
	0630	ALIMENTATION EN EAU		95,602,657	1,609,642,420	1,705,245,077
064	ECLAIRAGE PUBLIC			0	16,782,200,000	16,782,200,000
	0640	ECLAIRAGE PUBLIC		0	16,782,200,000	16,782,200,000
066	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.			93,887,198	105,679,058	199,566,256
	0660	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.		93,887,198	105,679,058	199,566,256
07	SANTÉ			7,070,411,636	2,224,522,932	9,294,934,568
073	SERVICES HOSPITALIERS			1,310,922,124	106,000,000	1,416,922,124
	0731	SERVICES HOSPITALIERS GENERAUX		1,275,547,883	0	1,275,547,883
	0732	SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES(SI)		17,776,561	0	17,776,561
	0733	SERVICES DES DISPENSAIRES ET DES MATERNITES (SI)		17,597,680	106,000,000	123,597,680
074	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE			2,462,562,738	1,207,195,477	3,669,758,216
	0740	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE (SI)		2,462,562,738	1,207,195,477	3,669,758,216
075	RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE			195,500,065	0	195,500,065
	0750	RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE (SC)		195,500,065	0	195,500,065
076	SANTÉ N.C.A.			3,101,426,708	911,327,455	4,012,754,163
	0760	SANTÉ N.C.A (SC)		3,101,426,708	911,327,455	4,012,754,163

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES EXERCICE FISCAL 2020-2021			FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
08	LOISIRS CULTURE ET CULTÉ		2,990,231,451	127,209,397	3,117,440,847
081	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS		698,960,089	0	698,960,089
	0810	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	698,960,089	0	698,960,089
082	SERVICES CULTURELLES		1,532,908,712	32,000,000	1,564,908,712
	0820	SERVICES CULTURELLES	1,532,908,712	32,000,000	1,564,908,712
083	SERVICE DES RADIODIFFUSION, DE TELEVISION ET D'EDITION(SC)		416,403,448	0	416,403,448
	0830	SERVICE DES RADIODIFFUSION, DE TELEVISION ET D'EDITION(SC)	416,403,448	0	416,403,448
084	CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES (SC)		267,730,197	0	267,730,197
	0840	CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES (SC)	267,730,197	0	267,730,197
086	LOISIR, CULTURE ET CULTÉ N.C.A (SC)		74,229,004	95,209,397	169,438,401
	0860	LOISIR, CULTURE ET CULTÉ N.C.A (SC)	74,229,004	95,209,397	169,438,401
09	ENSEIGNEMENT		25,847,814,704	5,022,504,723	30,870,319,427
091	ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE ET PRIMAIRE		2,005,053,995	0	2,005,053,995
	0912	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (SI)	2,005,053,995	0	2,005,053,995
092	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		2,080,784,223	2,448,025,111	4,528,809,334
	0920	PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SD)	0	0	0
	0921	PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SD)	2,080,784,223	2,448,025,111	4,528,809,334
	0922	DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SD)	0	0	0
093	ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR		0	0	0
	0930	ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR(SI)	0	0	0
094	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		1,812,542,851	5,000,000	1,817,542,851
	0941	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL	1,812,542,851	0	1,812,542,851
	0942	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DOCTORAL (SI)	0	5,000,000	5,000,000
095	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU		1,696,646,018	0	1,696,646,018
	0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU(SI)	1,696,646,018	0	1,696,646,018
096	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT		0	2,544,479,612	2,544,479,612
	0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT(SI)	0	2,544,479,612	2,544,479,612
097	RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT		23,576,658	0	23,576,658
	0970	RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT (SC)	23,576,658	0	23,576,658
098	ENSEIGNEMENT N.C.A.		18,229,210,959	25,000,000	18,254,210,959
	0980	ENSEIGNEMENT N.C.A.(SC)	18,229,210,959	25,000,000	18,254,210,959
10	PROTECTION SOCIALE		1,261,810,898	4,066,711,104	5,328,522,002
102	VIEILLESSE		25,591,488	0	25,591,488
	1020	VIEILLESSE (SI)	25,591,488	0	25,591,488
104	FAMILLE ET ENFANTS		7,102,610	402,000,000	409,102,610
	1040	FAMILLE ET ENFANTS (SI)	7,102,610	402,000,000	409,102,610
106	LOGEMENT		0	500,000,000	500,000,000
	1060	LOGEMENT	0	500,000,000	500,000,000
107	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.		221,358,050	0	221,358,050
	1070	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	221,358,050	0	221,358,050
109	PROTECTION SOCIALE N.C.A.		1,007,758,750	3,164,711,104	4,172,469,854
	1090	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	1,007,758,750	3,164,711,104	4,172,469,854

**CRÉDITS LIÉS
À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
EN 2020-2021**

CRÉDITS BUDGÉTAIRES LIÉS A LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN 2020-2021		
TOTAL		113,059,229,010
EMPLOI		1,885,722,416
0411	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES	697,141,310
	FONCTIONNEMENT	657,141,310
	INVESTISSEMENT	40,000,000
0412	AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI (SC)	381,714,671
	FONCTIONNEMENT	56,714,671
	INVESTISSEMENT	325,000,000
0474	PROJETS DE DEVELOPPEMENT POLYVALENTS (SC)	806,866,434
	FONCTIONNEMENT	4,808,702
	INVESTISSEMENT	802,057,732
SECURITE ALIMENTAIRE		6,440,263,352
0421	AGRICULTURE	5,995,654,974
	FONCTIONNEMENT	1,842,494,974
	INVESTISSEMENT	4,153,160,000
0422	SYLVICULTURE (SC)	14,292,400
	FONCTIONNEMENT	14,292,400
	INVESTISSEMENT	-
0423	PECHE ET CHASSE (SC)	415,406,933
	FONCTIONNEMENT	15,406,933
	INVESTISSEMENT	400,000,000
0482	R-D CONCERNANT L'AGRICULTURE , LA SYLVICULTURE, LA PECHE ET LA CHASSE (SC)	14,909,045
	FONCTIONNEMENT	14,909,045
	INVESTISSEMENT	-
FOURNITURE D'ENERGIE		25,112,123,906
0431	CHARBON ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES (SC)	3,623,906
	FONCTIONNEMENT	3,623,906
	INVESTISSEMENT	-
0435	ELECTRICITE(SC)	25,108,500,000
	FONCTIONNEMENT	16,047,000,000
	INVESTISSEMENT	9,061,500,000
TRANSPORTS		9,107,753,749
0451	TRANSPORTS ROUTIERS	8,417,724,255
	FONCTIONNEMENT	49,298,162
	INVESTISSEMENT	8,368,426,093
0452	TRANSPORTS PAR VOIE D'EAU	47,029,494
	FONCTIONNEMENT	47,029,494
	INVESTISSEMENT	-
0454	TRANSPORTS AERIENS (SC)	643,000,000
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	643,000,000
ASSAINISSEMENT		3,461,096,314
0510	GESTION DES DECHETS (SC)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0520	GESTION DES EAUX USEES (SC)	11,753,799
	FONCTIONNEMENT	11,753,799
	INVESTISSEMENT	-
0530	LUTTE CONTRE LA POLLUTION(SC)	34,136,092
	FONCTIONNEMENT	24,136,092
	INVESTISSEMENT	10,000,000

CRÉDITS BUDGÉTAIRES LIÉS A LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN 2020-2021		
0540	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE(SC)	843,175,027
	FONCTIONNEMENT	40,246,295
	INVESTISSEMENT	802,928,732
0560	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	2,572,031,395
	FONCTIONNEMENT	1,651,031,395
	INVESTISSEMENT	921,000,000
LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS		551,568,588
0610	LOGEMENT (SC)	202,002,332
	FONCTIONNEMENT	95,502,332
	INVESTISSEMENT	106,500,000
0620	EQUIPEMENTS COLLECTIFS	150,000,000
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	150,000,000
0660	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.	199,566,256
	FONCTIONNEMENT	93,887,198
	INVESTISSEMENT	105,679,058
ACCES A L'EAU POTABLE		18,487,445,077
0630	ALIMENTATION EN EAU	1,705,245,077
	FONCTIONNEMENT	95,602,657
	INVESTISSEMENT	1,609,642,420
0640	ECLAIRAGE PUBLIC	16,782,200,000
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	16,782,200,000
SANTE		9,294,934,568
0731	SERVICES HOSPITALIERS GENERAUX	1,275,547,883
	FONCTIONNEMENT	1,275,547,883
	INVESTISSEMENT	-
0732	SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES(SI)	17,776,561
	FONCTIONNEMENT	17,776,561
	INVESTISSEMENT	-
0733	SERVICES DES DISPENSAIRES ET DES MATERNITES (SI)	123,597,680
	FONCTIONNEMENT	17,597,680
	INVESTISSEMENT	106,000,000
0740	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE (SI)	3,669,758,216
	FONCTIONNEMENT	2,462,562,738
	INVESTISSEMENT	1,207,195,477
0750	RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE (SC)	195,500,065
	FONCTIONNEMENT	195,500,065
	INVESTISSEMENT	-
0760	SANTE N.C.A (SC)	4,012,754,163
	FONCTIONNEMENT	3,101,426,708
	INVESTISSEMENT	911,327,455
EDUCATION		33,389,799,039
0912	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (SI)	2,005,053,995
	FONCTIONNEMENT	2,005,053,995
	INVESTISSEMENT	-
0921	PREMEIR CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	4,528,809,334
	FONCTIONNEMENT	2,080,784,223
	INVESTISSEMENT	2,448,025,111

CRÉDITS BUDGÉTAIRES LIÉS A LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN 2020-2021		
0941	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL	1,812,542,851
	FONCTIONNEMENT	1,812,542,851
	INVESTISSEMENT	-
0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU(SI)	1,696,646,018
	FONCTIONNEMENT	1,696,646,018
	INVESTISSEMENT	-
0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT(SI)	2,544,479,612
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	2,544,479,612
0970	RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT (SC)	23,576,658
	FONCTIONNEMENT	23,576,658
	INVESTISSEMENT	-
0980	ENSEIGNEMENT N.C.A.(SC)	20,773,690,572
	FONCTIONNEMENT	18,229,210,959
	INVESTISSEMENT	2,544,479,612
	PROTECTION SOCIALE	5,328,522,002
1020	VIELLESSE (SI)	25,591,488
	FONCTIONNEMENT	25,591,488
	INVESTISSEMENT	-
1040	FAMILLE ET ENFANTS (SI)	409,102,610
	FONCTIONNEMENT	7,102,610
	INVESTISSEMENT	402,000,000
1070	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	221,358,050
	FONCTIONNEMENT	221,358,050
	INVESTISSEMENT	-
1090	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	4,172,469,854
	FONCTIONNEMENT	1,007,758,750
	INVESTISSEMENT	3,164,711,104

**PRÉVISION DE PRÉLÈVEMENTS
DES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR
EN 2020-2021**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION DU TRÉSOR
PRÉVISION DE PRÉLÈVEMENTS DES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR
POUR L'EXERCICE FISCAL 2020-2021

Comptes Spéciaux	CAS	EDU	BENSION CIVILE
Ressources	875,778,664	1,121,394,311	4,960,000,000
Dépenses	746,047,672	1,100,000,000	3,611,502,869
Solde	129,730,993	21,394,311	1,348,497,131

**CAISSE D'ASSISTANCE SOCIALE (CAS)
PRÉVISION POUR
L'EXERCICE 2020-2021**

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL
Caisse d'Assistance Sociale (CAS)
Prévision pour l'exercice fiscal 2020-2021

	2020-2021
<i>Reversement des prélèvements Ministère de l'Economie et des Finances</i>	418,325,015
<i>Dépôts effectués à la Banque de la République d'Haiti(BRH)</i>	21,096,697
<i>Recettes collectées par la Direction Générale des Impôts (DGI)</i>	436,082,566
<i>Autres ressources</i>	274,386
Recettes Globales	875,778,664
<i>Dépenses pour l'Office de la CAS</i>	210,538,058
<i>Dépenses de personnel</i>	168,378,458
<i>Dépenses de consommation et de biens et services</i>	34,639,727
<i>Immobilisations et matériels</i>	7,519,873
<i>Dépenses d'Assistance Sociale</i>	535,509,614
<i>Allocations et subventions</i>	235,509,614
<i>Oeuvres sociales et autres</i>	300,000,000
Dépenses Globales	746,047,672
Solde	129,730,993

**FONDS D'URGENCE (FDU)
PRÉVISION POUR
L'EXERCICE 2020-2021**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Fonds d'Urgence (FDU)
Prévision pour l'exercice fiscal 2020-2021

	2020-2021
<i>Reversement des prélèvements effectués sur les fonctionnaires et les contractuels de l'Etat</i>	465,000,000
<i>Reversement des prélèvements des autres institutions publiques et du secteur privé via la Direction Générale des Impôts (DGI) et la Banque de la République d'Haiti (BRH)</i>	409,654,873
<i>Autres ressources</i>	246,739,438
Recettes Globales	1,121,394,311
<i>Dépenses urgentes liées à la sécurité publique</i>	500,000,000
<i>Dépenses urgentes liées aux désastres</i>	600,000,000
Dépenses Globales	1,100,000,000
Solde	21,394,311

**PENSION CIVILE
PRÉVISION POUR
L'EXERCICE 2020-2021**

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Fonds de Pension Civile
Prévision pour l'exercice fiscal 2020-2021

	2020-2021
Cotisation(8%) prelevees sur Agents Publics, 1/12 d'augmentation, entrée en fonction	2,500,000,000
Quote-part employeur (Etat Haitien)	2,160,000,000
Cotisation des employés des organismes autonomes et entreprises publiques	70,000,000
Revenus de placements	230,000,000
Recettes Globales	4,960,000,000
<i>Paiement des pensionnaires de l'Etat</i>	<i>2,111,502,869</i>
<i>Remboursement des cotisations et autres</i>	<i>-</i>
<i>Prévisions de placements additionnels</i>	<i>1,500,000,000</i>
Dépenses Globales	3,611,502,869
Solde	1,348,497,131

***** Dettes Cumulées du Trésor Public envers la Pension Civile**

<i>Dettes du Trésor Public envers le Fonds de Pension</i>	<i>5,181,000,000</i>
<i>Autres avances à rembourser pour (FAES, M.Kenscof, LEH..)</i>	<i>244,846,109</i>
<i>Dettes du Trésor Public envers le Fonds de Pension (en dollars USD)</i>	<i>3,400,000,000</i>

**PRÉVISION DES RESSOURCES
ET DES DÉPENSES DE
CERTAINES INSTITUTIONS
NON DOTÉES DE PERSONNALITÉS
JURIDIQUES POUR L'EXERCICE 2020-2021**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Prévision des ressources et des dépenses de certaines institutions non dotées de personnalités juridiques pour
l'exercice fiscal 2020-2021

CONSEIL NATIONAL DES COOPÉRATIVES	
Ressources	65,838,352
Ressources propres	-
Ressources financées par le Trésor Public	65,838,352
Dépenses	320,643,461
Dépenses d'investissement	34,500,000
Dépenses d'exploitation	286,143,461
Capacité (+) ou Besoin de Financement (-)	(254,805,109)

LABORATOIRE NATIONAL DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	
Ressources	305,413,252
Ressources propres	238,198,713
Ressources financées par le Trésor Public	67,214,539
Dépenses	492,119,638
Dépenses d'investissement	206,653,125
Dépenses d'exploitation	285,466,513
Capacité (+) ou Besoin de Financement (-)	(186,706,386)

CONSEIL NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS	
Ressources	585,396,268
Ressources propres	577,780,095
Ressources financées par le Trésor Public	7,616,173
Dépenses	635,252,770
Dépenses d'investissement	-
Dépenses d'exploitation	635,252,770
Capacité (+) ou Besoin de Financement (-)	(49,856,502)

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Prévision des ressources et des dépenses de certaines institutions non dotées de personnalités juridiques pour
l'exercice fiscal 2020-2021

FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	
Ressources	476,124,405
Ressources propres	473,507,675
Ressources financées par le Trésor Public	2,616,730
Dépenses	119,501,973
Dépenses d'investissement	-
Dépenses d'exploitation	119,501,973
Capacité (+) ou Besoin de Financement (-)	356,622,432

DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	
Ressources	1,615,602,657
Ressources propres	-
Ressources financées par le Trésor Public	1,615,602,657
Dépenses	2,258,114,687
Dépenses d'investissement	1,950,000,000
Dépenses d'exploitation	308,114,687
Capacité (+) ou Besoin de Financement (-)	(642,512,030)

CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	
Ressources	130,000,949
Ressources propres	-
Ressources financées par le Trésor Public	130,000,949
Dépenses	182,852,875
Dépenses d'investissement	-
Dépenses d'exploitation	182,852,875
Capacité (+) ou Besoin de Financement (-)	(52,851,926)

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Prévision des ressources et des dépenses de certaines institutions non dotées de personnalités juridiques pour
l'exercice fiscal 2020-2021

RADIO NATIONALE D'HAÏTI	
Ressources	89,531,989
Ressources propres	5,500,000
Ressources financées par le Trésor Public	84,031,989
Dépenses	135,676,303
Dépenses d'investissement	-
Dépenses d'exploitation	135,676,303
Capacité (+) ou Besoin de Financement (-)	(46,144,314)

OFFICE NATIONAL DE L'AVIATION CIVILE	
Ressources	1,138,826,148
Ressources propres	1,138,826,148
Ressources financées par le Trésor Public	-
Dépenses	789,482,167
Dépenses d'investissement	-
Dépenses d'exploitation	789,482,167
Capacité (+) ou Besoin de Financement (-)	349,343,981

SOCIÉTÉ NATIONALE DES PARCS INDUSTRIELS	
Ressources	1,082,829,001
Ressources propres	58,200,000
Ressources financées par le Trésor Public	-
Autres ressources	1,024,629,001
Dépenses	1,416,064,279
Dépenses d'investissement	1,416,064,279
Dépenses d'exploitation	-
Capacité (+) ou Besoin de Financement (-)	(333,235,278)

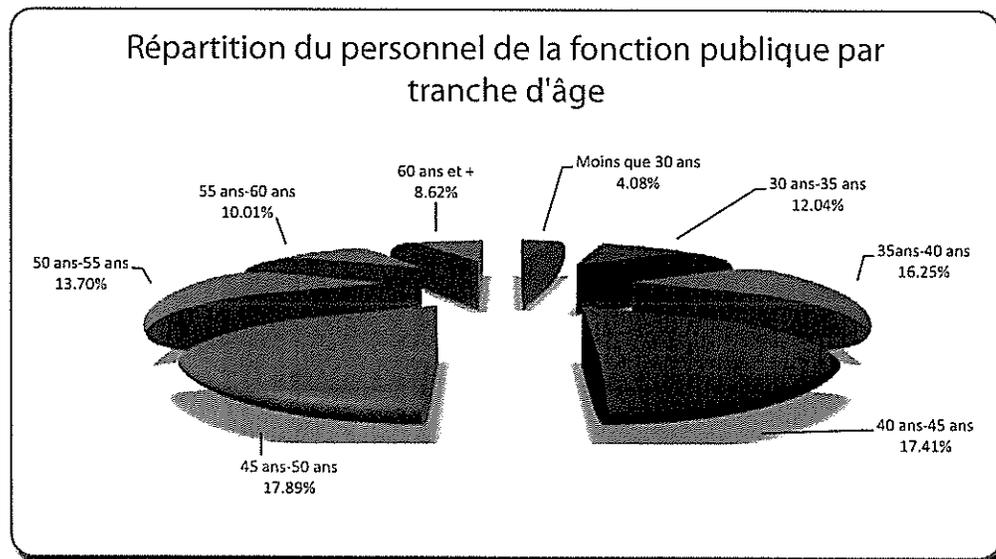
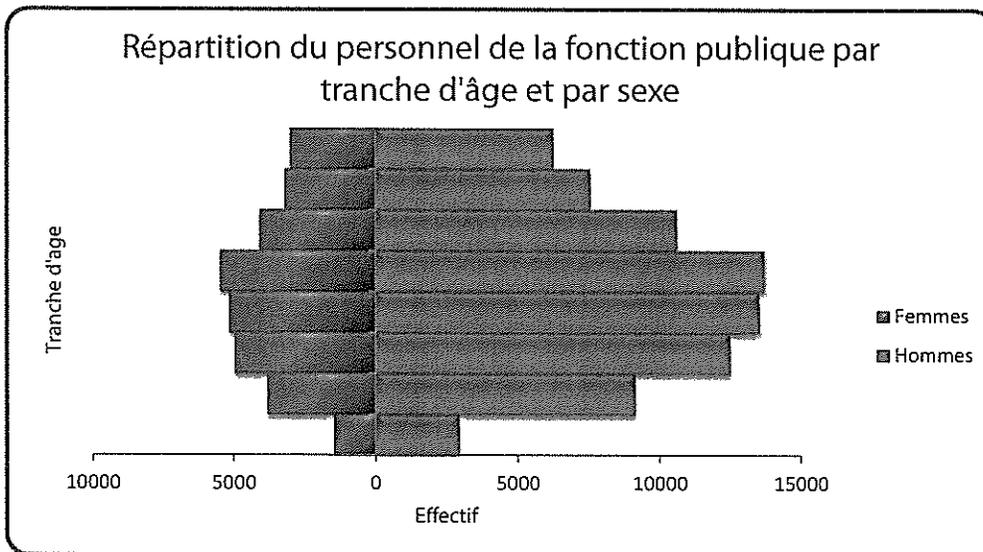
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Prévision des ressources et des dépenses de certaines institutions non dotées de personnalités juridiques pour
l'exercice fiscal 2020-2021

OFFICE D'ASSURANCE ACCIDENTS DU TRAVAIL MALADIE ET MATERNITÉ	
Ressources	2,856,616,621
Ressources propres	1,656,616,621
Ressources financées par le Trésor Public	1,200,000,000
Dépenses	3,250,780,175
Dépenses d'investissement	-
Dépenses d'exploitation	3,250,780,175
Capacité (+) ou Besoin de Financement (-)	(394,163,554)

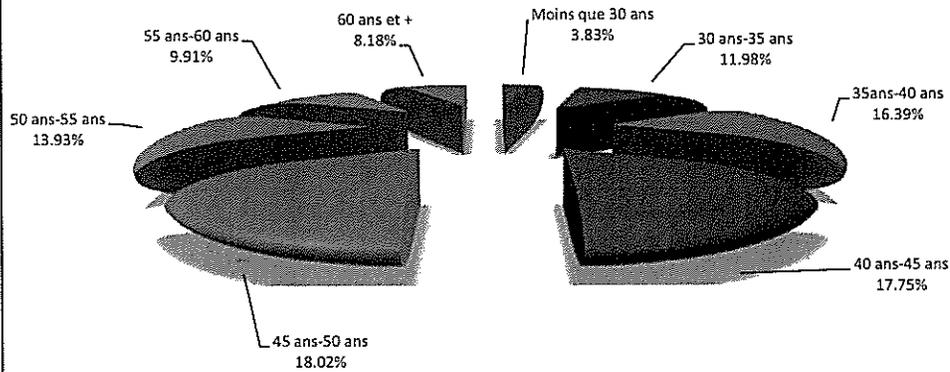
**EFFECTIF ET MASSE SALARIALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE
AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020**

Répartition du personnel de l'Administration Publique

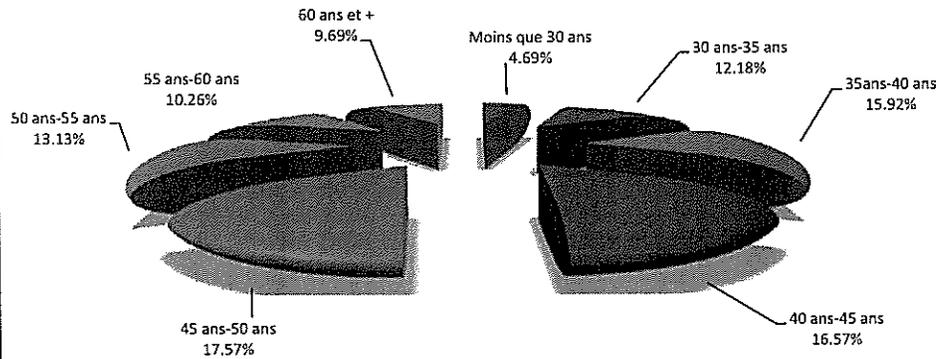
Groupe d'Age	Hommes	Femmes	TOTAL
Moins que 30 ans	2,912	1,458	4,370
30 ans-35 ans	9,116	3,786	12,902
35ans-40 ans	12,468	4,949	17,417
40 ans-45 ans	13,506	5,150	18,656
45 ans-50 ans	13,707	5,461	19,168
50 ans-55 ans	10,596	4,080	14,676
55 ans-60 ans	7,540	3,189	10,729
60 ans et +	6,226	3,011	9,237
TOTAL	76,071	31,084	107,155



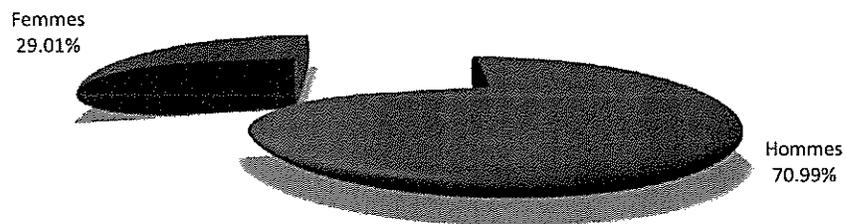
Répartition des hommes de la fonction publique par tranche d'âge



Répartition des femmes de la fonction publique par tranche d'âge



Répartition du personnel de la fonction publique par sexe



PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020

ENTITE ADMINISTRATIVE	EFFECTIF	MASSE SALARIALE
111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	794	24,218,730
111111-BUREAU DU MINISTRE	21	552,620
111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	629	19,687,840
111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	79	1,903,720
111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	37	1,151,520
111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	28	923,030
112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4,466	141,235,528
112111-BUREAU DU MINISTRE	19	688,300
112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	892	30,669,604
112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	39	1,074,100
112213-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	134	3,969,333
112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	148	5,359,777
112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	1,712	50,779,583
112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1,462	46,741,121
112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	60	1,953,710
113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	1,376	40,710,080
113111-BUREAU DU MINISTRE	69	2,304,300
113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	964	29,623,020
113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	232	5,485,340
113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	111	3,297,420
114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1,300	33,194,850
114111-BUREAU DU MINISTRE	36	1,116,920
114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	912	22,799,590
114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	41	1,103,500
114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	113	3,048,830
114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	48	1,196,850
114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	24	502,630
114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	108	2,807,330
114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	18	619,200
115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	587	18,715,730
115111-BUREAU DU MINISTRE	51	1,587,400
115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	512	16,207,030
115113-OFFICE DES POSTES D'HAITI	1	84,400
115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	23	836,900
116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	600	19,138,700
116111-BUREAU DU MINISTRE	151	4,764,900
116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	448	14,289,400
116113-AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	1	84,400
117-MINISTERE DU TOURISME	184	6,335,710
117111-BUREAU DU MINISTRE	2	186,900
117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	143	4,943,010
117113-ECOLE HOTELIERE	39	1,205,800
121-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	21,200	571,769,287
121111-BUREAU DU MINISTRE	12	536,900
121112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3,912	93,883,737
121121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	41	1,227,520
121126-POLICE NATIONALE D'HAITI	17,235	476,121,130
122-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	89	3,188,710
122111-BUREAU DU MINISTRE	14	543,000
122112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	75	2,645,710
123-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	586	21,405,910
123111-BUREAU DU MINISTRE	199	7,901,310
123112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	387	13,504,600
124-LA PRESIDENCE	188	4,870,840
124111-BUREAU DU PRESIDENT	23	1,008,110
124112-ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	165	3,862,730
125-PRIMATURE	763	23,617,770
125111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	73	3,238,300
125112-ADMINISTRATION GENERALE	533	15,534,630
125116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	12	444,410
125117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	39	1,208,810
125118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	16	295,100
125119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	50	1,714,700
125122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	18	491,520
125214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	20	601,600
125220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	2	88,700
126-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1,725	52,191,110
126111-BUREAU DU MINISTRE	29	1,030,100
126112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,696	51,161,010

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020

ENTITE ADMINISTRATIVE	EFFECTIF	MASSE SALARIALE
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	271	8,209,830
1217111-BUREAU DU MINISTRE	65	1,926,110
1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	206	6,283,720
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONELLE	46,912	868,524,326
1311111-BUREAU DU MINISTRE	53	1,631,810
1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	45,711	840,556,066
1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	25	881,420
1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	1,101	24,522,430
1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	22	932,600
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1,892	48,181,760
1312111-BUREAU DU MINISTRE	243	5,938,690
1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,206	31,134,830
1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	103	2,535,920
1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	131	3,480,810
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	149	3,583,290
1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES	60	1,508,220
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	13,947	291,680,250
1313111-BUREAU DU MINISTRE	102	2,938,610
1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	13,845	288,741,640
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	256	7,634,510
1314111-BUREAU DU MINISTRE	65	1,716,200
1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	191	5,918,310
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	589	17,406,460
1315111-BUREAU DU MINISTRE	507	14,773,130
1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	82	2,633,330
1411-MINISTERE DES CULTES	162	4,711,100
1411111-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	4	270,800
1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	158	4,440,300
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	1,085	29,925,533
1412111-BUREAU DU MINISTRE	41	1,501,100
1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	196	5,928,000
1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS	88	2,205,800
1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	87	2,138,450
1412115-THEATRE NATIONAL	128	2,999,910
1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	47	1,353,233
1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE	28	856,600
1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	92	2,258,110
1412119-ARCHIVES NATIONALES	286	8,153,300
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	62	1,460,230
1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	30	1,070,800
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	501	13,905,470
1413111-BUREAU DU MINISTRE	1	97,200
1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	79	2,809,010
1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	308	7,785,540
1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI	113	3,213,720
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	1,503	51,345,500
2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	1,503	51,345,500
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	2,248	59,366,000
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	239	7,700,300
2212211-SECRETARIAT GENERAL	2,009	51,665,700
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	1,124	58,239,300
3211111-ADMINISTRATION GENERALE	120	3,923,980
3211212-COUR DE CASSATION	153	5,903,160
3211213-COUR D'APPEL	53	4,369,260
3211214-TRIBUNAUX	798	44,042,900
4111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENCIEUX ADMINISTRATIF	676	22,133,233
4111111-CONSEIL DE LA COUR	676	22,133,233
4211-CONSEIL ELECTORAL	5	120,500
4211111-CONSEIL ELECTORAL	5	120,500
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	95	3,381,700
4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	95	3,381,700
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	2,011	63,482,416
4311111-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	2,011	63,482,416
4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	20	635,600
4411111-SECRETARIAT DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	20	635,600
Total général	107,155	2,509,476,443

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	794	24,218,730
111111-BUREAU DU MINISTRE	21	552,620
AGENT DE SECURITE	3	49,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	5	210,000
CHAUFFEUR	4	67,000
DIRECTEUR	1	34,500
DOCUMENTALISTE	2	41,000
INGENIEUR	1	35,000
INTENDANT	1	23,000
MECANOGRAPHE	1	20,500
MENAGER	2	26,620
RESPONSABLE / PROTOCOLE	1	46,000
111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	629	19,687,840
ADMINISTRATEUR	1	65,700
AGENT ADMINISTRATIF	5	120,800
AGENT DE DEVELOPPEMENT	25	575,000
AGENT DE SECURITE	23	370,200
AGRONOME	3	100,000
AIDE INTENDANT	2	32,000
ANALYSTE	70	2,252,000
ANALYSTE DE PROJETS	18	603,000
ANALYSTE DE SYSTEME	2	65,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	1	51,000
ARCHITECTE	1	46,000
ARCHIVISTE	4	66,000
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	4	113,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	27	1,059,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	4	168,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	20	840,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	55,000
ASSISTANT DIRECTEUR	18	990,000
ASSISTANT RESPONSABLE	1	42,000
BIBLIOTHECAIRE	1	22,000
CHARGE DE MISSION	23	1,314,600
CHAUFFEUR	34	582,000
CHEF DE SERVICE	33	1,518,000
CHEF D'EQUIPE	1	26,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	16,000
COMPTABLE	9	279,000
CONSEILLER	5	303,100
CONSULTANT	2	108,700
COORDONNATEUR	6	394,200
DACTYLOGRAPHE	2	33,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	2	64,500
DIRECTEUR	22	1,414,200
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DOCUMENTALISTE	12	239,500
ECONOMISTE	10	304,000
ELECTRICIEN	4	79,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	6	82,600
ENCADREUR	2	46,000
GARDIEN	7	82,600
INFIRMIER	3	79,500
INFORMATICIEN	2	65,000
INGENIEUR	10	401,000
INGENIEUR-AGRONOME	1	42,000
INTENDANT	3	50,000
INTERPRETE	2	70,000
JARDINIER	1	13,310
JURISTE	2	72,000
LAVEUR D'AUTO	1	12,100
MANUTENTIONNAIRE	7	83,600
MECANICIEN	2	46,000
MECANOGRAPHE	3	48,000
MENAGER	34	434,630
MENUISIER	1	12,100
MESSAGER	15	216,500
OPERATEUR DE SAISIE	1	17,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	22,000
PLANIFICATEUR	11	340,000

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

	Effectif	MASSE SALARIALE
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	1	51,000
PLOMBIER	1	17,000
PREPOSE	1	20,500
PREPOSE A LA GESTION MECANIQUE	1	26,000
PROFESSIONNEL	44	1,190,900
RECEPTIONISTE	5	83,000
RESPONSABLE	7	171,000
RESPONSABLE DE SECURITE	1	22,000
SECRETAIRE	33	884,000
SERVEUR	2	25,600
SOCIOLOGUE	3	95,000
STATISTICIEN	2	76,000
SURVEILLANT	1	22,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	1	22,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	9	262,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	2	45,000
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	1	17,000
TECHNOLOGISTE MEDICAL	1	26,000
111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	79	1,903,720
AGENT DE LIAISON	1	16,000
AGENT DE SECURITE	1	16,000
AIDE BIBLIOTHECAIRE	4	80,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	2	77,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	1	26,000
BIBLIOTHECAIRE	1	26,000
CHAUFFEUR	4	67,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	23,000
COMPTABLE	1	30,000
CONSEILLER JURIDIQUE	1	35,000
COORDONNATEUR	1	52,800
DIRECTEUR	1	55,000
ECONOMISTE	1	43,000
ELECTRICIEN	1	17,000
GARDIEN	2	22,000
INFORMATICIEN	1	37,000
INTENDANT	2	33,000
MECANOGRAPHE	2	31,600
MENAGER	9	104,200
OPERATEUR DE SAISIE	1	26,000
PROFESSEUR	4	47,510
PROFESSIONNEL	13	419,400
RESPONSABLE	6	153,810
SECRETAIRE	9	242,800
SECRETAIRE GENERAL	1	55,000
SOCIOLOGUE	1	34,000
STATISTICIEN	1	30,000
SURVEILLANT	5	61,600
111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	37	1,151,520
ADMINISTRATEUR	1	65,700
ASSISTANT DIRECTEUR	1	55,000
CHAUFFEUR	1	13,310
CHEF DE SECTION	1	26,000
CHEF DE SERVICE	6	276,000
DIRECTEUR	3	197,100
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
HOQUETON	2	23,100
MENAGER	2	25,900
MESSAGER	1	14,600
PROFESSIONNEL	12	213,410
RESPONSABLE	1	35,000
SECRETAIRE	4	105,000
TECHNICIEN EN COOPERATIVES	1	17,000
111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	28	923,030
AGENT	1	17,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	2	76,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	84,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	46,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
ASSISTANT DIRECTEUR	1	55,000
CHARGE DE MISSION	1	65,700
CHAUFFEUR	3	51,000
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COORDONNATEUR	1	55,000
CUISINIER	2	26,620
DIRECTEUR	1	65,700
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DOCUMENTALISTE	2	34,000
GARDIEN	1	14,600
INTENDANT	1	17,000
MENAGER	1	13,310
MESSAGER	2	29,200
TENEUR DE LIVRE	1	22,000
112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4466	141 235 528
112111-BUREAU DU MINISTRE	19	688 300
AGENT DE LIAISON	2	34,000
AGENT DE PROTOCOLE	3	61,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	4	175,300
CHAUFFEUR	2	34,000
ECONOMISTE	1	37,000
INFORMATICIEN	1	46,000
INTENDANT	1	17,000
MESSAGER	1	14,600
MINISTRE	1	121,200
PROFESSIONNEL	2	50,500
SECRETAIRE	1	97,200
112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	892	30,669,604
ADMINISTRATEUR	2	116,700
AGENT ADMINISTRATIF	4	86,000
AGENT D'ASSAINISSEMENT	3	48,000
AGENT DE LIAISON	9	146,000
AGENT DE SECURITE	14	204,500
ANALYSTE	3	137,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	4	158,000
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	34,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	29	1,132,300
ASSISTANT CHEF DE SECTION	9	288,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	9	378,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	26	1,100,904
ASSISTANT DIRECTEUR	22	1,210,000
CHARGE DE MISSION	9	526,500
CHAUFFEUR	53	835,400
CHEF DE SECTION	15	517,500
CHEF DE SERVICE	47	2,158,163
COMMIS ADMINISTRATIF	42	866,000
COMPTABLE	12	319,000
COMPTABLE PUBLIC	109	5,112,624
CONSEILLER	23	1,500,400
CONSEILLER FINANCIER	1	65,700
CONSEILLER JURIDIQUE	6	282,000
COORDONNATEUR	9	548,500
DACTYLOGRAPHE	1	17,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	2	78,000
DIRECTEUR	30	1,822,500
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	3	226,800
DOCUMENTALISTE	6	97,600
ECONOMISTE	24	936,817
EMPLOYE DE MAINTENANCE	3	38,800
FISCALISTE	2	102,000
GARDIEN	3	33,000
GESTIONNAIRE	2	69,000
GRIMPEUR	1	26,000
GUICHETIER	12	196,800
INFORMATICIEN	3	104,500
INGENIEUR	1	43,000
INSPECTEUR	30	967,500
INSPECTEUR FISCAL	15	345,000
INTENDANT	10	172,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
LAVEUR D'AUTO	2	22,000
MANUTENTIONNAIRE	6	67,100
MECANICIEN	2	44,000
MENAGER	33	377,410
MESSAGER	41	537,750
OPERATEUR DE SAISIE	3	67,000
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	1	13,310
PLOMBIER	1	20,500
PROFESSIONNEL	39	1,311,300
REALISATEUR-GRAPHISTE	1	43,000
RECEPTIONISTE	4	64,000
RESPONSABLE	7	291,200
SECRETAIRE	26	665,600
SUPERVISEUR	2	43,500
SUPERVISEUR MENAGE	1	16,000
TECHNICIEN EN FINANCES PUBLIQUES	97	3,364,725
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	9	306,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	3	106,500
TECHNICIEN EN TECHNOLOGIE	1	34,500
TECHNICIEN EN VERIFICATION	1	46,000
TOPOGRAPHE	1	43,000
VERIFICATEUR	1	52,800
1112213-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	134	3,969,333
AIDE STATISTICIEN	1	17,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	1	30,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	4	153,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	2	84,000
ASSISTANT DIRECTEUR	5	275,000
CARTOGRAPHE	2	60,000
CHAUFFEUR	11	166,800
CHEF DE SECTION	1	23,000
CHEF DE SERVICE	13	598,000
COMMIS ADMINISTRATIF	3	55,100
COMPTABLE	1	30,000
DIRECTEUR	3	197,100
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75,600
ECONOMISTE	14	420,000
ENQUETEUR	8	120,800
GARDIEN	8	116,000
INFORMATICIEN	3	90,000
INGENIEUR	2	60,000
INTENDANT	5	73,000
LAVEUR D'AUTO	1	14,600
MENAGER	1	14,600
MESSAGER	1	14,600
PROFESSIONNEL	14	473,533
RECEPTIONISTE	1	22,000
RESPONSABLE	2	76,000
SECRETAIRE	12	291,600
STATISTICIEN	11	291,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	15,100
TECHNICIEN EN STATISTIQUE	1	27,500
1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	148	5,359,777
ADMINISTRATEUR	1	40,000
AGENT DE LIAISON	8	152,000
AGENT DE SECURITE	1	11,333
ANALYSTE	1	34,500
ANALYSTE CONTROLEUR	1	30,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	4	157,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	64,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	20,500
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	126,000
ASSISTANT DIRECTEUR	4	220,000
ASSISTANT RESPONSABLE	2	46,000
ASSISTANT RESPONSABLE DE LA SECURITE	1	20,500
CHAUFFEUR	5	86,333
CHEF DE SECTION	4	138,000
CHEF DE SERVICE	5	230,000
COMMIS ADMINISTRATIF	2	40,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
COMPTABLE	5	209,500
CONSEILLER FINANCIER	15	792,800
CONTROLEUR FINANCIER	13	573,000
DIRECTEUR	8	525,600
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ECONOMISTE	14	562,000
ELECTRICIEN	1	22,000
GARDIEN	1	16,000
GESTIONNAIRE	11	386,000
INTENDANT	5	81,000
LAVEUR D'AUTO	1	14,600
MANUTENTIONNAIRE	2	30,600
MECANICIEN	4	82,000
MECANOGAPHE	1	22,000
MESSAGER	1	14,600
NETTOYEUR	1	13,310
OPERATEUR DE SAISIE	3	75,000
PORTIER	2	29,200
PROFESSIONNEL	1	23,000
RECEPTIONISTE	4	95,500
RESPONSABLE	3	86,000
RESPONSABLE APPROVISIONNEMENTS	1	37,000
RESPONSABLE DE SECURITE	1	25,500
SECRETAIRE	1	23,000
STATISTICIEN	2	88,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	32,000
1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	1712	50,779,583
ADMINISTRATEUR	2	120,700
AGENT	1	17,000
AGENT CONTROLEUR	2	58,000
AGENT DE LIAISON	35	583,000
AGENT DE MAITRISE	1	22,000
AGENT DE SECURITE	9	142,200
AGENT FISCAL	12	219,500
AIDE ARPENTEUR	10	205,000
ANALYSTE	1	43,000
ARCHIVISTE	2	46,000
ARPENTEUR	6	135,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	23	861,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	8	251,500
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	11	462,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	21	882,000
ASSISTANT DIRECTEUR	26	1,430,000
ATTACHE DE PRESSE	1	35,000
AVOCAT	1	34,500
CHARGE DE MISSION	16	800,800
CHAUFFEUR	32	540,100
CHEF DE BRIGADE	5	172,500
CHEF DE SECTION	95	3,275,000
CHEF DE SERVICE	111	5,090,500
COMMIS ADMINISTRATIF	114	2,213,000
COMPTABLE	1	55,000
CONSEILLER	3	186,400
COORDONNATEUR	27	1,636,500
DACTYLOGRAPHE	2	34,000
DESSINATEUR	1	17,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	1	43,000
DIRECTEUR	56	3,379,900
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75,600
DOCUMENTALISTE	1	17,000
EMPLOYE	8	156,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	9	135,600
FISCALISTE	1	43,000
GARDIEN	1	10,000
INFIRMIER	1	23,000
INFORMATICIEN	23	830,000
INGENIEUR	1	55,000
INSPECTEUR	608	15,069,833
INSPECTEUR CONTROLEUR	1	30,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
INSPECTEUR PRINCIPAL	42	1,230,500
INSPECTEUR REGIONAL	5	119,000
INTENDANT	33	530,000
LAVEUR D'AUTO	1	12,100
MANUTENTIONNAIRE	1	13,310
MECANICIEN	15	277,600
MENAGER	20	276,410
MESSAGER	8	115,730
MOTOCYCLISTE	1	16,000
OPERATEUR DE SAISIE	37	823,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	10	227,000
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	8	153,000
PREPOSE	1	20,500
PROFESSIONNEL	104	3,413,400
RESPONSABLE	1	46,000
RESPONSABLE ADMINISTRATIF	1	46,000
REVISEUR	3	138,000
SECRETAIRE	24	682,500
STATISTICIEN	2	69,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	8	169,500
SURVEILLANT	1	16,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	1	22,000
TECHNICIEN EN FINANCES PUBLIQUES	18	630,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	3	105,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	17,000
TECHNOLOGISTE MEDICAL	1	16,000
VERIFICATEUR	70	2,074,000
1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1462	46,741,121
AGENT ADMINISTRATIF	213	5,414,774
AGENT DE MAINTENANCE	1	20,480
AGENT DE SECURITE	60	1,241,020
AGENT DE SURVEILLANCE	210	5,252,100
AGENT DOUANIER	221	6,080,530
ASSISTANT CHEF DE SECTION	15	632,720
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	17	719,040
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	31	1,366,560
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
CHARGE	1	65,700
CHAUFFEUR	48	1,014,120
CHEF DE DIVISION	46	2,086,560
CHEF DE SECTION	69	2,817,040
CHEF DE SERVICE	101	4,466,807
COMPTABLE	2	65,030
CONSEILLER JURIDIQUE	1	52,470
CONSULTANT	1	30,680
CUISINIER	11	225,280
DACTYLOGRAPHE	5	107,100
DIRECTEUR	68	3,824,600
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	2	151,200
EBENISTE	2	41,900
ELECTROMECHANICIEN	1	25,498
EMPLOYE	57	1,247,340
EMPLOYE DE MAINTENANCE	7	143,360
INFIRMIER	2	61,360
INSPECTEUR	103	3,923,725
MANUTENTIONNAIRE	32	655,360
MENAGER	1	20,480
MESSAGER	23	472,920
OPERATEUR	1	21,420
OPERATEUR GENERATRICE	1	20,480
PHOTOGRAPHE	1	20,480
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	1	20,480
PLOMBIER	1	25,010
PROFESSIONNEL	11	383,256
RESPONSABLE	2	64,138
RESPONSABLE AGENT DE SECURITE	5	125,255
RESPONSABLE DE SECURITE	1	36,160
SECRETAIRE	7	215,730
SOUS DIRECTEUR	52	2,451,920

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
SURVEILLANT	2	41,900
TECHNICIEN EN CLIMATISATION	3	62,380
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	19	806,860
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	25,498
1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	60	1,953,710
AGENT DE SECURITE	2	32,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	3	103,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
CHAUFFEUR	9	142,400
CHEF DE SECTION	2	69,000
CHEF DE SERVICE	3	138,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	16,000
CONSEILLER	1	55,000
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
INSPECTEUR	11	482,400
INSPECTEUR GENERAL	1	65,700
INSPECTEUR PRINCIPAL	4	205,600
INTENDANT	2	33,000
MENAGER	1	14,600
MESSAGER	3	40,010
PROFESSIONNEL	5	125,000
RECEPTIONISTE	1	17,000
SERVEUR	1	14,600
TECHNICIEN EN FINANCES PUBLIQUES	7	241,500
1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	39	1,074,100
AGENT DE SECURITE	3	46,600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	5	210,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	55,000
CHAUFFEUR	5	85,000
CHEF DE SERVICE	3	138,000
COMMIS ADMINISTRATIF	2	40,000
COMPTABLE	1	34,500
DIRECTEUR	2	120,700
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ELECTRICIEN	3	51,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	1	14,600
INTENDANT	1	16,000
MANUTENTIONNAIRE	4	40,000
MECANICIEN	1	17,000
MENAGER	3	36,300
SECRETAIRE	2	63,000
SUPERVISEUR	1	22,000
III-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	1375	40,696,770
1113111-BUREAU DU MINISTRE	69	2,304,300
AGENT AGRICOLE	2	24,200
AGENT DE LIAISON	1	17,000
AGENT DE SECURITE	3	50,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	4	168,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	126,000
CHAUFFEUR	7	117,000
CHEF DE SERVICE	8	368,000
COMPTABLE	2	56,000
COORDONNATEUR	1	65,700
DESSINATEUR	1	26,000
DIRECTEUR	4	262,800
ECONOMISTE	1	30,000
EMPLOYE	1	23,000
GARDIEN	1	10,000
INGENIEUR	3	108,000
INGENIEUR-AGRONOME	4	150,000
MEDECIN VETERINAIRE	8	248,000
MESSAGER	2	29,200
MINISTRE	1	121,200
PEPINIERISTE	2	26,700
PLOMBIER	1	17,000
PROFESSIONNEL	3	106,500
RESPONSABLE	1	26,000
SECRETAIRE	2	53,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
SERVEUR	1	17,000
TECHNICIEN EN COMMUNICATION	1	26,000
1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	964	29,623,020
ADMINISTRATEUR	4	192,200
AGENT	4	58,400
AGENT ADMINISTRATIF	4	82,500
AGENT AGRICOLE	46	669,520
AGENT DE LIAISON	4	68,000
AGENT DE PECHE	6	96,400
AGENT DE QUARANTAINE	2	29,200
AGENT DE RELATION PUBLIQUE	1	22,000
AGENT DE SECURITE	6	93,200
AGENT DE SUIVI	1	22,000
AGENT DE VULGARISATION	1	14,600
AGENT DES RELATIONS PUBLIQUES	3	78,000
AGENT DOUANIER	1	20,500
AGENT ELEVAGE	1	14,600
AGENT FORESTIER	18	339,300
AGENT POLYVALENT	1	14,600
AGENT VETERINAIRE	9	131,700
AGENT VULGARISATION	1	14,600
AGRONOME	12	393,500
ANALYSTE	1	26,000
ANIMATEUR	3	53,600
APICULTEUR	1	22,000
ARCHITECTE	1	26,000
ARCHIVISTE	3	58,000
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	55,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	4	153,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	4	130,500
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	3	126,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	94	3,948,000
ASSISTANT DIRECTEUR	3	165,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	1	26,000
AUXILIAIRE INFIRMIER	2	39,000
AUXILIAIRE VETERINAIRE	1	14,600
CHARGE DE MISSION	6	362,100
CHARGE DES AFFAIRES JURIDIQUES	1	65,700
CHAUFFEUR	40	674,600
CHEF DE BUREAU	1	20,500
CHEF DE PERSONNEL	1	26,000
CHEF DE SECTION	11	379,500
CHEF DE SERVICE	81	3,726,000
COMMIS ADMINISTRATIF	11	244,310
COMPTABLE	24	674,500
COMPTABLE PUBLIC	1	30,000
CONSULTANT	3	51,100
CONTROLEUR D'IRRIGATION	1	14,600
COORDONNATEUR	18	1,139,000
CUISINIER	6	84,930
DACTYLOGRAPHE	7	132,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	1	22,000
DIRECTEUR	64	4,067,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ECONOMISTE	8	204,000
ELECTRICIEN	2	42,500
EMPLOYE DE MAINTENANCE	5	69,130
GARCON DE COUR	1	13,310
GARDIEN	12	149,580
GESTIONNAIRE	8	261,000
GREFFIER	1	13,310
INFIRMIER	1	23,000
INFIRMIER VETERINAIRE	2	56,000
INGENIEUR	21	753,000
INGENIEUR-AGRONOME	44	1,573,500
INSPECTEUR	4	89,500
INTENDANT	1	17,000
LOGISTICIEN	1	17,000
MAGASINIER	1	14,600
MANUTENTIONNAIRE	2	25,410

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
MECANICIEN	14	255,500
MEDECIN VETERINAIRE	18	609,000
MENAGER	17	208,380
MESSAGER	20	279,180
OBSERVATEUR METEO	1	20,500
OPERATEUR	3	51,000
OPERATEUR CHARGEUR	1	17,000
OPERATEUR DE SAISIE	9	205,000
OPERATEUR D'ORDINATEUR	1	17,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	3	66,000
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	2	29,100
OPERATEUR TRACTEUR	1	17,000
OUVRIER	1	13,310
OUVRIER AGRICOLE	5	66,550
PEDOLOGUE	1	51,000
PEPINIERISTE	3	43,800
PLOMBIER	1	17,000
PROFESSIONNEL	85	2,093,000
RECEPTIONISTE	4	68,000
RESPONSABLE	5	107,900
RESPONSABLE COURRIER	1	20,500
RESPONSABLE D'AGENCE	1	14,600
SECRETAIRE	31	853,500
SERVEUR	1	14,600
SOUDEUR	1	17,000
SPECIALISTE EN EDUCATION	1	46,000
SUPERVISEUR	1	26,000
TECHNICIEN EN AGRICULTURE	51	1,132,000
TECHNICIEN EN FINANCES PUBLIQUES	1	17,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	3	70,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	26,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	3	56,100
TECHNICIEN EN PECHE	1	20,500
TECHNICIEN EN PRODUCTION	1	26,000
TECHNICIEN EN SANTE & PRODUCTION ANIMALE	3	74,000
TECHNICIEN HYDROLOGUE	4	88,000
TECHNICIEN METEOROLOGUE	1	22,000
TECHNOLOGISTE MEDICAL	18	406,500
TENEUR DE LIVRE	2	39,000
VETERINAIRE	1	22,000
GEOLOGUE	3	78,500
1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	231	5,472,030
AGENT D'ACHATS	1	20,900
AGENT DE SECURITE	1	16,000
AGENT POLYVALENT	1	16,500
AGRONOME	1	40,000
ANIMATEUR	2	27,110
ARCHIVISTE	1	14,900
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	8	437,700
ASSISTANT RESPONSABLE	3	84,400
ASSISTANT SECRETAIRE EXECUTIF	1	26,000
ATTACHE DE PRESSE	1	21,500
AVOCAT	1	20,500
CAISSIER	1	23,000
CAMERAMAN	1	14,600
CHARGE DE LA COORDINATION	1	65,700
CHAUFFEUR	20	288,140
CHEF DE PERSONNEL	1	46,000
CHEF DE SERVICE	3	118,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	16,000
COMPTABLE	8	288,400
CONSULTANT	1	13,310
CONTROLEUR DE STOCK	1	13,310
COORDONNATEUR	3	88,000
DIRECTEUR	8	499,200
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DISPATCHER	1	20,900
ELECTRICIEN	2	34,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
EMPLOYE	1	17,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	4	49,000
FOREMAN	2	36,600
INFORMATICIEN	2	43,500
INGENIEUR	11	333,500
INGENIEUR-AGRONOME	1	26,000
MANOEUVRE BRIGADE INTERVENTION	1	13,310
MECANICIEN	18	280,710
MENAGER	2	20,000
OPERATEUR	37	618,360
OPERATEUR DE SAISIE	1	17,000
OPERATEUR ENGINS LOURS	1	13,310
PERCEPTEUR	1	11,300
PREPOSE A LA PERCEPTION	1	12,100
PROFESSIONNEL	28	511,540
RECEPTIONISTE	3	49,100
RESPONSABLE	22	587,800
RESPONSABLE /CENTRE DE RECHERCHE	1	38,000
RESPONSABLE ACCUEIL	1	22,000
RESPONSABLE BUREAU INFORMATIQUE	1	30,000
RESPONSABLE COMMUNICATION ET PRESSE	1	18,900
SECRETAIRE	5	148,000
SUPERVISEUR	1	17,000
TECHNICIEN EN AGRICULTURE	2	27,110
TOPOGRAPHE	4	68,000
VULGARISATEUR	3	40,420
1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	111	3,297,420
ADMINISTRATEUR	1	46,000
AGENT DE LIAISON	2	33,000
ANIMATEUR	16	352,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
CHARGE DE MISSION	1	65,700
CHAUFFEUR	9	141,910
CHEF DE SECTION	1	34,500
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COMPTABLE	2	56,000
DIRECTEUR	10	611,900
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
GARDIEN	3	36,300
INFORMATICIEN	1	43,000
INGENIEUR	1	65,700
INTENDANT	2	32,000
MENAGER	7	84,700
MESSAGER	2	24,200
OPERATEUR DE SAISIE	1	20,900
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	1	13,310
PROFESSIONNEL	25	714,000
RECEPTIONISTE	1	14,900
RESPONSABLE	8	349,000
RESPONSABLE ADJOINT	1	32,000
SECRETAIRE	7	178,000
TOPOGRAPHE	4	88,000
1114-MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1300	35,194,850
1114111-BUREAU DU MINISTRE	36	1,116,920
AGENT DE SECURITE	2	30,600
ASSISTANT ADMINISTRATIF	3	111,000
CHARGE DE MISSION	1	65,700
CHAUFFEUR	5	84,000
CHEF DE SERVICE	1	46,000
CHIMISTE	1	30,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	17,100
CONSEILLER	4	262,800
CONSEILLER JURIDIQUE	1	35,000
EMPLOYE	3	51,000
INSPECTEUR	1	17,000
INTENDANT	1	17,000
MENAGER	4	48,400
MESSAGER	2	26,620
MINISTRE	1	121,200

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
PROFESSIONNEL	1	17,000
RESPONSABLE	2	80,500
SECRETAIRE	1	26,000
TOPOGRAPHE	1	30,000
1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	912	22,799,590
ADMINISTRATEUR	10	332,500
AGENT ADMINISTRATIF	9	179,500
AGENT DE SECURITE	29	433,400
AIDE OPERATEUR	5	78,200
AIDE TOPOGRAPHE	1	20,500
ARCHIVISTE	4	75,000
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	34,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	20	746,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	64,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	2	84,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	7	298,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	5	275,000
ASSISTANT DIRECTEUR	17	844,000
ASSISTANT RESPONSABLE	5	166,500
CHAINEUR	1	17,000
CHARGE DE MISSION	2	131,400
CHARPENTIER	1	20,500
CHAUFFEUR	80	1,324,500
CHEF DE BRIGADE	1	34,500
CHEF DE BUREAU	2	47,000
CHEF DE SECTION	1	34,500
CHEF DE SERVICE	5	230,000
COMMIS ADMINISTRATIF	6	113,000
COMPTABLE	43	1,025,900
CONSEILLER	6	322,000
CONSEILLER JURIDIQUE	1	34,500
CONSULTANT	20	347,500
CONTROLEUR DE STOCK	3	53,000
COORDONNATEUR	8	525,600
DACTYLOGRAPHE	5	85,000
DESSINATEUR	1	20,500
DIRECTEUR	22	1,189,100
DISPATCHER	2	33,000
ECONOMISTE	1	22,000
ELECTRICIEN	7	138,500
EMPLOYE	9	144,200
EMPLOYE DE MAINTENANCE	11	146,840
FOREMAN	10	187,000
GARDIEN	2	24,200
GESTIONNAIRE	3	86,000
GRAISSEUR	1	13,310
GREFFIER	1	17,000
INFIRMIER	1	23,000
INFORMATICIEN	10	289,000
INGENIEUR	98	3,245,900
INSPECTEUR	12	221,600
INSPECTEUR DIVISIONNAIRE	1	17,000
INSPECTEUR REGIONAL	1	17,000
INTENDANT	2	29,100
JARDINIER	1	12,100
MAGASINIER	2	23,100
MANUTENTIONNAIRE	3	43,800
MECANICIEN	21	389,500
MENAGER	37	435,710
MENUISIER	1	16,000
MESSAGER	14	187,230
OPERATEUR	41	708,100
OPERATEUR BACK HOE LOADER	1	17,000
OPERATEUR DE DISTRICT	1	16,000
OPERATEUR DE SAISIE	2	37,700
OPERATEUR D'ORDINATEUR	19	408,400
OPERATEUR ENGINS LOURS	2	40,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	23,000
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	7	104,910
PHOTOGRAPHE	1	20,500

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	1	16,000
PLANTON	1	12,100
PLOMBIER	2	30,600
PROFESSIONNEL	172	4,249,290
RECEPTIONISTE	3	51,000
REPARATEUR	1	12,100
RESPONSABLE	16	570,000
SECRETAIRE	40	1,063,000
SOUDEUR	1	20,500
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	10	163,200
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	1	20,500
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	2	46,500
TOPOGRAPHE	11	220,000
1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	41	1,103,500
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
CHAUFFEUR	1	14,600
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COMPTABLE	1	22,000
COORDONNATEUR	2	131,400
DIRECTEUR	1	65,700
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
GARDIEN	1	12,100
INGENIEUR	8	227,500
MESSAGER	1	11,000
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	1	20,500
PROFESSIONNEL	16	277,600
RECEPTIONISTE	1	16,000
RESPONSABLE	1	34,500
SECRETAIRE	1	23,000
SONDEUR	2	29,200
1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	113	3,048,830
ADMINISTRATEUR	1	65,700
AGENT ADMINISTRATIF	1	26,000
AGENT DE LIAISON	2	30,600
AGENT POLYVALENT	1	17,000
AGENT SANITAIRE	1	12,100
AGENT TECHNIQUE	1	17,000
ARCHIVISTE	1	17,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	3	111,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	8	256,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
CHAUFFEUR	11	176,600
CHEF DE SECTION	6	207,000
CHEF DE SERVICE	8	368,000
COMMIS ADMINISTRATIF	9	188,000
COMPTABLE	1	26,000
DESSINATEUR	1	20,500
DIRECTEUR	5	328,500
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ELECTRICIEN	1	22,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	1	13,310
ENQUETEUR	1	13,800
EVALUATEUR	2	46,000
GARCON DE COUR	1	12,100
INFORMATICIEN	1	23,000
INGENIEUR	2	52,000
INTENDANT	1	16,000
MENAGER	2	25,410
MESSAGER	2	27,110
OPERATEUR	2	32,000
OPERATEUR DE SAISIE	2	44,000
PLOMBIER	1	17,000
PROFESSIONNEL	2	88,700
RECEPTIONISTE	4	65,000
REPARTITEUR	17	289,000
RESPONSABLE	1	21,500
SECRETAIRE	2	49,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	2	46,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	22,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
VERIFICATEUR	1	20,500
1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	48	1,196,850
ASSISTANT ADMINISTRATIF	2	48,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
CHAUFFEUR	2	33,000
CHEF DE SECTION	4	138,000
COMPTABLE	4	136,000
DIRECTEUR	2	131,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
EMPLOYE DE MAINTENANCE	4	53,510
INSPECTEUR	9	191,900
MENAGER	4	50,820
MESSAGER	1	13,310
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	1	13,310
PROFESSIONNEL	5	121,700
RECEPTIONISTE	1	16,000
RESPONSABLE	1	17,000
SECRETAIRE	1	23,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	5	93,500
1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	24	502,630
ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL	1	27,500
CHEF DE SERVICE	1	32,000
COMPTABLE	1	34,500
DIRECTEUR	1	46,000
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
EMPLOYE DE MAINTENANCE	1	11,000
PROFESSIONNEL	14	202,920
RESPONSABLE	2	40,000
SECRETAIRE	1	13,310
SURVEILLANT	1	11,000
1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	108	2,807,330
ADMINISTRATEUR	1	26,000
AGENT DE LIAISON	8	131,000
AGENT DE SECURITE	3	38,800
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	6	192,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	126,000
AUXILIAIRE	2	31,600
CHAUFFEUR	9	139,710
CHEF DE BUREAU	1	34,500
CHEF DE PERSONNEL	1	46,000
CHEF DE SECTION	10	345,000
CHEF DE SERVICE	5	230,000
CHIMISTE	1	23,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	16,000
COMPTABLE	1	30,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	1	26,000
DIRECTEUR	6	383,500
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DOCUMENTALISTE	1	17,000
ELECTRICIEN	2	42,500
EMPLOYE DE MAINTENANCE	3	38,910
GARDIEN	4	45,100
INTENDANT	1	17,000
MECANICIEN	3	42,200
MENAGER	4	47,300
MESSAGER	4	53,400
OPERATEUR INFORMATIQUE	3	61,000
PROFESSIONNEL	4	80,500
SECRETAIRE	5	132,000
SURVEILLANT	2	25,410
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	32,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	20,500
GEOLOGUE	9	207,000
1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	18	619,200
CHEF DE SERVICE	1	46,000
COMPTABLE	1	17,000
DIRECTEUR	1	65,700
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
INGENIEUR	3	85,300

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
PROFESSIONNEL	6	158,600
RESPONSABLE	2	95,700
SECRETAIRE	3	66,500
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	587	18,715,730
111511-BUREAU DU MINISTRE	51	1,587,400
ARCHITECTE	2	52,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	3	111,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	84,000
CHARGE DE MISSION	2	110,000
CHAUFFEUR	5	82,600
CHEF DE SECTION	2	69,000
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COMMIS ADMINISTRATIF	6	119,000
DIRECTEUR	1	65,700
ECONOMISTE	1	26,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	1	14,600
GESTIONNAIRE	1	30,000
INSPECTEUR	3	67,500
INSPECTEUR REGIONAL	1	17,000
MESSAGER	1	14,600
MINISTRE	1	121,200
PROFESSIONNEL	12	366,200
SECRETAIRE	4	113,000
111512-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	512	16,207,030
AGENT DE LIAISON	2	34,000
AGENT DE PROTOCOLE	1	23,000
AGENT DE SECURITE	31	493,310
ANALYSTE PROGRAMMEUR	2	94,000
ARCHIVISTE	1	22,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	9	340,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	11	352,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	2	84,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	20	840,000
ASSISTANT DIRECTEUR	19	1,045,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	1	16,000
CAMERAMAN	1	30,000
CHARGE DE MISSION	7	413,100
CHAUFFEUR	16	272,000
CHEF DE SECTION	18	621,000
CHEF DE SERVICE	23	1,058,000
COMMIS ADMINISTRATIF	45	923,500
CONSEILLER	1	55,000
COORDONNATEUR	5	328,500
DIRECTEUR	28	1,818,200
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ECONOMISTE	6	189,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	8	112,930
GARDIEN	5	67,840
GESTIONNAIRE	7	202,000
INFIRMIER	2	43,500
INSPECTEUR	10	207,000
INTENDANT	5	82,000
MENAGER	10	130,840
MESSAGER	17	246,910
NETTOYEUR	4	58,400
OPERATEUR	3	43,800
OPERATEUR DE SAISIE	1	22,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	3	66,000
PLOMBIER	1	17,000
PROFESSIONNEL	158	5,088,300
RECEPTIONISTE	1	23,000
RESPONSABLE	1	55,000
SECRETAIRE	11	269,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	11	239,000
TECHNICIEN EN COMMUNICATION	2	49,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	30,000
TECHNICIEN EN SONORISATION	1	17,000
111513-OFFICE DES POSTES D'HAITI	1	84,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
111515-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	23	836,900
AGENT DE LIAISON	1	17,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	2	69,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
CHAUFFEUR	2	34,000
CHEF DE SECTION	2	69,000
CHEF DE SERVICE	1	46,000
COMPTABLE	1	29,000
DIRECTEUR	2	131,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
INSPECTEUR	1	23,000
INSPECTEUR REGIONAL	1	23,000
INTENDANT	1	17,000
MENAGER	1	12,100
PROFESSIONNEL	2	65,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	1	23,000
111611-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	600	19,138,700
111611-BUREAU DU MINISTRE	151	4,764,900
ADMINISTRATEUR	1	65,700
AGENT	2	35,100
AGENT DE LIAISON	1	17,000
AGENT DE SECURITE	10	169,000
AGENT ENVIRONNEMENTAL	10	179,600
ARCHITECTE	3	78,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	5	202,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	6	252,000
ASSISTANT DIRECTEUR	1	55,000
CHARGE DE MISSION	3	197,100
CHAUFFEUR	2	34,000
CHEF DE SECTION	4	138,000
CHEF DE SERVICE	4	184,000
COMMIS ADMINISTRATIF	14	316,000
COORDONNATEUR	2	131,400
DIRECTEUR	6	394,200
INTENDANT	6	101,000
MENAGER	1	12,100
MINISTRE	1	121,200
PROFESSIONNEL	66	1,985,000
SECRETAIRE	2	65,000
111612-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	448	14,289,400
ADMINISTRATEUR	1	65,700
AGENT	13	219,300
AGENT ADMINISTRATIF	3	78,000
AGENT DE LIAISON	13	219,000
AGENT DE MAINTENANCE	1	12,100
AGENT DE SECURITE	18	296,800
AGENT DE STOCK	1	23,000
AGENT DU CORPS DE SURVEILLANCE	2	29,200
AGENT ENVIRONNEMENTAL	7	123,200
AGENT SURVEILLANCE	12	173,600
AGRONOME	1	34,500
AIDE TECHNICIEN	1	20,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	11	454,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	6	192,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	16	672,000
ASSISTANT DIRECTEUR	10	550,000
CHARGE DE MISSION	3	197,100
CHARGE MUNICIPAL	1	22,000
CHAUFFEUR	16	274,600
CHEF DE SECTION	13	448,500
CHEF DE SERVICE	19	874,000
COMMIS ADMINISTRATIF	39	881,000
COORDONNATEUR	6	383,500
DIRECTEUR	39	2,561,500
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ECONOMISTE	4	90,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
EMPLOYE DE MAINTENANCE	2	24,600
GESTIONNAIRE	6	180,000
INTENDANT	20	340,000
MECANICIEN	3	81,500
MESSAGER	1	17,000
PROFESSIONNEL	125	3,940,200
RECEPTIONISTE	1	17,000
SECRETAIRE	15	410,500
SURVEILLANT	16	233,600
TENEUR DE LIVRE	1	23,000
1116113-AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	1	84,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
1117-MINISTERE DU TOURISME	184	6,335,710
111711-BUREAU DU MINISTRE	2	186,900
COORDONNATEUR	1	65,700
MINISTRE	1	121,200
111712-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	143	4,943,010
ADMINISTRATEUR	2	131,400
AGENT DE LIAISON	2	27,000
AGENT DE SECURITE	1	16,000
AIDE MECANICIEN	1	13,310
ANIMATEUR	1	30,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	2	76,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	9	378,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	55,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
CHARGE DE MISSION	4	262,800
CHAUFFEUR	7	113,200
CHEF DE SECTION	9	310,500
CHEF DE SERVICE	11	506,000
COMPTABLE	3	90,500
CONSEILLER	2	131,400
COORDONNATEUR	8	493,500
DIRECTEUR	10	646,300
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ECONOMISTE	1	22,000
EMPLOYE	1	11,000
GARDIEN	5	58,600
GESTIONNAIRE	3	82,000
INSPECTEUR	3	64,000
INTENDANT	5	83,000
JARDINIER	1	12,100
MENAGER	6	72,600
MESSAGER	3	36,700
NETTOYEUR	1	11,000
OPERATEUR DE SAISIE	1	26,000
PROFESSIONNEL	26	727,600
RECEPTIONISTE	1	17,000
RESPONSABLE	2	62,500
SECRETAIRE	4	94,000
SUPERVISEUR	1	26,000
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	1	17,000
GUIDE TOURISTIQUE	1	12,100
1117113-ECOLE HOTELIERE	39	1,205,800
AGENT DE LIAISON	1	16,000
AGENT DE SECURITE	1	16,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	3	126,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	84,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	2	33,000
CHEF DE SECTION	4	138,000
CHEF DE SECURITE	2	34,000
CHEF DE SERVICE	2	92,000
DIRECTEUR	2	120,700
ELECTRICIEN	1	23,000
INTENDANT	1	16,000
MESSAGER	1	12,100
PROFESSEUR	2	65,000
PROFESSIONNEL	13	378,000
SECRETAIRE	1	30,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
TENEUR DE LIVRE	1	22,000
1211-MINISTRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	21200	571,769,387
121111-BUREAU DU MINISTRE	12	536,900
ASSISTANT ADMINISTRATIF	2	84,000
CONSEILLER JURIDIQUE	2	84,000
COORDONNATEUR	1	65,700
EMPLOYE DE MAINTENANCE	1	14,600
MENAGER	1	12,100
MINISTRE	1	121,200
PROFESSIONNEL	3	58,100
SECRETAIRE	1	97,200
121112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3912	93,883,737
ADMINISTRATEUR	10	260,000
AGENT DE LIAISON	7	118,000
AGENT DE SECURITE	220	3,502,030
AIDE TECHNICIEN	2	41,000
ARCHITECTE	14	372,500
ARCHIVISTE	32	530,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	93	3,620,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	4	128,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	3	130,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	4	168,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	55,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	2	32,000
ASSISTANT SECRETAIRE EXECUTIF	1	23,000
BIBLIOTHECAIRE	1	17,000
CHARGE DE MISSION	21	1,258,940
CHAUFFEUR	74	1,236,910
CHEF DE PERSONNEL	1	46,000
CHEF DE SECTION	8	276,000
CHEF DE SECURITE	1	17,000
CHEF DE SERVICE	16	736,000
CLERC	295	4,306,200
COMMIS ADMINISTRATIF	3	63,000
COMMIS PARQUET	69	1,353,000
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	30	2,387,640
COMPTABLE	7	233,500
CONSEILLER JURIDIQUE	8	379,000
COORDONNATEUR	18	1,150,500
CUISINIER	5	79,600
DACTYLOGRAPHE	93	1,559,500
DESSINATEUR	1	23,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	1	26,000
DIRECTEUR	14	716,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DISPATCHER	1	26,000
DOCUMENTALISTE	2	59,000
DOUCOMAN	3	69,000
ECONOMISTE	12	264,000
ELECTRICIEN	2	36,500
EMPLOYE	2	23,100
EMPLOYE DE MAINTENANCE	86	1,183,220
GARDIEN	34	367,400
GESTIONNAIRE	18	540,000
GREFFIER	827	20,115,313
HOQUETON	134	1,436,100
HUISSIER	133	2,642,086
INFIRMIER	1	20,500
INGENIEUR	5	190,000
INSPECTEUR	5	172,500
INSPECTEUR JUDICIAIRE	6	207,000
INSPECTEUR REGIONAL	1	34,500
INTENDANT	9	151,000
JUGE DE PAIX TITULAIRE	1	54,540
LESSIVEUSE	1	12,100
MACON	1	22,000
MANUTENTIONNAIRE	7	102,200
MECANICIEN	4	71,500
MEDECIN	1	38,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
MENAGER	189	2,226,000
MESSAGER	86	1,193,830
OFFICIER D'ETAT CIVIL	113	1,930,500
OPERATEUR	4	89,580
OPERATEUR DE SAISIE	11	271,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	23,000
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	1	11,000
PLOMBIER	1	23,000
PROFESSIONNEL	624	13,122,408
RECEPTIONISTE	32	541,000
REPORTEUR	1	22,000
RESPONSABLE	9	274,100
SECRETAIRE	242	5,589,500
SERVEUR	8	122,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE	135	9,306,300
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	85	5,752,480
SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT COUR D'APPEL	3	254,520
SUBSTITUT PARQUET	1	84,840
SUPERVISEUR	2	32,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	2	46,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	4	92,000
1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI	17235	476,121,130
ADMINISTRATEUR	3	173,400
AGENT	2	44,000
AGENT ADMINISTRATIF	2	31,600
AGENT D'ASSAINISSEMENT	18	289,000
AGENT DE LIAISON	98	1,640,110
AGENT DE SECURITE	9	133,800
AIDE FERRONNIER	1	14,600
AIDE INFIRMIER	3	43,800
AIDE MECANICIEN	33	519,700
AIDE TECHNICIEN	12	246,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	5	202,000
ARCHITECTE	14	364,000
ARCHIVISTE	3	49,000
ARMURIER	4	89,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	36	1,241,500
ASSISTANT CHEF BUDGET	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	9	288,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	4	168,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	4	169,000
ASSISTANT CHEF SECTION	1	32,000
ASSISTANT DIRECTEUR	3	165,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	4	64,000
ASSISTANT SOCIAL	2	48,000
AUXILIAIRE INFIRMIER	5	87,500
BRANCARDIER	1	11,000
CHARGE	1	35,000
CHARGE DE LIAISON	1	22,000
CHARGE DE MISSION	2	131,400
CHARGE DE PROTOCOLE	1	34,500
CHARPENTIER	1	12,100
CHAUFFEUR	80	1,272,800
CHEF DE BUREAU	6	132,000
CHEF DE SECTION	14	483,000
CHEF DE SERVICE	20	920,000
CLERC	1	16,000
COIFFEUR	1	20,500
COMMIS ADMINISTRATIF	116	2,470,000
COMMISSAIRE DE POLICE	82	4,264,000
COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE	70	4,340,000
COMMISSAIRE PRINCIPAL	94	5,358,000
COMPTABLE	41	1,071,500
CONSEILLER JURIDIQUE	4	125,000
CONSULTANT	4	93,000
CONTROLEUR DE STOCK	1	48,760
COORDONNATEUR	34	2,059,000
CUISINIER	87	1,153,560
DACTYLOGRAPHE	5	84,000
DENTISTE	2	52,000

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

	Effectif	MASSE SALARIALE
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	1	26,000
DIRECTEUR	12	629,200
DIRECTEUR MEDICAL	1	55,000
DOCUMENTALISTE	14	231,000
EBENISTE	3	52,100
ECONOMISTE	15	351,000
ELECTRICIEN	15	302,000
ELECTROMECHANICIEN	2	44,000
EMPLOYE	1	11,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	31	387,350
FERRONNIER	1	17,000
GARCON DE COUR	92	1,152,990
GARDIEN	43	517,610
GESTIONNAIRE	18	642,000
IMMATRICULATION	1	14,600
INFIRMIER	60	1,279,000
INFORMATICIEN	5	119,000
INGENIEUR	3	116,000
INSPECTEUR	19	644,600
INSPECTEUR DE POLICE	1750	61,250,000
INSPECTEUR DIVISIONNAIRE	329	15,561,700
INSPECTEUR GENERAL	21	1,524,400
INSPECTEUR PRINCIPAL	519	21,279,000
INTENDANT	160	2,613,500
JARDINIER	13	143,000
JOURNALISTE	1	17,000
JURISTE	1	26,000
LA VEUR D'AUTO	9	111,900
MANUTENTIONNAIRE	26	333,720
MECANICIEN	99	1,986,000
MECANOGRAPHE	1	13,800
MEDECIN	7	204,000
MENAGER	189	2,219,700
MESSAGER	108	1,607,700
MONITEUR CIVIQUE	2	36,900
OPERATEUR	2	29,200
OPERATEUR DE SAISIE	102	2,195,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	3	66,000
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	1	13,310
PEINTRE	1	11,000
PHARMACIEN	1	26,000
PHOTOGRAPHE	4	78,200
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	8	106,200
PLOMBIER	28	541,600
POLICIER	2	56,000
POLICIER A1	6905	172,625,000
POLICIER A2	2400	64,795,000
POLICIER A3	1279	37,091,000
POLICIER A4	1055	32,699,000
PORTIER	1	12,100
PRESENTATEUR	1	22,000
PROFESSEUR	7	197,100
PROFESSIONNEL	466	10,249,400
RECEPTIONISTE	38	633,000
REDACTEUR	1	22,000
REPARATEUR	1	14,600
RESPONSABLE	9	266,000
SAPEUR-POMPIER	119	2,023,000
SECRETAIRE	76	2,108,500
SOUS DIRECTEUR	6	330,000
SUPERVISEUR	2	55,300
SUPERVISEUR PRODUCTION	1	17,000
TECHNICIEN	169	3,315,620
TECHNICIEN LOGISTIQUE	1	17,000
TECHNICIEN ELECTROMECHANIQUE	1	30,000
TECHNICIEN EN DACTYLOSCOPIE	1	26,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	3	69,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	8	185,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	7	148,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	22,000

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

	Effectif	MASSE SALARIALE
TECHNOLOGISTE MEDICAL	4	84,000
TENEUR DE LIVRE	1	20,500
AIDE ELECTRICIEN	2	30,600
INFIRMIER HYGIENISTE	1	17,000
1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	41	1,227,520
AGENT DE SECURITE	2	32,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	1	51,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	84,000
CHARGE DE MISSION	2	101,000
CHAUFFEUR	3	50,000
CHEF DE POSTE	1	26,000
CHEF DE SERVICE	6	276,000
COMMIS ADMINISTRATIF	2	34,000
DIRECTEUR	2	131,400
GESTIONNAIRE	1	30,000
INFIRMIER	1	23,000
INTENDANT	1	17,000
JARDINIER	2	25,410
MENAGER	3	36,300
MESSAGER	1	12,100
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	1	13,310
PROFESSIONNEL	6	166,000
RECEPTIONISTE	1	17,000
SECRETAIRE	2	60,000
1212-MINISTRE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	89	3,188,710
1212111-BUREAU DU MINISTRE	14	543,000
ASSISTANT DIRECTEUR	1	55,000
CHARGE DE MISSION	1	55,000
CHAUFFEUR	1	17,000
CHEF DE SECTION	1	34,500
CHEF DE SERVICE	2	92,000
CHEF DU PROTOCOLE	1	42,000
CONSEILLER JURIDIQUE	1	51,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	3	43,800
INTENDANT	1	16,900
MESSAGER	1	14,600
MINISTRE	1	121,200
1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	75	2,645,710
AGENT D'ACCUEIL	1	20,500
AGENT DE PROTOCOLE	2	70,200
AGENT DE SECURITE	2	32,000
ARCHITECTE	1	26,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	5	210,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	96,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	2	84,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	1	55,000
CHARGE DE MISSION	3	197,100
CHAUFFEUR	3	51,000
CHEF DE SECTION	5	172,500
CHEF DE SERVICE	7	322,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	17,000
COMPTABLE	1	46,000
CONSEILLER JURIDIQUE	1	51,000
COORDONNATEUR	2	131,400
DIRECTEUR	6	394,200
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DOCUMENTALISTE	1	17,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	6	78,810
INTENDANT	1	16,000
LAVEUR D'AUTO	1	12,100
MENAGER	1	14,600
MESSAGER	3	43,800
OPERATEUR INFORMATIQUE	2	46,000
PORTIER	1	14,600
PROFESSIONNEL	6	133,500
RESPONSABLE	1	42,000
RESPONSABLE / PROTOCOLE	1	42,000
SECRETAIRE	2	60,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	23,000
121 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	586	21,405,910
1213111-BUREAU DU MINISTRE	199	7,901,310
AGENT DE LIAISON	1	16,000
AGENT DE SECURITE	5	85,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	3	103,500
ATTACHE DE PRESSE	60	2,309,500
BARMAN	1	17,000
CAMERAMAN	1	35,000
CHARGE DE MISSION	35	2,384,600
CHAUFFEUR	7	146,000
COMMIS ADMINISTRATIF	27	567,000
COORDONNATEUR	3	154,400
DEUXIEME ASSISTANT	9	415,000
DIRECTEUR	4	231,600
EMPLOYE DE MAINTENANCE	3	46,200
INFORMATICIEN	1	34,500
LAVEUR D'AUTO	1	13,310
MANUTENTIONNAIRE	4	55,200
MECANICIEN	1	22,000
MENAGER	3	43,800
MESSAGER	3	43,800
MINISTRE	1	121,200
NETTOYEUR	4	56,800
OPERATEUR DE SAISIE	2	44,000
RESPONSABLE	2	124,400
SECRETAIRE	2	60,000
SERVEUR	1	20,500
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	2	44,000
PREMIER ASSISTANT	13	707,000
1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	387	13,504,600
AGENT DE LIAISON	4	65,000
AGENT DE SECURITE	1	22,000
ARCHIVISTE	1	22,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	5	187,500
ASSISTANT CHEF	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT RESPONSABLE	1	30,000
ATTACHE DE PRESSE	92	3,506,000
CHARGE DE MISSION	23	1,612,600
CHAUFFEUR	10	200,000
CHEF DE SECTION	2	69,000
CHEF DE SERVICE	2	92,000
CHEF DU PROTOCOLE	2	150,100
COMMIS ADMINISTRATIF	71	1,438,100
COMPTABLE	1	30,000
COORDONNATEUR	7	354,300
DEUXIEME ASSISTANT	36	1,565,000
DIRECTEUR	10	657,000
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
EMPLOYE DE MAINTENANCE	13	192,200
GOVERNANTE	1	21,500
INFORMATICIEN	1	34,500
INTENDANT	1	17,000
MAGASINIER	1	17,500
MECANICIEN	2	44,000
MENAGER	4	59,200
MESSAGER	17	248,200
NETTOYEUR	7	96,600
OPERATEUR DE SAISIE	16	327,000
PLOMBIER	1	26,000
PROFESSIONNEL	16	483,400
RESPONSABLE	7	402,500
SECRETAIRE	9	280,000
INSPECTEUR GENERAL	1	84,000
PREMIER ASSISTANT	18	970,000
1214 LA PRESIDENCE	188	4,870,840
1214111-BUREAU DU PRESIDENT	23	1,008,110
AGENT	1	27,500

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
AGENT ADMINISTRATIF	1	17,000
AGENT DE SECURITE	1	11,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
CHAUFFEUR	1	17,000
CHEF DE SERVICE	1	46,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	14,600
DIRECTEUR	1	121,200
MENAGER	1	22,000
MESSAGER	1	13,800
OPERATEUR	1	14,600
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	1	14,900
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	1	242,400
PROFESSIONNEL	6	101,710
SECRETAIRE	1	17,000
SECRETAIRE GENERAL	2	242,400
TRANSCRIPTEUR	1	43,000
121412- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	165	3,862,730
AGENT DE PROTOCOLE	2	70,000
AGENT DE SOUTIEN	3	46,200
AGENT DOUANIER	1	20,500
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	126,000
ASSISTANT EXECUTIF	2	84,000
CHARGE DE MISSION	1	55,000
CHAUFFEUR	7	119,000
CHEF DE SECTION	1	34,500
CHEF DE SERVICE	1	46,000
COMMIS ADMINISTRATIF	5	83,000
COMMIS PARQUET	1	14,900
COMPTABLE	1	30,000
COORDONNATEUR	6	431,600
CUISINIER	1	14,600
DIRECTEUR	6	420,900
ELECTRICIEN	2	39,000
EMPLOYE	1	14,600
EMPLOYE DE MAINTENANCE	1	14,600
GARDIEN	2	29,200
GESTIONNAIRE	2	49,000
INFORMATICIEN	2	55,000
INTENDANT	5	82,000
JARDINIER	12	159,720
JURISTE	3	105,000
LAVANDIERE	1	14,600
LAVEUR D'AUTO	1	13,310
LESSIVEUSE	1	14,600
MECANICIEN	2	33,000
MENAGER	8	110,460
MESSAGER	4	57,110
NETTOYEUR	1	13,310
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	16,000
PROFESSIONNEL	55	915,320
RECEPTIONISTE	4	68,000
RESPONSABLE	1	32,000
SECRETAIRE	5	150,000
SECRETAIRE EXECUTIF	1	65,700
SERVEUR	2	33,000
SUPERVISEUR	1	16,000
SUPERVISEUR MECANIQUE	1	42,000
SUPERVISEUR MENAGE	1	16,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	2	44,000
TECHNICIEN EN REFRIGERATION	1	22,000
1215-PRIMAIRE	763	23,617,770
1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	73	3,238,300
AGENT DE PROTOCOLE	1	32,000
ANALYSTE DE PROJETS	1	51,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	10	416,500
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	5	295,600
CHARGE DE MISSION	4	307,600

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
CHAUFFEUR	3	51,000
CHEF DE SECTION	1	34,500
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COMMIS ADMINISTRATIF	5	103,000
COMPTABLE	1	35,000
COORDONNATEUR	3	318,000
DIRECTEUR	3	252,600
EMPLOYE DE MAINTENANCE	4	58,400
INFIRMIER	1	22,000
INTENDANT	1	17,000
MEDIATEUR SPECIAL	1	121,200
MENAGER	8	117,400
MESSAGER	1	14,600
MINISTRE	1	121,200
OFFICIER DE PROTOCOLE	2	64,000
PLOMBIER	1	14,600
PORTIER	1	14,600
PREMIER MINISTRE	1	162,200
PROFESSIONNEL	8	291,100
SECRETAIRE	1	26,000
SECRETAIRE GENERAL	1	121,200
1215112-ADMINISTRATION GENERALE	533	15,534,630
ADMINISTRATEUR	1	65,700
AGENT	2	34,000
AGENT D'ACCUEIL	1	17,000
AGENT DE LIAISON	3	51,000
AGENT DE PROTOCOLE	1	32,000
AGENT DE SECURITE	44	707,000
AGENT DE SURVEILLANCE	11	174,600
AIDE MECANICIEN	1	16,000
ANALYSTE DE PROJETS	1	51,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	8	371,000
ARCHIVISTE	1	29,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	32	1,310,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	4	128,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	4	168,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	10	410,000
ASSISTANT DIRECTEUR	9	515,600
BARTENDER	1	16,800
CHARGE DE MISSION	23	1,604,300
CHAUFFEUR	43	735,000
CHEF DE SECTION	7	241,500
CHEF DE SERVICE	17	782,000
COMMIS ADMINISTRATIF	66	1,418,000
COMPTABLE	8	209,000
CONSEILLER	1	55,000
CONSEILLER JURIDIQUE	2	86,000
COORDONNATEUR	7	582,000
CUISINIER	6	100,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	5	137,000
DIRECTEUR	13	849,100
ELECTRICIEN	2	36,500
EMPLOYE DE MAINTENANCE	3	45,200
GARDIEN	9	114,000
INFORMATICIEN	2	52,000
INSPECTEUR DE POLICE	1	42,000
INTENDANT	4	68,000
JARDINIER	8	114,700
LAVEUR D'AUTO	1	16,000
MANUTENTIONNAIRE	13	163,000
MECANICIEN	4	68,000
MENAGER	36	439,500
MESSAGER	9	125,030
OFFICIER DE PROTOCOLE	6	192,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	6	152,000
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	1	14,600
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	2	33,600
PLOMBIER	1	20,500
PORTIER	6	76,000
PROFESSIONNEL	59	2,122,900

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
RECEPTIONISTE	2	34,000
RESPONSABLE	2	62,000
SECRETAIRE	13	365,000
SECRETAIRE GENERAL	1	97,200
SERVEUR	7	112,800
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	26,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	2	46,000
1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	20	601,600
ADMINISTRATEUR	1	65,700
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
CHAUFFEUR	3	51,000
CHEF DE SECTION	1	34,500
CHEF DE SERVICE	3	138,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	23,000
DIRECTEUR	1	84,000
GARDIEN	3	40,600
INTENDANT	1	17,000
MENAGER	1	13,800
PROFESSIONNEL	2	33,000
RECEPTIONISTE	1	17,000
1215116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	12	444,410
ANALYSTE PROGRAMMEUR	1	51,000
CHEF DE SERVICE	1	46,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	23,000
DIRECTEUR	3	197,100
INTENDANT	2	33,000
MESSAGER	1	13,310
PROFESSIONNEL	3	81,000
1215117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	39	1,208,810
AGENT	1	29,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
CHAUFFEUR	4	68,000
DIRECTEUR	5	328,500
GARDIEN	3	39,000
MENAGER	4	49,610
MESSAGER	2	29,200
PROFESSIONNEL	14	466,000
SECRETAIRE	2	46,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	23,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	20,500
1215118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	16	295,100
AGENT D'ACCUEIL	1	16,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	42,000
CHAUFFEUR	7	111,800
COMMIS ADMINISTRATIF	1	16,000
CONSEILLER FINANCIER	1	51,000
MENAGER	5	58,300
1215119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	50	1,714,700
AGENT DE SECURITE	1	17,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
CHAUFFEUR	11	186,000
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COMMIS ADMINISTRATIF	3	62,000
COMPTABLE	1	42,000
COORDONNATEUR	1	65,700
DIRECTEUR	1	65,700
GARDIEN	2	22,000
INTENDANT	4	65,000
MECANICIEN	2	46,000
MENAGER	1	12,100
MESSAGER	3	43,800
PROFESSIONNEL	3	81,500
SECRETAIRE	13	803,900
1215122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	18	491,520
ADMINISTRATEUR	1	65,700
AGENT DE LIAISON	1	17,000
CHARGE DE MISSION	1	51,000
CHAUFFEUR	3	49,000

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

	Effectif	MASSE SALARIALE
COMPTABLE	1	35,000
ECONOMISTE	2	78,000
GARDIEN	1	14,600
INTENDANT	1	17,000
MENAGER	1	13,310
MESSAGER	1	14,600
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	23,000
PLOMBIER	1	13,310
PROFESSIONNEL	2	70,000
SECRETAIRE	1	30,000
1215220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	2	88,700
COMMIS ADMINISTRATIF	1	23,000
DIRECTEUR	1	65,700
1216-MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1725	52,191,110
121611-BUREAU DU MINISTRE	29	1,030,100
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	64,000
CHARGE DE MISSION	1	42,000
CHEF DE SECTION	2	69,000
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	23,000
CONSEILLER JURIDIQUE	1	22,000
COORDONNATEUR	5	317,800
EMPLOYE DE MAINTENANCE	2	26,700
MENAGER	4	48,400
MINISTRE	1	121,200
PROFESSIONNEL	5	110,000
SECRETAIRE	1	30,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	1	22,000
1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1696	51,161,010
ADMINISTRATEUR	1	22,000
AGENT	3	44,400
AGENT COMMUNICATION	1	16,000
AGENT D'ASSAINISSEMENT	1	16,000
AGENT DE LIAISON	32	522,000
AGENT DE SECURITE	89	1,279,570
AGENT TECHNIQUE	1	13,800
AIDE TECHNICIEN	2	41,000
ANALYSTE DE SYSTEME	1	35,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	3	69,000
ARCHIVISTE	4	61,200
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	20,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	57	2,304,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	14	448,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	7	274,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	8	336,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	25	1,375,000
ASSISTANT DIRECTEUR	4	220,000
ATTACHE DE PRESSE	3	74,500
CHARGE DE MISSION	34	1,821,400
CHAUFFEUR	57	807,740
CHEF DE SECTION	20	690,000
CHEF DE SECURITE	1	30,000
CHEF DE SERVICE	28	1,284,000
COMMIS ADMINISTRATIF	18	349,000
COMPTABLE	41	1,101,000
COMPTABLE PUBLIC	21	630,000
CONSEILLER	2	110,000
CONSEILLER JURIDIQUE	11	335,000
CONTROLEUR DE STOCK	1	42,000
COORDONNATEUR	97	5,917,500
DACTYLOGRAPHE	3	48,200
DELEGUE	10	756,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	2	48,000
DIRECTEUR	30	1,737,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DOCUMENTALISTE	23	382,210
ECONOMISTE	2	94,000
ELECTRICIEN	1	20,500
EMPLOYE	12	176,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
EMPLOYE DE MAINTENANCE	18	206,220
GARDIEN	20	227,310
GESTIONNAIRE	1	30,000
INGENIEUR	17	544,000
INSPECTEUR	186	4,010,500
INSPECTEUR REGIONAL	1	17,000
INTENDANT	7	117,000
INVESTIGATEUR	1	16,000
JARDINIER	2	24,200
LAVEUR D'AUTO	1	12,100
MANUTENTIONNAIRE	3	41,220
MENAGER	61	675,700
MESSAGER	20	239,230
OPERATEUR	1	12,100
OPERATEUR DE SAISIE	50	1,065,000
OPERATEUR D'ORDINATEUR	4	71,700
OPERATEUR INFORMATIQUE	20	368,500
PHOTOGRAPHE	1	20,500
PLANIFICATEUR	2	36,600
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	4	56,200
PLOMBIER	2	25,410
PORTIER	2	26,700
PROFESSIONNEL	364	12,453,690
RECEPTIONISTE	18	301,600
RECEVEUR	1	16,000
REDACTEUR	29	420,500
RESPONSABLE	6	188,000
RESPONSABLE /CAFETERIA	1	26,000
RESPONSABLE ADJOINT	1	32,000
SECOURISTE	1	17,000
SECRETAIRE	58	1,307,910
SECRETAIRE EXECUTIF	1	17,000
SECRETAIRE GENERAL	19	530,100
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	1	17,000
SUPERVISEUR	29	989,000
SUPERVISEUR GENERAL	1	65,700
SUPERVISEUR GENERAL ADJOINT	15	623,000
TECHNICIEN EN COMMUNICATION	1	23,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	3	55,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	26,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	3	64,500
VERIFICATEUR	3	88,000
VICE-DELEGUE	44	2,420,000
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	271	8,209,830
121711-BUREAU DU MINISTRE	65	1,926,110
AGENT DE PROTOCOLE	1	22,000
AGENT DE SECURITE	2	32,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	2	70,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	4	160,500
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	1	16,000
CHAUFFEUR	5	85,000
CHEF DE SERVICE	3	138,000
COMMIS ADMINISTRATIF	8	178,000
COMPTABLE	1	43,000
CONSEILLER JURIDIQUE	4	113,000
COORDONNATEUR	1	65,700
DIRECTEUR	4	230,700
ECONOMISTE	1	22,000
ELECTRICIEN	1	22,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	2	29,200
INTENDANT	3	51,000
LAVEUR D'AUTO	1	13,310
MENAGER	4	48,400
MESSAGER	1	14,600
MINISTRE	1	121,200
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	22,000
PROFESSIONNEL	11	301,500
RESPONSABLE	1	55,000
SECRETAIRE	1	30,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	206	6,283,720
ADMINISTRATEUR	2	131,400
AGENT DE LIAISON	1	16,000
AGENT DE SECURITE	13	203,620
AIDE TECHNICIEN	1	20,500
ANALYSTE PROGRAMMEUR	1	35,000
ARCHITECTE	1	26,000
ARCHIVISTE	1	17,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	16	619,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	3	126,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	9	378,000
ASSISTANT DIRECTEUR	1	55,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	2	32,000
AUXILIAIRE INFIRMIER	2	32,000
CHARGE DE MISSION	5	313,800
CHAUFFEUR	10	172,500
CHEF DE SECTION	2	69,000
CHEF DE SERVICE	18	828,000
COMMIS ADMINISTRATIF	18	396,000
COMPTABLE	2	52,000
COMPTABLE PUBLIC	1	30,000
CONSEILLER	3	197,100
CONSEILLER JURIDIQUE	3	119,000
COORDONNATEUR	1	65,700
DIRECTEUR	7	365,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ECONOMISTE	1	22,000
ELECTRICIEN	2	44,000
FORMATEUR	3	51,000
INFIRMIER	8	171,500
INGENIEUR	1	65,700
INTENDANT	10	169,000
MANUTENTIONNAIRE	1	11,000
MECANICIEN	1	26,000
MENAGER	7	80,300
MESSAGER	3	43,800
PROFESSIONNEL	34	914,000
REDACTEUR	1	28,000
RESPONSABLE	1	46,000
SECRETAIRE	3	90,000
TECHNICIEN EN COMMUNICATION	1	26,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	20,500
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	1	17,000
TECHNICIEN HYDROLOGUE	2	41,000
13111-MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	46912	868,524,326
131111-BUREAU DU MINISTRE	53	1,631,810
AGENT ADMINISTRATIF	7	153,000
AGENT DE SECURITE	7	102,200
ARCHITECTE	1	26,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	34,500
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	55,000
CHARGE DE DOSSIER	1	75,000
CHAUFFEUR	1	17,000
COMMIS ADMINISTRATIF	3	56,000
COORDONNATEUR	2	107,800
DIRECTEUR	3	165,900
INTENDANT	5	81,600
MENAGER	2	23,100
MESSAGER	3	43,800
MINISTRE	1	121,200
OPERATEUR DE SAISIE	1	22,000
PROFESSIONNEL	10	308,310
SECRETAIRE	3	217,400
SUPERVISEUR	1	22,000
131112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	45711	840,556,066
ADMINISTRATEUR	9	379,700
AGENT	2	63,200
AGENT ADMINISTRATIF	280	5,651,700
AGENT DE LIAISON	9	142,400

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

	Effectif	MASSE SALARIALE
AGENT DE MAINTENANCE	1	22,000
AGENT DE SECURITE	676	9,911,040
AGENT LIQUIDATEUR	1	23,000
AIDE TECHNICIEN	1	30,000
ANALYSTE	23	532,000
ANALYSTE DE SYSTEME	1	23,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	5	223,000
ARCHITECTE	15	424,000
ARCHIVISTE	15	271,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	19	690,000
ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	96,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	14	588,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	19	798,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	39	2,054,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	1	16,000
ASSISTANT RESPONSABLE	3	96,000
AUDITEUR INTERNE	1	35,000
AVOCAT	3	137,000
BIBLIOTHECAIRE	53	843,400
BLANCHISSEUSE	1	11,000
CENSEUR	348	13,364,750
CHARGE DE MISSION	6	326,100
CHAUFFEUR	99	1,532,000
CHEF DE PERSONNEL	6	276,000
CHEF DE SECTION	20	687,800
CHEF DE SERVICE	88	4,022,000
COMMIS ADMINISTRATIF	171	2,948,810
COMPTABLE	48	1,253,500
COMPTABLE PUBLIC	5	227,710
CONSEILLER	3	85,000
CONSEILLER FINANCIER	5	223,000
CONSEILLER PEDAGOGIQUE	101	3,987,840
COORDONNATEUR	294	12,935,600
CUISINIER	85	938,600
DACTYLOGRAPHE	46	729,100
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	1	20,000
DIRECTEUR	450	18,185,300
DIRECTEUR DE LYCEE	216	9,016,350
DIRECTEUR D'ECOLE	1506	44,908,340
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
EBENISTE	4	62,000
ECONOMISTE	1	30,000
ELECTRICIEN	10	171,500
EMPLOYE	1	13,800
EMPLOYE DE MAINTENANCE	43	504,020
ENSEIGNANT	1	19,000
FRIGORISTE	1	17,000
GARCON DE COUR	77	849,310
GARDIEN	1146	12,632,121
GESTIONNAIRE	8	345,000
INFORMATICIEN	26	916,500
INGENIEUR	18	465,100
INSPECTEUR	68	2,987,550
INSPECTEUR DU FONDAMENTAL	305	13,407,930
INSPECTEUR DU SECONDAIRE	154	6,753,530
INSPECTEUR GENERAL	4	320,000
INSPECTEUR MUNICIPAL	21	922,950
INSPECTEUR PRINCIPAL	72	3,307,640
INSTITUTEUR	13669	241,435,915
INTENDANT	31	492,710
JARDINIER	1	11,000
JURISTE	4	180,000
LAVANDIERE	1	11,000
LAVEUR D'AUTO	4	44,000
MAGASINIER	1	14,600
MANUTENTIONNAIRE	9	100,310
MECANICIEN	19	314,800
MECANOGAPHE	1	14,600

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
MENAGER	1029	11,385,710
MESSAGER	169	1,943,150
MIMEOGRAPHE	1	13,310
MONITEUR CIVIQUE	203	2,909,000
MONITEUR DE STAGE	53	791,600
MONITEUR SPORTIF	4	73,950
OPERATEUR	5	87,000
OPERATEUR CHARGEUR	1	13,100
OPERATEUR DE RISOGAPHE	2	28,100
OPERATEUR DE SAISIE	168	2,796,000
OPERATEUR D'ORDINATEUR	10	182,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	23,000
PLANIFICATEUR	2	52,000
PLOMBIER	3	51,000
PREPOSE A LA RECHERCHE	3	57,000
PROFESSEUR	18666	294,072,100
PROFESSIONNEL	4180	84,733,000
RECEPTIONISTE	15	241,600
RESPONSABLE	46	1,188,220
RESPONSABLE DE SECTION	1	34,500
SECRETAIRE	420	7,594,350
SECRETAIRE EXECUTIF	1	32,000
SECRETAIRE GENERAL	1	59,300
STENO-DACTYLOGRAPHE	1	23,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	9	395,550
SUPERVISEUR	31	660,500
SURVEILLANT	9	153,000
SURVEILLANT GENERAL	253	5,073,400
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	4	64,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	15	336,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	6	117,600
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	2	34,000
TECHNICIEN EN REFRIGERATION	1	17,000
INSPECTEUR GENERAL	1	80,000
131115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	25	881,420
AGENT DE LIAISON	1	17,000
AGENT DE SECURITE	4	58,620
ANALYSTE PROGRAMMEUR	1	43,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
ASSISTANT SECRETAIRE PERMANENT	1	75,600
CHARGE DE MISSION	1	55,000
CHAUFFEUR	3	51,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	16,000
COORDONNATEUR	1	65,700
DIRECTEUR	2	120,700
JARDINIER	1	13,000
MENAGER	3	41,400
RESPONSABLE	1	46,000
SECRETAIRE EXECUTIF	1	84,400
131117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	1101	24,522,430
ADMINISTRATEUR	2	97,700
AGENT	1	17,000
AGENT ADMINISTRATIF	21	438,600
AGENT D'ACHATS	1	22,000
AGENT DE DEVELOPPEMENT	1	20,500
AGENT DE MAINTENANCE	1	17,000
AGENT DE SECURITE	44	650,200
ARCHIVISTE	1	23,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	11	383,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	64,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	10	420,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	85,000
ASSISTANT RESPONSABLE	2	55,500
CHARGE DE MISSION	1	55,000
CHAUFFEUR	13	209,800
CHEF DE SECTION	3	101,000
CHEF DE SERVICE	10	460,000
CHEF DES TRAVAUX	17	514,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
CHEF DU PERSONNEL	1	46,000
COMMIS ADMINISTRATIF	36	748,800
COMPTABLE	17	441,000
CONSEILLER DES ETUDES	1	26,000
CONSEILLER FINANCIER	1	42,000
CONSEILLER JURIDIQUE	2	60,500
CONSEILLER PEDAGOGIQUE	2	57,500
COORDONNATEUR	14	427,000
CUISINIER	6	66,000
DACTYLOGRAPHE	3	50,000
DIRECTEUR	25	1,004,800
DIRECTEUR D'ECOLE	3	122,000
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
EBENISTE	2	34,000
ELECTRICIEN	3	74,300
EMPLOYE DE MAINTENANCE	4	54,510
ENSEIGNANT	1	17,000
FORMATEUR	9	212,800
GARCON DE COUR	2	24,200
GARDIEN	30	359,910
GRAPHISTE	1	23,000
INFIRMIER	7	147,500
INFORMATICIEN	3	75,500
INSPECTEUR	19	576,000
INSTITUTEUR	4	63,240
INTENDANT	4	64,600
JARDINIER	2	23,100
MAGASINIER	27	453,000
MANUTENTIONNAIRE	4	47,300
MECANICIEN	4	96,000
MEMBRE DU SECRETARIAT	1	43,000
MENAGER	40	481,910
MESSAGER	8	99,410
OPERATEUR D'ORDINATEUR	1	22,000
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	1	17,000
PREFET DE DISCIPLINE	1	17,000
PROFESSEUR	429	9,421,240
PROFESSIONNEL	148	3,004,030
RECEPTIONISTE	12	203,000
RESPONSABLE	19	607,500
RESPONSABLE ACADEMIQUE	1	30,000
RESPONSABLE DE SECURITE	1	34,500
SECRETAIRE	37	864,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	1	26,000
SUPERVISEUR	1	26,000
SURVEILLANT	4	69,000
SURVEILLANT GENERAL	1	30,080
TECHNICIEN EN CLIMATISATION	1	17,000
TECHNICIEN EN COMMUNICATION	1	40,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	6	173,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	5	124,000
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	1	17,000
1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	22	932,600
ASSISTANT ADMINISTRATIF	3	118,500
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
CHAUFFEUR	2	34,000
CHEF DE SECTION	2	69,000
CHEF DE SERVICE	8	368,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	1	43,000
DIRECTEUR	1	65,700
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
PROFESSIONNEL	3	108,000
1312-MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1892	48,181,760
1312111-BUREAU DU MINISTRE	243	5,938,690
AGENT DE LIAISON	1	17,000
AGENT DE MAINTENANCE	1	14,600
AGENT DE SECURITE	23	303,650
ARCHIVISTE	5	77,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	2	76,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	96,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	84,000
ASSISTANT DIRECTEUR	5	228,500
CHARGE DE MISSION	2	120,700
CHAUFFEUR	8	111,500
CHEF DE PERSONNEL	1	32,000
CHEF DE SECTION	4	138,000
CHEF DE SERVICE	5	218,500
COMMIS ADMINISTRATIF	5	88,500
COMPTABLE	7	256,000
CONSEILLER JURIDIQUE	1	43,000
COORDONNATEUR	8	443,800
DIRECTEUR	10	563,500
ECONOMISTE	1	51,000
ELECTRICIEN	3	40,200
EMPLOYE	4	63,610
EMPLOYE DE MAINTENANCE	6	72,200
GARCON DE COUR	1	10,000
GARDIEN	3	33,000
INFIRMIER	3	64,500
INFORMATICIEN	1	23,000
INSPECTEUR	4	83,500
INSPECTEUR GENERAL	1	23,000
INSPECTEUR REGIONAL	2	31,600
INTENDANT	1	16,000
MECANICIEN	2	26,620
MENAGER	6	67,620
MESSAGER	7	79,200
MIMEOGRAPHE	1	14,600
MINISTRE	1	121,200
OPERATEUR DE SAISIE	1	17,000
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	6	85,140
PORTIER	2	22,000
PROFESSEUR	4	65,210
PROFESSIONNEL	58	1,276,220
RECEPTIONISTE	5	83,000
RESPONSABLE	1	46,000
SECRETAIRE	11	274,500
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	7	152,500
SUPERVISEUR	3	47,120
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	1	20,500
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	23,000
TECHNOLOGISTE MEDICAL	1	20,900
TRAVAILLEUR SOCIAL	1	30,000
1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1206	31,134,830
ADMINISTRATEUR	2	92,000
AGENT DE DEVELOPPEMENT	1	14,600
AGENT DE LIAISON	2	33,000
AGENT DE MAINTENANCE	1	20,500
AGENT DE SECURITE	52	743,470
AIDE TECHNICIEN	1	20,500
ANALYSTE PROGRAMMEUR	1	46,000
ARCHIVISTE	11	166,620
ASSISTANT ADMINISTRATIF	26	1,042,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	9	288,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	11	452,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	20	815,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	6	330,000
ASSISTANT DIRECTEUR	15	716,500
ASSISTANT LOGISTIQUE	1	16,000
AUXILIAIRE INFIRMIER	2	32,900
CENSEUR	1	33,000
CHARGE DE MISSION	20	898,100
CHAUFFEUR	20	318,020
CHEF DE PERSONNEL	5	207,000
CHEF DE SECTION	31	1,067,000
CHEF DE SECURITE	2	63,000
CHEF DE SERVICE	24	1,058,000
COMMIS ADMINISTRATIF	19	354,300
COMPTABLE	30	883,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
CONSEILLER JURIDIQUE	5	175,000
COORDONNATEUR	22	1,402,600
CUISINIER	2	28,100
DACTYLOGRAPHE	2	32,000
DIRECTEUR	48	2,559,500
DIRECTEUR D'ECOLE	1	14,600
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DISTRIBUTEUR	1	17,000
ECONOMISTE	5	114,000
ELECTRICIEN	3	80,800
EMPLOYE	23	354,040
EMPLOYE DE MAINTENANCE	14	169,810
GARCON DE COUR	4	45,200
GARDIEN	8	96,910
HUISSIER	1	16,000
INFIRMIER	5	108,000
INFORMATICIEN	2	39,000
INSPECTEUR	40	878,100
INSPECTEUR REGIONAL	3	51,000
INTENDANT	4	58,220
JARDINIER	1	13,800
LESSIVEUSE	1	10,000
LOGISTICIEN	1	30,000
MECANICIEN	6	78,600
MEDECIN	2	77,000
MEMBRE BUREAU	1	65,700
MENAGER	47	549,420
MESSAGER	16	200,110
OPERATEUR DE SAISIE	4	86,500
OPERATEUR INFORMATIQUE	2	48,000
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	2	29,310
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	74	997,760
PLOMBIER	1	13,310
PORTIER	1	13,800
PREFET DE DISCIPLINE	2	31,600
PROFESSEUR	21	263,630
PROFESSIONNEL	415	10,328,100
RECEPTIONISTE	10	164,600
RESPONSABLE	8	272,500
RESPONSABLE ADMINISTRATIF	1	26,000
RESPONSABLE DE SECURITE	1	26,000
SECRETAIRE	44	1,016,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	27	502,000
SUPERVISEUR	3	59,000
SUPERVISEUR GENERAL	1	34,500
SURVEILLANT	2	30,800
SURVEILLANT GENERAL	1	17,000
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	2	56,500
TRAVAILLEUR SOCIAL	1	16,000
VERIFICATEUR	1	42,000
1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	103	2,535,920
ADMINISTRATEUR	1	22,000
AGENT ADMINISTRATIF	1	17,000
AGENT DE SECURITE	2	26,000
AGENT DE SOUTIEN	1	10,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	34,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
CHAUFFEUR	2	30,600
CHEF DE SECTION	2	69,000
CHEF DE SERVICE	7	322,000
CONSEILLER PEDAGOGIQUE	1	55,000
COORDONNATEUR	2	64,000
DIRECTEUR	4	262,800
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DOCUMENTALISTE	1	17,000
EMPLOYE	1	10,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	2	25,410
INSPECTEUR	3	51,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
MEDECIN	1	17,000
MENAGER	3	35,200
PERCEPTEUR	1	20,500
PROFESSIONNEL	50	935,610
RECEPTIONISTE	3	53,900
SECRETAIRE	5	121,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	1	17,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	17,000
TECHNOLOGISTE MEDICAL	2	34,000
1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	131	3,480,810
ADMINISTRATEUR	1	46,000
AGENT ADMINISTRATIF	3	60,000
AGENT DE LIAISON	8	135,000
AGENT DE SECURITE	5	78,110
ANIMATEUR	1	20,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	2	84,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	7	224,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	5	210,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
CHAUFFEUR	8	129,500
CHEF DE SECTION	5	172,500
CHEF DE SECURITE	1	17,000
CHEF DE SERVICE	9	414,000
COMMIS ADMINISTRATIF	3	66,500
COMPTABLE	1	22,000
DACTYLOGRAPHE	1	17,000
DESSINATEUR	2	45,000
DIRECTEUR	3	173,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75,600
DOCUMENTALISTE	4	67,500
ECONOMISTE	1	26,000
ELECTRICIEN	2	37,500
FONDE DE POUVOIR	2	48,000
GARDIEN	2	26,620
INGENIEUR	1	23,000
INTENDANT	1	17,000
MANUTENTIONNAIRE	4	54,530
MECANICIEN	1	20,500
MENAGER	6	74,130
MESSAGER	4	55,820
OPERATEUR DE SAISIE	2	39,000
PERCEPTEUR	2	41,000
PLOMBIER	1	17,000
PROFESSIONNEL	15	411,600
RECEPTIONISTE	2	34,000
SECRETAIRE	7	206,500
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	23,000
TENEUR DE LIVRE	3	61,500
TRAVAILLEUR SOCIAL	1	12,100
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	149	3,583,290
ADMINISTRATEUR	1	65,700
AGENT DE LIAISON	3	49,000
AGENT DE SECURITE	6	83,730
AIDE INFIRMIER	1	30,000
AIDE PHARMACIEN	1	13,310
AIDE TECHNOLOGISTE MEDICAL	1	11,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	1	35,000
ARCHIVISTE	1	17,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	34,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	7	224,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
AUXILIAIRE INFIRMIER	2	32,000
CHAUFFEUR	4	68,000
CHEF DE SECTION	6	207,000
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COMMIS ADMINISTRATIF	27	528,000
COMPTABLE	10	276,000
COORDONNATEUR	4	222,400

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
DACTYLOGRAPHE	1	22,000
DIRECTEUR	5	328,500
EMPLOYE DE MAINTENANCE	2	27,910
GARDIEN	1	11,000
INFIRMIER	2	41,000
INTENDANT	3	50,000
MECANICIEN	1	17,000
MENAGER	3	37,100
MESSAGER	6	83,730
OPERATEUR INFORMATIQUE	2	34,000
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	2	34,000
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	3	33,000
PREPOSE	1	17,000
PREPOSE A LA PERCEPTION	3	44,000
PROFESSIONNEL	21	411,910
RECEPTIONISTE	3	50,000
RESPONSABLE	2	51,500
SECRETAIRE	3	75,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	22,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	2	41,000
TRAVAILLEUR SOCIAL	1	11,000
1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES	60	1,508,220
AGENT COMMUNICATION	2	42,500
AGENT DE DOLEANCES	2	22,000
AGENT DE SECURITE	1	14,600
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	42,000
CHAUFFEUR	2	34,000
CHEF DE SERVICE	1	46,000
COMPTABLE	1	46,000
CONSULTANT	2	41,000
COORDONNATEUR	8	320,000
DIRECTEUR	3	197,100
ECONOMISTE	2	44,000
ELECTRICIEN	1	17,000
GARDIEN	8	88,000
MENAGER	6	69,410
MESSAGER	1	13,310
PHOTOGRAPHE	1	14,600
PROFESSIONNEL	3	84,000
RECEPTIONISTE	7	113,000
SECRETAIRE	4	176,200
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	22,000
TRAVAILLEUR SOCIAL	3	61,500
1313111-MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	13947	291,680,250
1313111-BUREAU DU MINISTRE	102	2,938,610
ADMINISTRATEUR	2	80,500
AGENT ADMINISTRATIF	1	17,000
AGENT D'ACHATS	1	22,000
AGENT DE RELATION PUBLIQUE	1	22,000
AGENT D'ENTRETIEN	6	83,310
ARCHIVISTE	2	39,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	3	122,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	110,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	84,000
ASSISTANT DIRECTEUR	1	55,000
AUXILIAIRE INFIRMIER	2	38,000
CHARGE DE MISSION	1	55,000
CHAUFFEUR	6	92,400
CHEF DE SECTION	7	241,500
CHEF DE SERVICE	9	414,000
COMPTABLE	1	23,000
CONSEILLER	1	46,000
CONSULTANT	1	23,000
CONTROLEUR DE STOCK	1	17,000
COORDONNATEUR	1	65,700
DIRECTEUR	1	65,700
INFIRMIER	14	324,500
INTENDANT	1	17,000
MEDECIN	1	38,000
MENAGER	1	14,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
MESSAGER	1	14,600
MINISTRE	1	121,200
RECEPTIONISTE	7	122,000
RESPONSABLE	1	34,500
SECRETAIRE	4	176,200
TECHNOLOGISTE MEDICAL	18	360,000
131312-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	13845	288,741,640
ADMINISTRATEUR	145	4,567,500
AGENT	17	262,610
AGENT ADMINISTRATIF	123	2,562,900
AGENT COMMUNAUTAIRE	7	119,000
AGENT COMMUNICATION	3	66,000
AGENT D'ACCUEIL	7	104,600
AGENT D'ACHATS	19	287,800
AGENT D'ASSAINISSEMENT	3	36,600
AGENT DE CAMPAGNE	5	59,400
AGENT DE LIAISON	5	85,000
AGENT DE RELATION PUBLIQUE	1	16,000
AGENT DE SANTE	1257	15,247,380
AGENT DE SECURITE	605	8,000,480
AGENT DE SOUTIEN	3	37,510
AGENT DE STOCK	1	17,000
AGENT D'ENTRETIEN	472	6,580,160
AGENT DOUANIER	9	220,500
AGENT RESPONSABLE	1	17,000
AGENT SANITAIRE	1	11,000
AGENT TECHNIQUE	1	16,000
AIDE ARCHIVISTE	28	355,930
AIDE INFIRMIER	113	1,701,200
AIDE MECANICIEN	3	36,300
AIDE PHARMACIEN	8	127,010
AIDE STATISTICIEN	1	14,600
AIDE TECHNICIEN	2	32,600
AIDE TECHNOLOGISTE MEDICAL	4	52,220
ANALYSTE	1	27,500
ANESTHESIOLOGISTE	5	190,000
ANIMATEUR	6	82,400
ARCHIVISTE	266	3,881,730
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	2	31,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	19	664,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	17	558,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	17	509,600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	28	1,156,000
ASSISTANT DIRECTEUR	27	1,309,500
ASSISTANT RESPONSABLE	10	155,800
ASSISTANTE DE SALLE	1	14,000
ATTACHE DE PRESSE	2	44,000
AUDIOMETRISTE	1	23,500
AUMONIER	1	20,000
AUXILIAIRE INFIRMIER	1502	28,520,150
AUXILIAIRE POLYVALENT	1	19,000
AUXILIAIRE STATISTICIEN	13	206,240
AVOCAT	1	30,000
BACILLOSCOPISTE	1	13,310
BIBLIOTHECAIRE	5	105,000
BONNE	13	176,000
BRANCARDIER	61	695,300
CAISSIER	69	957,620
CHARGE	7	213,000
CHARGE DE MISSION	7	422,000
CHARGE DE PROGRAMME	10	300,000
CHARGE DES RELATIONS PUBLIQUES	1	34,500
CHAUFFEUR	399	6,406,520
CHEF DE BUREAU	1	14,600
CHEF DE PERSONNEL	16	491,500
CHEF DE SECTION	77	2,566,000
CHEF DE SECTION	1	16,000
CHEF DE SECURITE	13	228,600
CHEF DE SERVICE	139	5,836,000
CHEF D'EQUIPE	4	58,400

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

	Effectif	MASSE SALARIALE
CHEF DES TRAVAUX	1	22,000
CHIMISTE	1	34,500
CHIRURGIEN DENTISTE	33	1,130,000
COMMIS ADMINISTRATIF	38	726,200
COMMIS DE PHARMACIE	1	12,100
COMMIS PARQUET	1	23,500
COMPILATEUR	3	39,930
COMPTABLE	157	4,221,300
CONSEILLER	37	1,987,000
CONSEILLER FINANCIER	1	22,000
CONSEILLER JURIDIQUE	5	206,000
CONSULTANT	20	363,600
CONTROLEUR DE STOCK	20	340,900
COORDONNATEUR	33	1,522,800
COUTURIER	9	111,620
CUISINIER	62	744,970
DACTYLOGRAPHE	7	113,000
DAME DE SALLE	68	952,000
DENTISTE	36	1,228,500
DERMATOLOGUE	2	76,000
DIRECTEUR	134	7,492,900
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DIRECTEUR MEDICAL	113	5,266,400
DISPATCHER	6	116,800
DOCUMENTALISTE	21	356,000
EBENISTE	5	73,000
ELECTRICIEN	42	691,300
EMPLOYE	82	1,159,240
EMPLOYE DE MAINTENANCE	56	699,870
ENDOSCOPISTE	1	38,000
ENSEIGNANT	9	111,500
FEMME DE SALLE	9	126,000
GARCON DE COUR	213	2,554,010
GARDIEN	118	1,315,320
GENERALISTE	3	110,000
GESTIONNAIRE	7	168,300
GRAPHISTE	1	23,000
INFIRMIER	1403	33,484,000
INFIRMIER ANESTHESISTE	28	725,500
INFIRMIER ÉPIDÉMOLOGISTE	2	46,000
INFIRMIER SAGE-FEMME	92	2,374,000
INFORMATICIEN	25	588,000
INGENIEUR	18	556,000
INSPECTEUR	2	30,310
INSPECTEUR SANITAIRE	6	73,810
INSTRUMENTISTE	11	139,100
INTENDANT	51	755,900
INTERNISTE	2	76,000
INTERPRETE	1	16,000
JARDINIER	7	77,000
JOURNALIER	11	121,000
LABORANTIN	2	40,000
LAVANDIERE	5	58,000
LESSIVEUSE	74	885,960
LOGISTICIEN	3	54,500
MACON	1	11,000
MAGASINIER	46	685,030
MANUTENTIONNAIRE	36	443,540
MECANICIEN	39	619,100
MECANOGAPHE	9	134,840
MEDECIN	903	32,189,500
MEDECIN ANESTHESISTE	16	608,000
MEDECIN CHIRURGIEN	33	1,242,000
MEDECIN DENTISTE	2	68,000
MEDECIN DERMATOLOGUE	5	190,000
MEDECIN GENERALISTE	296	10,101,500
MEDECIN INTERNISTE	24	912,000
MEDECIN OBSTETRICIEN GYNECOLOGUE	55	2,092,000
MEDECIN OPHTALMOLOGUE	3	114,000
MEDECIN ORTHOPEDISTE	12	452,000

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

	Effectif	MASSE SALARIALE
MEDECIN PATHOLOGISTE	2	69,000
MEDECIN PEDIATRE	42	1,596,000
MEDECIN PNEUMOLOGUE	1	38,000
MEDECIN PSYCHIATRE	1	38,000
MEDECIN RADIOLOGISTE	5	190,000
MEDECIN SONOGRAPHIE	1	31,000
MEDECIN UROLOGUE	8	304,000
MENAGER	383	5,360,000
MESSAGER	104	1,244,740
MONITEUR CIVIQUE	4	80,500
MONITEUR DE STAGE	2	34,000
NETTOYEUR	15	210,600
OFFICIER D'ACHAT	1	26,000
OFFICIER SANITAIRE	242	5,209,300
OPERATEUR	8	109,060
OPERATEUR DE SAISIE	42	734,000
OPERATEUR D'ORDINATEUR	4	72,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	68	1,223,000
ORTHOPROTHESISTE	1	23,500
PEINTRE	2	25,600
PERCEPTEUR	31	491,750
PERMANANCIER	28	449,000
PHARMACIEN	43	1,295,000
PHLEBOTOMISTE	5	82,600
PHOTOGRAPHE	1	16,000
PHYSIOTHERAPEUTE	4	94,000
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	19	271,710
PLOMBIER	23	341,900
POMPISTE	2	22,000
PORTIER	10	110,000
PREPOSE	13	213,800
PREPOSE A LA PHARMACIE	8	132,410
PROFESSEUR	29	330,440
PROFESSIONNEL	1193	21,738,070
RECEPTIONISTE	138	2,278,100
REGISSEUR	39	526,080
REGISSEUR DE PHARMACIE	54	726,080
RESPONSABLE	89	1,971,540
RESPONSABLE /CAFETERIA	1	22,000
RESPONSABLE ALIMENTATION	1	12,100
RESPONSABLE BANQUE DE DONNEES	1	22,000
RESPONSABLE BC	1	32,000
RESPONSABLE CAISSE	1	20,500
RESPONSABLE CD	1	14,600
RESPONSABLE DE NETTOYAGE	1	14,600
RESPONSABLE DE SECURITE	4	68,000
SECOURISTE	107	1,564,600
SECRETAIRE	192	4,596,600
SECRETAIRE EXECUTIF	1	46,000
SERVANTE	1	11,000
SOUDEUR	1	14,600
STATISTICIEN	20	393,730
SUPERVISEUR	45	757,600
SUPERVISEUR ADJOINT	1	14,600
SUPERVISEUR AU SERVICE DE LA SECURITE	2	33,000
SUPERVISEUR PRODUCTION	1	14,000
SURVEILLANT	44	512,400
SURVEILLANT GENERAL	2	25,600
TECHNICIEN LOGISTIQUE	1	16,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	21	371,500
TECHNICIEN EN GÉNIE BIOMÉDICAL	12	292,000
TECHNICIEN EN LOGISTIQUE	1	17,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	7	129,700
TECHNICIEN EN RADIOLOGIE	36	705,000
TECHNICIEN EN REFRIGERATION	3	66,000
TECHNOLOGISTE MEDICAL	401	8,071,000
TENEUR DE LIVRE	24	495,000
TRAVAILLEUR SOCIAL	13	237,000
VACCINATEUR MOBILE	2	22,000
VENDEUR	1	13,310

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
MEDECIN EPIDEMIOLOGISTE	3	86,500
INFIRMIER HYGIENISTE	31	790,600
PREPOSE AU MAINTENANCE	13	263,700
PREPOSE DE STERILISATION	2	23,100
MEDECIN PSYCHOLOGUE	14	404,800
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	256	7,634,510
1314111-BUREAU DU MINISTRE	65	1,716,200
AGENT	3	78,000
AGENT ADMINISTRATIF	1	17,000
AGENT DE LIAISON	9	146,000
AGENT DE SECURITE	2	32,000
AGENT DE TERRAIN	2	52,000
AGENT POLYVALENT	1	16,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	34,500
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	1	55,000
ASSISTANT RESPONSABLE	1	23,000
CHARGE DE MISSION	2	107,700
CHAUFFEUR	5	85,000
CHEF DE SECURITE	1	23,000
CHEF DE SERVICE	3	138,000
COMPTABLE	2	76,500
COORDONNATEUR	1	42,000
ECONOMISTE	1	22,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	2	29,200
GARDIEN	1	14,600
MESSAGER	5	73,000
MINISTRE	1	121,200
OPERATEUR DE SAISIE	1	23,000
PROFESSIONNEL	13	312,500
RECEPTIONISTE	1	23,000
RESPONSABLE	1	35,000
SECRETAIRE	2	60,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	35,000
1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	191	5,918,310
ADMINISTRATEUR	2	131,400
AGENT	6	136,000
AGENT D'ASSAINISSEMENT	4	64,000
AGENT DE LIAISON	20	338,310
AGENT DE SECURITE	8	128,000
AGENT DE TERRAIN	3	73,000
AGENT POLYVALENT	2	32,000
AGENT TECHNIQUE	1	26,000
AGENT TERRAIN	1	26,000
ANALYSTE	1	55,000
ARCHITECTE	1	26,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	5	223,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	2	41,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	126,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	3	107,000
ASSISTANT DIRECTEUR	6	330,000
ASSISTANT RESPONSABLE	1	42,000
CHARGE D'ACCUEIL	1	30,000
CHARGE DE MISSION	5	210,700
CHAUFFEUR	7	118,000
CHEF DE SECURITE	1	23,000
CHEF DE SERVICE	8	345,000
COMPTABLE	4	160,000
COORDONNATEUR	14	611,700
DIRECTEUR	10	657,000
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ECONOMISTE	1	22,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	1	10,000
GARDIEN	1	16,000
GESTIONNAIRE	2	52,000
INTENDANT	1	16,000
JARDINIER	1	10,000
MENAGER	4	50,600
MESSAGER	8	113,200
PROFESSIONNEL	33	950,500

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
RECEPTIONISTE	7	116,000
RESPONSABLE	3	149,700
SECRETAIRE	6	194,300
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	30,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	20,500
PREPOSE AU STOCK	1	23,000
1315 MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	509	17,406,460
131511-BUREAU DU MINISTRE	507	14,773,130
ADMINISTRATEUR	1	13,310
AGENT ADMINISTRATIF	2	33,000
AGENT DE SECURITE	27	368,690
AGENT MULTIPLICATEUR	11	253,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	1	51,000
ANIMATEUR	5	73,000
ARCHITECTE	2	52,500
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	27,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	4	160,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	4	128,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	3	126,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	7	294,000
ASSISTANT DIRECTEUR	3	165,000
CAMERAMAN	1	20,500
CHARGE DE MISSION	2	131,400
CHAUFFEUR	14	248,310
CHEF DE SECTION	13	444,000
CHEF DE SERVICE	21	966,000
COMMIS ADMINISTRATIF	6	144,000
COMPTABLE	2	92,000
CONSEILLER	5	287,400
CONSEILLER EN CIVISME	1	49,500
COORDONNATEUR	14	925,100
DIRECTEUR	50	3,039,200
ECONOMISTE	3	66,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	4	54,510
ENTRAINEUR	7	182,000
FORMATEUR	1	17,000
GARCON DE COUR	3	38,800
GARDIEN	1	13,310
INFIRMIER	1	23,000
INGENIEUR	1	32,000
INSPECTEUR REGIONAL	1	20,900
INTENDANT	6	99,000
MACON	1	22,000
MECANICIEN	2	37,500
MECANOGRAPHE	1	17,000
MENAGER	8	105,270
MESSAGER	1	14,600
MINISTRE	1	121,200
MONITEUR CIVIQUE	12	184,550
MONITEUR SPORTIF	5	84,000
OPERATEUR	1	22,000
OPERATEUR DE SAISIE	2	44,000
PHOTOGRAPHE	1	20,500
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	1	16,000
PLOMBIER	2	34,000
PROFESSIONNEL	205	4,516,880
RECEPTIONISTE	5	83,000
RESPONSABLE	3	71,000
SECRETAIRE	10	335,200
SUPERVISEUR	6	109,500
SUPERVISEUR DE SECURITE	1	22,000
SUPERVISEUR PRINCIPAL	1	26,000
TECHNICIEN EN DOUANES	1	22,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	4	98,000
TECHNICIEN EN INSERTION	1	27,500
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	30,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	22,000
TENEUR DE LIVRE	2	48,000
131512-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	82	2,633,330
AGENT ADMINISTRATIF	1	22,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
AGENT DE SECURITE	1	17,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	34,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	96,000
CHARGE DE MISSION	3	214,800
CHAUFFEUR	6	102,000
CHEF DE PERSONNEL	1	45,000
CHEF DE SECTION	4	138,000
CHEF DE SECURITE	1	30,000
CHEF DE SERVICE	5	230,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	26,000
CONSEILLER	2	92,000
COORDONNATEUR	2	120,700
DIRECTEUR	6	333,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
EMPLOYE DE MAINTENANCE	2	29,200
ENTRAINEUR	2	52,000
INTENDANT	3	51,000
MENAGER	2	26,620
MESSAGER	3	43,800
MONITEUR CIVIQUE	1	16,800
MONITEUR SPORTIF	1	16,800
OPERATEUR DE SAISIE	1	23,000
PROFESSIONNEL	16	379,310
RESPONSABLE	9	315,000
SECRETAIRE	3	68,000
TECHNICIEN EN COMMUNICATION	1	26,000
1411-MINISTERE DES CULTES	162	4,711,100
141111-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	4	270,800
ASSISTANT DIRECTEUR	1	55,000
DIRECTEUR	2	131,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	158	4,440,300
AGENT DE SECURITE	26	413,800
ARCHIVISTE	6	113,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	96,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	3	104,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	76,500
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	55,000
ASSISTANT DIRECTEUR	4	220,000
ASSISTANT RESPONSABLE	1	26,000
CHARGE DE MISSION	2	111,700
CHAUFFEUR	3	46,800
CHEF DE SECTION	4	138,000
CHEF DE SECURITE	1	30,000
CHEF DE SERVICE	8	368,000
COMPTABLE	1	30,000
COORDONNATEUR	2	131,400
DIRECTEUR	15	879,600
DOCUMENTALISTE	2	37,500
ELECTRICIEN	1	14,600
EMPLOYE DE MAINTENANCE	3	46,600
GARDIEN	3	35,200
GESTIONNAIRE	1	34,500
INSPECTEUR	24	612,000
INTENDANT	3	47,800
MECANICIEN	1	16,000
MENAGER	10	122,100
MESSAGER	3	44,600
OPERATEUR INFORMATIQUE	3	62,000
PROFESSIONNEL	5	91,100
RECEPTIONISTE	3	49,000
RESPONSABLE	1	30,000
SECRETAIRE	8	219,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	3	74,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	22,000
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	1085	29,925,533
141211-BUREAU DU MINISTRE	41	1,501,100
AGENT DE SECURITE	7	112,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
CHAUFFEUR	4	83,000
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	23,000
COORDONNATEUR	6	374,500
DIRECTEUR	4	262,800
INTENDANT	6	97,000
MESSAGER	1	14,600
MINISTRE	1	121,200
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	22,000
PROFESSIONNEL	2	52,000
SECRETAIRE	3	95,000
1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	196	5,928,000
AGENT DE LIAISON	11	185,000
AGENT DE SECURITE	17	270,600
ARCHITECTE	1	26,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	16	590,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	6	192,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
BIBLIOTHECAIRE	1	16,000
CHARGE DE MISSION	2	131,400
CHAUFFEUR	17	313,000
CHEF DE SECTION	5	170,000
CHEF DE SERVICE	17	778,000
COMMIS ADMINISTRATIF	4	79,000
COMPTABLE	7	260,500
COORDONNATEUR	4	241,400
DIRECTEUR	12	788,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ELECTRICIEN	2	44,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	1	14,600
GARDIEN	6	88,200
GESTIONNAIRE	3	90,000
INTENDANT	5	82,000
MENAGER	13	155,200
MESSAGER	3	41,300
PROFESSIONNEL	19	617,500
RECEPTIONISTE	4	67,000
SECRETAIRE	12	363,500
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	26,000
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	1	17,000
GUIDE TOURISTIQUE	2	44,000
1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS	88	2,205,800
AGENT DE LIAISON	3	51,000
AGENT DE SECURITE	6	90,400
ARCHITECTE	1	26,000
ARCHIVISTE	1	32,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	2	76,500
ASSISTANT DIRECTEUR	1	55,000
BIBLIOTHECAIRE	1	26,000
CHAUFFEUR	4	66,000
CHEF DE SECURITE	1	17,000
CHEF DE SERVICE	1	46,000
COMMIS ADMINISTRATIF	2	39,000
COMPTABLE	1	42,000
DIRECTEUR	3	197,100
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ECONOMISTE	1	22,000
ELECTRICIEN	1	14,600
INTENDANT	1	17,000
MENAGER	4	48,400
PROFESSEUR	43	1,005,000
PROFESSIONNEL	1	35,000
RESPONSABLE	3	106,500
SECRETAIRE	1	30,000
TAMBOURINEUR	3	43,800
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	2	35,100
1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	87	2,138,450
AGENT DE LIAISON	1	17,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
AGENT DE SECURITE	14	182,950
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	3	126,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	84,000
CHARGE DE MISSION	1	65,700
CHAUFFEUR	8	133,600
CHEF DE SECTION	5	172,500
CHEF DE SECURITE	2	34,000
CHEF DE SERVICE	4	184,000
COMPTABLE	1	46,000
DIRECTEUR	6	362,100
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ELECTRICIEN	1	17,000
GARDIEN	11	132,000
INGENIEUR	1	29,000
INSPECTEUR	1	17,000
INTENDANT	1	17,000
JARDINIER	5	55,000
MENAGER	5	57,200
MESSAGER	5	68,000
PROFESSIONNEL	4	92,000
SECRETAIRE	4	120,000
1412115-THEATRE NATIONAL	128	2,999,910
ACCESSOIRISTE	1	28,000
AGENT DE SECURITE	13	197,100
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	28,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	92,500
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	124,000
ATTACHE DE PRESSE	1	26,000
CHARGE DE MISSION	1	65,700
CHAUFFEUR	4	63,600
CHEF DE SECTION	5	170,000
CHEF DE SERVICE	5	230,000
COORDONNATEUR	3	165,000
DANSEUR	7	102,200
DELEGUE	1	32,000
DIRECTEUR	6	363,000
ELECTRICIEN	1	20,500
GARDIEN	1	14,600
INTENDANT	1	16,000
LAVANDIERE	1	14,600
MACHINISTE	1	20,500
MAGASINIER	1	14,900
MAQUILLEUR	1	17,000
MENAGER	15	176,200
MESSAGER	1	14,600
MONITEUR CIVIQUE	2	63,000
MUSICIEN	12	175,200
OPERATEUR DE SAISIE	1	13,310
PEINTRE	1	14,600
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	1	16,000
PLOMBIER	1	16,000
PROFESSIONNEL	10	202,100
RECEPTIONISTE	6	95,600
RESPONSABLE	6	167,300
SECRETAIRE	3	86,000
TAMBOURINEUR	4	59,800
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	1	17,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	2	57,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	20,500
1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	47	1,353,233
AGENT DE SECURITE	6	96,000
ASSISTANT RESPONSABLE	1	42,000
CHAUFFEUR	1	17,000
CHEF DE SECURITE	1	29,000
CHEF DE SERVICE	6	274,000
COMMIS ADMINISTRATIF	2	46,000
DIRECTEUR	2	131,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ELECTRICIEN	1	22,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
GESTIONNAIRE	1	19,333
JARDINIER	5	65,500
MENAGER	2	25,600
MENUISIER	1	23,000
OPERATEUR	4	116,000
PLOMBIER	1	22,000
PROFESSIONNEL	7	171,000
RESPONSABLE	2	88,000
SURVEILLANT	1	17,000
GUIDE TOURISTIQUE	2	64,000
1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE	28	856,600
AGENT DE LIAISON	1	17,000
AGENT DE SECURITE	6	96,000
AIDE BIBLIOTHECAIRE	1	17,000
CHAUFFEUR	1	17,000
CHEF DE SECTION	4	138,000
CHEF DE SECURITE	1	30,000
COMPTABLE	1	46,000
DIRECTEUR	2	131,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
GESTIONNAIRE	1	29,000
INTENDANT	1	16,000
MESSAGER	2	29,200
PROFESSIONNEL	2	76,000
RESPONSABLE	3	83,600
MUSEOLOGUE	1	46,000
1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	92	2,258,110
AGENT DE LIAISON	1	17,000
AGENT DE SECURITE	3	48,000
AIDE BIBLIOTHECAIRE	20	473,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	84,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	1	16,000
BIBLIOTHECAIRE	2	61,000
CHEF DE SECTION	3	103,500
CHEF DE SERVICE	4	184,000
COMMIS ADMINISTRATIF	2	33,000
COORDONNATEUR	1	55,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	2	49,000
DIRECTEUR	3	173,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DOCUMENTALISTE	12	204,000
HOQUETON	1	12,100
INTENDANT	1	16,000
MENAGER	12	145,200
MESSAGER	3	42,510
OPERATEUR INFORMATIQUE	2	34,000
PROFESSIONNEL	6	120,000
RECEPTIONISTE	1	17,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	1	17,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	2	43,500
TECHNICIEN EN MECANIQUE	2	41,000
1412119-ARCHIVES NATIONALES	286	8,153,300
AGENT	3	43,800
AGENT D'ENTRETIEN	14	210,300
AIDE ARCHIVISTE	1	22,000
AIDE TECHNICIEN	6	141,100
ASSISTANT ADMINISTRATIF	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	10	320,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	8	336,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	9	378,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	32,000
ASSISTANT DIRECTEUR	4	220,000
CAISSIER	1	26,000
CHAUFFEUR	5	95,000
CHEF DE SECTION	14	483,000
CHEF DE SERVICE	12	552,000
COMPTABLE	4	160,000

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

	Effectif	MASSE SALARIALE
COORDONNATEUR	2	84,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	2	52,000
DIRECTEUR	2	131,400
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
MANUTENTIONNAIRE	9	137,300
PROFESSIONNEL	114	2,948,000
SECRETAIRE	3	95,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	60	1,560,000
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	62	1,460,230
ANIMATEUR	16	292,700
ASSISTANT ADMINISTRATIF	8	148,620
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	55,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	1	16,000
CHAUFFEUR	1	16,000
CHEF DE PERSONNEL	1	46,000
CHEF DE SECTION	1	34,500
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COORDONNATEUR	1	44,000
DIRECTEUR	3	197,100
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DOCUMENTALISTE	3	48,000
GARDIEN	6	60,000
INTENDANT	2	33,000
MENAGER	5	51,000
MESSAGER	1	14,600
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	26,000
PROFESSIONNEL	3	80,000
RECEPTIONISTE	1	26,000
SECRETAIRE	3	82,000
GUIDE TOURISTIQUE	1	13,310
1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	30	1,070,800
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	2	84,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	55,000
ASSISTANT DIRECTEUR	1	55,000
CHAUFFEUR	1	17,000
CHEF DE SECTION	2	69,000
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COMMIS ADMINISTRATIF	2	39,000
COMPTABLE	1	46,000
DIRECTEUR	4	239,100
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ECONOMISTE	1	22,000
MENAGER	2	24,200
MESSAGER	1	14,600
OPERATEUR INFORMATIQUE	2	44,000
PROFESSIONNEL	4	88,500
SECRETAIRE	1	23,000
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	501	13,905,470
1413111-BUREAU DU MINISTRE	1	97,200
SECRETAIRE	1	97,200
1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	79	2,809,010
AGENT DE PROTOCOLE	1	30,000
AGENT DE SECURITE	2	32,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	3	111,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	64,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	3	165,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	1	16,000
CHARGE DE MISSION	2	92,000
CHAUFFEUR	1	17,000
CHEF DE SECTION	3	103,500
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COMMIS ADMINISTRATIF	14	316,000
COMPTABLE	2	88,000
COORDONNATEUR	5	317,800
DIRECTEUR	9	538,700
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
EMPLOYE DE MAINTENANCE	1	14,600

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
GARDIEN	3	36,410
GESTIONNAIRE	2	56,500
INTENDANT	1	17,000
MENAGER	2	22,000
MESSAGER	1	14,600
OPERATEUR DE SAISIE	1	23,000
PROFESSIONNEL	3	74,000
RECEPTIONISTE	1	17,000
RESPONSABLE	3	156,000
RESPONSABLE DE SECURITE	1	34,500
SECRETAIRE	3	90,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	2	44,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	3	100,000
141313-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	308	7,785,540
ACCESSOIRISTE	2	31,600
AGENT	1	17,000
AGENT DE LIAISON	10	168,000
AGENT DE SECURITE	10	160,000
AGENT DE STOCK	1	16,000
AGENT DE SUIVI	1	23,000
AIDE MECANICIEN	1	16,000
ARCHIVISTE	3	49,300
ASSISTANT ADMINISTRATIF	5	187,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	3	165,000
BLANCHISSEUSE	1	26,000
CAMERAMAN	24	495,300
CHARGE DE MISSION	7	429,500
CHAUFFEUR	15	250,400
CHEF DE PLATEAU	1	26,000
CHEF DE SECTION	17	582,000
CHEF DE SERVICE	5	230,000
COMMIS ADMINISTRATIF	2	38,500
COMPTABLE	4	146,000
COORDONNATEUR	5	266,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	2	41,800
DIRECTEUR	5	328,500
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
ECLAIRAGISTE	1	46,000
ELECTRICIEN	1	22,000
EMPLOYE	1	13,800
EMPLOYE DE MAINTENANCE	2	30,600
GARCON DE COUR	6	87,600
GARDIEN	5	71,710
INFOGRAPHISTE	2	52,000
INFORMATICIEN	4	83,600
INTERPRETE	1	22,000
JARDINIER	6	87,600
JOURNALISTE	10	267,000
JOURNALISTE -REPORTER	12	280,000
MAGASINIER	1	16,000
MAQUILLEUR	3	49,000
MECANICIEN	3	57,000
MENAGER	5	70,500
MESSAGER	2	29,200
METTEUR EN ONDE	6	123,000
MONITEUR CIVIQUE	4	83,200
MONTEUR-REALISATEUR	1	20,900
OPERATEUR	4	40,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	23,000
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	5	69,000
PLOMBIER	1	14,600
PRENEUR DE SON	1	20,500
PRESENTATEUR	12	310,700
PRESENTATEUR -JOURNALISTE-REPORTER	1	26,000
PRODUCTEUR	1	46,000
PROFESSIONNEL	38	802,930
REALISATEUR	5	154,500
RECEPTIONISTE	4	66,400

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
REDACTEUR	4	122,000
REPORTEUR	3	78,000
RESPONSABLE	9	278,000
SECRETAIRE	10	251,000
SUPERVISEUR	2	42,900
SUPERVISEUR PRODUCTION	1	34,500
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	20,500
TENEUR DE LIVRE	1	20,500
1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI	113	3,213,720
ADMINISTRATEUR	1	65,700
AGENT DE SECURITE	7	99,620
ANIMATEUR	1	26,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	3	118,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	96,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	16,000
ASSISTANT DIRECTEUR	3	165,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	2	36,500
CHAUFFEUR	5	84,800
CHEF DE SECTION	5	172,500
CHEF DE SECURITE	1	34,500
CHEF DE SERVICE	5	230,000
COMMIS ADMINISTRATIF	2	46,000
COMPTABLE	2	76,000
CONSEILLER JURIDIQUE	1	46,000
COORDONNATEUR	2	86,000
CORRESPONDANT	4	68,000
DIRECTEUR	5	304,800
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
DISCOTHECAIRE	1	20,500
INSPECTEUR	1	30,000
INTENDANT	4	67,000
JOURNALISTE	7	176,500
JOURNALISTE -REPORTER	1	26,000
MESSAGER	2	29,200
OPERATEUR	2	31,600
PORTIER	1	14,600
PRESENTATEUR	5	164,000
PRODUCTEUR	1	20,500
PROFESSIONNEL	20	442,500
RECEPTIONISTE	3	48,000
RESPONSABLE	1	22,000
SECRETAIRE	8	220,000
SUPERVISEUR	1	23,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	22,000
221-SENAT DE LA REPUBLIQUE	1503	51,345,500
221111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	1503	51,345,500
ADMINISTRATEUR	1	65,700
AGENT	131	3,834,500
AGENT ADMINISTRATIF	2	46,500
AGENT D'ACCUEIL	2	39,000
AGENT D'ACHATS	4	84,500
AGENT D'APPROVISIONEMENT	3	61,500
AGENT DE PROTOCOLE	12	264,000
AGENT PARLEMENTAIRE	116	2,846,000
ARCHITECTE	1	42,000
ARCHIVISTE	3	61,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	96	3,781,000
ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE PROTOCOLE	7	301,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	13	416,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	6	252,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	55,000
ASSISTANT DIRECTEUR	7	385,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	7	112,000
ATTACHE DE PRESSE	25	752,000
AUDITEUR INTERNE	15	450,000
AUXILIAIRE INFIRMIER	1	23,000
BIBLIOTHECAIRE	1	23,000
CAMERAMAN	1	23,000
CHARGE DE LIAISON	21	579,500

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

	Effectif	MASSE SALARIALE
CHARGE DE MISSION	2	73,500
CHARGE DES RELATIONS PUBLIQUES	1	75,600
CHAUFFEUR	2	29,200
CHEF DE BRIGADE	10	320,000
CHEF DE PERSONNEL	1	46,000
CHEF DE SECTION	15	525,000
CHEF DE SERVICE	7	322,000
COMMIS ADMINISTRATIF	84	1,872,000
COMPTABLE	15	450,000
COMPTABLE PUBLIC	1	33,000
CONSEILLER	20	916,300
CONSEILLER JURIDIQUE	31	1,289,000
COORDONNATEUR	42	2,641,700
CORRECTEUR	2	64,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	1	30,000
DIRECTEUR	28	1,372,500
ECONOMISTE	3	128,000
ELECTRICIEN	8	194,000
EMPLOYE DE MAINTENANCE	1	14,600
GESTIONNAIRE	89	4,058,000
HUISSIER	5	109,500
INFIRMIER	12	276,000
INFORMATICIEN	10	300,000
INGENIEUR	33	1,225,500
INGENIEUR-AGRONOME	4	164,000
INSPECTEUR	2	76,000
INSPECTEUR DIVISIONNAIRE	30	1,419,000
INSPECTEUR MUNICIPAL	15	543,000
INSPECTEUR PRINCIPAL	48	1,968,000
INTENDANT	16	261,000
JARDINIER	1	27,500
MAGASINIER	9	207,000
MANUTENTIONNAIRE	1	12,100
MECANICIEN	2	29,200
MECANOGRAPHE	6	137,500
MESSAGER	1	14,600
OPERATEUR DE SAISIE	10	230,000
PLOMBIER	2	44,000
PREPOSE	10	230,000
PREPOSE A LA NUMERISATION	10	230,000
PREPOSE A LA RECHERCHE	12	273,900
PREPOSE AU COMPTE-RENDU	8	184,000
PREPOSE AU TRAITEMENT DES DONNEES	1	23,000
PROFESSIONNEL	48	1,402,000
REDACTEUR	55	1,783,000
RESPONSABLE	57	1,619,200
RESPONSABLE / PROTOCOLE	1	27,500
RESPONSABLE COURRIER	1	27,500
RESPONSABLE D'ACHATS	1	27,500
REVISEUR	5	160,000
REVISEUR MECANIQUE	17	467,500
SECRETAIRE	44	1,271,000
SECRETAIRE EXECUTIF	1	75,600
SECRETAIRE GENERAL	4	311,200
SENATEUR	10	1,212,000
SOUTIEN PROTOCOLE	1	17,000
SUPERVISEUR	11	366,600
SUPERVISEUR MECANIQUE	3	82,500
SUPERVISEUR TECHNIQUE	79	3,311,000
TECHNICIEN EN COMMUNICATION	2	57,500
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	3	69,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	8	240,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	4	95,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	22,000
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	3	74,000
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	1	22,000
TECHNICIEN EN REFRIGERATION	1	22,000
TECHNICIEN EN TELECOMMUNICATION	1	29,000
TECHNOLOGISTE MEDICAL	2	45,000
VERIFICATEUR	51	1,530,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	2248	59,366,000
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	239	7,700,300
ADMINISTRATEUR	1	65,700
AGENT ADMINISTRATIF	1	23,000
AGENT DE LIAISON	10	170,000
AGENT PARLEMENTAIRE	14	340,800
ARCHIVISTE	3	61,500
ASSISTANT ADMINISTRATIF	31	1,227,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	10	320,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	2	84,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	4	168,000
ASSISTANT RESPONSABLE	2	64,000
ATTACHE DE PRESSE	2	50,500
CHARGE DE MISSION	4	180,000
CHARGE DES RELATIONS PUBLIQUES	1	34,500
CHAUFFEUR	4	68,000
CHEF DE BRIGADE	1	32,000
CHEF DE SECTION	8	276,000
CHEF DE SERVICE	5	230,000
COMMIS ADMINISTRATIF	9	207,000
COMPTABLE	6	161,500
CONSEILLER	4	220,000
COORDONNATEUR	1	65,700
CORRECTEUR	4	128,000
DELEGUE	3	138,000
DIRECTEUR	5	304,800
EMPLOYE	1	34,500
EMPLOYE DE MAINTENANCE	1	17,000
GESTIONNAIRE	2	60,000
HUISSIER	3	51,000
INFORMATICIEN	1	20,500
INSPECTEUR	7	227,500
INTENDANT	14	240,000
MENAGER	1	16,000
OPERATEUR DE SAISIE	4	85,800
POLICIER A2	1	22,000
PROFESSIONNEL	41	1,396,500
REDACTEUR	6	192,000
RESPONSABLE	8	276,000
SECRETAIRE	7	179,900
SECRETAIRE GENERAL	1	75,600
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	1	30,000
SUPERVISEUR	2	64,000
SUPERVISEUR AU SERVICE DE LA SECURITE	1	32,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	30,000
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	1	30,000
2212211-SECRETARIAT GENERAL	2009	51,665,700
AGENT ADMINISTRATIF	1	42,000
AGENT DE LIAISON	146	2,486,000
AGENT DE PROTOCOLE	23	529,000
AGENT PARLEMENTAIRE	340	7,472,500
AIDE TECHNICIEN	4	82,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	1	34,500
ARCHITECTE	7	182,000
ARCHIVISTE	12	246,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	135	5,367,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	46	1,472,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	6	252,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	2	32,000
ASSISTANT RESPONSABLE	4	128,000
ATTACHE DE PRESSE	10	257,000
BIBLIOTHECAIRE	1	22,000
CHARGE DE MISSION	1	42,000
CHAUFFEUR	33	576,000
CHIEF DE SECTION	25	862,500
CHEF DE SERVICE	2	92,000
COMMIS ADMINISTRATIF	27	621,000
COMPTABLE	26	696,000
CONSEILLER	4	211,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
COORDONNATEUR	1	65,700
CORRECTEUR	1	32,000
DELEGUE	9	414,000
DEVELOPPEUR DE PROGRAMME	1	20,500
DIRECTEUR	16	583,200
ECONOMISTE	42	924,000
ELECTRICIEN	4	88,000
EMPLOYE	1	17,000
FONDE DE POUVOIR	1	34,500
GESTIONNAIRE	27	806,000
HUISSIER	5	85,000
INFIRMIER	23	519,500
INFORMATICIEN	4	82,000
INSPECTEUR	12	350,500
INSPECTEUR REGIONAL	1	32,000
INTENDANT	55	919,000
MANUTENTIONNAIRE	1	16,000
MECANICIEN	2	34,000
OPERATEUR DE SAISIE	24	532,800
POLICIER A1	6	126,000
POLICIER A2	10	225,000
POLICIER A3	1	23,500
POLICIER A4	1	25,500
PROFESSIONNEL	771	20,168,500
RECEPTIONISTE	2	40,000
RECHERCHISTE	7	119,000
REDACTEUR	16	512,000
RESPONSABLE	18	621,000
RESPONSABLE CLASSEMENT AU SERVICE DES ARCHIVES	1	34,500
SECRETAIRE	39	1,009,000
SECRETAIRE GENERAL	1	97,200
SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT COUR D'APPEL	1	46,000
TECHNICIEN EN COSMETOLOGIE	1	30,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	2	45,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	43	1,199,000
TRANSCRIPTEUR	2	41,800
LE CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	1124	58,239,300
3211212-COUR DE CASSATION	153	5,903,160
AGENT DE LIAISON	1	16,000
AGENT DE SECURITE	7	108,400
ASSISTANT ADMINISTRATIF	17	676,500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	4	128,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
CHAUFFEUR	20	340,000
CHEF DE SECTION	2	69,000
CHEF DE SERVICE	3	138,000
COMMIS ADMINISTRATIF	3	69,000
COMMIS PARQUET	4	168,360
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	1	109,080
COMPTABLE	2	88,000
COORDONNATEUR	3	197,100
DIRECTEUR	5	307,100
EMPLOYE DE MAINTENANCE	2	29,200
GREFFIER	6	281,060
HUISSIER	4	83,720
INFIRMIER	1	23,000
INFORMATICIEN	1	30,000
INSPECTEUR	3	81,000
INTENDANT	10	170,000
JUGE	8	824,160
MANUTENTIONNAIRE	1	16,000
MESSAGER	2	29,200
PRESIDENT DE LA COUR DE CASSATION	1	121,200
PROFESSIONNEL	20	614,500
RESPONSABLE	1	65,700
RESPONSABLE COMMUNICATION ET PRESSE	1	65,700
SECRETAIRE	10	292,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE	5	515,100
TRANSCRIPTEUR	3	96,000
VICE-PRESIDENT	1	109,080

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
3211213-COUR D'APPEL	53	4,369,260
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	2	175,740
JUGE	42	3,563,280
JUGE DE PAIX SUPPLEANT	4	193,920
PRESIDENT DE LA COUR D'APPEL	2	181,800
PROFESSIONNEL	3	254,520
3211214-TRIBUNAUX	798	44,042,900
ARCHIVISTE	1	17,000
DOYEN	11	866,580
DOYEN DU TRIBUNAL CIVIL	5	393,900
JUGE	139	9,332,460
JUGE DE PAIX SUPPLEANT	393	19,167,780
JUGE DE PAIX TITULAIRE	148	8,065,800
JUGE D'INSTRUCTION	53	3,532,980
PRESIDENT DE LA COUR D'APPEL	1	90,900
PROFESSIONNEL	46	2,508,840
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE	1	66,660
3211111-ADMINISTRATION GENERALE	120	3,923,980
AGENT DE LIAISON	2	33,000
AGENT DE SECURITE	15	240,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	2	94,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	5	202,500
ASSISTANT CHEF DE PROTOCOLE	1	42,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	64,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	126,000
CHARGE DE LOGISTIQUE	1	46,000
CHARGE DE MISSION	1	65,700
CHAUFFEUR	17	289,000
CHEF DE SECTION	4	138,000
CHEF DE SERVICE	3	138,000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	23,000
COMPTABLE	3	94,500
CONSEILLER	1	55,000
COORDONNATEUR	2	120,700
DIRECTEUR	3	247,500
GARCON DE COUR	1	11,000
GESTIONNAIRE	1	30,000
GREFFIER	2	82,340
INSPECTEUR	4	339,360
INSPECTEUR JUDICIAIRE	5	424,200
INTENDANT	3	50,000
MANUTENTIONNAIRE	1	11,000
MENAGER	5	56,100
MESSAGER	8	109,060
PROFESSIONNEL	21	613,000
RESPONSABLE	1	46,000
SECRETAIRE	2	133,020
4111111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	676	22,188,233
4111111-CONSEIL DE LA COUR	676	22,133,233
AGENT D'ASSAINISSEMENT	1	16,000
AGENT DE LIAISON	3	51,000
AGENT DE SECURITE	4	65,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	4	154,000
ARCHIVISTE	12	230,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	24	948,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	10	320,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	4	168,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	8	336,000
ASSISTANT COORDONNATEUR	4	220,000
ASSISTANT DIRECTEUR	3	165,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	3	48,000
AUDITEUR INTERNE	5	285,700
CHARGE DE MISSION	3	175,700
CHAUFFEUR	19	326,000
CHEF DE SECTION	15	517,500
CHEF DE SERVICE	45	2,070,000
CHEF D'EQUIPE	1	34,500
COMMIS ADMINISTRATIF	54	1,134,000
COMPTABLE	145	4,493,833
CONCIERGE	1	16,000

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
CONSEILLER	10	1,212,000
CONSEILLER JURIDIQUE	1	22,000
COORDONNATEUR	5	328,500
DIRECTEUR	21	1,358,300
DOCUMENTALISTE	4	68,000
ECONOMISTE	1	30,000
ELECTRICIEN	2	41,000
GREFFIER	9	369,700
HUISSIER	6	174,500
INFIRMIER	1	22,000
INGENIEUR	4	143,000
INSPECTEUR	64	1,575,500
INSPECTEUR REGIONAL	3	72,500
INTENDANT	33	545,000
OPERATEUR	1	20,500
OPERATEUR DE SAISIE	7	147,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	8	176,000
PROFESSIONNEL	81	2,862,500
RECEPTIONISTE	9	152,000
RESPONSABLE	1	46,000
RESPONSABLE DE SECURITE	1	46,000
SECRETAIRE	25	665,000
SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	2	60,500
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	5	102,000
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	22,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	20,500
TENEUR DE LIVRE	1	22,000
VERIFICATEUR	1	55,000
42111-CONSEIL ELECTORAL	5	120,500
421111-CONSEIL ELECTORAL	5	120,500
CHEF DE SECTION	1	34,500
DOCUMENTALISTE	1	17,000
INTENDANT	1	17,000
RESPONSABLE	1	22,000
SECRETAIRE	1	30,000
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	95	3,381,700
421212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	95	3,381,700
ADMINISTRATEUR	1	65,700
AGENT DE SECURITE	2	30,600
ASSISTANT ADMINISTRATIF	2	46,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	4	128,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	5	210,000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	110,000
CHAUFFEUR	6	99,600
CHEF DE SECTION	6	207,000
CHEF DE SERVICE	13	598,000
COMMIS ADMINISTRATIF	2	46,000
CONSEILLER JURIDIQUE	18	481,000
COORDONNATEUR	3	197,100
DIRECTEUR	7	459,900
DIRECTEUR GENERAL	1	84,400
GARDIEN	1	11,000
INFORMATICIEN	1	23,000
INTENDANT	4	65,000
MENAGER	2	24,200
OFFICIER DE PROTECTION	1	30,000
PROFESSIONNEL	6	187,000
PROTECTEUR DU CITOYEN & DE LA CITOYENNE	1	121,200
RECEPTIONISTE	3	50,000
SECRETAIRE	3	90,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	1	17,000
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	2011	63,482,416
431111-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	2011	63,482,416
ADMINISTRATEUR	4	157,000
AGENT ADMINISTRATIF	29	769,500
AGENT AGRICOLE	2	24,200
AGENT D'ASSAINISSEMENT	3	48,000
AGENT DE LIAISON	47	777,000
AGENT DE SECURITE	40	613,820
AGENT D'ENTRETIEN	16	232,600

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

	Effectif	MASSE SALARIALE
AIDE BIBLIOTHECAIRE	1	26,000
ANALYSTE PROGRAMMEUR	6	282,000
ARCHIVISTE	1	16,000
ASSISTANT ADMINISTRATIF	81	3,007,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	19	608,000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	4	168,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	11	462,000
ASSISTANT CHEF DISPATCHING	1	20,500
ASSISTANT CHEF LOGISTIQUE	1	42,000
ASSISTANT DIRECTEUR	4	220,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	1	16,000
ASSISTANT RESPONSABLE	2	72,000
ASSISTANT SECRETAIRE EXECUTIF	1	42,000
AUXILIAIRE INFIRMIER	1	16,000
BIBLIOTHECAIRE	12	384,500
BLANCHISSEUSE	1	12,100
CHARGE DE MISSION	2	107,800
CHARGE DE PROGRAMME	1	40,000
CHARGE D'EDITION	2	89,000
CHAUFFEUR	40	675,600
CHEF DE BUREAU	1	22,000
CHEF DE DEPARTEMENT	2	44,000
CHEF DE SECTION	20	687,500
CHEF DE SECURITE	4	85,500
CHEF DE SERVICE	27	1,242,000
CHIMISTE	1	30,000
COMMIS ADMINISTRATIF	20	436,000
COMPTABLE	16	550,500
CONSEILLER FINANCIER	1	51,000
CONSEILLER JURIDIQUE	1	30,000
COORDONNATEUR	10	758,300
CUISINIER	8	119,200
DIRECTEUR	21	966,800
DISPATCHER	1	20,500
DOCUMENTALISTE	5	89,000
DOYEN	7	910,000
EBENISTE	1	17,000
ELECTRICIEN	9	186,500
EMPLOYE DE MAINTENANCE	6	83,810
ENSEIGNANT	2	91,000
GARCON DE COUR	3	41,220
GARDIEN	27	374,030
GESTIONNAIRE	4	120,000
INFIRMIER	2	60,000
INFORMATICIEN	3	100,500
INTENDANT	23	381,000
JARDINIER	3	36,700
MAGASINIER	2	31,600
MANUTENTIONNAIRE	9	108,100
MEMBRE DU CONSEIL DE DIRECTION	1	125,000
MENAGER	63	757,910
MESSAGER	51	721,460
MONITEUR CIVIQUE	18	238,200
MONITEUR DE STAGE	11	112,000
OPERATEUR	3	49,000
OPERATEUR DE SAISIE	4	97,000
OPERATEUR INFORMATIQUE	5	115,000
PLANIFICATEUR-ECONOMISTE	1	12,100
PLOMBIER	4	81,500
PORTIER	1	16,000
PREPARATEUR DE CADAVRES	1	12,100
PRESIDENT CAMPUS LIMONADE	1	135,000
PROFESSEUR	11	161,900
PROFESSEUR	1018	35,610,646
PROFESSIONNEL	137	2,949,721
RECEPTIONISTE	2	34,000
RECTEUR	1	150,000
REPROGRAPHE	1	26,000
RESPONSABLE	7	256,500
RESPONSABLE ADJOINT	1	42,000

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

	Effectif	MASSE SALARIALE
RESPONSABLE ADMINISTRATIF	1	46,000
REVISEUR	3	90,000
SECRETAIRE	39	1,072,000
SECRETAIRE GENERAL	12	690,000
SUPERVISEUR	1	30,000
TECHNICIEN EN ETAT CIVIL	1	17,000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	8	220,500
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	22,000
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	20,500
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	3	63,000
TECHNOLOGISTE MEDICAL	3	71,000
TENEUR DE LIVRE	1	20,500
VICE-DOYEN	18	2,250,000
VICE-PRESIDENT	2	264,000
VICE-RECTEUR	2	280,000
INFIRMIER HYGIENISTE	1	20,500
441-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	20	635,600
4411111-SECRETARIAT DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	20	635,600
AGENT DE LIAISON	1	16,000
AGENT DE SECURITE	2	32,000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	64,000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	42,000
ASSISTANT LOGISTIQUE	1	16,000
CHAUFFEUR	2	33,000
CHEF DE SECTION	1	34,500
COMPTABLE	1	46,000
DIRECTEUR	1	65,700
INTENDANT	1	16,000
PROFESSIONNEL	1	26,000
RECEPTIONISTE	1	22,000
RESPONSABLE	2	76,000
SECRETAIRE	2	62,000
SECRETAIRE EXECUTIF	1	84,400
Total général	107154	2,509,463,133

**DÉTAIL DES CRÉDITS DE
FONCTIONNEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE 2020-2021
PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES**

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1111-MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	1,561,515,338
1111111-BUREAU DU MINISTRE	82,860,223
TITRE I-Dépenses de personnel	34,087,106
TITRE II-Dépenses de biens et services	19,967,257
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	2,556,018
TITRE VI-Autres dépenses publiques	26,249,842
1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,146,127,728
TITRE I-Dépenses de personnel	458,994,136
TITRE II-Dépenses de biens et services	154,901,429
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	4,473,811
TITRE IV-Dépenses de transferts	284,626,057
TITRE VI-Autres dépenses publiques	243,132,295
1111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	120,189,036
TITRE I-Dépenses de personnel	71,929,950
TITRE II-Dépenses de biens et services	48,259,085
1111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	62,338,352
TITRE I-Dépenses de personnel	43,191,093
TITRE II-Dépenses de biens et services	19,147,259
1111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	150,000,000
TITRE I-Dépenses de personnel	90,985,961
TITRE II-Dépenses de biens et services	59,014,039
1112-MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	8,015,003,581
1112111-BUREAU DU MINISTRE	75,406,768
TITRE I-Dépenses de personnel	21,396,595
TITRE II-Dépenses de biens et services	27,178,662
TITRE VI-Autres dépenses publiques	26,831,511
1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,620,190,738
TITRE I-Dépenses de personnel	1,024,895,298
TITRE II-Dépenses de biens et services	296,482,737
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	61,874,099
TITRE IV-Dépenses de transferts	537,996
TITRE VI-Autres dépenses publiques	236,400,607
1112121-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	250,761,913
TITRE I-Dépenses de personnel	150,457,148
TITRE II-Dépenses de biens et services	100,304,766
1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	74,042,887
TITRE I-Dépenses de personnel	36,176,400
TITRE II-Dépenses de biens et services	37,866,487
1112123-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	158,535,197
TITRE I-Dépenses de personnel	116,134,607
TITRE II-Dépenses de biens et services	21,877,346
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	523,245
TITRE VI-Autres dépenses publiques	20,000,000
1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	277,354,957
TITRE I-Dépenses de personnel	166,869,952
TITRE II-Dépenses de biens et services	40,851,197
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	12,731,436
TITRE IV-Dépenses de transferts	139,992
TITRE VI-Autres dépenses publiques	56,762,380
1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	2,609,997,313
TITRE I-Dépenses de personnel	1,682,918,573
TITRE II-Dépenses de biens et services	571,149,548
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	42,165,100
TITRE VI-Autres dépenses publiques	313,764,092

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	2,640,686,597
TITRE I-Dépenses de personnel	1,410,705,862
TITRE II-Dépenses de biens et services	852,147,970
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	135,716,396
TITRE VI-Autres dépenses publiques	242,116,368
1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	154,548,618
TITRE I-Dépenses de personnel	68,949,239
TITRE II-Dépenses de biens et services	38,057,031
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	14,040,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	33,502,348
1112119-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE	153,478,592
TITRE I-Dépenses de personnel	70,599,842
TITRE II-Dépenses de biens et services	82,878,750
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	1,909,179,842
1113111-BUREAU DU MINISTRE	205,216,149
TITRE I-Dépenses de personnel	113,986,986
TITRE II-Dépenses de biens et services	17,978,166
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	3,583,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	69,667,997
1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,417,559,529
TITRE I-Dépenses de personnel	813,928,883
TITRE II-Dépenses de biens et services	254,486,016
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	38,191,305
TITRE VI-Autres dépenses publiques	310,953,324
1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	162,921,816
TITRE I-Dépenses de personnel	144,098,350
TITRE II-Dépenses de biens et services	18,823,466
1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	101,405,859
TITRE I-Dépenses de personnel	69,825,752
TITRE II-Dépenses de biens et services	31,580,107
1113117-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI	22,076,490
TITRE I-Dépenses de personnel	10,626,536
TITRE II-Dépenses de biens et services	11,449,954
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1,666,207,488
1114111-BUREAU DU MINISTRE	60,264,316
TITRE I-Dépenses de personnel	43,158,777
TITRE II-Dépenses de biens et services	9,105,540
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	7,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	1,000,000
1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	698,604,553
TITRE I-Dépenses de personnel	549,811,596
TITRE II-Dépenses de biens et services	117,631,554
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	2,381,404
TITRE VI-Autres dépenses publiques	28,780,000
1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	27,214,539
TITRE I-Dépenses de personnel	23,013,382
TITRE II-Dépenses de biens et services	4,201,157
1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	93,887,198
TITRE I-Dépenses de personnel	74,238,146
TITRE II-Dépenses de biens et services	19,649,052
1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	47,029,494
TITRE I-Dépenses de personnel	27,212,687
TITRE II-Dépenses de biens et services	19,816,807
1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	7,616,173
TITRE I-Dépenses de personnel	7,616,173

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	65,218,645
TITRE I-Dépenses de personnel	52,941,480
TITRE II-Dépenses de biens et services	12,277,165
1114120-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	2,619,730
TITRE I-Dépenses de personnel	119,730
TITRE II-Dépenses de biens et services	2,500,000
1114121-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	521,150,183
TITRE I-Dépenses de personnel	431,150,182
TITRE II-Dépenses de biens et services	90,000,000
1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	95,602,657
TITRE I-Dépenses de personnel	84,639,004
TITRE II-Dépenses de biens et services	10,963,653
1114123-AGENCE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE	47,000,000
TITRE I-Dépenses de personnel	20,000,000
TITRE II-Dépenses de biens et services	27,000,000
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	790,859,559
1115111-BUREAU DU MINISTRE	88,632,778
TITRE I-Dépenses de personnel	58,519,852
TITRE II-Dépenses de biens et services	23,612,926
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	3,500,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	3,000,000
1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	397,542,939
TITRE I-Dépenses de personnel	343,192,938
TITRE II-Dépenses de biens et services	29,099,999
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	5,250,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	20,000,002
1115113-OFFICE DES POSTES D'HAITI	125,067,520
TITRE I-Dépenses de personnel	101,280,310
TITRE II-Dépenses de biens et services	23,787,210
1115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	49,615,373
TITRE I-Dépenses de personnel	29,937,418
TITRE II-Dépenses de biens et services	19,677,955
1115116-CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	130,000,949
TITRE I-Dépenses de personnel	50,261,000
TITRE II-Dépenses de biens et services	79,739,949
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	1,708,579,942
1116111-BUREAU DU MINISTRE	161,017,841
TITRE I-Dépenses de personnel	95,234,085
TITRE II-Dépenses de biens et services	65,783,756
1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	647,562,101
TITRE I-Dépenses de personnel	469,289,397
TITRE II-Dépenses de biens et services	73,586,612
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	46,070,586
TITRE IV-Dépenses de transferts	10,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	48,615,507
1116113-AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	110,000,000
TITRE I-Dépenses de personnel	65,000,000
TITRE II-Dépenses de biens et services	45,000,000
1116114-SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES	790,000,000
TITRE I-Dépenses de personnel	470,000,000
TITRE II-Dépenses de biens et services	320,000,000
1117-MINISTERE DU TOURISME	254,493,808
1117111-BUREAU DU MINISTRE	27,557,224
TITRE I-Dépenses de personnel	20,244,303
TITRE II-Dépenses de biens et services	6,312,937
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	499,984
TITRE VI-Autres dépenses publiques	500,000

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	187,156,226
TITRE I-Dépenses de personnel	127,178,709
TITRE II-Dépenses de biens et services	44,704,637
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	4,479,926
TITRE VI-Autres dépenses publiques	10,792,954
1117113-ECOLE HOTELIERE	39,780,357
TITRE I-Dépenses de personnel	30,322,092
TITRE II-Dépenses de biens et services	9,458,265
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	17,793,356,644
1211111-BUREAU DU MINISTRE	100,230,704
TITRE I-Dépenses de personnel	14,580,905
TITRE II-Dépenses de biens et services	2,100,544
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	1,489,125
TITRE VI-Autres dépenses publiques	82,060,130
1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2,105,571,645
TITRE I-Dépenses de personnel	1,698,674,102
TITRE II-Dépenses de biens et services	334,348,909
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	44,427,059
TITRE IV-Dépenses de transferts	2,500,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	25,621,575
1211117-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	85,462,556
TITRE I-Dépenses de personnel	60,529,640
TITRE II-Dépenses de biens et services	24,932,917
1211118-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	120,080,331
TITRE I-Dépenses de personnel	48,649,634
TITRE VI-Autres dépenses publiques	71,430,697
1211119-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	600,453,749
TITRE I-Dépenses de personnel	375,300,650
TITRE II-Dépenses de biens et services	225,153,099
1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	82,489,005
TITRE I-Dépenses de personnel	38,757,234
TITRE II-Dépenses de biens et services	43,731,771
1211122-COMMISSION NATIONALE D'ASSISTANCE LEGALE	50,000,000
TITRE I-Dépenses de personnel	25,000,000
TITRE II-Dépenses de biens et services	25,000,000
1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI	14,649,068,654
TITRE I-Dépenses de personnel	11,915,430,785
TITRE II-Dépenses de biens et services	2,022,286,638
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	44,000,000
TITRE IV-Dépenses de transferts	316,350,320
TITRE VI-Autres dépenses publiques	351,000,912
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	146,458,710
1212111-BUREAU DU MINISTRE	47,237,897
TITRE I-Dépenses de personnel	29,187,897
TITRE II-Dépenses de biens et services	13,000,000
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	3,050,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2,000,000
1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	99,220,812
TITRE I-Dépenses de personnel	68,726,012
TITRE II-Dépenses de biens et services	21,494,800
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	6,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	3,000,000
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	6,207,199,414
1213111-BUREAU DU MINISTRE	195,087,586
TITRE I-Dépenses de personnel	193,625,087
TITRE II-Dépenses de biens et services	1,462,499

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	6,012,111,828
TITRE I-Dépenses de personnel	1,251,071,238
TITRE II-Dépenses de biens et services	208,488,193
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	28,357,504
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4,524,194,893
1214-LA PRESIDENCE	2,133,229,074
1214111-BUREAU DU PRESIDENT	416,033,855
TITRE I-Dépenses de personnel	179,671,855
TITRE II-Dépenses de biens et services	50,000,000
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	15,869,800
TITRE VI-Autres dépenses publiques	170,492,200
1214112- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	856,905,508
TITRE I-Dépenses de personnel	196,944,725
TITRE II-Dépenses de biens et services	349,803,134
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	32,611,546
TITRE IV-Dépenses de transferts	7,946,103
TITRE VI-Autres dépenses publiques	269,600,000
1214113-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	738,483,059
TITRE I-Dépenses de personnel	314,577,042
TITRE II-Dépenses de biens et services	163,214,386
TITRE IV-Dépenses de transferts	6,591,490
TITRE VI-Autres dépenses publiques	254,100,141
1214114-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	121,806,652
TITRE VI-Autres dépenses publiques	121,806,652
1215-PRIMATURE	2,284,338,989
1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	548,350,314
TITRE I-Dépenses de personnel	248,052,235
TITRE II-Dépenses de biens et services	22,610,930
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	12,065,000
TITRE IV-Dépenses de transferts	50,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	215,622,149
1215112-ADMINISTRATION GENERALE	1,162,410,993
TITRE I-Dépenses de personnel	330,822,582
TITRE II-Dépenses de biens et services	253,806,648
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	47,584,418
TITRE IV-Dépenses de transferts	122,156,810
TITRE VI-Autres dépenses publiques	408,040,535
1215113-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	57,622,651
TITRE VI-Autres dépenses publiques	57,622,651
1215116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	56,297,881
TITRE I-Dépenses de personnel	36,840,290
TITRE II-Dépenses de biens et services	19,457,590
1215117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	63,355,320
TITRE I-Dépenses de personnel	48,108,022
TITRE II-Dépenses de biens et services	15,247,297
1215118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	72,931,539
TITRE I-Dépenses de personnel	46,527,878
TITRE II-Dépenses de biens et services	26,403,661
1215119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	147,566,483
TITRE I-Dépenses de personnel	95,161,692
TITRE II-Dépenses de biens et services	52,404,791
1215121-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	52,200,000
TITRE II-Dépenses de biens et services	52,200,000
1215122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	31,330,311
TITRE I-Dépenses de personnel	19,763,993
TITRE II-Dépenses de biens et services	11,566,318

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1215123-APPUI A LA FORMATION	23,576,658
TITRE IV-Dépenses de transferts	23,576,658
1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	37,167,299
TITRE I-Dépenses de personnel	18,836,114
TITRE II-Dépenses de biens et services	18,331,185
1215220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	31,529,541
TITRE I-Dépenses de personnel	23,974,141
TITRE II-Dépenses de biens et services	7,555,400
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	2,354,307,772
1216111-BUREAU DU MINISTRE	586,762,493
TITRE I-Dépenses de personnel	201,762,497
TITRE II-Dépenses de biens et services	94,999,999
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	50,000,000
TITRE IV-Dépenses de transferts	40,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	199,999,997
1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,698,957,640
TITRE I-Dépenses de personnel	1,003,231,563
TITRE II-Dépenses de biens et services	173,726,077
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	51,000,000
TITRE IV-Dépenses de transferts	10,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	461,000,000
1216115-ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	18,587,639
TITRE I-Dépenses de personnel	14,800,200
TITRE II-Dépenses de biens et services	3,787,439
1216118-DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	50,000,000
TITRE I-Dépenses de personnel	30,000,000
TITRE II-Dépenses de biens et services	20,000,000
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	2,024,789,733
1217111-BUREAU DU MINISTRE	99,040,885
TITRE I-Dépenses de personnel	51,755,550
TITRE II-Dépenses de biens et services	27,400,847
TITRE IV-Dépenses de transferts	13,473,500
TITRE VI-Autres dépenses publiques	6,410,988
1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	494,748,848
TITRE I-Dépenses de personnel	166,995,529
TITRE II-Dépenses de biens et services	71,581,525
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	32,514,685
TITRE IV-Dépenses de transferts	12,328,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	211,329,109
1217113-FORCES ARMEES D'HAITI	1,431,000,000
TITRE I-Dépenses de personnel	1,004,000,000
TITRE II-Dépenses de biens et services	111,000,000
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	40,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	276,000,000
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	23,941,689,236
1311111-BUREAU DU MINISTRE	220,176,051
TITRE I-Dépenses de personnel	162,324,881
TITRE II-Dépenses de biens et services	48,835,670
TITRE VI-Autres dépenses publiques	9,015,500
1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	22,950,697,701
TITRE I-Dépenses de personnel	20,324,035,941
TITRE II-Dépenses de biens et services	1,524,028,452
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	136,611,587
TITRE IV-Dépenses de transferts	76,573,676
TITRE VI-Autres dépenses publiques	889,448,046
1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	30,571,407
TITRE I-Dépenses de personnel	19,164,117

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
TITRE II-Dépenses de biens et services	11,407,290
1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	648,892,853
TITRE I-Dépenses de personnel	597,554,359
TITRE II-Dépenses de biens et services	51,338,494
1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	91,351,223
TITRE I-Dépenses de personnel	23,351,223
TITRE II-Dépenses de biens et services	68,000,000
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1,357,254,936
1312111-BUREAU DU MINISTRE	126,853,091
TITRE I-Dépenses de personnel	120,352,684
TITRE II-Dépenses de biens et services	650,408
TITRE VI-Autres dépenses publiques	5,850,000
1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	825,583,112
TITRE I-Dépenses de personnel	669,880,185
TITRE II-Dépenses de biens et services	104,402,927
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	6,300,000
TITRE IV-Dépenses de transferts	5,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	40,000,000
1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	105,747,782
TITRE I-Dépenses de personnel	75,750,403
TITRE II-Dépenses de biens et services	29,997,379
1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	95,502,332
TITRE I-Dépenses de personnel	65,592,764
TITRE II-Dépenses de biens et services	29,909,568
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	157,621,572
TITRE I-Dépenses de personnel	83,388,366
TITRE II-Dépenses de biens et services	74,233,206
1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES	45,947,048
TITRE I-Dépenses de personnel	33,856,359
TITRE VI-Autres dépenses publiques	12,090,689
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	7,070,411,636
1313111-BUREAU DU MINISTRE	684,737,076
TITRE I-Dépenses de personnel	283,938,996
TITRE II-Dépenses de biens et services	205,800,000
TITRE IV-Dépenses de transferts	13,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	181,998,080
1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	6,385,674,560
TITRE I-Dépenses de personnel	5,205,108,035
TITRE II-Dépenses de biens et services	606,242,343
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	69,294,431
TITRE VI-Autres dépenses publiques	505,029,750
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	228,460,660
1314111-BUREAU DU MINISTRE	57,204,664
TITRE I-Dépenses de personnel	43,141,823
TITRE II-Dépenses de biens et services	3,697,113
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	1,049,357
TITRE VI-Autres dépenses publiques	9,316,371
1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	171,255,996
TITRE I-Dépenses de personnel	119,555,305
TITRE II-Dépenses de biens et services	34,948,245
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	8,494,622
TITRE VI-Autres dépenses publiques	8,257,824

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1315-MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	773,189,093
1315111-BUREAU DU MINISTRE	347,810,278
TITRE I-Dépenses de personnel	292,047,809
TITRE II-Dépenses de biens et services	15,851,970
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	500,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	39,410,500
1315112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	425,378,814
TITRE I-Dépenses de personnel	136,767,933
TITRE II-Dépenses de biens et services	176,499,882
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	6,700,500
TITRE IV-Dépenses de transferts	30,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	75,410,500
1411-MINISTÈRE DES CULTES	267,730,197
1411111-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	3,237,950
TITRE I-Dépenses de personnel	3,237,950
1411112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	264,492,247
TITRE I-Dépenses de personnel	155,619,907
TITRE II-Dépenses de biens et services	43,421,868
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	14,405,775
TITRE IV-Dépenses de transferts	46,999,986
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4,044,712
1412-MINISTÈRE DE LA CULTURE	1,489,804,465
1412111-BUREAU DU MINISTRE	165,587,540
TITRE I-Dépenses de personnel	79,795,932
TITRE II-Dépenses de biens et services	23,410,316
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	4,301,359
TITRE IV-Dépenses de transferts	12,888,120
TITRE VI-Autres dépenses publiques	45,191,814
1412112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	279,804,862
TITRE I-Dépenses de personnel	103,815,051
TITRE II-Dépenses de biens et services	35,255,608
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	13,169,403
TITRE VI-Autres dépenses publiques	127,564,800
1412113-ÉCOLE NATIONALE DES ARTS	72,183,172
TITRE I-Dépenses de personnel	42,492,699
TITRE II-Dépenses de biens et services	29,690,473
1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	80,688,033
TITRE I-Dépenses de personnel	46,178,976
TITRE II-Dépenses de biens et services	34,509,057
1412115-THEÂTRE NATIONAL	66,906,222
TITRE I-Dépenses de personnel	49,320,001
TITRE II-Dépenses de biens et services	17,586,221
1412116-MUSÉE DU PANTHÉON NATIONAL	52,468,027
TITRE I-Dépenses de personnel	25,950,536
TITRE II-Dépenses de biens et services	26,517,491
1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE	49,560,659
TITRE I-Dépenses de personnel	25,548,818
TITRE II-Dépenses de biens et services	24,011,841
1412118-BIBLIOTHÈQUE NATIONALE	71,853,757
TITRE I-Dépenses de personnel	53,077,275
TITRE II-Dépenses de biens et services	18,776,482
1412119-ARCHIVES NATIONALES	199,533,514
TITRE I-Dépenses de personnel	180,404,671
TITRE II-Dépenses de biens et services	19,128,843
1412123-ACTIVITÉS CULTURELLES	318,157,400
TITRE II-Dépenses de biens et services	318,157,400

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	76,468,205
TITRE I-Dépenses de personnel	40,962,776
TITRE II-Dépenses de biens et services	35,505,429
1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	56,593,074
TITRE I-Dépenses de personnel	26,955,552
TITRE II-Dépenses de biens et services	29,637,522
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	416,403,448
1413111-BUREAU DU MINISTRE	36,919,149
TITRE I-Dépenses de personnel	17,697,671
TITRE II-Dépenses de biens et services	16,358,973
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2,862,505
1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	119,929,112
TITRE I-Dépenses de personnel	63,059,110
TITRE II-Dépenses de biens et services	19,325,464
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	9,000,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	28,544,538
1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	175,523,198
TITRE I-Dépenses de personnel	137,743,257
TITRE II-Dépenses de biens et services	37,779,941
1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI	84,031,989
TITRE I-Dépenses de personnel	64,888,429
TITRE II-Dépenses de biens et services	19,143,560
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	20,968,220,585
1511111-SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	2,643,841,158
TITRE IV-Dépenses de transferts	2,643,841,158
1511113-AUTRES INSTITUTIONS	1,350,627,255
TITRE IV-Dépenses de transferts	1,350,627,255
1511149-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	16,973,752,172
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	35,000,000
TITRE IV-Dépenses de transferts	5,056,549,799
TITRE VI-Autres dépenses publiques	11,882,202,373
1512-DETTE PUBLIQUE	49,194,478,911
1512111-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,450,000,000
TITRE II-Dépenses de biens et services	1,450,000,000
1512112-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	27,441,629,050
TITRE II-Dépenses de biens et services	2,443,739,680
TITRE V-Service de la Dette Publique	24,997,889,371
1512113-AUTRES CREANCIERS INTERNES	9,494,525,138
TITRE II-Dépenses de biens et services	52,617,050
TITRE V-Service de la Dette Publique	9,441,908,088
1512211-DETTE MULTILATERALE	261,855,489
TITRE II-Dépenses de biens et services	129,825,656
TITRE V-Service de la Dette Publique	132,029,833
1512212-DETTE BILATERALE	10,546,469,234
TITRE II-Dépenses de biens et services	2,025,443,716
TITRE V-Service de la Dette Publique	8,521,025,518
1513-DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	16,000,000,000
1513111-SUBVENTION A L'EDH	16,000,000,000
TITRE IV-Dépenses de transferts	16,000,000,000
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	1,754,074,789
2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	1,754,074,789
TITRE I-Dépenses de personnel	1,346,555,627
TITRE II-Dépenses de biens et services	215,509,669
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	76,921,974
TITRE IV-Dépenses de transferts	84,750,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	30,337,519

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	2,676,458,371
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	339,319,695
TITRE I-Dépenses de personnel	312,103,512
TITRE II-Dépenses de biens et services	24,156,294
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	534,889
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2,525,000
2212112-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	805,111,161
TITRE I-Dépenses de personnel	799,861,161
TITRE II-Dépenses de biens et services	5,250,000
2212211-SECRETARIAT GENERAL	1,532,027,515
TITRE I-Dépenses de personnel	1,028,951,727
TITRE II-Dépenses de biens et services	442,071,789
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	11,000,000
TITRE IV-Dépenses de transferts	49,654,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	350,000
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	2,268,267,339
3211111-ADMINISTRATION GENERALE	865,884,726
TITRE I-Dépenses de personnel	539,660,842
TITRE II-Dépenses de biens et services	157,636,192
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	33,742,793
TITRE IV-Dépenses de transferts	2,400,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	132,444,899
3211212-COUR DE CASSATION	311,981,382
TITRE I-Dépenses de personnel	199,031,984
TITRE II-Dépenses de biens et services	57,000,000
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	35,000,000
TITRE IV-Dépenses de transferts	800,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	20,149,398
3211213-COUR D'APPEL	111,286,138
TITRE I-Dépenses de personnel	93,055,763
TITRE II-Dépenses de biens et services	12,210,275
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	1,069,500
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4,950,600
3211214-TRIBUNAUX	979,115,093
TITRE I-Dépenses de personnel	888,782,347
TITRE II-Dépenses de biens et services	66,954,322
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	5,364,425
TITRE VI-Autres dépenses publiques	18,014,000
4211-CONSEIL ELECTORAL	655,400,439
4211111-CONSEIL ELECTORAL	655,400,439
TITRE I-Dépenses de personnel	507,433,431
TITRE II-Dépenses de biens et services	70,034,209
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	14,311,115
TITRE VI-Autres dépenses publiques	63,621,684
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	165,293,326
4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	165,293,326
TITRE I-Dépenses de personnel	114,743,700
TITRE II-Dépenses de biens et services	50,274,626
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	250,000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	25,000
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,527,311,125
4311111-RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI	1,527,311,125
TITRE I-Dépenses de personnel	1,314,947,803
TITRE II-Dépenses de biens et services	212,363,322

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	43,104,247
4411111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	43,104,247
TITRE I-Dépenses de personnel	22,602,920
TITRE II-Dépenses de biens et services	20,501,327
4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENCIEUX ADMINISTRATIF	862,927,304
4111111-CONSEIL DE LA COUR	862,927,304
TITRE I-Dépenses de personnel	491,747,327
TITRE II-Dépenses de biens et services	138,841,908
TITRE III-Dépenses d'immobilisations	18,238,444
TITRE VI-Autres dépenses publiques	214,099,625
Total général	180,510,000,000

**DÉTAIL DES CRÉDITS DE
FONCTIONNEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE 2020-2021
PAR DIRECTION**

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1111-MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	1,561,515,338
1111111-BUREAU DU MINISTRE	82,860,223
111111111-BUREAU DU MINISTRE	82,860,223
1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,146,127,728
111111211-DIRECTION GENERALE	671,575,181
111111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	313,673,566
111111213-DIRECTION PROGRAMMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE	14,610,109
111111214-DIRECTION D'EVALUATION ET CONTROLE	14,682,245
111111215-DIRECTION DE LA COOPERATION EXTERNE	20,682,701
111111222-ONPES	20,263,267
111111239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	10,520,167
111111241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	13,704,646
111111242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	5,689,300
111111243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	13,928,000
111111244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	6,970,900
111111245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	8,123,946
111111246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	10,351,500
111111247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	10,193,100
111111248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	7,601,000
111111249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	3,558,100
1111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	120,189,036
111111312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	120,189,036
1111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	62,338,352
111111411-DIRECTION GENERALE	62,338,352
1111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	150,000,000
111111511-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO. SPATIALE	150,000,000
1112-MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	8,015,003,581
1112111-BUREAU DU MINISTRE	75,406,768
111211111-BUREAU DU MINISTRE	75,406,768
1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,620,190,738
111211211-DIRECTION GENERALE	501,982,188
111211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	666,984,034
111211213-UNITE DE PROGRAMMATION	21,683,102
111211214-DIRECTION DE LA PENSION CIVILE	25,591,488
111211215-UNITE INFORMATIQUE	14,193,882
111211216-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	5,471,684
111211217-DIRECTION DES ETUDES ECONOMIQUES	17,541,369
111211218-DIRECTION DU TRESOR	206,671,458
111211219-DIRECTION DE L'INSPECTION FISCALE	54,060,377
111211220-CTGF	37,569,110
111211239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	4,921,401
111211241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	5,462,801
111211242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	6,130,291
111211243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	9,760,724
111211244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	7,094,200
111211245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	7,003,406
111211246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	8,151,152
111211247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	6,629,422
111211248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	6,416,618
111211249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	6,872,031
1112121-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	250,761,913
111212111-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	250,761,913
1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	74,042,887
111212211-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	74,042,887
1112123-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	158,535,197
111212311-DIRECTION GENERALE	54,385,593
111212312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	72,388,253
111212313-DIRECTION DES ETUDES ECONMIQUES	15,379,551

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
111221314-DIRECTION DE LA PRODUCTION DES STATISTIQUES	4,677,200
111221315-DIRECTION DES ETUDES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES	6,873,100
111221343-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1,219,200
111221345-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	1,312,800
111221346-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	709,800
111221347-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	189,800
111221348-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	1,399,900
1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	277,354,957
111221411-DIRECTION GENERALE	120,259,293
111221412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	67,292,890
111221413-DIRECTION DU CONTROLE BUDGETAIRE	29,831,332
111221414-DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PROGRAMMATION BUDGETAIRE	9,072,707
111221416-DIRECTION DES STATISTIQUES ET DE L'INFORMATIQUE	7,237,852
111221417-DIRECTION D'ANALYSE ET DE SUIVI DES INVESTISSEMENTS PUBLICS	7,824,932
111221418-DIRECTION DE LA SOLDE	35,835,951
1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	2,609,997,313
111221511-DIRECTION GENERALE	1,721,889,606
111221512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	441,393,324
111221513-DIRECTION DE LA PERCEPTION	48,114,850
111221514-DIRECTION DE LA VERIFICATION	20,661,428
111221515-DIRECTION DES OPERATIONS	120,526,657
111221516-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	9,535,245
111221517-DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT ET CONTRIBUTION FONCIERE	20,134,767
111221518-DIRECTION DU DOMAINE	11,187,141
111221539-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	5,223,997
111221540-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	2,370,000
111221541-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	1,065,000
111221542-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	6,043,000
111221543-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	27,830,167
111221544-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	23,545,659
111221545-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	32,587,255
111221546-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	27,672,214
111221547-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	26,599,050
111221548-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	15,851,398
111221549-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	47,766,556
1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	2,640,686,597
111221611-DIRECTION GENERALE	1,260,632,638
111221612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	506,300,457
111221614-UNITE D'ETUDES ET DE PROGRAMMATION	416,623
111221615-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONTENTIEUSES	1,654,391
111221616-DIRECTION DES STATISTIQUES	4,507,539
111221617-DIRECTION DE L'INSPECTION	2,580,068
111221618-DIRECTION DE SURVEILLANCE	75,829,618
111221619-DIRECTION DE L'INFORMATIQUE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INFORMATION	74,115,880
111221620-SECRETARIAT GENERAL	11,298,920
111221621-DIRECTION DE REGLEMENTATION	14,441,100
111221622-DIRECTION DU CONTROLE	18,180,526
111221623-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	12,988,797
111221630-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	58,539,661
111221639-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	39,424,327
111221641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	429,190,426
111221642-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	12,428,995
111221643-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	21,282,551
111221644-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	9,726,066
111221645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	38,168,491
111221646-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	13,183,127
111221647-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	12,985,440
111221648-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	11,960,585

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
111221649-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	10,850,373
1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	154,548,618
111222511-DIRECTION GENERALE	24,459,138
111222512-DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	94,227,648
111222513-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	2,398,581
111222514-UNITE DE CONSEIL ET D'AUDIT INTERNE	3,454,703
111222515-DIRECTION DE CONTROLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	18,416,298
111222516-DIRECTION DE SURVEILLANCE DES CAPITAUX PUBLICS	11,592,250
1112119-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE	153,478,592
111211911-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE	153,478,592
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	1,909,179,842
1113111-BUREAU DU MINISTRE	205,216,149
111311111-BUREAU DU MINISTRE	205,216,149
1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,417,559,529
111311211-DIRECTION GENERALE	801,115,813
111311212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	170,934,678
111311213-DIRECTION DE LA PRODUCTION VEGETALE	6,477,950
111311214-DIRECTION DE LA PRODUCTION ANIMALE	13,734,933
111311215-DIRECTION DES RESSOURCES NATURELLES	14,292,400
111311216-DIRECTION DE FORMATION ET RECHERCHES	14,909,045
111311217-DIRECTION DES PECHE ET AQUACULTURE	1,672,000
111311218-COORDINATION NATIONALE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE	45,002,430
111311239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	9,290,650
111311240-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	161,164,690
111311241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	6,059,000
111311242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	18,858,450
111311243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	18,804,600
111311244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CFNTRF	24,648,644
111311245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	36,264,530
111311246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	23,462,286
111311247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	20,575,180
111311248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	16,612,450
111311249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	13,679,800
1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	162,921,816
111311311-DIRECTION GENERALE	33,396,340
111311312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	129,525,476
1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	101,405,859
111311411-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	69,732,071
111311412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	23,875,605
111311413-DIRECTION TECHNIQUE	3,273,823
111311414-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	307,694
111311439-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	262,800
111311441-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	429,069
111311443-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	352,800
111311444-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	322,800
111311445-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	2,532,097
111311449-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	317,101
1113117-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI	22,076,490
111311711-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI	22,076,490
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1,666,207,488
1114111-BUREAU DU MINISTRE	60,264,316
111411111-BUREAU DU MINISTRE	60,264,316
1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	698,604,553
111411211-DIRECTION GENERALE	228,210,058
111411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	95,353,553
111411213-COORDINATION DES UNITES TECHNIQUES	10,364,206
111411214-CONTROLE FINANCIER	4,607,203
111411216-DIRECTION DES COMMUNICATIONS	5,305,949

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
111411217-DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS	120,346,865
111411218-DIRECTION DES TRANSPORTS	29,048,107
111411219-SERVICE DE SIGNALISATION ROUTIERE	5,166,760
111411239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	12,463,565
111411240-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	22,407,332
111411241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	38,823,036
111411242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	16,813,003
111411243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	19,433,673
111411244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	15,969,415
111411245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	19,502,238
111411246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	17,905,943
111411247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	12,992,920
111411248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	12,995,289
111411249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	10,895,439
1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	27,214,539
111411511-DIRECTION GENERALE	22,572,639
111411512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	2,198,700
111411513-DIRECTION D'EXPLOITATION	2,443,200
1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	93,887,198
111411611-DIRECTION GENERALE	57,322,999
111411612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	5,477,210
111411613-DIRECTION TECHNIQUE	758,808
111411614-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	20,131,860
111411641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	7,652,120
111411645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	2,544,201
1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	47,029,494
111411711-DIRECTION GENERALE	32,940,062
111411712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	14,089,432
1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	7,616,173
111411811-DIRECTION GENERALE	7,616,173
1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	65,218,645
111411911-DIRECTION GENERALE	18,841,022
111411912-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	30,893,276
111411913-DIRECTION DE LA GEOLOGIE ET DES MINES	11,351,941
111411914-DIRECTION DE L'ENERGIE	3,623,906
111411943-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	508,500
1114120-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	2,619,730
111412011-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	2,619,730
1114121-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	521,150,183
111412111-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	521,150,183
1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	95,602,657
111412211-BUREAU DU DIRECTEUR GENERAL	95,602,657
1114123-AGENCE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE	47,000,000
111412311-AGENCE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE	47,000,000
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	790,859,559
1115111-BUREAU DU MINISTRE	88,632,778
111511111-BUREAU DU MINISTRE	88,632,778
1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	397,542,939
111511211-DIRECTION GENERALE	248,593,554
111511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	44,756,373
111511213-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	11,037,189
111511214-DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PROGRAMMATION	8,999,548
111511215-DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR	13,728,910
111511216-DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR	12,329,143
111511217-DIRECTION CONTROLE DE LA QUALITE ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR	13,096,289
111511218-DIRECTION DE L'ENTREPRENEUR ET DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	32,307,871
111511219-DIRECTION DU CONTROLE ET DE LA REGLEMENTATION INDUSTRIELLE	8,934,002
111511230-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	3,760,060

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1115113-OFFICE DES POSTES D'HAÏTI	125,067,520
111511311-OFFICE DES POSTES	101,280,310
111511312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	23,787,210
1115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	49,615,373
111511511-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	49,615,373
1115116-CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	130,000,949
111511611-DIRECTION GENERALE	130,000,949
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	1,708,579,942
1116111-BUREAU DU MINISTRE	161,017,841
111611111-BUREAU DU MINISTRE	161,017,841
1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	647,562,101
111611211-DIRECTION GENERALE	227,714,361
111611212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	274,648,404
111611213-DIRECTION DE PROMOTION DES RESSOURCES POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT	11,395,701
111611214-DIRECTION CADRE DE VIE ET D'ASSAINISSEMENT	12,740,391
111611215-DIRECTION DE LA BIODIVERSITE ET DU CONTROLE DE L'EROSION	7,505,835
111611216-DIRECTION DE LA PLANIFICATION DE SUIVI ET EVALUATION	6,309,124
111611217-DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU	11,753,799
111611218-DEIRECTION DE L'INSPECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT	14,152,821
111611239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	2,664,701
111611241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	5,626,000
111611242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	8,339,835
111611243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	15,419,307
111611244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	12,819,093
111611245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	12,629,107
111611246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	23,498,623
111611247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	345,000
1116113-AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	110,000,000
111611311-AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	110,000,000
1116114-SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES	790,000,000
111611411-SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES	790,000,000
1117-MINISTERE DU TOURISME	254,493,808
1117111-BUREAU DU MINISTRE	27,557,224
111711111-BUREAU DU MINISTRE	27,557,224
1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	187,156,226
111711211-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	105,457,055
111711212-DIRECTION ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	55,617,688
111711214-DIRECTION DES INVESTISSEMENTS	4,808,702
111711215-DIRECTION DE LA FORMATION	1,569,102
111711216-DIRECTION DE LA COMMUNICATION	5,230,103
111711217-UNITE INFORMATIQUE ET DE SYSTEMES D'INFORMATION	50,001
111711242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	1,993,602
111711243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	6,336,344
111711246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	3,374,028
111711248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	2,719,602
1117113-ECOLE HOTELIERE	39,780,357
111711311-ECOLE HOTELIERE	39,780,357
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	17,793,356,644
1211111-BUREAU DU MINISTRE	100,230,704
121111111-BUREAU DU MINISTRE	100,230,704
1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2,105,571,645
121111211-DIRECTION GENERALE	665,029,585
121111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	1,303,228,891
121111213-DIRECTION DES AFFAIRES JUDICIAIRES	14,233,623
121111214-DIRECTION DE COMMUNICATION	17,585,401
121111215-OFFICES D'ETAT CIVIL	105,494,145
1211117-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	85,462,556
121111711-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	85,462,556

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1211118-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	120,080,331
121111811-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	120,080,331
1211119-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	600,453,749
121111911-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	600,453,749
1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	82,489,005
121112111-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	82,489,005
1211122-COMMISSION NATIONALE D'ASSISTANCE LEGALE	50,000,000
121112211-COMMISSION NATIONALE D'ASSISTANCE LEGALE	50,000,000
1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI	14,649,068,654
121121611-DIRECTION GENERALE	11,261,721,677
121121612-INSPECTION GENERALE DE LA PNH	20,389,581
121121613-DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE	41,446,000
121121614-DIRECTION CENTRALE DE L'ADMINISTRATION ET DES SERVICES GENERAUX	2,521,190,661
121121615-DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE ADMINISTRATIVE	83,792,500
121121617-DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PENITENCIAIRE	573,085,630
121121639-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	6,646,000
121121641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	72,838,681
121121642-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	7,576,000
121121643-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	10,101,000
121121644-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	6,426,000
121121645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	10,401,000
121121646-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	9,101,000
121121647-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	7,501,000
121121648-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	7,326,000
121121649-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	9,525,924
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	146,458,710
1212111-BUREAU DU MINISTRE	47,237,897
121211111-BUREAU DU MINISTRE	47,237,897
1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	99,220,812
121211211-DIRECTION GENERALE	28,979,145
121211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	52,863,814
121211213-DIRECTION PROMOTION DEVELOPPEMENT RELATION INTERHAITIENNES	9,169,951
121211215-DIRECTION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	2,376,601
121211216-DIRECTION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE	5,831,301
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	6,207,199,414
1213111-BUREAU DU MINISTRE	195,087,586
121311111-BUREAU DU MINISTRE	195,087,586
1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	6,012,111,828
121311211-DIRECTION GENERALE	1,075,901,057
121311212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	2,091,569,944
121311213-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	6,038,496
121311214-DIRECTION DES ARCHIVES ET DE LA DOCUMENTATION	8,370,102
121311215-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES	9,328,202
121311216-DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONNALES	4,663,802
121311217-DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DE LA COOPERATION	4,900,502
121311218-DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES	34,747,102
121311219-DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES	3,848,003
121311220-DIRECTION DU PROTOCOLE	15,776,151
121311221-MISSIONS DIPLOMATIQUES	2,756,968,467
1214-LA PRESIDENCE	2,133,229,074
1214111-BUREAU DU PRESIDENT	416,033,855
121411111-BUREAU DU PRESIDENT	416,033,855
1214112- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	856,905,508
121411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	856,905,508
1214113-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	738,483,059
121411311-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	738,483,059
1214114-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	121,806,652
121411411-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	121,806,652

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1215-PRIMATURE	2,284,338,989
1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	548,350,314
12151111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	548,350,314
1215112-ADMINISTRATION GENERALE	1,162,410,993
121511211-DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES	241,550,572
121511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	753,957,519
121511224-UNITE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET DES BATIMENTS PUBLICS	18,000,000
121511225-COMITE INTERMINISTERIEL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	27,700,000
121511226-HELP-HOPE	24,559,901
121511228-OFFICE DE MANAGEMENT ET DES RESSOURCES HUMAINES	66,643,001
121511232-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION ET DE POLITIQUES PUBLIQUES	30,000,000
1215113-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	57,622,651
121511311-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	57,622,651
1215116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	56,297,881
121511611-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	56,297,881
1215117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	63,355,320
121511711-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	63,355,320
1215118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	72,931,539
121511811-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	72,931,539
1215119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	147,566,483
121511911-COMMISSION NATIONALE DE MARCHES PUBLICS	147,566,483
1215121-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	52,200,000
121512111-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	52,200,000
1215122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	31,330,311
121512211-BUREAU DE LA COORDINATION ET DE SUIVI DES ACCORDS DE LA CARICOM, de l'OMC et de la ZLEA	31,330,311
1215123-APPUI A LA FORMATION	23,576,658
121512312-APPUI A LA FORMATION	23,576,658
1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	37,167,299
121521411-DIRECTION GENERALE	17,157,362
121521412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	5,182,847
121521413-DIRECTION TECHNIQUE	14,827,090
1215220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	31,529,541
121522011-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	31,529,541
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	2,354,307,772
1216111-BUREAU DU MINISTRE	586,762,493
121611111-BUREAU DU MINISTRE	586,762,493
1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,698,957,640
121611211-DIRECTION GENERALE	539,918,623
121611212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	499,579,611
121611213-DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE	50,934,841
121611214-DIRECTION DE L'IMMIGRATION ET DE L'EMMIGRATION	214,943,279
121611215-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES	106,851,498
121611216-DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	163,895,235
121611217-DIRECTION D'ETUDES, DE PLANIFICATION ET DE SUIVI	122,834,553
1216115-ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	18,587,639
121611511-ORGANISATION DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	18,587,639
1216118-DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	50,000,000
121611811-DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	50,000,000
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	2,024,789,733
1217111-BUREAU DU MINISTRE	99,040,885
121711111-BUREAU DU MINISTRE	99,040,885
1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	494,748,848
121711211-DIRECTION GENERALE	248,019,057
121711212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	246,729,791
1217113-FORCES ARMEES D'HAITI	1,431,000,000
121711311-FORCES ARMEES D'HAITI	1,431,000,000

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1311-MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	23,941,689,236
1311111-BUREAU DU MINISTRE	220,176,051
131111111-BUREAU DU MINISTRE	220,176,051
1311112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	22,950,697,701
131111211-DIRECTION GÉNÉRALE	15,602,127,067
131111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	338,519,154
131111213-DIRECTION DU PERSONNEL	42,945,601
131111214-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	15,978,442
131111215-DIRECTION DU GENIE SCOLAIRE	14,482,401
131111216-DIRECTION APPUI ET PATENARIAT	13,312,001
131111217-DIRECTION DU CURRICULUM ET DE LA QUALITE	10,601,201
131111218-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES	8,510,798
131111219-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	2,005,053,995
131111220-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	2,080,784,223
131111221-DIRECTION FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DES CADRES	45,096,521
131111222-DIRECTION DE GESTION DU PNCS	610,500,005
131111223-DIRECTION DE GESTION DES UPR	313,639,881
131111239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	87,139,714
131111241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	487,280,034
131111242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	154,314,118
131111243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	219,854,874
131111244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	131,033,932
131111245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	299,424,191
131111246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	134,324,922
131111247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	110,657,420
131111248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	123,471,990
131111249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	101,645,216
1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	30,571,407
131111511-SECRETARIAT PERMANENT	30,571,407
1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	648,892,853
131111711-DIRECTION TECHNIQUE	406,194,349
131111712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	101,966,806
131111713-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	10,061,092
131111714-DIRECTION FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE	19,483,279
131111715-ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	30,109,920
131111716-ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	44,310,520
131111717-ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL FILLES	13,135,888
131111718-CENTRE PROFESSIONNELS AFFILIES	23,631,000
1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	91,351,223
131111811-DIRECTION GÉNÉRALE	91,351,223
1312-MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1,357,254,936
1312111-BUREAU DU MINISTRE	126,853,091
131211111-BUREAU DU MINISTRE	126,853,091
1312112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	825,583,112
131211211-DIRECTION GÉNÉRALE	236,705,058
131211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	324,732,306
131211213-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	87,415,360
131211214-DIRECTION DU TRAVAIL	17,466,381
131211215-DIRECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	17,171,800
131211216-DIRECTION DE L'ASSISTANCE SOCIALE	23,180,120
131211217-OFFICE NATIONAL D'ARTISANAT	61,734,100
131211230-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	57,177,986
1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	105,747,782
131211311-DIRECTION GÉNÉRALE	105,747,782
1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	95,502,332
131211411-DIRECTION GÉNÉRALE	33,686,225
131211412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	21,482,705
131211413-DIRECTION TECHNIQUE	7,800,832

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
131211414-DIRECTION PLANIFICATION	32,532,570
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	157,621,572
131211511-DIRECTION GENERALE	157,621,572
1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES	45,947,048
131211711-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	45,947,048
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	7,070,411,636
1313111-BUREAU DU MINISTRE	684,737,076
131311111-BUREAU DU MINISTRE	684,737,076
1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	6,385,674,560
131311211-BUREAU DU DIRECTEUR GENERAL	1,424,206,498
131311212-DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DU BUDGET	1,275,547,883
131311213-UNITÉ DE PROGRAMMATION ET D'EVALUATION	14,104,041
131311214-UNITÉ D'APPUI A LA DECENTRALISATION SANITAIRE/UADS	1,615,800
131311215-UNITÉ JURIDIQUE	2,056,720
131311216-DIRECTION D'EPIDEMIOLOGIE, DE LABORATOIRE, DE RECHERCHES	17,597,680
131311217-BUREAU ONCOLOGIQUE NATIONAL	6,482,701
131311218-DIRECTION DE LA POPULATION ET DU DEVELOPPEMENT HUMAIN	10,658,520
131311220-HOPITAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	332,563,944
131311221-SANATORIUM DE PORT-AU-PRINCE	43,348,660
131311222-MATERNITE ISAIE JEANTY	82,890,380
131311223-CENTRE DE PSYCHIATRIE MARS ET KLYNE	26,405,084
131311224-DIRECTION D'ORGANISATION DES SERVICES DE SANTÉ	28,413,664
131311225-ECOLE NATIONALE D'INFIRMIERES DE PORT-AU-PRINCE	10,315,507
131311226-ECOLE D'INFIRMIERE DES SAGES FEMMES	4,126,770
131311227-CENTRE D'INFORMATION ET DE FORMATION EN ADMINISTRATION DE LA SANTE	3,274,000
131311228-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	639,999
131311229-DIRECTION DES SOINS INFIRMIERS	2,281,220
131311230-DIRECTION DE LA SANTÉ FAMILIALE	22,904,695
131311232-DIRECTION DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT EN SCIENCE DE LA SANTE	5,660,300
131311233-DIRECTION DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	11,738,000
131311234-DIRECTION DE PHARMACIE ET DE MEDECINE TRADITIONNELLE	11,046,340
131311235-UNITÉ DE COORDINATION DES MALADIES INFECTIEUSES ET TRANSMISSIBLES	4,469,300
131311236-UNITÉ DE COORDINATION NATIONALE DU PROGRAMME DE VACCINATION	40,000
131311237-UNITÉ DE COORDINATION NATIONALE DU PROGRAMME DE NUTRITION	2,616,705
131311239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	74,351,293
131311241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	1,232,494,023
131311242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	166,743,383
131311243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	310,528,299
131311244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	127,662,011
131311245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	363,463,656
131311246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	245,202,657
131311247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	146,995,362
131311248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	243,475,390
131311249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	129,754,074
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	228,460,660
1314111-BUREAU DU MINISTRE	57,204,664
131411111-BUREAU DU MINISTRE	57,204,664
1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	171,255,996
131411211-DIRECTION GENERALE	85,101,728
131411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	45,013,019
131411213-DIRECTION D'ORIENTATION ET D'INTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE	22,194,838
131411214-DIRECTION PROMOTION ET DEFENSE DES DROITS DE LA FEMME	11,843,800
131411215-DIRECTION DU GENDER MAINSTREAMING	7,102,610
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	773,189,093
1315111-BUREAU DU MINISTRE	347,810,278
131511111-BUREAU DU MINISTRE	347,810,278
1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	425,378,814
131511211-DIRECTION GENERALE	133,426,795

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
131511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	53,698,246
131511213-DIRECTION JEUNESSE	34,268,722
131511214-DIRECTION DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	54,176,838
131511215-DIRECTION DE L'ACTION CIVIQUE	75,579,209
131511239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	50,001
131511241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	788,301
131511242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	637,681
131511243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1,460,163
131511244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	30,000,000
131511248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	41,292,858
1411-MINISTERE DES CULTES	267,730,197
1411111-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3,237,950
141111111-BUREAU DU MINISTRE	3,237,950
1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	264,492,247
141111211-DIRECTION GENERALE	117,570,989
141111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	126,907,346
141111213-DIRECTION DE L'INSPECTION	18,913,201
141111214-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX CULTES	1,100,712
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	1,489,804,465
1412111-BUREAU DU MINISTRE	165,587,540
141211111-BUREAU DU MINISTRE	165,587,540
1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	279,804,862
141211211-DIRECTION GENERALE	133,680,767
141211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	78,114,661
141211214-DIRECTION DE PLANIFICATION ET DE CONTROLE	3,057,110
141211215-DIRECTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL	3,985,996
141211217-DIRECTION DE CREATION ARTISTIQUE	5,034,252
141211218-DIRECTION DU PATRIMOINE	11,998,580
141211220-DIRECTION DE LA COMMUNICATION	5,407,580
141211242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	5,833,806
141211243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	32,692,110
1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS	72,183,172
141211311-DIRECTION GENERALE	34,609,980
141211312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	37,573,192
1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	80,688,033
141211411-DIRECTION GENERALE	29,209,426
141211412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	6,016,180
141211413-DIRECTION TECHNIQUE	2,155,008
141211443-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	43,307,420
1412115-THEATRE NATIONAL	66,906,222
141211511-DIRECTION GENERALE	52,714,342
141211512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	14,191,880
1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	52,468,027
141211611-DIRECTION GENERALE	20,401,911
141211612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	32,066,116
1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE	49,560,659
141211711-DIRECTION GENERALE	14,840,314
141211712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	34,720,345
1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	71,853,757
141211811-DIRECTION GENERALE	68,604,941
141211812-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	3,248,816
1412119-ARCHIVES NATIONALES	199,533,514
141211911-DIRECTION GENERALE	150,694,563
141211912-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	48,838,951
1412123-ACTIVITES CULTURELLES	318,157,400
141212311-ACTIVITES CULTURELLES	318,157,400
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	76,468,205
141212411-DIRECTION GENERALE	76,468,205

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	56,593,074
141212511-DIRECTION GENERALE	56,593,074
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	416,403,448
1413111-BUREAU DU MINISTRE	36,919,149
141311111-BUREAU DU MINISTRE	36,919,149
1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	119,929,112
141311211-DIRECTION GENERALE	49,809,161
141311212-DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	70,119,951
1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	175,523,198
141311311-DIRECTION GENERALE	24,773,185
141311312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	150,750,013
1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI	84,031,989
141311411-DIRECTION GENERALE	84,031,989
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	20,968,220,585
1511111-SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	2,643,841,158
151111111-PENSION MILITAIRE	1,558,278,648
151111112-PENSIONNAIRES EX_BNDAI	3,362,510
151111113-PENSIONNAIRES EX_MINOTERIE	2,200,000
151111114-CONTRIBUTION AUX FONDS DE PENSION	1,080,000,000
1511113-AUTRES INSTITUTIONS	1,350,627,255
151111315-INSTITUTIONS INTERNATIONALES	1,350,627,255
1511149-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	16,973,752,172
151114911-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	16,973,752,172
1512-DETTE PUBLIQUE	49,194,478,911
1512111-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,450,000,000
151211111-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIES (INTERET)	1,450,000,000
1512112-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	27,441,629,050
151211211-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES (INTERET)	27,441,629,050
1512113-AUTRES CREANCIERS INTERNES	9,494,525,138
151211311-AUTRES CREANCIERS INTERNES (INTERET)	9,494,525,138
1512211-DETTE MULTILATERALE	261,855,489
151221111-BID (INTERET)	37,576,391
151221113-OPEC (INTERET)	224,279,098
1512212-DETTE BILATERALE	10,546,469,234
151221211-VENEZUELA (INTERET)	9,633,107,337
151221213-CHINE (INTERET)	913,361,897
1513-DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	16,000,000,000
1513111-SUBVENTION A L'EDH	16,000,000,000
151311111-SUBVENTION A L'EDH	16,000,000,000
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	1,754,074,789
2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	1,754,074,789
221111111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	1,754,074,789
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	2,676,458,371
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	339,319,695
221211111-ASSEMBLEE DES DEPUTES	339,319,695
2212112-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	805,111,161
221211211-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	805,111,161
2212211-SECRETARIAT GENERAL	1,532,027,515
221221111-SECRETARIAT GENERAL	364,170,568
221221112-ARCHIVES, DOCUMENTAIRES ET RECHERCHE	5,357,000
221221113-ADMINISTRATION ET GESTION	375,875,492
221221114-ASSEMBLEE	83,963,423
221221115-SEANCES	28,524,463
221221116-SERVICE DU PERSONNEL	495,955,740
221221117-BUREAU DES DEPUTES	178,180,830
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICAIRE	2,268,267,339
3211111-ADMINISTRATION GENERALE	865,884,726
321111111-SECRETARIAT GENERAL	865,884,726

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

ENTITÉ ADMINISTRATIVE	BUDGET GENERAL 2020-2021
3211212-COUR DE CASSATION	311,981,382
321121211-BUREAU DES JUGES	228,085,124
321121212-PERSONNEL ADMINISTRATIF ET DE SUPPORT	83,896,258
3211213-COUR D'APPEL	111,286,138
321121311-COUR D'APPEL DE PORT-AU-PRINCE	111,286,138
3211214-TRIBUNAUX	979,115,093
321121411-TRIBUNAL CIVIL	456,999,335
321121412-TRIBUNAUX DE PAIX	507,591,347
321121413-TRIBUNAL SPECIAL DU TRAVAIL	14,524,411
4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	862,927,304
411111-CONSEIL DE LA COUR	862,927,304
411111111-CONSEIL DE LA COUR	380,238,382
411111112-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	177,960,568
411111113-DIRECTION DU CONTROLE DES COMPTES	44,748,135
411111114-DIRECTION DE L'APUREMENT DES COMPTES	259,087,019
411111140-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	224,000
411111141-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	308,000
411111145-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	361,200
4211-CONSEIL ELECTORAL	655,400,439
4211111-CONSEIL ELECTORAL	655,400,439
421111111-BUREAU CENTRAL/CEP	655,400,439
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	165,293,326
421212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	165,293,326
42121211-BUREAU DU PROTECTEUR	83,680,910
42121212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	46,820,539
42121213-DIRECTION JURIDIQUE	25,000
42121214-DIRECTION DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS	27,907,060
42121215-DIRECTION PROMOTION, FORMATION ET RELATIONS PUBLIQUES	6,859,817
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,527,311,125
4311111-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,527,311,125
431111111-BUREAU DU RECTEUR	1,527,311,125
4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	43,104,247
4411111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	43,104,247
441111111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	43,104,247
Total général	180,510,000,000

**DÉTAIL DES CRÉDITS DES
INTERVENTIONS PUBLIQUES DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE 2020-2021**

CRÉDITS DES INTERVENTIONS PUBLIQUES DE L'EXERCICE 2020-2021

	ALLOCATION BUDGÉTAIRE 2019-2020	ALLOCATION BUDGÉTAIRE 2020-2021
TOTAL INTERVENTIONS PUBLIQUES	22,959,241,201	20,968,220,585
700- SUBVENTION D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPECIAUX DU TRESOR & BUDGET ANNEXE	1,904,321,759	2,643,841,158
PENSIONNAIRES EX_BNDAI	3,051,455	2,897,046
PENSION MILITAIRE	124,421,942	234,162,838
PENSIONNAIRES EX_MINOTERIE	543,888	543,888
PENSIONNAIRES SELECTION 1974	7,560,000	7,140,000
COTISATION DE L'ETAT AU FONDS DE PENSION	1,768,744,474	2,399,097,386
721-QUOTES -PARTS ET CONTRIBUTION AUX INSTITUTIONS ETRANGERES & INTERNATIONALES	642,376,355	1,350,627,255
INSTITUTIONS INTERNATIONALES	642,376,355	1,350,627,255
AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	20,412,543,087	16,973,752,172
<i>410- MATERIEL DE TRANSPORT ROUTIER</i>	<i>32,718,904</i>	<i>35,000,000</i>
ACQUISITION DE VEHICULES	32,718,904	35,000,000
<i>729- AUTRES QUOTES-PARTS ET CONTRIBUTIONS</i>	<i>9,095,555,942</i>	<i>5,056,549,799</i>
ELECTRICITE D'HAITI	1,959,927,000	-
GESTION DES AUTOBUS DE L'ETAT	566,549,799	716,549,799
ACTIVITES FESTIVES ET CONFERENCES	2,274,702,656	1,200,000,000
AUTO-ASSURANCE/FONCTION PUBLIQUE	948,000,000	1,200,000,000
AUTRES SUBVENTIONS	3,128,126,487	1,320,000,000
APPUI A LA FORMATION	113,250,000	120,000,000
SUPPORT AUX PARTIS POLITIQUES	105,000,000	500,000,000
<i>919- AUTRES DEPENSES NON VENTILEES PAR NATURE</i>	<i>11,284,268,241</i>	<i>11,882,202,373</i>
ACTIVITES ELECTORALES	2,000,000,000	3,116,663,169
APPUI A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR*	127,040,000	1,345,790,000
PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE	300,740,231	544,740,230
DOTATIONS PROVISIONNELLES (PASSEPORTS, VIGNETTES, ETC)	3,733,380,917	3,162,828,974
CREATION D'EMPLOI D'ETE*	285,430,000	292,180,000
APPUI AUX COMMISSIONS INTERMINISTERIELLES ET PRESIDENTIELLES	150,000,000	420,000,000
AUTRES (MONTANT NON AFFECTÉ) "919"	4,687,677,094	3,000,000,000

**PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME
DE L'EXERCICE 2020-2021
DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA POPULATION**



République d'Haïti

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME

2020-2021

1. PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME DU MSPP

1.1 Méthodologie et propositions du MSPP pour un budget programme 2020-2021

En tant que Ministère pilote pour l'élaboration d'un budget programme depuis 2018, le MSPP a tout d'abord défini les programmes budgétaires ainsi que les objectifs et les actions correspondants. La loi organique du MSPP étant définie par Direction et Unité, les budgets sont encore élaborés par chacune des entités. Par conséquent, dans le cadre de l'expérimentation du budget programme, le MSPP a tout d'abord identifié les directions et entités dont le mandat était associé avec chacun des programmes et actions. Le budget a ensuite été élaboré en associant les budgets de chacune des entités à son programme et ses actions respectives.

Le tableau de la page suivante présente les programmes et actions identifiés par le MSPP dans le cadre du budget programme ainsi que les entités (directions, unités, institutions) du MSPP dont le mandat actuel correspond à chaque programme.

Les quatre programmes identifiés par le MSPP sont :

- pilotage et soutien à la politique sanitaire ou administration générale
- prévention et sécurité sanitaire
- offre et accès aux soins
- population

1.2 Résumé du budget 2020-2021 du MSPP

PROGRAMME		CRÉDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021		
		CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT	CRÉDITS D'INVESTISSEMENT	TOTAL
1313	MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	7 070 411 636	3 383 617 304	10 454 028 940
TITRE I	Dépenses de Personnel	5 489 047 031	-	5 489 047 031
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	812 042 343	1 625 874 208	2 437 916 551
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	69 294 431	1 757 743 096	1 827 037 527
TITRE IV	Dépenses de Transferts	13 000 000	-	13 000 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	687 027 830	-	687 027 830
PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE OU ADMINISTRATION GENERALE		2 380 651 414	73 451 576	2 454 102 990
PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE		412 322 526	1 620 874 208	2 033 196 734
OFFRE ET ACCES AUX SOINS		4 185 943 195	1 689 291 520	5 875 234 715
POPULATION		91 494 500	-	91 494 500

PROGRAMMES	% du budget
PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE OU ADMINISTRATION GENERALE	23.5 %
PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE	19.4 %
OFFRE ET ACCES AUX SOINS	56.2%
POPULATION	0.9%

REGROUPEMENT DES DIRECTIONS ET INSTITUTIONS POUR LE BUDGET PROGRAMME DU MSPP 2020-2021 - NIVEAU ACTIONS		DIRECTIONS CIBLEES		INSTITUTIONS
PROGRAMMES	MANDAT	ACTIONS	CENTRALES	DEPARTE- MENTALES
PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE	Appuyer en interne les agents de l'Administration du programme dans la réalisation de leurs missions, en favorisant l'amélioration des conditions de travail, la bonne gouvernance et la modernisation. Elle regroupe l'ensemble des structures transversales du Ministère devant venir en appui aux structures techniques sectorielles.	✓ Pilotage de la stratégie ministérielle	BM, DG UEP, UADS, UJ, UCRP, UNGUS	
		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Coordination administrative ☒ Gestion des ressources humaines ☒ Orienter, superviser et coordonner l'action des directions et unités du ministère ☒ S'assurer que les services du ministère reçoivent les ressources dont ils ont besoin en quantité et en qualité, que ces ressources sont utilisées en totalité et conforme aux plans et programmes d'activités 	DRH DFPS DAB DOSS DSI UC CIFAS UGP	10 Directions départementales Coordinations d'UAS
PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE	Sensibilisation et éducation des populations sur les thèmes de l'hygiène et des maladies, la vaccination, la surveillance épidémiologique, le contrôle de qualité des médicaments et la coordination de tous les programmes nationaux de santé. Les priorités du programme reposent sur les actions de promotion sanitaire, l'appropriation des méthodes de lutte contre les maladies.	Activités de prévention, de lutte contre les maladies et promotion de la santé :	UCNPV	
		✓ Surveillance épidémiologique/veille sanitaire	DELR, LNSP	
		✓ Vaccination		
		✓ Hygiène sanitaire	DPSPE	
		✓ Education et sensibilisation sur les pathologies	DPSPE	
OFFRE ET ACCES AUX SOINS	Arriver à offrir des soins de qualité et permettre à l'ensemble de la population d'accéder équitablement à ces soins.	✓ Contrôle de la qualité des médicaments et des produits spécifiques	DPMIT	
		✓ Protection maternelle et infantile	DSF, UCPNANu	
		✓ Prévention et lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles	RNC, PNST, UCP (PNCM, PNLS, PNL T) USM (DPSPE)	
		Actions liées aux activités de soins, à l'accès aux médicaments, au transfert et à l'évacuation sanitaire, au développement des infrastructures sanitaires, à la maintenance des équipements et au développement des ressources humaines.	Coûts des constructions du budget investissement	Fonctionnement des Hôpitaux Institutions sanitaires (HCR, CAL, CSL, etc) Autres structures de santé (CDAI, etc)
		✓ Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires	Coûts des RH des institutions Médicaments des programmes CAN	
POPULATION	Elaborer et assurer la mise en œuvre et le suivi d'une politique de population rationnelle et adaptée à l'environnement socio-économique du pays, axée sur le concept de développement humain durable	✓ Développement des ressources humaines du secteur sanitaire		
		✓ Accès aux médicaments et aux produits spécifiques		
		✓ Transferts et évacuation sanitaire		
		✓ Stratégie en matière de population		
		✓ Programmes de population		
		✓ Etudes/recherches sur les phénomènes démographiques	DPDH	

2. PROGRAMME 'PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE ET COORDINATION ADMINISTRATIVE

2.1 Présentation du programme

Le programme « Pilotage et Soutien » à la Politique de santé a pour but principal d'appuyer en interne les programmes opérationnels du Ministère de la Santé dans la réalisation de leurs missions, en favorisant l'amélioration des conditions de travail, la bonne gouvernance et la modernisation des structures et des modes de gestion. Il a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département

2.2 Actions du programme

Les actions du programme sont composées :

- Pilotage de la stratégie du ministère ; cette action recouvre :
 - la mise en œuvre des politiques, le suivi et l'exécution de celles-ci au niveau central et au niveau des services déconcentrés ;
 - la conception des politiques sanitaire et de population;
 - la mise en œuvre des politiques sanitaire et de population ;
 - le pilotage budgétaire et financier et celui de l'ensemble des procédures de gestion administrative du ministère.
- Coordination administrative :
 - Le programme met à disposition des autres programmes l'expertise et les compétences dans les domaines de l'administration, finances, comptabilité, gestion des ressources humaines, patrimoine immobilier, moyens généraux, système d'information, informatique, bureautique, documentation archivage, courrier, secrétariat, reprographie ; services intérieurs ; production des données statistiques (interne et externe); communication; juridique-contentieux.

2.3 Structures et entités du MSPP qui composent les actions de ce programme

Action	Structures du MSPP
Pilotage de la stratégie du ministère	<ul style="list-style-type: none"> - Bureau du Ministre - Direction Générale - Unité d'Études et de Programmation (UEP) - Unité d'Appui à la Décentralisation Sanitaire (UADS) - Unité Juridique (UJ) - Unité de Communication et des Relations Publiques (UCRP) - Unité Nationale de Gestion des Urgences Sanitaires (UNGUS)
Coordination administrative	<ul style="list-style-type: none"> - Direction des Ressources Humaines (RDH) - Direction de la Formation et du Perfectionnement en Sciences de la Santé (DFPSS) - Direction de l'Administration et du Budget (DAB) - Direction d'Organisation des Services de Santé (DOSS) - Direction des Soins Infirmiers (DSI) - Unité de Contractualisation (UC) - Centre d'Information et de Formation en Administration de la Santé (CIFAS) - Unité de Gestion des Programmes (UGP) - Direction Sanitaire de l'Artibonite (DSA) - Direction Sanitaire du Centre (DSC) - Direction Sanitaire de la Grande-Anse (DSGA) - Direction Sanitaire des Nippes (DSNi) - Direction Sanitaire du Nord (DSN) - Direction Sanitaire du Nord-Est (DSNE) - Direction Sanitaire du Nord-Ouest (DSNO) - Direction Sanitaire de l'Ouest (DSO) - Direction Sanitaire du Sud (DSS) - Direction Sanitaire du Sud-Est (DSSE)

2.4 Activités du programme pour 2020-2021

PROGRAMME : PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE ET COORDINATION ADMINISTRATIVE	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pilotage de la stratégie ministérielle 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un programme d'assurance maladie universelle : <ul style="list-style-type: none"> - inclusion de cette thématique dans les rencontres avec les autorités, propositions et recommandations pour la mise en œuvre d'un programme d'assurance maladie universelle • Renforcement de la coordination avec les partenaires du secteur : <ul style="list-style-type: none"> - réalisation tables sectorielles centrales trimestrielles et les tables sectorielles départementales mensuelles; - redynamisation d'au moins deux tables thématiques au niveau départemental; - rencontres de suivi avec les agences d'assistance technique appuyant le FBR; - réalisation de rencontres de coordination avec les partenaires du programme de lutte contre la tuberculose; - rencontres mensuelles des partenaires du secteur nutrition avec le MSPP; - rencontres de suivi des structures du GFF (Global Financing Facility) en Haïti : forum des partenaires techniques et financiers et plateforme de la société civile. • Planification : <ul style="list-style-type: none"> - évaluation du Plan Directeur 2012-2022 et planification du Plan Directeur 2020-2030 - mise en œuvre du Plan de réponse au Coronavirus à tous les niveaux • Renforcement de l'environnement juridique du MSPP : <ul style="list-style-type: none"> - actualisation des projets de lois soumis au Parlement depuis 2013 et proposition de leur publication sous forme de décrets - élaboration de projets de loi pour le renforcement du cadre juridique. • Élaboration de normes techniques et administratives : <ul style="list-style-type: none"> - guide de planification du secteur; - document sur les modalités d'intégration des Hôpitaux Départementaux, Hôpitaux spécialisés et des Directions Centrales au Financement Basé sur les Résultats; - finalisation de la politique de soins bucco -dentaire en Haïti; - mise à jour de normes techniques et administratives selon les besoins des programmes; - mise à jour régulière des normes relatives à la gestion des épidémies et particulièrement du Coronavirus. • Diffusion de normes techniques et administratives et documents d'information : <ul style="list-style-type: none"> - émission de bulletins trimestriels sur le FBR et bulletins hebdomadaires de surveillance épidémiologique; - émission journalière des SitRep relatifs à la situation du Coronavirus; - dissémination des Comptes Nationaux de Santé 2014-2015 et 2015-2016; - collecte des informations pour les Comptes Nationaux de Santé 2016 -2017 et 2017-2018; - production et dissémination du Rapport Statistiques 2019; - mise à jour des normes, procédures et outils d'inspection/contrôle des médicaments; - élaboration/impression/dissémination de fiches techniques sur les procédures de traitement des déchets pharmaceutiques; • Encadrement des praticiens de la Médecine traditionnelle : <ul style="list-style-type: none"> - encourager la recherche dans le domaine de la Médecine traditionnelle.
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Coordination administrative • Gestion des ressources humaines • Orienter, superviser et coordonner l'action des directions et unités du ministère 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion financière : <ul style="list-style-type: none"> - élaboration du budget 2021-2022 avec l'approche de budget programme et stratégies de plaidoyers pour l'augmentation de l'enveloppe budgétaire allouée au secteur de la santé et l'inclusion du fonctionnement de plusieurs directions centrales et programmes prioritaires qui recevaient des appuis de partenaires; - élaboration et soumission de 100% des FIOPs et Documents du PIP 2020-2021 au MPCE et soumission des demandes de décaissement au MEF; - publication de l'Étude de Coûts des Services de l'Hôpital Justinien, centre de santé de Ouanaminthe et réalisation d'une étude de coûts de la prise en charge des cas COVID; - rencontres mensuelles de coordination des dix directions départementales et des directions centrales avec la Haute Direction du MSPP;

PROGRAMME : PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE ET COORDINATION ADMINISTRATIVE

- S'assurer que les services du ministère reçoivent les ressources dont ils ont besoin en quantité et en qualité, que ces ressources sont utilisées en totalité et conforme aux plans et programmes d'activités
- distribution des outils comptables dans les dix départements pour une meilleure gestion des fonds reçus de la Direction Centrale et de certains partenaires;
- suivi des caisses électroniques au niveau des différents hôpitaux départementaux du pays et implantation dans d'autres institutions;
- **Stratégie de Financement Basé sur les Résultats :**
 - réalisation d'une revue annuelle pour les 7 départements (Centre, Sud, Nord -Ouest, Nord-Est, Nippes, Nord, Grande-Anse) adoptant la stratégie de financement basé sur les résultats;
 - recyclage du personnel impliqué dans la mise en œuvre du FBR au niveau des départements.
- **Supervision :**
 - réalisation de visites de supervision et de contrôle dans les dix départements sanitaires par les cadres de la Direction de l'Administration et du Budget mais aussi des autres directions centrales suivant leurs domaines de compétences
 - réalisation de visites de supervision (2 par département) dans les départements contractualisés (FBR);
 - supervision mensuelle des programmes prioritaires dans les institutions par le personnel du niveau départemental.
- **Gestion des Ressources Humaines :**
 - finalisation du processus de révision de la grille salariale du personnel hospitalier
 - mise en place du paiement d'une carte de débit pour le personnel
 - élaboration des normes d'allocations RH des institutions sanitaires en tenant compte de variables de quantification permettant d'apprécier les critères de volumétrie par type d'institution selon le PES afin de déterminer la quantité de ressources et le niveau de compétence requis pour assurer la prestation des services ;
 - révision et la dissémination du REC plus en vue de la réforme en cours à l'OMRH, l'implémentation du PES, l'actualisation des fiches de postes ;
 - finalisation et transmission aux autorités concernées de la demande de 'statu t particulier' pour le personnel de santé;
 - élaboration d'un plan de rétention des professionnels de santé (y compris la politique de rémunération).
- **Système d'Information Sanitaire National Unique :**
 - réalisation de rencontres trimestrielles de validation des données dans les 10 départements;
 - poursuite des réflexions sur l'automatisation de l'interopérabilité entre le DHIS2 et MESI se poursuivent ;
 - actualisation des outils du SIS hospitalier et mise en œuvre dans les hôpitaux;
 - reproduction des outils de collecte et de reportage et distribution à plus de 1,000 institutions sanitaires;
 - collecte des informations des CNS 2016-2017 et 2017-2018 ;
 - pilotage du Tracker SIS communautaire dans quelques établissements de santé avant son extension au niveau national;
 - suivi de l'extension du module Tracker de la Tuberculose avec l'acquisition de tablettes à tous les départements;
 - publication du rapport statistique 2019;
 - publication de la liste des institutions sanitaires actualisée;
 - planification de la mise en œuvre des recommandations du rapport par les participants à l'atelier du RSI (Réseau Sanitaire International);
- **Mise en œuvre du nouveau Paquet Essentiel de Services (PES):**
 - poursuite de la dissémination et des orientations sur le PES et des stratégies de mise en œuvre;
 - mise sur pied d'un comité national de gestion de la qualité des services et des soins;
 - réflexion sur la mise à jour du PES révisé;
- **Renforcement du service d'accréditation et de réglementation de la DOSS du MSPP**

2.5 Cadre de performance du programme : résultats et indicateurs

Programme : Pilotage et soutien à la politique sanitaire ou administration générale				
Actions	Principaux résultats attendus	Indicateurs	Périodicité	Sources de vérification
Pilotage de la stratégie ministérielle	Plan directeur 2012-2022-évalué et Plan 2020-2030 planifié suivant les nouvelles priorités identifiées	Plan Directeur 2012-2022 évalué et Plan Directeur 2020-2030 planifié		Documents disponibles
	Plan de mise en œuvre de la gestion du Coronavirus exécuté et suivi	Pourcentage du plan de mise en œuvre de la gestion du Coronavirus exécuté	Mensuel	Rapports des activités
	Tables sectorielles centrales réalisées	Nombre de tables sectorielles centrales réalisées	Trimestrielle	Rapport des rencontres
	Tables sectorielles départementales réalisées	Nombre de tables sectorielles départementales réalisées	Trimestrielle	Rapport des rencontres
	Lois soumises au parlement en 2013 actualisées et propositions de nouvelles lois élaborées	Nombre de lois actualisées et nombre de nouvelles propositions	Trimestrielle	Documents de lois révisés
Coordination administrative	100% des FIOPS 2020-2021 sont décaissés	Pourcentage des FIOPS 2020-2021 transmises par MPCE au MEF et décaissé	Trimestrielle	Rapports de suivi de la mise en œuvre du PIP 2020-2021
	Caisses Electroniques implantées dans les institutions	Nombre d'Hôpitaux et d'institutions utilisant une caisse électronique pour la gestion	Trimestrielle	Visites de supervision et rapports de la DAB
	Référentiel emploi – compétences révisé	Version révisée du référentiel emploi compétence disponible et diffusée		Document REC révisé disponible

2.6 Budget du programme pour 2020-2021 par action

MSP- PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE ET ADMINISTRATION GENERALE				
ACTIONS/TITRES		CRÉDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021		
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE OU ADMINISTRATION GENERALE		2 380 651 414	73 451 576	2 454 102 990
TITRE I	Dépenses de Personnel	1 646 463 793	-	1 646 463 793
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	23 431 533	5 000 000	28 431 533
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 728 258	68 451 576	79 179 834
TITRE IV	Dépenses de Transferts	13 000 000	-	13 000 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	687 027 830	-	687 027 830
1- PILOTAGE DE LA STRATEGIE MINISTERIELLE		1 066 630 932	5 000 000	1 071 630 932
TITRE I	Dépenses de Personnel	722 129 525	-	722 129 525
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	987 492	5 000 000	5 987 492
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	343 513 915	-	343 513 915
2-COORDINATION ADMINISTRATIVE		1 314 020 482	68 451 576	1 382 472 058
TITRE I	Dépenses de Personnel	924 334 268		924 334 268
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	22 444 041		22 444 041
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 728 258	68 451 576	79 179 834
TITRE IV	Dépenses de Transferts	13 000 000		13 000 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	343 513 915		343 513 915

3. PROGRAMME 'PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE'

3.1 Présentation du Programme

Ce Programme couvre toutes les activités liées à la sensibilisation et à l'éducation des populations sur les thèmes de l'hygiène et des maladies, la vaccination, la surveillance épidémiologique, le contrôle de qualité des médicaments et la coordination de tous les programmes nationaux de santé. Les priorités du programme reposent sur les actions de promotion sanitaire, l'appropriation des méthodes de lutte contre les maladies.

3.2 Actions du programme

Activités de prévention et lutte contre les maladies et promotion de la santé :

- surveillance épidémiologique/veille sanitaire;
- vaccination ;
- hygiène sanitaire ;
- éducation et sensibilisation sur les pathologies;
- contrôle de la qualité des médicaments et des produits spécifiques;
- protection maternelle et infantile ;
- prévention et lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles incluant la gestion du Coronavirus.

3.3 Structures et entités du MSPP qui composent les actions de ce programme

Action	Structures du MSPP
Surveillance épidémiologique/veille sanitaire	- Direction d'Épidémiologie, des Laboratoires et de Recherche (DELR) - Laboratoire National de Santé Publique (LNSP)
Vaccination	- Unité de Coordination Nationale du Programme de Vaccination (UCNPV)
Hygiène sanitaire	- Direction de Promotion de la Santé et de la Protection de l'Environnement (DPSPE)
Éducation et sensibilisation sur les pathologies	- Direction de Promotion de la Santé et de la Protection de l'Environnement (DPSPE) - Unité de Communication et des Relations Publiques (UCRP)
Contrôle de la qualité des médicaments et des produits spécifiques	- Direction de Pharmacie, du Médicament et de la Médecine Traditionnelle (DPMMT)
Protection maternelle et infantile	- Direction de Santé de la Famille (DSF) - Unité de Coordination du Programme National de Nutrition (UCPNuNu)
Prévention et lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles	- Programme National de Sécurité Transfusionnelle (PNST) - Bureau Oncologie National (Registre National du Cancer) - Unité de Santé Mentale de la DPSPE - Unité de Coordination des Programmes Prioritaires (UCP) : - Programme National de contrôle de la Malaria (PNCM) - Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) - Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT)

3.4 Activités du programme pour 2020-2021

PROGRAMME : PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE	
✓ Surveillance épidémiologique / veille sanitaire	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de l'ensemble des mécanismes et procédures de la surveillance épidémiologique et du laboratoire national <ul style="list-style-type: none"> - renforcement du système de surveillance épidémiologique et de laboratoire afin de le rendre plus efficace et fonctionnel pour une réponse adéquate; - poursuite et renforcement des systèmes de surveillance et de laboratoire pour l'ensemble des maladies transmissibles et non-transmissibles; - renforcement du système de surveillance et de contrôle au niveau des points frontaliers; - plein fonctionnement des salles de situation des 10 départements pour contribuer à la prise de décisions à tous les niveaux ; - mise en œuvre efficace des systèmes de surveillance épidémiologique et de laboratoires dans le cadre de la prise en charge du Coronavirus.
✓ Vaccination	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des programmes de vaccination dans l'ensemble des institutions: <ul style="list-style-type: none"> - renforcement de la vaccination de routine - renforcement de la chaîne de froid à tous les niveaux du système de santé (100% disponibilité) - acquisition des stocks suffisants des vaccins traditionnels de routine (BCG, VPOt, VPOb, RR, dT, DTP) et consommables à partir des fonds du Trésor Public; - acquisition des stocks suffisants des nouveaux vaccins (Penta, Rota, VPI) et consommables.
✓ Hygiène sanitaire	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des actions de prévention, de promotion de l'hygiène et de l'assainissement : <ul style="list-style-type: none"> - amélioration des outils pour les autorisations et supervision des activités d'hygiène publique ; - poursuite de l'intégration des ASCP dans les activités de sensibilisation liées à l'hygiène et à l'assainissement ; - diffusion des normes de gestion des déchets dans les institutions de santé - coordination avec les autres secteurs impliqués dans les interventions d'hygiène et d'assainissement.

PROGRAMME : PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE	
✓ Education et sensibilisation sur les pathologies	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du programme de santé communautaire : <ul style="list-style-type: none"> - renforcement du volet communautaire des programmes prioritaires; - mise en œuvre du plan de suivi de la stratégie de santé communautaire; - élaboration/dissémination documents de référence et outils en santé communautaire; - formation des cadres et du personnel des différents niveaux du système de santé en santé communautaire; - renforcement des activités de recherche des contacts TB et TB/MDR dans la communauté ; - démarrage des activités de prise en charge en ambulatoire des cas de tuberculose multi résistante. • Éducation et sensibilisation à tous les niveaux du système de santé <ul style="list-style-type: none"> - développement de matériels éducatifs au sein du MSPP - développement et mise en œuvre de stratégies de communication et d'information pour toucher l'ensemble de la population ; - reproduction et dissémination des matériels selon les groupes cibles et les thèmes - poursuite de la mise en œuvre des activités de la Caravane pour la promotion de comportements sains contre les maladies non transmissibles et de leur dépistage - développement de la communication et de l'éducation pour la santé bucco -dentaire. - Mise en place des programmes de formation sur les plantes médicinales.
✓ Contrôle de la qualité des médicaments et des produits spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre de la politique nationale de Pharmacie et des médicaments: <ul style="list-style-type: none"> - rencontres régulières de la Commission Nationale du Médicament et des comités techniques de coordination des approvisionnements des instants essentiels et stratégiques de santé (une fois par semestre) (VIH, TB, Malaria, PF, PEV, PME, Nutrition, etc) - rencontres régulières du Comité de Pilotage, du Comité Technique et des Commissions Thématiques pour la mise en place du SNADI - diffusion du plan de communication à l'usage rationnel du médicament (spot, matériels promotionnels) - Initiation de la construction du nouveau CENADI avec l'aménagement de terrain et la construction de la clôture ; - rénovation des 6 CDAI (Nord Est, Nord Ouest, Grande- Anse, Petit-Goâve, Artibonite et Nord) ; - supervisions formatives et de contrôle de qualité des informations de gestion logistique (SIGL national harmonisé) aux niveaux central, départemental et institutionnel ; - mise en place graduelle du système national harmonisé d'Information sur la Gestion Logistique (SIGL) des médicaments essentiels et autres produits de santé - poursuite des activités d'enregistrement, d'autorisation de mise en marché et d'importation au niveau de la DPMMT;
✓ Protection maternelle et infantile	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des programmes prioritaires de santé visant les groupes les plus vulnérables dont les femmes et les enfants, tout en améliorant la qualité de la prise en charge des pathologies et maladies courantes : <ul style="list-style-type: none"> - supervision régulière des interventions de santé maternelle par les responsables des niveaux central et départemental pour assurer le respect des normes; - suivi de la stratégie de Surveillance des Décès Maternels et Riposte (SDMR); - augmentation du nombre de SONUB et SONUC au niveau des départements; - mise en place d'un plan de promotion de la santé maternelle autour de l'institution et de la communauté; - formation des cadres sur les méthodes PF de longue durée, la logistique des intrants et la dissémination; - mise en place d'interventions pour le déparasitage scolaire et non scolaire; - amélioration de la capacité des institutions sanitaires à offrir des services gynéco-obstétricaux dans le respect des normes du MSPP; - amélioration de la capacité de l'institution à prendre en charge les cas d'urgence obstétricale; - prévention et prise en charge de la malnutrition : dépistage et distribution de suppléments alimentaires à plus de 3,000 enfants souffrant de malnutrition modérée et sévère et 2,000 femmes enceintes et allaitantes.

PROGRAMME : PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE

- ✓ Prévention et lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles
- **Mise en œuvre du plan de préparation et de réponse du MSPP au Coronavirus (voir plan officiel publié en mars 2020) avec: 1,535,874,208 Gourdes prévu sur les crédits d'investissement dont 1,000,000,000 gourdes sur les fonds du Trésor Public et 535,874,208 sur les fonds des Ressources Externes :**
 - dépistage systématique de la COVID-19 et des maladies apparentées au niveau du pays;
 - prise en charge des cas suspects, des personnes contact et des malades ;
 - poursuite de la réponse à la pandémie;
 - mise en œuvre de mécanismes d'articulation intra et intersectorielle ;
 - renforcement des mécanismes de coopération internationale pour la gestion de l'épidémie ;
 - **Consolidation des acquis des programmes de lutte et de prévention contre les maladies transmissibles et intensification de la lutte contre les maladies émergentes et endémiques :**
 - poursuite de la mise en œuvre des programmes de prévention et de lutte contre les principales maladies transmissibles (VIH/SIDA, tuberculose, malaria, choléra, Coronavirus, etc);
 - poursuite des interventions de lutte contre les maladies vectorielles et des traitements de gîtes larvaires et séances de fumigation;
 - renforcement de la prise en charge des cas de maladies émergentes dans l'ensemble des institutions de santé;
 - poursuite de la mise en œuvre des activités de promotion de comportements sains contre les maladies non transmissibles et de leur dépistage;
 - renforcement de la surveillance des autres phénomènes : mortalité, accidents, violences.
 - **Mise en œuvre de programmes de promotion et des plans d'action de santé mentale pour assurer l'intégration des activités de santé mentale dans les dix départements géographiques :**
 - intégration de la santé mentale dans deux hôpitaux départementaux : Nord et Sud;
 - poursuite des activités de la campagne de sensibilisation à l'autisme;
 - mise en place des cellules de santé mentale au niveau de deux HCR (Arcachon et Bon Repos).

3.5 Cadre de performance du programme : résultats et indicateurs

Programme : Prévention et Sécurité Sanitaire				
Actions	Principaux résultats attendus	Indicateurs	Périodicité	Sources de vérification
Surveillance épidémiologique / veille sanitaire	Les maladies transmissibles et non transmissibles sont contrôlées à travers un système de surveillance et de laboratoires fonctionnel	Les rapports de surveillance épidémiologique fournissent l'information pour la prise de décision en temps réel sur une base régulière	Mensuelle	Rapports de surveillance pour l'ensemble des maladies
	Salles de situation fonctionnelles dans les 10 départements	Nombre de salles de situation fonctionnelles	Trimestrielle	Rapports des rencontres
Vaccination	Disponibilité de la chaîne de froid dans 100 % des institutions	Nombre d'Institutions disposant d'une chaîne de froid fonctionnelle	Trimestrielle	Rapport service Logistique DPEV
	Stocks de vaccins traditionnels disponibles dans les institutions	Taux de couverture vaccinale	Trimestrielle	Rapport mensuel de routine

Programme : Prévention et Sécurité Sanitaire				
Actions	Principaux résultats attendus	Indicateurs	Périodicité	Sources de vérification
Surveillance épidémiologique /veille sanitaire	Les maladies transmissibles et non transmissibles sont contrôlées à travers un système de surveillance et de laboratoires fonctionnel	Les rapports de surveillance épidémiologique fournissent l'information pour la prise de décision en temps réel sur une base régulière	Mensuelle	Rapports de surveillance pour l'ensemble des maladies
	Salles de situation fonctionnelles dans les 10 départements	Nombre de salles de situation fonctionnelles	Trimestrielle	Rapports des rencontres
Hygiène sanitaire	Application des normes de gestion des déchets dans les institutions de santé	Pourcentage des institutions de santé qui appliquent le protocole de gestion des déchets	Trimestrielle	Rapports de supervision niveau département
Education et sensibilisation sur les pathologies	Comité de santé de contrôle de l'infection tuberculose mise en place dans les institutions	Nombre de Comités de santé de contrôle de l'infection tuberculose mise en place	Trimestrielle	Rapport des rencontres
	Les activités de promotion de comportement sain sont mises en œuvre	Nombre de personnes dépistées dans le cadre des activités de promotion de comportement sain	Trimestrielle	Rapports d'activités
		Nombre de cliniques de ministère /organismes autonomes touchées dans le cadre de la promotion de comportement sain	Trimestrielle	Rapports d'activités
Contrôle de la qualité des médicaments et des produits spécifiques	Commission Nationale du Médicament fonctionnelle	Nombre de recommandations issues de la Commission Nationale du Médicament	Trimestrielle	Rapports des rencontres
	Système national harmonisé d'Information sur la Gestion Logistique (SIGL) des médicaments essentiels et autres produits de santé en place	Degré de fonctionnalité du SIGL des médicaments	Trimestrielle	Rapports de la DPMMT
Protection maternelle et infantile	Système Surveillance et riposte des décès maternels opérationnels	Nombre de décès maternels investigués sur la période	Trimestrielle	Rapport de surveillance
	Partogramme utilisé au cours de l'accouchement	Nombre d'accouchement pour lequel le partogramme a été utilisé. Nombre de cas d'urgences obstétricales prises en charges	Trimestrielle	Rapport mensuel des services
Prévention et lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles	Programme de lutte et de prévention contre les maladies transmissibles consolidées	Plan de réponse au Coronavirus mis en œuvre selon les normes	Mensuelle	Rapports DELR
		Nombre d'institutions intégrant le réseau national de surveillance	Mensuelle	Rapports DELR
		Nombre de gîtes larvaires traitées	Mensuelle	Rapports prog. malaria

3.6 Budget du programme pour 2020-2021 par action

MSPP- PROGRAMME PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE				
ACTIONS/TITRES		CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021		
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE		412 322 526	1 620 874 208	2 033 196 734
TITRE I	Dépenses de Personnel	139 475 060	-	139 475 060
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	247 651 440	1 620 874 208	1 868 525 648
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	25 196 026	-	25 196 026
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-
1- SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE VEILLE SANITAIRE		61 457 550	-	61 457 550
TITRE I	Dépenses de Personnel	26 336 440	-	26 336 440
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	29 388 012	-	29 388 012
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	5 733 098	-	5 733 098
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-
2- VACCINATION		135 307 208	-	135 307 208
TITRE I	Dépenses de Personnel	15 742 500	-	15 742 500
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	114 613 758	-	114 613 758
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 950 950	-	4 950 950
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-
3-HYGIENE SANITAIRE		22 426 596	5 000 000	27 426 597
TITRE I	Dépenses de Personnel	9 144 980	-	9 144 980
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	9 444 049	5 000 000	14 444 049
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3 837 567	-	3 837 568
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-
4-EDUCATION ET SENSIBILISATION SUR LES PATHOLOGIES		22 426 597	5 000 000	27 426 597
TITRE I	Dépenses de Personnel	9 144 980	-	9 144 980
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	9 444 049	5 000 000	14 444 049
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3 837 568	-	3 837 568
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-
5-CONTROLE DE LA QUALITE DES MEDICAMENTS ET DES PRODUITS SPECIFIQUES		62 843 130	-	62 843 130
TITRE I	Dépenses de Personnel	35 006 400	-	35 006 400
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	25 128 820	-	25 128 820
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2 707 910	-	2 707 910
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-

MSPP- PROGRAMME PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE				
ACTIONS/TITRES		CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021		
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
6-PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE		42 744 032	30 000 000	72 744 032
TITRE I	Dépenses de Personnel	16 090 000	-	16 090 000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	25 498 599	30 000 000	55 498 599
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1 155 433	-	1 155 433
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-
7-PREVENTION ET LUTTE CONTRE LES MALADIES TRANSMISSIBLES ET NON TRANSMISSIBLES		65 117 413	1 580 874 208	1 645 991 620
TITRE I	Dépenses de Personnel	28 009 760	-	28 009 760
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	34 134 153	1 580 874 208	1 615 008 360
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2 973 500	-	2 973 500
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-

4. PROGRAMME 'OFFRE ET ACCES AUX SOINS'

4.1 Présentation du Programme

Ce programme concerne les actions visant à offrir des soins de qualité à l'ensemble de la population et à leur permettre d'accéder équitablement aux soins.

4.2 Actions du programme

- Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires
- Développement des ressources humaines du secteur sanitaire
- Accès aux médicaments et aux produits spécifiques
- Transfert et évacuation sanitaire

4.3 Structures et entités du MSPP qui composent les actions de ce programme

Action	Structures du MSPP
Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement des hôpitaux et autres structures sanitaires : <ul style="list-style-type: none"> • Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH) • Sanatorium de Port au Prince • Hôpital La Paix • Maternité Isaïe Jeanty (MIJO) • Centre Psychiatrique Mars & Kline • Les 10 hôpitaux départementaux • Les 500 Institutions de Santé Public et mixtes (HCR, CS, etc) • Autres structures de santé : CDAI, etc - Coûts de construction des infrastructures du programme d'investissement public - Renforcement de la capacité résolutive et de prise en charge au niveau des institutions de santé;
Développement des ressources humaines du secteur sanitaire	<ul style="list-style-type: none"> - Écoles de formation : <ul style="list-style-type: none"> • Faculté de Médecine et de Pharmacie • École nationale d'Infirmières de Port au Prince • École d'infirmières des sages femmes • Autres écoles de formation
Accès au médicament et aux produits spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Coûts des médicaments pour les institutions (montant pour chaque programme)
Transferts et évacuations sanitaire	<ul style="list-style-type: none"> - Centre Ambulancier National (incluant les centres régionaux) - Prise en charge des urgences

4.4 Activités du programme pour 2020-2021

PROGRAMME : OFFRE ET ACCES AUX SOINS (Actions liées aux activités de soins à l'accès aux médicaments, au transfert et à l'évacuation sanitaire, au développement des infrastructures sanitaires, à la maintenance des équipements et au développement des ressources humaines)

✓ Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires

- **Réforme de la gestion hospitalière ;**
 - poursuite de la réflexion sur la réforme de la gestion hospitalière
 - proposition et recommandations pour la mise en œuvre de cette réforme et particulièrement de l'autonomie des Hôpitaux.
 - poursuite des rencontres régulières entre les Directeurs des principaux hôpitaux et la Haute Direction du MSPP et selon les besoins de la prise en charge;
- **Amélioration de l'accès aux soins de santé avec la construction ou la réhabilitation des infrastructures sanitaires ;**
 - finalisation des réhabilitations des infrastructures de santé affectées par l'ouragan Matthew : **18** avec les fonds du programme d'investissement public (7 dans le Sud, 5 dans la Grande-Anse, 6 dans les Nippes);
 - finalisation des travaux de construction de l'HUEH et du HCR Simbi Continental ;
 - finalisation des travaux de construction et de réhabilitation de **26** infrastructures de santé : 3 dans les **Nippes** (Transf. CDI Anse à Veau, Centre Transfusion.Sanguine, CSL Saut du Baril), 1 dans la **Grande-Anse** Hop. Beaumont), 4 dans le **Sud** (CSL La Cahouane/Tiburou, Centre amb. Sud, Quatre Chemins, Dèyè Fo), 2 dans le **Sud-Est** (Bureau sanitaires du Sud-est. CSL Montagne Lavoute), 4 dans l'**Ouest** (Hôp.Petit Goave, Dufresnay, Cornillon, Dumisseai/Kenskoff), 6 dans le **Nord** (Galifète/Grande Rivière du Nord, Bois Pin/Pignon, Brostage/Dondon, Bois Neuf/St Raphael, La Belle Mère/Pignon, Bassin/Plaisance), 3 dans le **Nord-Est** (Perches, Acul Samedi/Fort Liberté, Centre amb.Nord-Est), 1 dans le **Nord-Ouest** (la Corne), 1 dans l'**Artibonite** (CSL Daranne), 1 dans le **Centre** (CSL Montagne Terrible/Saut d'Eau);
 - poursuite des travaux de construction de 4 infrastructures de santé incluant le nouveau modèle de Centre Communautaire de Santé: 1 dans les Nippes (CCS à Berquin), 1 dans le Nord (CCS Soufrière), 1 dans la Grande-Anse (CCS de Balizier), 1 dans le Nord-Ouest (CCS Mare Rouge La Tortue);
 - construction de 8 Centres Communautaires de Santé CCS, dans les sections communales dépourvues d'infrastructures de santé : Liancoury/St Marc (CSL), Lamiel/Cerca la Source, Tête d'Eau/Baradères, Moisson/L'Azile, Cotelette/Ste Suzanne, Savanelte/Mont-Organisé, Laguamite/Mont-Organisé , Molière/Jacmel);
 - finalisation des travaux de réhabilitation de **13** infrastructures de santé : 3 dans le Nord-Est (Rose Bonite, Leroux Cachiman, CSL Acul Samedi), 2 dans la Grande-Anse (Boucan Chambellan, Tiparis), 1 dans le Centre (CSL Maissade), 6 dans le Nord (Galifete, Bois Pin, Brostage, Bois neuf, la Belle Mère, Bassin) et 1 dans le Nord-Ouest (Hopital Immaculée Conception de Port de Paix);
 - finalisation de la construction de 3 résidences : bureau Nord-Est, personnel Centre Dondon, personnel Centre Labadie
 - finalisation des travaux de construction des bureaux des directions départementales du Nord-Ouest, du Sud-Est et des Nippes
 - lancement de l'appel d'offres et début de la construction de 2 HCR: HCR de Ouanaminthe, HCR de St Michel de l'Attalaye
- **Mise en place de centres spécialisés :**
 - poursuite de la réflexion sur le processus de transformation de certains hôpitaux en hôpitaux universitaires et proposition d'un plan de mise en œuvre ;
 - mise en place de cliniques dentaires d'excellence dans les dix départements sanitaires
- **Acquisition de matériels et équipements pour la mise en fonctionnement de 26 institutions de santé**

PROGRAMME : OFFRE ET ACCES AUX SOINS (Actions liées aux activités de soins à l'accès aux médicaments, au transfert et à l'évacuation sanitaire, au développement des infrastructures sanitaires, à la maintenance des équipements et au développement des ressources humaines)	
✓ Développement des ressources humaines du secteur sanitaire	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités institutionnelles : <ul style="list-style-type: none"> - recrutement de ressources humaines additionnelles pour répondre aux besoins de certaines directions centrales, départementales et institutionnelles ; - recrutement du personnel pour les institutions de santé qui seront mises en fonctionnement au cours de l'année 2020-2021 (au moins 26); - poursuite du processus de restructuration de celles qui ont déjà débuté comme l'UEP, DRH, DOSS, DFPSS, UCNPV, DSI; - amélioration des conditions de travail et du fonctionnement des structures centrales, départementales et locales du MSPP; • Intégration graduelle des autres ASCP formés par le MSPP dans le système de santé et non intégrés dans le budget 19-20; • Renforcement de la qualité des services offerts par la formation continue du personnel prestataire des programmes prioritaires et la supervision ; <ul style="list-style-type: none"> - santé maternelle et infantile - maladies transmissibles et maladies non transmissibles.
✓ Accès au médicament et aux produits spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Approvisionnement continu en intrants de toutes les institutions pour l'ensemble des programmes dans les 10 départements : <ul style="list-style-type: none"> - approvisionnement régulier en intrants des programmes de santé maternelle et infantile incluant la planification familiale - approvisionnement en intrants et médicaments ; - acquisition des stocks suffisants des vaccins traditionnels de routine (BCG, VPOt, VPOb, RR, dT, DTP) et consommables à partir des fonds du Trésor Public; - acquisition de stocks suffisants des nouveaux vaccins (Penta, Rota, VPI) et consommables. - approvisionnement régulier en intrants des programmes de lutte contre les maladies transmissibles : VIH/sida, malaria, tuberculose, choléra, etc - approvisionnement régulier en intrants des programmes de lutte et de prévention des maladies non transmissibles : hypertension, diabète.
✓ Transferts et évacuation sanitaire	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du centre ambulancier national : <ul style="list-style-type: none"> - poursuite des activités de renforcement organisationnel du CAN ; - modernisation du Centre d'appel et extension du 116 à tout le territoire ; - recherche d'intégration du réseau ambulancier haïtien aux structures spécialisées régionales, hémisphériques et mondiales. - travaux de réhabilitation du centre ambulancier national et appui à l'acquisition de matériels pour le CAN; • Renforcement des centres ambulanciers régionaux : Nord-Est et Sud • Initiation de la construction du Centre National de Transfusion Sanguine • Acquisition de 20 ambulances (niveau commune) • Renforcement de la prise en charge des urgences au niveau des hôpitaux départementaux : <ul style="list-style-type: none"> - finalisation du diagnostic des besoins pour le renforcement de la prise en charge des urgences au niveau des hôpitaux départementaux et élaboration d'un plan de mise en œuvre pour le renforcement incluant les ressources nécessaires ; • Programmes de sensibilisation et de collecte de sang dans les postes de transfusion sanguine et les cliniques pour assurer la disponibilité de sang au niveau national. <ul style="list-style-type: none"> - finalisation construction centre transfusion sanguine dans les Nippes - construction du Centre National de transfusions sanguine

4.5 Cadre de performance du programme : résultats et indicateurs

Programme : Offre et accès aux soins				
Actions	Principaux résultats attendus	Indicateurs	Périodicité	Sources de vérification
Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaire	Les institutions dans les 10 départements sont réhabilitées et finalisées	Nombre d'Institutions réhabilitées	Trimestrielle	Rapport de suivi de la mise en œuvre du PIP
		Nombre de nouvelles constructions finalisées	Trimestrielle	Rapport mensuel de routine
		Nombre de nouveaux centres spécialisés mis en place		
Développement des ressources humaines du secteur sanitaire	Ressources Humaines additionnelles recrutées	Nombre de ressources humaines additionnelles recrutées	Annuel	SIGRH
Accès aux médicaments et aux produits spécifiques	Les institutions sont approvisionnées régulièrement en intrants pour la prise en charge des pathologies	Nombre d'utilisateurs de méthode moderne de Planification familiale	trimestriel	Rapport mensuel de routine
		Nombre de PVVIH mis sous ARV	trimestriel	Rapport mensuel de routine
		Nombre d'enfants vus dans un programme nutritionnel	trimestriel	Rapport mensuel de routine
		Nombre de cas d'hypertension artérielle prise en charge	trimestriel	Rapport mensuel de routine
		Nombre de cas de Diabète prise en charge	trimestriel	Rapport mensuel de routine
		Nombre de personnes testées pour la Malaria	trimestriel	Rapport mensuel de routine
		Nombre de cas de malaria confirmés et traités	trimestriel	Rapport mensuel de routine
Transferts et évacuation sanitaire	Les urgences au niveau des hôpitaux départementaux sont prises en charges	Nombre de cas d'urgences prise en charge au niveau des hôpitaux départementaux	trimestriel	Rapport mensuel de routine

4.6 Budget du programme pour 2020-2021 par action

MSP- PROGRAMME OFFRE ET ACCES AUX SOINS				
ACTIONS/TITRES		CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021		
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
OFFRE ET ACCES AUX SOINS		4 185 943 195	1 689 291 520	5 875 234 715
TITRE I	Dépenses de Personnel	3 662 701 678	-	3 662 701 678
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	499 871 370	-	499 871 370
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	23 370 147	1 689 291 520	1 712 661 667
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-
1- DEVELOPPEMENT, EQUIPEMENT ET MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES		3 745 016 711	1 386 737 455	5 131 754 166
TITRE I	Dépenses de Personnel	3 443 787 503	-	3 443 787 503
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	292 988 392	-	292 988 392
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	8 240 816	1 386 737 455	1 394 978 271
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-

MSP- PROGRAMME OFFRE ET ACCES AUX SOINS				
ACTIONS/TITRES		CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021		
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
2-DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR SANITAIRE		20 814 423	-	20 814 423
TITRE I	Dépenses de Personnel	20 378 189	-	20 378 189
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	436 234	-	436 234
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-
3-ACCES AUX MEDICAMENTS ET AUX PRODUITS SPECIFIQUES		190 684 084	-	190 684 084
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	190 684 084	-	190 684 084
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-
4-TRANSFERT ET EVACUATION SANITAIRES		229 427 977	302 554 065	531 982 042
TITRE I	Dépenses de Personnel	198 535 986	-	198 535 986
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	15 762 660	-	15 762 660
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	15 129 331	302 554 065	317 683 396
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-

5. PROGRAMME 'POPULATION'

5.1 Présentation du Programme

Elaborer et assurer la mise en œuvre et le suivi d'une politique de population rationnelle et adaptée à l'environnement socio-économique du pays, axée sur le concept du développement humain durable.

5.2 Structures et entités du MSP qui composent les actions de ce programme

Le programme est mis en œuvre par la Direction de la Population et du Développement Humain (DPDH)

5.3 Actions du programme

Les actions du programme de population sont :

- Stratégies en matière de population
- Programmes de population
- Études/recherches sur des phénomènes démographiques

5.4 Activités du programme pour 2020-2021

PROGRAMME : POPULATION	
✓ Stratégie en matière de population	<ul style="list-style-type: none"> Actualisation de la politique de population Suivi de la mise en œuvre des plans de population Mise en place/création d'un tableau de bord pour la diffusion des données en matière de population
✓ Programmes de population	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du partenariat avec toutes les institutions travaillant dans le domaine de la population (CEPODE, ANASPODE, organisations de femmes, réseau national en population et développement du réseau de parlementaires en pop, etc) Organisation des tables thématiques en Population et Développement (Planification familiale, Dividende Démographique, Santé Reproductive, Gouvernance, Autonomisation des filles et des femmes, etc.), avec certaines des organisations de la société civile
✓ Etudes/recherches sur des phénomènes démographiques	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'enquête sur le profil sociodémographique des immigrants haïtiens (mise en place de micro-données)

5.5 Cadre de performance du programme : résultats et indicateurs

Programme : Offre et accès aux soins				
Actions	Principaux Résultats Attendus	Indicateurs	Périodicité	Sources de vérification
✓ Stratégie en matière de population	Politique de population actualisée	Document de Politique disponible		
✓ Programmes de population	Partenariat avec toutes les institutions renforcé	Nombre rencontres de coordination réalisées		
✓ Etudes/recherches sur des phénomènes démographiques	Enquête/Etude publiée	Rapport d'enquête disponible		

5.6 Budget du programme pour 2020-2021

MSPP- PROGRAMME OFFRE ET ACCES AUX SOINS				
ACTIONS/TITRES		CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021		
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
POPULATION		91 494 500		91 494 500
TITRE I	Dépenses de Personnel	40 406 500	-	40 406 500
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	41 088 000	-	41 088 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 000 000	-	10 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-

CONCLUSION

Ce budget 2020-2021 est une compilation et analyse des budgets soumis par les responsables à tous les niveaux du système de santé (central, départemental et institutionnel). Il représente une partie des besoins nécessaires pour la mise en œuvre des programmes de santé dans plus de 500 institutions du pays (avec statut privé et mixte) dont la mission est d'offrir des soins et services de santé de qualité à l'ensemble de la population.

Tout en renforçant la qualité et l'extension de la couverture des services de santé, les projets d'investissement public 2020-2021 contribueront à l'atteinte des résultats visés par le gouvernement dans le cadre du PREPOC (Plan de Relance Economique Post Covid 2020-2023) et du Plan Stratégique de Développement d'Haïti – pays émergent en 2030. **Les principaux résultats attendus d'ici la fin de cette année sont les suivants :**

- 1) **Poursuite de la mise en œuvre du plan de réponse à la pandémie du Coronavirus avec 1,535,874,208 Gourdes prévu sur les crédits d'investissement dont 1,000,000,000 gourdes sur les fonds du Trésor Public et 535,874,208 sur les fonds des Ressources Externes :**
 - dépistage systématique du COVID-19 et des maladies apparentées au niveau du pays ;
 - prise en charge des cas suspects, des personnes contact et des malades ;
 - poursuite de la réponse à la pandémie ;
 - mise en œuvre de mécanismes d'articulation intra et intersectorielle ;
 - renforcement des mécanismes de coopération internationale pour la gestion de l'épidémie ;
- 2) **Extension des soins de santé primaire (priorité de la Présidence pour le secteur santé) :**
 - mise en place de 8 centres communautaires de santé dans 8 sections dépourvues d'infrastructures de santé (norme du MSPP : 1 CCS par section communale) donnant accès aux soins de santé primaire à plus de 80,000 personnes ;
 - acquisition de matériels et équipements pour rendre fonctionnels ces 8 Centres de santé ;
 - mise en place des Ressources Humaines et fourniture d'intrants pour rendre fonctionnels ces 8 CCS (Budget de fonctionnement).
- 3) **Renforcement des services d'urgence (priorité de la Présidence pour le secteur santé) :**
 - acquisition de 20 ambulances (niveau commune) en renforcement de la prise en charge des urgences dans au moins 5 départements ;
 - renforcement des Centres ambulanciers régionaux (finalisation du Centre ambulancier du Grand Sud pour desservir les 800,000 habitants du département et celui du Nord-Est desservant plus de 400,000 habitants) et du Centre Ambulancier National desservant la population du département de l'Ouest (plus de 4 millions d'habitants) et ses environs en plus d'appuyer les centres régionaux ;
 - construction du Centre National de Transfusion Sanguine et finalisation de la construction du centre transfusion sanguine dans les Nippes pouvant fournir les produits sanguins aux 325,000 habitants de ce département et ses environs ainsi que du Centre National de transfusion sanguine pour la collecte et fourniture des produits sanguins pouvant répondre à tout type d'interventions chirurgicales dans le département de l'Ouest et l'ensemble du pays.
- 4) **Extension de l'offre des services de santé au niveau des 10 départements :**
 - mise en fonctionnement de 26 nouvelles institutions de santé (construction initiée depuis 2013-2014-2015) pour desservir plus de 830,000 habitants ;

- acquisition de matériels et équipements pour rendre fonctionnelles ces 26 institutions ;
- mise en place des ressources humaines et fourniture d'intrants pour la mise en fonctionnement de ces 26 nouvelles institutions (budget de fonctionnement) ;
- lancement de l'appel d'offres pour la construction d'un Hôpital Communautaire de Référence pour offrir des services spécialisés de santé dans deux des arrondissements dépourvus de HCR (normes du MSPP : 1 HCR par arrondissement) : Ouanaminthe (150,000 habitants) et St Michel de l'Attalaye (200,000 habitants) ;
- poursuite de la construction de l'HUEH comme institution universitaire spécialisée de référence pour les 12 millions d'habitants du pays ;
- reprise du chantier de la construction du HCR Simbi Continental pour fournir des soins de santé spécialisés aux 300,000 habitants de Martissant et ses environs.

5) **Renforcement des programmes prioritaires de santé :**

- prévention et prise en charge de la malnutrition : Dépistage et distribution de suppléments alimentaires à plus de 3,000 enfants souffrant de malnutrition modérée et sévère et 2,000 femmes enceintes et allaitantes;
- poursuite des programmes de santé de la mère et de l'enfant
- renforcement des programmes de lutte et de prévention des maladies transmissibles : VIH/Sida, tuberculose, malaria, Coronavirus, choléra, etc ;
- mise en œuvre du plan de réponse du MSPP au Coronavirus ;
- appui aux programmes de communication et prévention des maladies non transmissibles dans les 500 institutions de santé pour atteindre la population ciblée des moins de 30 ans (4 millions);
- approvisionnement régulier des institutions de santé en intrants et médicaments incluant les stocks suffisants de vaccins ;
- consolidation de la mise en place du programme de santé communautaire.

6) **Extension des bureaux administratifs du MSPP**

- Finalisation de la construction de deux bureaux départementaux (Sud-Est, Nippes) et poursuite de la construction d'un troisième (Nord-Ouest) contribuant à une meilleure coordination des programmes de santé pour la population de ces trois départements ainsi qu'une meilleure performance des 170 personnels de ces trois bureaux (58 hommes et 112 femmes).

7) **Renforcement des systèmes de gestion au niveau du MSPP :**

- évaluation du Plan Directeur 2012-2022 et planification du Plan Directeur 2020-2030;
- renforcement de la coordination avec les partenaires du secteur : tables sectorielles centrales sur une base trimestrielle, tables sectorielles départementales sur une base mensuelle et rencontres de suivi des structures du GFF (Global Financing Facility) en Haïti : forum des partenaires techniques et financiers et plateforme de la société civile;
- mise en place d'un système d'évaluation des ressources humaines en santé ;
- mise en place et application d'outils pour le rapportage financier des institutions de santé ;
- extension de l'installation des caisses électroniques au niveau des hôpitaux et institutions pour une meilleure gestion des recettes internes ;

- extension de la stratégie du Financement Basé sur les Résultats au niveau des départements et des institutions de santé ;
- poursuite de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Pharmacie et des Médicaments et mobilisation de fonds pour l'opérationnalisation du SNADI (Système National d'Approvisionnement et de Distribution des Intrants) ;
- poursuite du renforcement du Système d'Information Sanitaire National Unique (SISNU) avec les rencontres de suivi de la qualité des données au niveau des 10 départements, la mise en œuvre du SIS communautaire et l'extension du module tracker pour la tuberculose ;
- renforcement des mécanismes et procédures de la surveillance épidémiologique et du laboratoire national dans le cadre de la prise en charge du Coronavirus et mise en place d'un service de veille sanitaire.
- mise à jour et diffusion des normes techniques et administratives au niveau des institutions de santé incluant celles relatives à la gestion du Coronavirus.

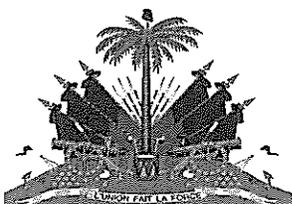
**ANNEXE 1 : LISTE DES SECTIONS COMMUNALES IDENTIFIEES COMME N'AYANT
AUCUNE STRUCTURE DE SANTE ET OU UN CENTRE COMMUNAUTAIRE DE SANTE
SERA CONSTRUIT ENTRE 2020 et 2022**

Departement	Sections communales
Artibonite	<ol style="list-style-type: none"> 1) CCS à Boucan Richard, section communale de Gros Morne (A2) 2) CCS à Doland, section communale de Terre Neuve (A2) 3) CCS à Platon, section communale de Marmelade (A1) 4) CCS à Platana, section communale de Saint Michel de l'Attalaye (A1) 5) CCS à Bossou, section communale de La Chapelle (A2) 6) CCS à Guillaume Moge, section communale des Verrettes (A2) 7) CCS à Mont Baillard, section communale de Gros Morne (A1)
Centre	<ol style="list-style-type: none"> 1) CCS à Tierra Muscady, section communale de Thomonde (A1) 2) CCS à La Selle, section communale de Saut d'eau (A1) 3) CCS à Montagne Terrible, section communale de Saut d'eau (A1) 4) CCS à Matelgate, section communale de Thomassique (A2) 5) CCS à Riaribes, section communale de Belladeres (A1) 6) CCS à Dallegrand, section communale de Thomassique (A1) 7) CCS à Savane Haleine, section communale de Belladeres (A2)
Grande Anse	<ol style="list-style-type: none"> 1) CCS à Ilet a Piere Joseph, section communale de Anse d'Hainault (A1) 2) CCS à Dallier, section communale de Dame Marie (A3) 3) CCS à Bel air, section communale de Les Irois (A2) 4) CCS à Fond d'Icaque, section communale de Corail (A1) 5) CCS à Chardonnette, section communale de Beaumont (en cours) 6) CCS à Les Iles Cayemittes, section communale de Pestel (en cours) 7) CCS à Basse Voldrogue, section communale de Jeremie (A3) 8) CCS à Ravine Charles, section communale de Jeremie (A3) 9) CCS à Iles Blanches, section communale de Jeremie (A1) 10) CCS à Danglise, section communale Abricots (A2) 11) CCS à Source chaude ou Ti pari, section communale de Moron (A2) 12) CCS à L'Assise (chameau), section communale de Moron (A1) 13) CCS à Basse Riviere Desormeaux, section communale de Bonbon (A1) 14) CCS à Julie, section communale de Chambellan (A1) 15) CCS à Milfort Haute Guinaudee, section communale de Jeremie (A1) 16) CCS à Numero deux, section communale de Jeremie (A1) 17) CCS à Baptiste, section communale de Abricots (A1)
Nippes	<ol style="list-style-type: none"> 1) CCS à Cholette, section communale de Petite Riviere des nippes (A3) 2) CCS à Bezin, section communale de Petite Riviere des nippes (A3) 3) CCS à Cocoyers Duchaine, section communale de Fonds des negres (A2) 4) CCS à Tiby, section communale de Petit Trou de Nippes (en cours) 5) CCS à Lièvre, section communale de Petit Trou de Nippes (en cours) 6) CCS à Vassal Labiche Dorlette, section communale de Plaisance du Sud (A3) 7) CCS à Baconois-Barreau, section communale de Arnaud (A3) 8) CCS à Baquet, section communale de Arnaud (A3) 9) CCS à Arnaud-Morcou, section communale de Arnaud (A3) 10) CCS à Gerin ou Mouton, section communale de Baraderes (A2) 11) CCS à Tete d'eau, section communale Baraderes (A1) 12) CCS à Riviere salee, section communale de Baraderes (A1) 13) CCS à Lebrun, section communale de Paillant (A1)
Nord	<ol style="list-style-type: none"> 1) CCS à Coupe a David, section communale de Acul du Nord (A1) 2) CCS à Margot, section communale de Borgne (A1) 3) CCS à Boucan Michel, section communale de Borgne (A1) 4) CCS à Trou d'enfer, section communale de Borgne (A1) 5) CCS à Champagne, section communale de Borgne (A2) 6) CCS à Molas, section communale de Borgne (A1) 7) CCS à Grande Plaine, section communale de Port Margot (A1) 8) CCS à Haut Petit Borgne, section communale Port Margot (A1) 9) CCS à Caracol, section communale de Grande Riviere du Nord (en cours) 10) CCS à Gambade, section communale de Grande Riviere du Nord (A3) 11) CCS à Montagne Noire, section communale de Bahon (A1) 12) CCS à Ilot a Corne, section communale de Limbe (A2) 13) CCS à Chabotte, section communale de Limbe (A1) 14) CCS à La Soufriere, section communale de Acul du Nord (en cours, déjà sur le PIP)

Departement	Sections communales
	15) CCS à Champagne, section communale de Plaisance (A1) 16) CCS à haut Martineau, section communale de Plaisance (A1) 17) CCS à Mapou, section communale de Plaisance (A1) 18) CCS à La Ville, section communale de Plaisance (A2) 19) CCS à Joly, section communale de Pilate (A2) 20) CCS à Du Bourg, section communale de Pilate (A2) 21) CCS à Piment, section communale de Pilate (A1) 22) CCS à Riviere Laporte, section communale de Pilate (A1) 23) CCS à Margot, section communale de Pilate (A2) 24) CCS à Mathurin, section communale de Saint Raphael (A2) 25) CCS à Bouyaha, section communale de Saint Raphael (A1) 26) CCS à Bassin Caiman, section communale de Dondon (A2) 27) CCS à Matador, section communale de Dondon (A1) 28) CCS à Haut du Trou, section communale de Dondon (A3) 29) CCS à Bois de Lance, section communale de Ranquitte (A2)
Nord-Est	1) CCS à Haut Madeleine, section communale de Fort Liberte (A2) 2) CCS à Garcin, section communale de Trou du Nord (A1) 3) CCS à Bois Blanc, section communale de Sainte suzanne (A1) 4) CCS à Cotelette, section communale de Sainte suzanne (A1) 5) CCS à Sarazin, section communale de Sainte suzanne (A1) 6) CCS à Moka Neuf, section communale de Sainte suzanne (A1) 7) CCS à Corosse, section communale de Vallieres (A1) 8) CCS à sylvestre, section communale de Mombin Crochu (A1)
Nord-Ouest	1) CCS à Minviel, section communale de Chansolme (A1) 2) CCS à Mayance, section communale de Anse a foleur (A1) 3) CCS à Dessources, section communale de Jean Rabel (A1) 4) CCS à Basse Terre, section communale de Latortue (A1) 5) CCS à Cap rouge, section communale de Saint Louis du nord (A1) 6) CCS à Labrousse, section communale de Bassin Bleu (A1)
Ouest	1) CCS à Boucassin, section communale de Arcahaie (A1) 2) CCS à Delices section communale de Arcahaie (A3) 3) CCS à Boucassin, section communale de Cabaret (A2) 4) CCS à première belle fontaine, section communale de Croix des bouquets (A1) 5) CCS à deuxième belle fontaine, section communale de Croix des bouquets (A1) 6) CCS à Des crochus, section communale de Croix des bouquets (A1) 7) CCS à Trou d'eau, section communale de Thomazeau (A1) 8) CCS à Genipailler section communale de Cornillon (A2) 9) CCS à Gros Mangle, section communale de Pointe a Raquette (A1) 10) CCS à Parques, section communale de Leogane (A2) 11) CCS à Beausejour, section communale de Leogane (A3) 12) CCS à Citronniers, section communale de Leogane (A3) 13) CCS à Gros Morne, section communale de Leogane (A1) 14) CCS à Fond Arabie, section communale de Petit Goave (A3) 15) CCS à Trou canari 1, section communale de Petit Goave (A3) 16) CCS à Trou canari 2, section communale de Petit Goave(A1) 17) CCS à Moussambe 1, section communale de Grand Goave (A2) 18) CCS à Moussambe 2, section communale de Grand Goave (A2) 19) CCS à Morne Chandelle, section communale de Carrefour (A1) 20) CCS à Coupeau, section communale de Carrefour (A2) 21) CCS à Bouvier, section communale de Carrefour (A1) 22) CCS à La Valle, section communale de Carrefour (A3) 23) CCS à Corail, section communale de Carrefour (A1) 24) CCS à Nouvelle Tourraine, section communale de Kenscoff (A1) 25) CCS à Belle fontaine, section communale de Kenscoff (A1)
Sud	1) CCS à Bellevue, section communale de Aquin (A1) 2) CCS à Colline à Mongons, section communale de Aquin (A2) 3) CCS à Guirand, section communale de Aquin (A3) 4) CCS à Grand Fonds, section communale de Saint Louis du Sud (A1) 5) CCS à Zanglais, section communale de Saint Louis du Sud (A2) 6) CCS à Solon, section communale de Saint Louis du Sud (A2) 7) CCS à Boulmier, section communale des Cayes (A3) 8) CCS à Meloniere, section communale de Chantal (A1) 9) CCS à Dejoie, section communale des Chardonnières (A1) 10) CCS à Verone, section communale de Les Anglais (A3) 11) CCS à Edelin, section communale de Les Anglais (A2)

Departement	Sections communales
	12) CCS à Blactote, section communale de Tiburon (A1) 13) CCS à Sevre, section communale de Tiburon (A1) 14) CCS à Conde, section communale de Coteaux (A1) 15) CCS à Quentin, section communale de Coteaux (A2) 16) CCS à Balais, section communale de Port a Piment (A3) 17) CCS à Renaudin, section communale de Roche a bateau (A1) 18) CCS à Beauclos, section communale de Roche a bateau (A2) 19) CCS à Lazard, section communale de Arniquet (A2) 20) CCS à Debouchette, section communale de Saint Jean du Sud (A2) 21) CCS à Baie du mesle, section communale de Saint Louis du Sud (A1) 22) CCS à Morancy, section communale de Cavillon (A1) 23) CCS à Rendel, section communale de Chardonnières (A1) 24) CCS à Ile a Vache, section communale des Cayes (A1)
Sud-Est	1) CCS à Vallee de Baint, section communale de Baint (A3) 2) CCS à Bas de la croix, section communale de Baint (A2) 3) CCS à Bras Gauche, section communale de Baint (A2) 4) CCS à Baie d'orange, section communale de Belle Anse (A1) 5) CCS à Callumettre, section communale de Belle Anse (A1) 6) CCS à Fond melon selles, section communale de Jacmel (A2) 7) CCS à La Gosseline, section communale de Jacmel (A2) 8) CCS à Grande Riviere, section communale de Jacmel (A2) 9) CCS à Bas Coq Chante, section communale de Jacmel (A3) 10) CCS à Haut Coq Chante, section communale de Jacmel (A2) 11) CCS à Fond Melon Michineau, section communale de Cayes-Jacmel (A3) 12) CCS à Grande Riviere Fesles, section communale de Marigot (A3) 13) CCS à Macary, section communale de Marigot (A1) 14) CCS à Bel air, section communale de Belle Anse (A2) 15) CCS à Marbriole, section communale de Belle Anse (A1) 16) CCS à Pichou, section communale de Belle Anse (A2) 17) CCS à La Croix, section communale de La Montagne Jacmel (A1) 18) CCS à Cap Rouge, section communale de Cayes-Jacmel (A2)

**PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME
DE L'EXERCICE 2020-2021
DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**



République d'Haïti

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

**PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME
2020-2021**

1. PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME DU MENFP

En tant que Ministère pilote pour l'élaboration d'un budget programme depuis 2018, le MENFP a identifié les programmes budgétaires, les actions, les cadres de performance, les objectifs ainsi que les indicateurs de résultats. A cet effet, les programmes retenus par le MENFP, pour l'exercice 2020-2021, sont :

- pilotage et soutien à la politique éducative ou administration générale;
- accès à l'éducation;
- qualité de l'enseignement;
- éducation non formelle et alphabétisation.

1.1 Programmes Budgétaires du MENFP et répartition des crédits budgétaires (exercice fiscal 2020-2021) :

PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021		
		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1311	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	23,941,689,236	5,158,757,392	29,100,446,628
TITRE I	Dépenses de Personnel	21,126,430,521	-	
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1,703,609,907	2,065,663,062	
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	136,611,587	636,569,219	
TITRE IV	Dépenses de Transferts	76,573,675.50	28,500,000	
TITRE VI	Autres dépenses publiques	898463546	2,428,025,111	
ACCES A L'ÉDUCATION		6,157,076,363.00	3,279,594,330	9,436,670,692.50
TITRE I	Dépenses de Personnel	5,562,598,180	-	
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	594,478,183	236,500,000	
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	636,569,219	
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	28,500,000	
TITRE VI	Autres dépenses publiques		2,378,025,111	
QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT		55,697,929.00	1,675,349,612	1,731,047,541.24
TITRE I	Dépenses de Personnel	55,577,924	-	
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	120,005	1,625,349,612	
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations		-	
TITRE IV	Dépenses de Transferts		-	
TITRE VI	Autres dépenses publiques		50,000,000	
ÉDUCATION NON FORMELLE ET ALPHABÉTISATION		15,000,000.00	-	15,000,000.00
TITRE I	Dépenses de Personnel	5,000,000	-	
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	10,000,000	-	
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations		-	
TITRE IV	Dépenses de Transferts		-	
TITRE VI	Autres dépenses publiques		-	
PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE ÉDUCATIVE OU ADMINISTRATION GÉNÉRALE		17,713,914,944.24	203,813,450	17,917,728,394.24
TITRE I	Dépenses de Personnel	15,503,254,417	-	
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1,099,011,719	203,813,450	
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	136,611,587	-	
TITRE IV	Dépenses de Transferts	76,573,676	-	
TITRE VI	Autres dépenses publiques	898,463,546	-	

2. PROGRAMME « PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE EDUCATIVE OU ADMINISTRATIVE GENERALE »

2.1 Présentation du programme

Le programme "Pilotage et Soutien" est un programme de gouvernance générale qui encadre les fonctions de pilotage et d'administration du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). Il a pour but principal d'appuyer en interne les programmes opérationnels du MENFP dans la réalisation de leurs objectifs globaux, en favorisant l'amélioration des conditions de travail, la bonne gouvernance et la modernisation des structures et des modes de gestion. Il a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

Les structures et projets qui composent ce programme sont:

Structures du MENFP
- Bureau du Ministre
- Direction Générale
- Direction des Affaires Administratives
- Direction du Personnel
- Direction de la Planification
- Coordination des Directions Départementales
- Direction Appui et Partenariat
- Direction Départementale de l'Ouest
- Direction Départementale du Nord
- Direction Départementale du Sud
- Direction Départementale de l'Artibonite
- Direction Départementale du Nord-Ouest
- Direction Départementale du Nord-Est
- Direction Départementale de la Grande-Anse
- Direction Départementale du Sud-Est
- Direction Départementale du Centre
- Direction Départementale des Nippes

2.2 Actions pertinentes du programme

Les actions du programme sont composées :

- Pilotage de la stratégie du ministère ; cette action recouvre :
 - le suivi de la mise en œuvre des politiques au niveau central et au niveau des services déconcentrés ;
 - la conception des politiques éducatives et des contenus pédagogiques de l'enseignement ;
 - le suivi de la mise en œuvre des politiques éducatives et l'organisation de la scolarité des élèves ;
 - le pilotage budgétaire et financier et celui de l'ensemble des procédures de gestion administrative du ministère.

Le Cabinet du ministre, les directions et les services rattachés au Directeur Général mettent en œuvre cette action.

- Coordination administrative :

Le programme Pilotage et soutien met à disposition des autres programmes, à travers l'action Coordination administrative, l'expertise et les compétences dans les domaines de l'administration, finances, comptabilité, gestion des ressources humaines, patrimoine immobilier, moyens généraux, système d'information, informatique, bureautique, documentation archivage; courrier, secrétariat, reprographie; services intérieurs; production des données statistiques (interne et externe); communication; juridique-contentieux.

2.3 Cadre de Performance du Programme

Le cadre de performance du programme "Pilotage et Soutien" du ministère de l'Education est bâti autour de six objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à :

- (i) l'insuffisance des ressources humaines (personnel enseignant);
- (ii) la production des données statistiques;
- (iii) la gouvernance du système.

Ces objectifs sont traduits en indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs évolutions et de faire des projections à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés .

Objectif	Résultat attendu	Indicateurs de résultat
Objectif 1 : Renforcer les structures centrales et déconcentrées du MENFP	- Les structures centrales et déconcentrées du Ministère remplissent leurs attributions efficacement dans un cadre juridico-légal rénové.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de dossiers traités trimestriellement par les DT et les DDE selon les normes établies. • Les dossiers à la charge des DT et des DDE sont correctement traités et dans les délais appropriés. • Le nouveau cadre légal régissant le fonctionnement du Ministère est en application.
Objectif 2 : Renforcer les capacités de planification, de suivi et d'évaluation du MENFP	<ul style="list-style-type: none"> - Un système d'information fiable et régulièrement alimenté facilite la prise de décision stratégique. - Les structures nouvelles (UEP, INERE) et rénovées (DPCE) jouent efficacement leur rôle et contribuent à améliorer l'efficacité du système. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des statistiques éducatives fiables et actualisées sur tout le système sont disponibles annuellement et accessibles. • Toutes les décisions prises se basent sur les informations statistiques disponibles. • Des études régulières sur la base des statistiques éducatives sont réalisées, publiées et utilisées à bon escient.
Objectif 3 : Renforcer les capacités du Ministère en matière de régulation, d'encadrement et de contrôle des établissements scolaires du système	- Les structures du Ministère chargées de l'accréditation, de l'encadrement et du contrôle des établissements scolaires sont plus efficaces dans leurs attributions.	<ul style="list-style-type: none"> • Des établissements scolaires sont accrédités
Objectif 4: Renforcer la gouvernance du sous-secteur de l'enseignement secondaire	- Les structures de gestion et de pilotage du sous-secteur sont plus performantes.	<ul style="list-style-type: none"> • Des écoles secondaires disposent d'un nouveau cadre d'administration et d'organisation scolaire. • Un dispositif d'accompagnement de la DES est fonctionnel.

Objectif	Résultat attendu	Indicateurs de résultat
Objectif 5 : Améliorer la gouvernance et le pilotage du sous-secteur de la formation professionnelle	- La réingénierie du sous-secteur de la formation professionnelle est complètement réalisée	<ul style="list-style-type: none"> • Un nouveau cadre d'organisation du secteur de la formation professionnelle est élaboré et validé
Objectif 6: Moderniser l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> - Un cadre légal régleme la normalisation du nouveau secondaire rénové. - Les écoles secondaires du pays adoptent le cursus du secondaire rénové. 	<ul style="list-style-type: none"> • La loi portant organisation du secondaire de 4 ans est publiée. • Des établissements scolaires secondaires disposent des nouveaux programmes du secondaire rénové et les appliquent. • Les mécanismes de gestion du 3e cycle sont distincts de ceux du secondaire dans toutes les écoles.

Les indicateurs :

Indicateurs	Unité	Réalizations			En cours	Cibles		
		N-3	N-2	N-1	N	N+1	N+2	N+3
Objectif 1: Renforcer les structures centrales et déconcentrées du MENFP								
Indicateur 1.1 Nombre de dossiers traités trimestriellement par les DT et les DDE selon les normes établies								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 1.2 Les dossiers à la charge des DT et des DDE sont correctement traités et dans les délais appropriés								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 1.3 Le nouveau cadre légal régissant le fonctionnement du Ministère est en application								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								

Indicateurs	Unité	Réalizations			En cours	Cibles		
		N-3	N-2	N-1	N	N+1	N+2	N+3
secondaires disposent des nouveaux programmes du secondaire rénové et les appliquent								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 6.3 : Les mécanismes de gestion du 3e cycle sont distincts de ceux du secondaire dans toutes les écoles								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								

2.4 Présentation des moyens des programmes

Actions	Activités	dépenses de personnel	Dépenses de biens et services		Dépenses d'Immobilisations		Dépenses de Transferts		Autres dépenses publiques	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1
Action 1: pilotage de la stratégie du ministère recouvre										
	Total									
Action 2: Coordination administrative										
	Total									

3. PROGRAMME « ACCÈS A L'EDUCATION »

3.1 Présentation du programme

L'objectif du programme Accès à l'éducation est d'améliorer l'accessibilité et le maintien à l'école, notamment celui des filles et particulièrement dans les zones les plus défavorisées. L'accès est amélioré par les constructions/réhabilitations de salles de classe et le programme d'alimentation scolaire. L'achèvement est aussi un aspect important du programme d'accès en ce sens qu'il permet d'augmenter le taux d'achèvement par l'amélioration de la qualité des apprentissages. L'achèvement est amélioré par la réduction des redoublements et des abandons au niveau de l'enseignement fondamental.

Les structures et projets qui composent ce programme sont:

Structures du MENFP
- Direction de l'Enseignement Secondaire
- Direction de l'Enseignement Fondamental
- Direction du Génie Scolaire
- Direction de l'Enseignement Supérieur et Recherches Scientifiques
- Direction de Gestion du Programme National de Cantine Scolaire
- Direction de Gestion des Universités Publiques Régionales

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Institut National de Formation Professionnelle - Direction Appui et Partenariat |
|--|

3.2 Actions pertinentes du programme

Les actions du programme sont composées :

- offre Scolaire;
- soutien à l'Enseignement non Publique;
- rétention scolaire;
- accès à la Formation Professionnelle.

3.3 Cadre de Performance du Programme

Le cadre de performance du programme "Accès à l'Éducation" du ministère de l'Éducation est bâti autour des objectifs ci-après :

Objectif	Résultat attendu	Indicateurs de résultat
Objectif 1 : Augmenter l'accès des enfants de 4 et 5 ans à l'éducation préscolaire publique	- Les capacités d'accueil du secteur public pour la prise en charge des enfants du préscolaire augmentent.	<ul style="list-style-type: none"> • Des écoles fondamentales publiques disposent de deux salles préscolaires équipées; • La proportion d'enfants de 4-5 ans dans le préscolaire public
Objectif 2 : Assurer l'accès équitable et la participation de tous les enfants à l'éducation fondamentale, et les doter d'habiletés et de compétences utiles pour la vie	<ul style="list-style-type: none"> - Les capacités d'accueil du système répondent à la demande sociale d'éducation au niveau du fondamental ; - L'offre d'éducation fondamentale dans le secteur public connaît un accroissement considérable. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le taux d'admission en première année du fondamental; • Nombre d'enfants actuellement en dehors du système intégrant le système; • Le taux brut de scolarisation aux deux premiers cycles du fondamental; • Le taux net de scolarisation aux deux premiers cycles du fondamental ; • Le taux de transition au 3e cycle du fondamental. • Le taux brut de scolarisation au 3e cycle du fondamental. • La part du secteur public dans les deux premiers cycles du fondamental; • La proportion d'élèves du 3e cycle fondamental scolarisés dans le secteur public.
Objectif 3 : Accroître l'accès équitable à un enseignement secondaire moderne	<ul style="list-style-type: none"> - Les capacités d'accueil du sous-secteur secondaire augmentent considérablement sur la période du plan. - Le secteur public scolarise un nombre important d'élèves grâce à la création de nouvelles places assises. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le taux brut d'admission au secondaire. • Le taux brut de scolarisation au secondaire. • La proportion d'élèves scolarisés dans le public.
Objectif 4: Augmenter rationnellement et équitablement l'offre	- Le sous-secteur de la formation professionnelle connaît un important développement tant quantitatif que	<ul style="list-style-type: none"> • Le nombre d'étudiants en formation technique et professionnelle. • Nombre de départements

Objectif	Résultat attendu	Indicateurs de résultat
de formation professionnelle.	qualitatif à l'échelle nationale.	géographiques du pays disposant au moins d'un grand centre public de référence pour la formation technique et professionnelle équipé, ainsi que d'un observatoire de l'emploi. <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de formateurs maîtrisant leurs champs d'intervention et utilisant l'approche par compétence.
Objectif 5 : Garantir l'accès des enfants et jeunes handicapés à l'éducation	- Les enfants en situation de handicap intègrent le système et y évoluent en toute autonomie et indépendance.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'écoles spécialisées et en éducation spéciale fonctionnelles dans le pays. • Nombre d'infrastructures scolaires publiques disposant de rampes d'accès adaptées aux besoins des enfants en situation de handicap. • Pourcentage d'enfants d'âge légal en situation de handicap bénéficiant de services éducatifs.

Les indicateurs :

Indicateurs	Unité	Réalizations			En cours	Cibles		
		N-3	N-2	N-1	N	N+1	N+2	N+3
Objectif 1 : Assurer l'accès équitable et la participation de tous les enfants à l'éducation fondamentale, et les doter d'habiletés et de compétences utiles pour la vie								
Indicateur 1.1 : Taux d'admission en première année du fondamental								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 1.2 : Nombre d'enfants actuellement en dehors du système intégrant le système;								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 1.3 Le taux brut de scolarisation aux deux premiers cycles du fondamental.								
Sources de vérification :								

Précision méthodologique :								
Indicateur 1.4 : Le taux net de scolarisation aux deux premiers cycles du fondamental								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 1.5 Le taux de transition au 3e cycle du fondamental								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 1.6 Le taux brut de scolarisation au 3e cycle du fondamental.								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 1.7 Part du secteur public dans les deux premiers cycles du fondamental.								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 1.8 La proportion d'élèves du 3e cycle fondamental scolarisés dans le secteur public								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Objectif 2: Accroître l'accès équitable à un enseignement secondaire moderne								
Indicateur 2.1 : Le taux brut d'admission au secondaire								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 2.2 : Le taux brut de scolarisation au secondaire								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								

Indicateur 1.3: La proportion d'élèves scolarisés dans le public								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Objectif 3 : Augmenter rationnellement et équitablement l'offre de formation professionnelle								
Indicateur 3.1 nombre d'étudiants en formation technique et professionnelle augmente								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 3.2 Nombre de départements géographiques du pays disposant au moins d'un grand centre public de référence pour la formation technique et professionnelle équipé								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 3.3 des formateurs maîtrisent leurs champs d'intervention et utilisent l'approche par compétence								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Objectif 4 : Garantir l'accès des enfants et jeunes handicapés à l'éducation								
Indicateur 4.1 Nombre d'écoles spécialisées et en éducation spéciale fonctionnant dans le pays								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 4.2 : Nombre d'infrastructures								

4. PROGRAMME « QUALITÉ À L'ÉDUCATION »

4.1 Présentation du programme

Les structures et projets qui composent ce programme sont:

Structures du MENFP
- Direction du Curriculum et de la Qualité
- Direction de la Formation et du Perfectionnement des Cadres

4.2 Actions pertinentes du programme

Les actions du programme sont composées :

- Formation et perfectionnement des enseignants
- Curriculum et aides didactiques
- Évaluation des apprentissages et des Acquis Scolaires
- Qualité de la formation professionnelle

4.3 Cadre de Performance du programme

Objectif	Résultat attendu	Indicateurs de résultat
Objectif 1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire	- Les enfants du préscolaire évoluent dans un meilleur environnement d'apprentissage et de stimulation.	<ul style="list-style-type: none"> • Le niveau de changement observé chez les moniteurs dans l'application des méthodes et pratiques pédagogiques. • Nombre d'enfants du préscolaire public disposant de matériels didactiques. • Nombre d'enfants du préscolaire public bénéficiant chaque jour d'école d'un repas équilibré.
Objectif 2 : Améliorer la qualité de l'éducation et l'efficacité interne du sous-secteur fondamental	<ul style="list-style-type: none"> - Les enseignants maîtrisent le socle commun de connaissances et compétences et sont plus qualifiés et efficaces grâce à un meilleur encadrement (disciplinaire, pédagogique et administratif). - Les élèves du fondamental bénéficient d'un meilleur encadrement, maîtrisent leurs programmes d'enseignement et fournissent de meilleurs rendements scolaires, plus particulièrement dans les disciplines de base (mathématiques, lecture et écriture). - De plus en plus d'élèves enregistrent une meilleure progression à l'intérieur des cycles et entre les cycles du fondamental. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'enseignants des deux premiers cycles fondamental ayant obtenu un certificat de qualification. • Pourcentage des enseignants appartenant à un réseau ou un sous-réseau pédagogique. • Le taux moyen de réussite des élèves dans les tests d'évaluation des acquis en lecture, mathématiques et écriture. • Les taux de réussite aux examens nationaux. • Pourcentage des élèves du fondamental disposant de matériels didactiques. • Le taux de redoublement en

Objectif	Résultat attendu	Indicateurs de résultat
		2e et 4e années aux deux premiers cycles du fondamental. <ul style="list-style-type: none"> • Les taux de promotion dans les 1e, 3e et 5e AF. • Le taux d'achèvement au 3e cycle fondamental.
Objectif 3 : Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire et l'efficacité interne du sous-secteur	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les enseignants maîtrisent la philosophie et les contenus des programmes d'enseignement. - Les élèves et les enseignants bénéficient d'un meilleur encadrement pédagogique. - Les élèves maîtrisent le socle commun de connaissances et de compétences défini pour le secondaire. - Le nombre d'enfants bouclant le cycle secondaire a considérablement augmenté. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des enseignants du secondaire possédant un certificat de qualification. • Pourcentage des écoles secondaires publiques disposent de matériels didactiques nécessaires à un bon enseignement-apprentissage. • Pourcentage des écoles secondaires appartiennent à un réseau ou un sous-réseau pédagogique. • Le taux de réussite aux examens officiels. • Le taux d'achèvement au secondaire.

Les indicateurs :

Indicateurs	Unité	Réalizations			En cours	Cibles		
		N-3	N-2	N-1	N	N+1	N+2	N+3
Objectif 1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire								
Indicateur 1.1 : Le niveau de changement observé chez les moniteurs dans l'application des méthodes et pratiques pédagogiques								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 1.2. : des enfants du préscolaire public disposent de matériels didactiques								
Sources de vérification :								

Indicateurs	Unité	Réalizations			En cours	Cibles		
		N-3	N-2	N-1	N	N+1	N+2	N+3
secondaire								
Sources de vérification : Précision méthodologique								

4.4 Présentation des moyens des programmes

Actions	Activités	dépenses de personnel	Dépenses de biens et services		Dépenses d'immobilisations		Dépenses de Transferts		Autres dépenses publiques	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1
Action 1: formation et perfectionnement des enseignants										
	Total									
Action 2: Curriculum et aides didactiques										
	Total									
Action 3: Evaluation des apprentissages et des acquis scolaires										
	Total									
Action 4: Qualité de la formation professionnelle										
	Total									

6. PROGRAMME « EDUCATION NON FORMELLE ET ALPHABETISATION »

6.1 Présentation du programme

L'éducation non formelle est une forme d'éducation organisée en dehors des structures classiques d'enseignement et dispensée aux adultes analphabètes, hommes et femmes et aux enfants et adolescents garçons et filles non scolarisés ou déscolarisés précoces.

6.2 Actions pertinentes du programme

Les actions du programme sont composées :

- > Offre d'éducation non formelle et alphabétisation
- > Qualité de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation

6.3 Cadre de Performance du Programme

Le cadre de performance du programme "Éducation non formelle et Alphabétisation" du ministère de l'Éducation est bâti autour des objectifs ci-après :

Indicateurs	Unité	Réalizations			En cours	Cibles		
		N-3	N-2	N-1	N	N+1	N+2	N+3
de nouveaux instruments et outils de pilotage des actions								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Objectif 2 : Augmenter les possibilités d'intégration des néo-alphabétisés à la vie socioéconomique								
Indicateur 2.1 Nombre de personnes alphabétisées disposant d'un certificat de post alphabétisation								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								
Indicateur 2.2 Disponibilité d'un dispositif institutionnel pour l'éducation des adultes est fonctionnel								
Sources de vérification : Précision méthodologique :								

6.4 Présentation des moyens des programmes

Actions	Activités	dépenses de personnel	Dépenses de biens et services		Dépenses d'Immobilisations		Dépenses de Transferts		Autres dépenses publiques	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1	N+1
Action 1: Offre d'éducation non formelle et alphabétisation										
	Total									
Action 2: Qualité de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation										
	Total									

Achévé d'imprimer par Presses Nationales d'Haïti - Port-au-Prince
ISSN : 1683-2930 • Dépôt légal : 85-01-027 Bibliothèque Nationale d'Haïti
©Tous droits réservés 2020